

سكز من لامل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16058 - 7 F

JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## ■ Le nouveau défi de l'Irak

Washington menace Bagdad de nouvelles frappes. Selon le Pentagone, l'Irak reconstitue ses forces antiaériennes.

p. 5

## ■ Pas d'intérim pour Boris Eltsine

Le président russe, qui subira un pontage coronarien fin septembre, a annoncé qu'il ne transférera pas ses pouvoirs à son premier ministre.

p. 2

## ■ La fin des essais nucléaires ?

Le traité d'interdiction global des essais nucléaires a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies. Mais l'Inde, hostile au traité, dispose d'un droit de veto.

p. 4

## ■ Les fonctionnaires se mobilisent

Les sept fédérations de fonctionnaires prévoient à la mi-octobre une journée d'action sur les salaires et la défense de l'emploi.

p. 6

## ■ Jacques Chirac en Pologne

Le président de la République doit s'adresser jeudi aux parlementaires polonais.

p. 3



## ■ Bosnie : la jungle des aides internationales

Une enquête sur les innombrables initiatives censées favoriser la reconstruction en Bosnie-Herzégovine.

p. 11

## ■ Un point de vue de Martine Aubry

L'analyse de l'ancien ministre du travail sur la réforme fiscale annoncée par Alain Juppé.

p. 12

## ■ Succès pour Ariane-4

La fusée Ariane a placé en orbite un satellite de télécommunications américain.

p. 21

## ■ La Grèce à petits prix

Les professionnels du tourisme multiplient les offres à prix cassés pour faire revenir les touristes.

p. 22

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 800 F; Espagne, 220 PTA; France, 1 F; Grèce, 360 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 40 F; Pays-Bas, 10 G; Norvège, 160 Kr; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 F; Suisse, 2,50 F; Tchécoslovaquie, 100 Kčs; USA, 1 \$; USA (Canada), 2,50 \$.

M 0147-912-700 F



## Le gouvernement envisage de durcir les conditions d'attribution du RMI

Les familles des bénéficiaires prendraient en charge une partie du revenu minimum

LE GOUVERNEMENT envisage, à l'occasion de la loi de finances 1997, de réformer les conditions d'attribution du revenu minimum d'insertion (RMI), qui compte près d'un million de bénéficiaires. La mesure principale consiste à introduire une nouvelle disposition, dite de l'« obligation alimentaire ». A ce titre, les familles, en fonction de leurs ressources, seraient appelées à prendre en charge tout ou partie du montant de l'allocation.

Cette mesure figure dans la lettre de cadrage budgétaire, adressée le 7 août par le premier ministre au ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot. La solidarité familiale viendrait ainsi se substituer en partie à la solidarité nationale. Le parent serait redevable pour son enfant, mais également l'enfant pour le père ou la mère, comme cela existe dans certaines aides sociales.

Cette réforme ne devrait guère avoir d'incidence budgétaire en 1997 : elle ne représente qu'une part d'une économie de 500 mil-



lions de francs dans un budget total de 24,2 milliards, qui a progressé normalement, hors des contraintes imposées par la réduction des déficits publics. Mais son intérêt se situe sans doute à plus long terme. Le gouvernement

semble miser sur l'effet dissuasif qu'entraînerait l'« obligation alimentaire », notamment auprès des « jeunes adultes » de plus de 25 ans. Les débats des mois passés ont montré que des responsables de la majorité estimaient que ces

jeunes, qui ne peuvent prétendre à des allocations chômage et perçoivent donc le RMI, devaient être pris en charge par leur famille.

Lire page 9 et notre éditorial page 13

## Le roi des Belges sort de sa réserve pour demander que justice soit faite

SORTANT de la réserve à laquelle le cantonne la Constitution, le souverain belge Albert II a publié, mardi 10 septembre, un communiqué demandant que « toute la clarté soit faite » sur les drames qui traumatisent la Belgique aujourd'hui : l'arrestation de pédophiles meurtriers dans l'affaire Marc Dutroux et la mise en cause d'un ancien ministre belge, Alain van der Biest, accusé d'avoir commandité, en 1991, l'assassinat d'André Coolen, figure emblématique du socialisme wallon. A propos du premier dossier, le roi des Belges, qui a reçu les parents des victimes, a précisé que le parquet venait de transmettre « une liste d'observations et de questions » au ministre de la justice. Le souverain affirme suivre également de très près l'enquête sur l'assassinat d'André Coolen.

Lire page 32

## Le Petit Prince et le fantôme du « France »

LE HAVRE

de notre envoyé spécial

Ce fut comme un mirage. Une ombre à l'horizon qui se rapproche, impétueuse, au milieu des jets d'eau, des sirènes, des sifflets. Une cathédrale flottante, gigantesque, écrasante, dans le port éboulé. Et puis, plus rien. Disparu à la nuit. Envoyé une fois de plus. Les quais, mercredi, n'ont même aucune mémoire. Ce fut sans doute une fête pulsée y ait fanfare et tapis rouge. Certains Havrais, fascinés, criaient : « Bravo le Prince ! Merci d'être revenu ! » Et quand des passagers et membres d'équipage ont adressé de grands signes à la foule, un homme a hurlé : « On vous aime bien aussi... malgré tout ! » Ce « malgré tout » plein d'allusions et d'amertume semblait aller de soi. Mais les « anciens » du France, invités deux heures à bord du Norway, gardaient la tête froide. Cadeau ou bien ultime blessure ? Ils hésitaient encore.

Ils trottaient dans les couloirs avec des airs de propriétaires, curieux des aménagements entrepris par leurs nouveaux locaux, ils se sentaient, comment dire, légitimes. Si ce

n'est qu'ils se perdaient un peu. « Voyons, sur quel pont sommes-nous ? Tout est donc anglais ? » Oui. Le France, rebaptisé Norway en 1979, ignore le français, mange philippin et se paie en dollars.

Bernard Hamel, ancien cuisinier, courait. « Venez, les gars ! On se moque du cocktail ! Alors plutôt voir nos cuisines ! » Il fallut les trouver, frayer son chemin entre une nuée de jeunes cuisiniers philippins, haïtiens, jamaïcains. Il fallut s'habituer à une nouvelle disposition des lieux et laisser remonter les souvenirs d'une cuisine quatre-étoiles et d'un « corps d'élite » : la fameuse tenue blanche, tablier à boutonnière en biais, toque plissée à l'amidon, cheveux courts, chaussures cirées ; le travail d'une quinzaine de poissons, la cuisson simultanée de 400 canards, le grill de 110 côtes de bœuf, les décorations en belle vue, le recours à la truffe, les sculptures sur pain de glace pour mettre en valeur le caviar.

Marcel Leroy, ancien membre d'équipage, était aussi songeur. Chaque pont, chaque salon lui indiquaient que la page du France était définitivement tournée. C'est lui qui, seul à bord,

l'avait arpenté comme un médecin fidèle, attentif aux premiers signes de déchéance, bouleversé de l'affront fait à son valeureux patient. C'était, dit-il, « le temps du raffinement dans l'escapade, le temps où l'on ne partait pas pour être aussitôt arrivé, le temps où le voyage était autre chose qu'un vulgaire déplacement : un art, peut-être, un morceau de vie lente ».

Le Petit Prince avait tout compris, dit un ancien maître d'hôtel en rappelant ce passage de Saint-Exupéry, abondamment cité lors du lancement du France :

« Pourquoi vendis-tu cela ? demande le Petit Prince à un marchand de pilules pour apaiser la soif.

« C'est une grosse économie de temps, répond l'homme. Les experts ont fait des calculs, on épargne 53 minutes par semaine.

« Et que fait-on de ces 53 minutes ?

« On en fait ce que l'on veut.

« Moi, dit le Petit Prince, si j'avais 53 minutes à dépenser, je marcherais tout doucement vers une fontaine... »

Armick Cofejan

## POINT DE VUE

## Laurent Fabius se trompe

par Werner Hoyer

DANS un appel paru dans *Le Monde* du 7 septembre, l'ancien premier ministre Laurent Fabius souligne que la conférence intergouvernementale de l'Union européenne (CIG) est la dernière chance pour sauver l'Europe. Laurent Fabius a raison. Peut-être la CIG n'est-elle pas la dernière chance, mais nous nous trouvons confrontés, en cette fin de siècle, à des défis si importants que nous ne devons absolument pas les laisser passer sans réagir.

L'Union européenne doit s'affirmer dans la concurrence économique et technologique mondiale. Elle doit être en mesure d'accueillir les pays d'Europe centrale et orientale. Enfin, elle doit garantir à ses citoyens la paix et la sécurité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières.

Dans son point de vue, Laurent Fabius met en avant trois options pouvant permettre à la France, l'Allemagne et l'Union européenne d'utiliser cette « dernière chance ». La première option est de ne rien faire : tout à fait d'accord, ici, pour dire que nous ne pouvons pas continuer comme avant. La deuxième solution, explique-t-il, est de mettre en place

une zone de libre-échange de l'Atlantique à l'Oural. Là aussi, Laurent Fabius a raison. Un tel développement signifierait un recul par rapport à ce que nous avons déjà atteint. Une telle Europe ne serait pas en mesure de dominer les défis que nous avons mentionnés plus haut.

La troisième option proposée par Laurent Fabius serait que la France, en accord avec l'Allemagne, fasse adopter au niveau de l'Union européenne une série de corrections concernant la politique monétaire, économique et sociale. Et, là, Laurent Fabius se trompe à de multiples égards. Son souhait d'utiliser la politique monétaire comme instrument de relance conjoncturelle et de relâcher la lutte contre l'inflation ne signifie rien d'autre qu'abandonner l'Union économique et monétaire (UEM) avant même d'y être entré.

Lire la suite page 13

Werner Hoyer est le ministre allemand délégué aux affaires étrangères (chargé des affaires européennes). (Traduit de l'allemand par Lucas Delattre.)

## Renault dans le rouge



LOUIS SCHWEITZER

DANS un entretien accordé au *Monde*, Louis Schweitzer analyse les mauvais résultats de Renault au cours du premier semestre 1996. Trop chères, ses voitures ont fait perdre à l'entreprise près de 1 milliard de francs. Des pertes que l'activité poids lourds ne compensera pas cette année. Le constructeur devrait donc redevenir déficitaire. Le PDG de Renault veut provoquer une « rupture » en baissant de 8 % le coût de fabrication de chaque véhicule d'ici à fin 1997.

Lire page 15

## Deux comédies grand écran

DANS nos pages cinéma, un film succulent, triste et drôle à la fois : *Bienvenue dans l'âge ingrat*, de l'Américain Todd Solondz. C'est l'histoire d'une fille de douze ans, pas très belle, qui lutte désespérément pour s'intégrer dans la société du New Jersey. Un tableau cruel et drôle. Une autre comédie, loufoque celle-ci, *Mes doubles, ma femme et moi*, marque les sorties de la semaine, sans oublier le dernier film du Suisse Alain Tanner, qui donne, avec *Fourbi*, une suite à *La Salamandre*.

Lire pages 24 à 26

International	2	Agenda	23
France	6	Abonnements	23
Société	9	Météorologie	23
Horizons	11	Musique	23
Carnet	14	Culture	24
Entreprises	15	Auteurs classés	26
Finances/marchés	18	Guide culturel	29
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	31



## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

**RUSSIE** Boris Eltsine a annoncé, lundi 10 septembre, qu'il ne transférerait aucun de ses pouvoirs au premier ministre durant sa prochaine hospitalisation, comme le

suggère pourtant la Constitution. Cette décision renforce encore le sentiment d'incertitude politique qui prévaut à Moscou depuis l'annonce de la nécessaire et dange-

reuse opération cardiaque que le président russe doit subir à la fin du mois de septembre. ● UN DES PRÉTENDANTS les plus sérieux à la succession présidentielle, le gé-

ral Alexandre Lebed, gagne tous les jours en popularité. Ainsi, 75 % des Russes approuvent sa politique de paix en Tchétchénie. ● A GROZNY, la capitale de la Ré-

publique tchétchène, les indépendantistes installent leur pouvoir dans le calme alors que les troupes russes poursuivent leur mouvement de retrait.

## M. Eltsine gardera le contrôle du feu nucléaire durant son hospitalisation

Le président russe, qui subira une opération du cœur à la fin du mois de septembre, a annoncé qu'il ne transférera pas ses pouvoirs à son premier ministre comme le suggère la Constitution

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
A-t-il soif ? Faim ? Ou une envie plus pressante encore ? Boris Eltsine est à l'hôpital. Il a deux boutons à côté de son lit. L'un pour appeler l'infirmière. L'autre pour déclencher le feu nucléaire. Et sa main hésite, titonne, se dirige vers le second... Cette caricature, publiée dans la presse russe lors d'une des deux hospitalisations du président russe en 1995 pour crise cardiaque, est de nouveau d'actualité. Sergueï Iastrjembki, porte-parole du président russe, a, en effet, annoncé, mardi 10 septembre, que Boris Eltsine reste « le chef suprême des armées » et gardera « le contrôle du bouton nucléaire » pendant « son congé ». C'est-à-dire avant et après son opération du cœur qui doit avoir lieu fin septembre. La question du transfert de la mallette nucléaire « durant les heures mêmes de l'opération chirurgicale n'a pas encore été évoquée », a précisé un autre porte-parole du Kremlin.

Lors de ses deux précédentes hospitalisations (officiellement reconnues), Boris Eltsine avait conservé tous ses pouvoirs et la maîtrise du feu nucléaire. Même si, selon des indiscretions, une altercation pour le contrôle de la « valise noire » aurait alors opposé, au pied du lit d'hôpital, le premier ministre et le fidèle et puissant chef de la sécurité présidentielle d'alors, Alexandre Korjakov.

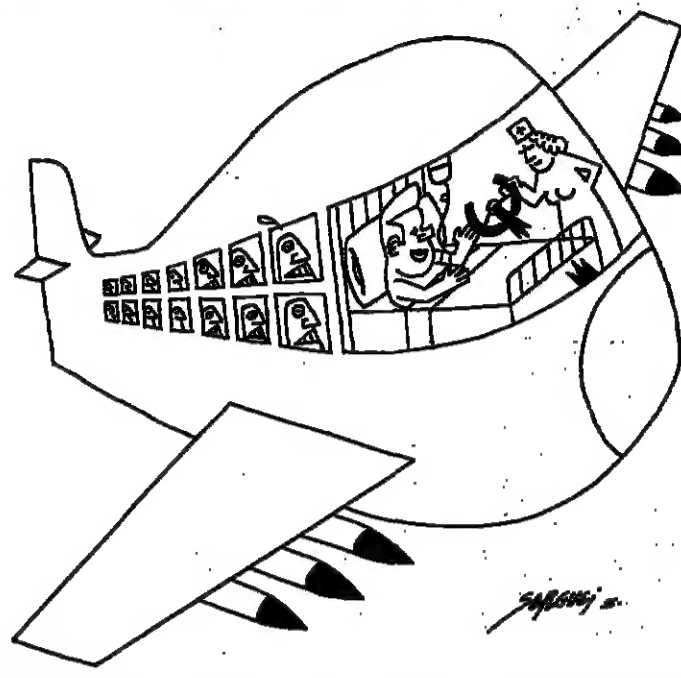
### Un jeu de valises pour la chaîne de commandement

Depuis le coup d'Etat raté d'août 1991, on sait qu'il existe en Russie un jeu de valises qui contiennent les codes - composés de chiffres et de lettres - d'engagement du « feu » nucléaire et qui sont attribués à des responsables politiques et militaires formant la chaîne de commandement.

A chaque stade de la hiérarchie, dans l'ordre protocolaire des participations aux décisions, correspond un élément du codage. Le code de la valise présidentielle est le verrou ultime et indispensable qui fonctionne en quelque sorte comme un frein - ou un veto - conçu, en donnant l'ordre de tir éventuel, pour activer, puis libérer les armes sous tension permanente. En 1994, la Russie aligne quelque 150 000 hommes au sein de ses forces nucléaires stratégiques, qui servent plus de 1 600 missiles (sol-sol et mer-sol) et une centaine de bombardiers.

Les Russes et le reste du monde ignorent donc toujours qui, à Moscou, détient le pouvoir d'annuler la planète quand le président russe sera sur la table d'opération, sous anesthésie générale, le cœur arrêté, pendant que les chirurgiens remplaceront ses artères obstruées. Car Iouri Petrov, médecin de l'administration présidentielle, a confirmé mardi que le président subirait fin septembre un pontage coronarien (ce que le Kremlin avait auparavant démenti) (*Le Monde* daté 8-9 septembre). Il a indiqué que les médecins allaient se réunir « dans les prochains jours » pour décider « de la date ». Lundi, le responsable du centre de cardiologie de Moscou choisit pour l'intervention avait pourtant annoncé qu'un conseil de médecins déciderait à la fin du mois si cette opération était possible, étant donné l'état général du président.

**L'ARTICLE 92.3**  
Quel que soit son état actuel et les risques de l'opération, il est clair que le chef de l'Etat russe s'est, pour l'instant, une nouvelle fois refusé à transférer ses pouvoirs à son premier ministre, comme l'avait exigé son conseiller à la sécurité, l'ex-général Alexandre Lebed. Et comme le suggère la Constitution : « Dans tous les cas, quand le président de la Fédération de Russie n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, celles-ci sont temporairement exercées par le chef du gouvernement » (article 92.3). Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine obtient cependant le droit d'être « consulté durant (le) congé » présidentiel par les ministères de « forces » (défense, intérieur, garde-frontière,



ex-KGB) qui dépendent d'ordinaire directement du Kremlin, « sur toutes les questions exigeant (habituellement) l'accord du chef de l'Etat », a annoncé le porte-parole de Boris Eltsine. « Les ministères de forces seront juste obligés d'informer le premier ministre », a expliqué M. Iastrjembki. Le mémorandum signé dans ce sens la veille par le président russe ne fait qu'officialiser une situation de fait. En l'absence du président, c'était M. Tchernomyrdine qui présidait les réunions, notamment celles consacrées à la Tchétchénie.

Jusqu'à son opération, Boris Eltsine reste donc le président en exercice. Mais il n'est pas totale-

ment exclu que, durant l'intervention chirurgicale, « pour quelques heures », voire « un ou deux jours » après, le président transfère finalement ses pouvoirs (et la mallette nucléaire) au premier ministre, avait indiqué la veille le chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubais, qui voit son pouvoir occulte renforcé pendant la vacance du chef de l'Etat. Mais, jugeant cette question « artificielle et déplacée », le premier ministre a estimé mardi que ce ne serait peut-être pas le cas. « Le président restera le président pendant l'opération et pendant sa convalescence. C'est pourquoi je ne vois l'utilité ni de discuter du transfert des pou-

voirs, ni de construire toutes sortes de mécanismes dans ce but », a dit le premier ministre dans une interview accordée à Interfax après l'annonce présidentielle.

Cependant Guennadi Seleznev, président de la Douma, la chambre basse du Parlement, avait indiqué quelques heures auparavant que M. Tchernomyrdine et lui-même venaient de tomber d'accord « pour que la Constitution soit appliquée, que le pouvoir soit officiellement transféré pour cette période au chef du gouvernement ». « Il ne faut pas laisser place à l'improvisation », avait précisé, non sans humour involontaire, M. Seleznev.

#### FIDÈLE ET SOUMIS

Publiquement, le chef du gouvernement a donc tenu un tout autre discours : celui de l'adjoint fidèle et soumis de Boris Eltsine. Il a estimé que « le gouvernement dispose du point de vue légal de tout ce dont il a besoin pour assurer la stabilité politique et mettre en œuvre le programme de réformes du président ». Sans évoquer le problème du feu nucléaire, M. Tchernomyrdine a cependant dit qu'il « comprenait l'impédit et les préoccupations des citoyens au sujet de la santé du président et les vœux sincères de plein rétablissement qu'ils envoient au président ».

La décision de Boris Eltsine est donc un camouflet pour le « rebelle » Alexandre Lebed, qui, estimant que « tout peut arriver en quelques heures », avait publiquement exigé, vendredi, que Boris Eltsine désigne officiellement et immédiatement son premier ministre pour le remplacer. Elle est une « récompense » pour le docile

chef du gouvernement, qui n'a pas soulevé cette question publiquement. Et elle devrait satisfaire le fidèle chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubais, qui, selon certains observateurs, fait déjà office de régent. En l'absence d'intérim du président, c'est lui qui détient le pouvoir réel. Le porte-parole du Kremlin a ainsi été obligé de préciser que le sceau portant la signature de Boris Eltsine n'était pas détenu par le chef de l'administration présidentielle Anatoli Tchoubais mais par le responsable de la chancellerie. Et que ce sceau n'était utilisé ni sans accord du président, ni pour signer des décrets, ordres et lois. En août, Alexandre Lebed avait publiquement contesté la validité d'une signature du président sur un texte lui enjoignant de « rétablir l'ordre » en Tchétchénie.

Contrairement au souhait du général Lebed, il n'y aura vraisemblablement pas une personne « clairement désignée et nommée qui dirigera le pays et sera responsable de tout ce qui se passe » pendant le « congé-maladie » de Boris Eltsine. Il reste donc à espérer que le président russe sera en état de prendre des décisions cruciales, qu'aucun incident ne surviendra. La dernière (et la première) fois que Boris Eltsine s'était, selon ses propres mots, « servi de la valise noire avec le bouton qu'il portait tout le temps avec moi », ce fut le 25 janvier 1995. Par erreur. Les défenses russes avaient confondu une fusée météorologique norvégienne, dont le lancement avait été annoncé, avec une missile nucléaire stratégique.

Jean-Baptiste Naudet

## La popularité d'Alexandre Lebed ne cesse de grandir

**MOSCOU**

de notre correspondant

Qui peut arrêter Alexandre Ivanovitch Lebed ? A Moscou, c'est sans doute la question que se pose en permanence la nouvelle élite dirigeante qui a été mise en obligation de coopter ce général parachutiste entre les deux tours de l'élection pour assurer la victoire de Boris Eltsine. Un sondage indique que pas moins de 75 % des Russes approuvent les actions du nouveau chef du Conseil de sécurité russe en Tchétchénie. Il a reçu très peu de publicité en Russie. Sous contrôle des groupes financiers ou des autorités menacées par ce général, qui dénonce leur corruption, les médias ont souvent préféré diffuser les critiques (soutenues) du premier ministre ou virulentes) du maire de Moscou, les deux autres candidats potentiels à une éventuelle présidence.

Pourtant, il ne fait guère de doute qu'après ses succès en Tchétchénie, et l'annonce de la maladie et de l'opération de Boris Eltsine, Alexandre Lebed fait, plus que jamais, figure

d'homme providentiel. En cas d'élection présidentielle anticipée, il aurait sans doute toutes les chances de l'emporter. Car les partisans de l'opposition, les laissés-pour-compte de la « nouvelle Russie », ceux qui avaient voté pour le communiste veillant Guennadi Jouzouganov (40 %) lors de la présidentielle de juillet, semblent séduits par le style du général.

#### « LA VÉRITÉ, LA LOI ET L'ORDRE »

Les violentes attaques lancées par la coalition « communiste-nationaliste » contre le conseiller à la sécurité du président russe témoignent du danger. Sur tous les sujets, le général Lebed, partisan de « la vérité, la loi et l'ordre », dit tout haut ce que les Russes pensent tout bas et, aussi, ce que tout le monde sait. Sur la Tchétchénie : « Les forces russes sont dans un état lamentable ». « On ne restaure pas l'ordre constitutionnel à coups de canon », cette guerre a fait « près de 80 000 morts », le gouvernement pro-russe de Grozny n'a « pas de légitimité », etc.

Sur Boris Eltsine, le général ne mâche pas ses mots non plus, alors que l'opposition et le premier ministre se contorsionnent. Tant qu'il n'est pas rétabli, dit-il, le président doit transférer le pouvoir au chef du gouvernement. Sur l' Irak, Alexandre Lebed fait mouche : Saddam Hussein « méritait » peut-être les frappes américaines « mais il y a des normes (internationales) à respecter », comme celui qui s'est lui-même baptisé « d'Artagnan » et qui profite de son nouvel ascendant pour tenter de gagner du pouvoir.

Fin août, il avait envoyé une lettre à Boris Eltsine demandant que le Conseil de sécurité qu'il dirige puisse examiner toutes les questions économiques et financières. Alexandre Lebed a notamment vivement critiqué « l'orientation de plus en plus nette de l'industrie (russe) vers les secteurs de l'énergie et des matières premières », qui constituent le socle du pouvoir de la nouvelle élite dirigeante. Ce candidat déclaré à la future présidentielle s'est même engagé dans la bataille contre la construction coûteuse et désastreuse pour

l'environnement d'un train à grande vitesse entre Moscou et Saint-Petersbourg, un projet soutenu par un vice-premier ministre allié de M. Tchernomyrdine.

Se plaçant à s'emparer des dossiers les plus difficiles, M. Lebed s'intéresse maintenant à la question de la flotte de la mer Noire basée à Sébastopol, en Crimée (Ukraine), qui empêche les relations entre Moscou et Kiev depuis la dissolution de l'URSS. Alexandre Lebed prend la responsabilité de ce conflit sous son « contrôle spécial », car Kiev a une « tendance à revenir » sur les accords déjà conclus, a annoncé le Conseil de sécurité au début de la semaine. « Nationaliste éclairé », le général tente sans doute ainsi de couper l'herbe sous le pied de l'un des plus dangereux adversaires à une future présidentielle, le maire de Moscou, Iouri Loujkov, qui a récemment qualifié de « capitulation » les accords signés en Tchétchénie par Alexandre Lebed et qui fait de Sébastopol l'un de ses chevaux de bataille.

J.-B. N.

## Les indépendantistes installent leur pouvoir en Tchétchénie

**GROZNY**

de notre envoyée spéciale

« Pour l'instant, nos soldats n'ont pas le droit de retourner à la vie civile. On ne sait pas qui sera président bientôt en Russie et la paix en Tchétchénie n'est qu'une carte entre les mains des candidats au pouvoir au Kremlin » : le chef d'état-major tchétchène, Aslam Maskhadov, n'a pas caché au *Monde*, mardi 10 septembre, qu'il n'est pas dupe des mobiles réels qui ont poussé Alexandre Lebed à signer avec lui un cessez-le-feu, le 22 août. Même si, en public, le général Maskhadov ne cesse de louer « la sincérité » du général russe et de ses assistants qui poursuivent en Tchétchénie les négociations entamées ce jour-là.

Il s'agissait alors pour Moscou de sauver la vie de milliers de soldats russes encerclés dans Grozny par une audacieuse contre-offensive tchétchène sur leur capitale que les Russes n'imaginaient pas possible. Désormais, ces soldats russes, de même que ceux qui se trouvaient ailleurs dans le pays, ont été re-

#### CALME ET AMNISTIES

Depuis deux ans, « experts » et politiciens russes, y compris Boris Eltsine, affirmaient que tout repli des troupes russes devait entraîner des massacres sanglants, selon un scénario « afghan » ou « tadjik ». Or, non seulement ceux-ci n'ont pas lieu, mais l'arrivée au pouvoir des indépendantistes se déroule dans un calme que le pays n'a pas connu depuis des années. Des « meetings de réconciliation » sont organisés dans les localités qui furent fidèles aux anciens dirigeants pro-russes. Des amnisties en tout genre sont proclamées, des fonctionnaires et techniciens de l'ancien régime passent au service du nouveau et un gouvernement de coalition a même été formé :

deux ministres pour l'instant ont été repêchés dans le dernier gouvernement installé par les Russes.

A l'entrée nord-ouest de Grozny, sept soldats posent, bras dessus, bras dessous, devant un huitième armé d'un Polaroid. Uniformes propres et sourires éclatants, ils ont l'air de sortir du même moule et, pourtant, cinq d'entre eux sont russes et les autres tchétchènes. Ils forment un de ces « postes mixtes temporaires » créés en application de l'accord de cessez-le-feu. On les croise depuis deux semaines aux frontières de la petite République et dans la capitale, démolitionnée d'un commun accord. Quelque deux cents hommes, de chaque côté, ont été chargés de patrouiller dans Grozny par petits groupes, rendant compte chaque soir à la « Kommandatura » centrale, dirigée conjointement par le général russe Kostenko (qui a servi deux ans dans les forces de l'ONU en Bosnie et en Croatie) et par un jeune commandant tchétchène, Aslambek Ismailov. Ce dernier

n'hésite pas, devant ses hommes, à maudire son alter ego, « cet agent du FSB (ex-KGB) qui veut faire croire à l'existence d'une soi-disant troisième force à Grozny alors que ce sont les dernières unités russes stationnées ici qui provoquent les incidents ». Des incidents qui sont d'ailleurs fort rares et résolus ensemble par le général et le jeune commandant, dont les rapports, extérieurement du moins, sont « francs et chaleureux ».

En règle générale, ces postes ne contrôlent pas les véhicules qui sillonnent en tous sens la Tchétchénie depuis que les barrages russes ont été levés. Quant aux Tchétchènes qui les ont remplacés, ils laissent passer les voitures avec un grand sourire. S'ils les arrêtent, c'est pour s'enquérir, non pas de la présence d'armes (tolérée hors de Grozny), mais d'alcool (désormais interdit).

La vie qui reprend met des foules en mouvement à bord de bus, Jeeps, Lada ou tracteurs ornés de drapeaux tchétchènes et salués par

les gamins le long des routes. Les marchés s'allongent aux carrefours et dans les villages, ne craignent plus les bombardements. « Les vaches aussi sont au courant du cessez-le-feu », peste un conducteur bloqué par un troupeau qui ne veut pas céder le passage. Dans tous les villages, les familles dont les maisons ont subi des destructions ont commencé à reconstruire et les jardins privés assurant l'autosuffisance ressemblent à des ruches.

Hors de la capitale, ces images idylliques parviennent, le soleil aidant, à masquer la destruction des écoles, hôpitaux, ponts et usines dont les amas de ruines et de ferrailles noircies sont présents partout dans le paysage. Mais, à Grozny, où se concentraient avant la guerre 400 000 habitants, rien ne pourra cacher longtemps les nombreux kilomètres d'immeubles éventrés, brûlés ou rasés qui s'étendent à partir du centre de la ville.

Sophie Shuh

**OISE**

Une année d'anglais en Angleterre

Partir une année, un trimestre ou un mois pour apprendre l'anglais.

☐ Oxford · Bristol · Cambridge · Irlande

☐ Voyage organisé

☐ Vie dans une famille accueillante

☐ Cours intensifs pour tous les niveaux

☐ Préparation aux examens officiels

☐ Programme d'activités culturelles

1996: 06/10 - 14/12

1997: 12/01 - 22/03 06/04 - 14/06

FF 28.000,- par trimestre (tout compris)

Bordeaux 56552812

Lille 20402838

Lyon 78246074

Paris (1) 44196666

21 Rue Théophraste Renaudot 75015 Paris



سكزا من لاجل

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996 / 3

## Les alliés préparent la nouvelle force de paix en Bosnie

Les effectifs français réduits des deux tiers

LES MINISTRES de la défense des seize pays membres de l'OTAN, dont Charles Millon pour la France, ont discuté, les 25 et 26 septembre, à Bergen (Norvège), de la mise sur pied de la nouvelle force de paix en Bosnie après le retrait, fin décembre, de l'actuelle IFOR. Ils débattent aussi des projets de réorganisation des commandements de l'OTAN, dont les grands principes devraient être connus à la fin de l'année.

Leur travail aura été préparé par des réunions, les 10 et 13 septembre, au Portugal, puis en Espagne, du comité militaire de l'OTAN, composé des chefs d'état-major des armées, dont le général Jean-Philippe Douin pour la France. Le « format » final de

les unités européennes quitteront la Bosnie en même temps que les GI.

Pour le moment, les états-majors alliés se concertent comme si les États-Unis restaient sur place, en diminuant eux aussi leurs effectifs dans le cadre de relèves qui sont programmées dès l'automne prochain. Le commandement de l'IFOR-2 devrait ainsi revenir au quartier général des forces terrestres alliées du Centre-Europe (Landcent), installé à Heidelberg (Allemagne). Il sera sous les ordres du général américain William Crouch, qui dispose d'un état-major multinational avec, entre autres, des officiers américains, britanniques, allemands et français.

### Des structures françaises proches de l'OTAN

Remplacé par le général Marc Waymel au poste de numéro deux en Bosnie, le général Jean Heinrich pourrait prendre à terme un poste, dont la création est à l'étude, de commandement opérationnel des forces terrestres (COFT) à Lille. Le COFT devrait avoir sous son autorité quatre corps (comparables à des divisions de l'OTAN), de 15 000 hommes chacun - un corps blindé, un corps mécanisé, un corps d'intervention blindée rapide et un corps d'infanterie d'assaut, soit 85 régiments - qui constitueront le fer de lance de l'armée de terre française. Chargé des relations permanentes avec les structures de commandement de l'OTAN, le COFT sera conduit, selon une décision gouvernementale, à participer à des actions nationales, par exemple, en coordination avec les alliés.

IFOR-2 dépendra de l'attitude de Washington après l'élection présidentielle de novembre, les Européens conditionnant leur présence à celle de soldats américains à terre.

Alors que l'IFOR totalise aujourd'hui quelque 60 000 hommes, répartis en trois divisions multinationales sous contrôle américain, britannique et français, la nouvelle force alliée post-IFOR compterait entre 15 000 et 20 000 hommes divisés en trois brigades. Son stationnement se calcule, dans le projet à l'étude, sur le déploiement actuel en Bosnie, à savoir trois secteurs au sud-est (pour la France), au nord (pour le Royaume-Uni) et au sud-ouest (pour les États-Unis).

Si le dispositif conserve son découpage, il n'en sera pas moins allégé et il devrait être rendu plus mobile, avec, le cas échéant, des unités de réaction rapide tenues en réserve dans les pays participant à l'IFOR-2.

La participation de la France passerait à 2 500 hommes, au lieu des 7 500 hommes actuels. L'intention du gouvernement est de rapatrier, au fil des relèves, tous les soldats français de l'IFOR, avec armes et bagages. Les 2 500 hommes qui leur succéderont viendront de France, avec d'autres équipements, comme pour signifier, sur le terrain, que la mission devrait changer radicalement de nature entre IFOR-1 et IFOR-2.

L'une des questions principales en suspens est de savoir dans quelle mesure - et avec quels moyens, si c'est le cas - l'armée américaine participera à la nouvelle force. C'est à la mi-octobre que le plan définitif sera arrêté par l'OTAN, compte tenu des résultats des élections législatives de septembre en Bosnie. A ce moment-là, les États-Unis seront en pleine campagne présidentielle, ce qui compliquera la décision à Washington.

La position des Européens a été affirmée à plusieurs reprises : des forces américaines doivent rester au sol pour éviter le « découpage » préjudiciable à la mission et pratiqué au temps des « casques bleus » de la Forprom, quand les Européens - seuls à terre - devaient se satisfaire d'un soutien aérien des Américains. S'il en allait autrement,

## Jacques Chirac en Pologne, le pays des lendemains calmes

Le plus grand Etat d'Europe centrale est devenu un pays « normal »

Le président de la République, Jacques Chirac, était attendu mercredi 11 septembre à Varsovie, où il devait, en début de soirée, rencontrer pour la première fois le

président polonais Aleksander Kwasniewski. M. Chirac doit s'adresser jeudi au Parlement polonais et se rendre vendredi à Cracovie.

VARSOVIE de notre correspondant Après tant d'années passées aux avant-postes, la Pologne fait moins parler d'elle. Privée de son héros fatigué et fatigant - Lech Walesa -, dotée désormais d'un président sans relief, le plus grand pays de l'Europe centrale ex-socialiste est rentrée dans la catégorie des pays normaux. Que la quasi-totalité des pouvoirs y soient aux mains d'hommes de l'ancien régime convertis à la démocratie ou aux affaires ne suscite pas d'inquiétude à l'étranger : le pays est jugé calme, et c'est à peine si l'on se souvient à quel point ce calme, cette stabilité sont récents.

Si la Pologne pose problème à certains, c'est tout au plus par son insistance à entrer dans la famille occidentale où on l'admire, c'est entendu, mais en son temps. Que Jacques Chirac, dans l'« important » discours qu'il doit prononcer jeudi 12 septembre devant la Diète, soit un peu plus précis, qu'il indique simplement une date, et il est assuré de faire un tabac.

L'année 1995 s'était pourtant terminée par un coup de cymbales qui avait pu révéler de bien mauvais souvenirs : le premier ministre Jozef Oleksy était publiquement accusé, par le ministre de l'Intérieur, d'espionnage et de trahison au profit de l'URSS puis de la Russie. Dans un pays encore secoué par la défaite historique de Lech Walesa, le choc fut considérable. Neuf mois plus tard, l'affaire, gérée avec une très grande efficacité par l'équipe au pouvoir, est classée. Si les preuves manquent, des obscurités demeurent, et les avis sont partagés sur le rôle qu'a pu jouer M. Oleksy dans ses relations avérées avec un agent de Moscou : simple piège, opportuniste complaisant, ou pire.

Mais, servi par la lassitude d'une opinion noyée de « fautes » invérifiables, les « post-communistes » ont remarquablement limité les dégâts, et même tiré des bénéfices de l'affaire : M. Oleksy n'est plus premier ministre, mais reste au premier plan en tant que chef du Parti social-démocrate. Et les services se-

crets ont été épurés et repris en main de manière à éviter toute nouvelle mauvaise surprise. Les problèmes sont venus d'ailleurs : du partenaire des post-communistes au sein de la majorité parlementaire. En effet, les « paysans » ont profité de l'affaire Oleksy pour ruer dans les brancards et exiger des concessions, et surtout une répartition plus avantageuse des postes.

Depuis, les escamotages n'ont pas cessé, mais là encore le danger n'est pas bien grand. Le Parti paysan, lui-même très divisé, a trop à perdre d'une rupture de la coalition et de nouvelles élections. Tout en dénonçant « l'arrogance » de son allié, il paraît contraint d'accepter ses conditions - y compris, ces derniers jours, le limogeage, dans des circonstances humiliantes, d'un ministre « paysan » accusé de puiser trop largement dans les fonds publics pour promouvoir des intérêts privés.

MÉFIANCE À L'ÉGARD DE WALESA

Reste l'opposition proprement dite, de la droite et du centre, qui accuse la majorité de s'intéresser exclusivement au partage du gâteau (notamment en s'appuyant sur un réseau de vieilles connaissances placées aux postes clés de l'économie publique ou récemment privatisée) ; de s'approprier la télévision - où la reprise en main est sans doute moins efficace et moins complète que dans les services secrets, mais beaucoup plus voyante -, de nommer à des postes importants des ambassadeurs très des oubliettes de l'ancien régime, etc.

Ces reproches trouvent un écho dans l'opinion, mais un écho trop faible pour inquiéter vraiment l'équipe au pouvoir. D'autant que la croissance économique reste forte, le chômage en baisse, et que le creusement du déficit du commerce extérieur n'inquiète que les spécialistes. Le Parti social-démocrate (de peu) en tête des sondages d'opinion, et les tentatives d'union de l'opposition se heurtent toujours à des problèmes insolubles : les dirigeants du Rassemblement pour la défense de la Pologne, un parti de droite radical et démagogue qui rassemble de nombreux mécontents,

vouent une véritable haine aux responsables de l'Union de la liberté - formation libérale où se retrouvent nombre des grandes figures de Solidarnosc. Ces derniers, hésitant entre la droite pour les uns, la gauche pour les autres, glissent insensiblement et avant l'âge vers le rôle d'anciens combattants, et le spectacle échec de Jacek Kuron lors de la dernière élection présidentielle n'a pu qu'accroître le mouvement.

Entre les deux se situe le principal mouvement de l'opposition, le syndicat Solidarnosc. Ses actuels dirigeants penchent plutôt à droite, voire du côté du cléricisme, ignorant les appels de Lech Walesa. L'ancien président (que Jacques Chirac rencontrera à Varsovie) s'efforce en effet de réparer les pots cassés au sein de l'opposition, après en avoir lui-même, naguère, beaucoup brisé. Il se heurte pourtant à une méfiance quasi générale : le personnage Walesa demeure encore trop d'air et de souvenirs pour ne pas être encombrant.

Solidarnosc a gardé une forte capacité de mobilisation, dont il fait, à l'occasion, la démonstration dans la rue. Mais sans que le pouvoir en soit autrement impressionné : le syndicat a été incapable de s'opposer à la liquidation de l'illustre chantier naval de Gdansk, au nom d'une rationalité économique agréement d'un parfum de revanche.

Bien noté dans les sondages, doté d'un métier politique, d'une souplesse d'échine et d'une facilité de contact qui font songer à Bill Clinton, le président Kwasniewski peut donc envisager l'avenir avec confiance. Et exposer, comme il l'a fait à la veille de l'arrivée de Jacques Chirac, un programme ambitieux : faire adopter une nouvelle Constitution, assurer la poursuite de la croissance économique et, bien entendu, faire accepter, la Pologne dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Lech Walesa, lorsqu'il était président, ne disait guère autre chose tant ce répertoire est conforme à la raison d'Etat de la Pologne. Ce qui change, c'est l'interprétation, les accents, le style. Tout et rien.

Jan Krauze

Philippe Lemaître

## Maastricht : France Télécom et la gymnastique du gouvernement français

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Les pouvoirs publics en France tentent-ils de manipuler les comptes budgétaires pour satisfaire aux critères de Maastricht ? La question peut se poser depuis qu'est connue l'intention de Paris d'utiliser les deniers de France Télécom pour réduire le déficit public.

Jusqu'à maintenant l'Etat français payait leurs retraites aux personnels fonctionnaires de France Télécom et l'établissement public le remboursait au fur et à mesure. Au terme de la loi de juillet dernier, établissant le nouveau statut de l'entreprise, en l'alignant sur le régime de droit commun, cette obligation de remboursement est remplacée par le versement d'une contribution forfaitaire exceptionnelle, étant entendu cependant que l'Etat continuera à payer les pensions des fonctionnaires. La soule ainsi réclamée à France Télécom représente la différence entre la cotisation-employeur, payée désormais par France-Télécom, comme n'importe quelle entreprise, et les retraites versées par l'Etat.

HEUREUX HASARD

Or c'est un vrai pactole dont France-Télécom va ainsi se dessaisir au profit d'un compte spécial du Trésor : 37,5 milliards de francs, soit entre 0,4 et 0,5 % du PIB, qui viendrait en déduction du déficit budgétaire et cela, par le hasard heureux de la nouvelle loi et justement en 1997. Sans avoir formellement notifié le projet à la Commission de Bruxelles, Paris a engagé des consultations afin d'obtenir son aval. La Commission va regarder de très près l'opération, qu'elle semble considérer à première vue comme compatible avec le système européen de comptabilité (SEC).

Au terme des règles actuellement en vigueur, les recettes de privatisations ne peuvent pas être prises en compte dans le calcul des déficits publics. En revanche un simple transfert financier au profit d'une administration échappe à cette interdiction.

Patrice de Beer

## Londres publie ses archives sur l'or volé par les nazis pendant la deuxième guerre mondiale

LONDRES de notre correspondant

Le Foreign Office vient de se livrer à un exercice de transparence en rendant publics, mardi 10 septembre, des documents des archives britanniques sur l'or volé par les nazis pendant la dernière guerre. Malcolm Rifkind, secrétaire au Foreign Office, a donné suite à la requête du député travailliste Greville Janner, président de l'Holocaust Educational Trust et vice-président du Congrès juif mondial.

Ce document, vingt-trois pages bourrées de chiffres et de références, lève une partie du voile sur les méthodes utilisées par le III<sup>e</sup> Reich pour recycler l'or pillé dans les banques des pays conquis et dans les coffres des particuliers - surtout juifs -, sur son transfert dans des pays neutres, notamment la Suisse, et sur la politique menée par les Alliés pour le récupérer.

La valeur de l'or volé a été estimée en avril 1945 par le ministre britannique de la guerre économique à environ 550 millions de dollars, dont 223 représentant les réserves belges transférées en France pendant la débâcle, 193 pillées aux Pays-Bas et 19 à 24 en Hongrie. Le métal jaune a été refondu et poli, comploté avec une date antérieure au déclenchement de la guerre pour en dissimuler l'origine ; celui qui avait été saisi par les SS - par exemple les dents en or extraites des victimes des chambres à gaz - a été transféré dans les comptes « Melmer » puis « Max Heiliger » de la Reichsbank. La plupart de cet or a pris le chemin des pays neutres, Espagne, Portugal, Suède, Turquie, mais surtout Suisse pour servir à des transactions commerciales ou pour être déposé dans des banques.

Combien d'or a franchi la frontière helvétique ? 200 millions de

dollars, estimaient à l'époque les États-Unis. Se cachant derrière le secret bancaire, les Suisses ont fini, à la suite d'intenses pressions américaines et britanniques, par accepter le 25 mai 1946 de restituer 250 millions de francs suisses (soit 60 millions de dollars), tout en refusant de reconnaître que cet or avait été frauduleusement acquis par les nazis. Leur représentant, M. Hirst, avait pourtant laissé glisser au cours des négociations le chiffre de 500 millions de dollars.

Londres et Washington se sont satisfaits de la somme proposée, bien que très inférieure à la réalité. En valeur d'aujourd'hui, le reliquat représenterait 4,6 milliards de dollars. Les Américains, à l'origine prêts à menacer Berne de sanctions économiques, avaient assoupli leur position à la demande des Britanniques. Selon le quotidien Daily Telegraph, Londres avait négocié après la guerre un emprunt auprès de la Suisse.

NON RESTITUÉ AUX VICTIMES Les lingots restitués ont été partagés entre Américains, Britanniques et Français, qui les ont utilisés pour la reconstruction. Il n'a pas été question à l'époque de restituer aux victimes l'or volé - sauf pour les réclamations « dont l'origine était incontestable » - de peur d'être inondés « de milliers de réclamations ». On a évoqué la difficulté à la Libération d'apporter des preuves, en particulier pour les survivants de l'Holocauste ou pour les ayants droit des victimes de l'Occupation. Selon la Banque d'Angleterre, l'or recouvré en 1945 ne représentait que 58 % des revendications.

Fort de ces informations, M. Janner voudrait savoir « combien d'or est parvenu en Grande-Bretagne et combien y en a-t-il encore au-

jourd'hui dans les coffres britanniques ? La Suisse, a-t-il ajouté, a une obligation morale de réfléchir à ce problème. Je pense qu'elle devrait avoir honte et que de nombreux Suisses en ont honte eux-mêmes », car il s'agit de « biens volés, d'or pillé ». Il souhaite que ces lingots soient restitués aux survivants et aux familles des victimes à titre de réparations. Il a aussi demandé à M. Rifkind, qui est attendu à Berne prochainement, de demander des explications à son homologue. Les Suisses ont déjà promis d'ouvrir une enquête.

Selon l'historien David Cesarani, les chiffres cités par le Foreign Office concernent essentiellement l'or saisi dans les banques centrales et

ne tient pas compte de celui volé aux particuliers, dont il ne devrait pas rester grand-chose. Il critique l'attitude du gouvernement britannique, qui a fait si peu durant cinquante ans pour aider à recouvrer l'or nazi et qui ne s'en est même pas excusé.

Pour le romancier Frederick Forsyth, auteur du Dossier Odessa, qui portait sur le trésor de guerre nazi, « la piste est froide, les participants morts. Il y a une énorme différence entre le montant qui a été déposé selon les Alliés et les sommes que les Suisses ont recraché. Je suspecte que le reliquat se trouve sous les rues de Zurich et que les banquiers garderont le silence ».

Ned Temko, rédacteur en chef de

l'hebdomadaire Jewish Chronicle, voit dans l'initiative du Foreign Office la volonté du gouvernement britannique, et pas seulement de M. Rifkind, qui appartient à la communauté juive d'Écosse, de faire la lumière sur un des derniers scandales de la guerre non encore élucidé. La découverte de nombreux documents aux États-Unis explique, selon lui, ces révélations qui confortent ce que l'on savait déjà, en particulier sur l'énormité des sommes transférées par les nazis. L'accord conclu au début de l'année entre le Congrès juif mondial et Berne devrait également y contribuer.

Patrice de Beer

OLIVIER POIVRE D'ARVOR

Le Club des momies

roman

OLIVIER POIVRE D'ARVOR

Grasset





هكذا من الإهل

## Le traité d'interdiction des essais nucléaires est adopté par l'Assemblée générale de l'ONU

Isolée, l'Inde dispose toutefois d'un droit de veto

L'Assemblée générale des Nations unies a très largement approuvé, mardi 10 septembre, une résolution « adoptant » le traité d'interdiction

globale des essais nucléaires. Hostile à ce traité, l'Inde s'est trouvée isolée. La procédure d'adoption du traité n'est toutefois pas close, car le do-

cument ne pourra être validé tant que New Delhi persistera dans son refus. Les capitales occidentales vont tenter d'apaiser ses inquiétudes.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des Nations unies a adopté à une écrasante majorité, mardi 10 septembre, le traité d'interdiction globale des essais nucléaires (CTBT) afin de l'ouvrir à la signature des États et contourner ainsi l'opposition de l'Inde. Présenté par l'Australie, qui a pris une position en faveur du sujet, le projet de résolution adoptant le CTBT a recueilli 158 voix favorables, dont celles des cinq puissances nucléaires déclarées (États-Unis, Grande-Bretagne, Chine, France, Russie). Trois États ont voté contre le texte (l'Inde, la Libye et le Bhoutan), tandis que cinq se sont abstenus (Cuba, Syrie, Liban, Tanzanie, le Maroc).

Selon l'ambassadeur d'Australie à l'ONU, Richard Butler, une cérémonie de signature du traité pourrait être organisée, le 24 septembre, au siège des Nations unies à New York. Le président américain, Bill Clinton, qui a applaudi à ce « pas de géant pour rendre notre monde plus sûr », a annoncé qu'il signerait lui-même le traité. Outre les réactions de satis-

faction enregistrées dans les capitales occidentales, à Séoul et à Tokyo, les commentaires positifs entendus à Pékin sont d'autant plus remarquables que les Chinois avaient un moment paru sembler implicitement la position indienne lors des laborieuses négociations au sein de la conférence du désarmement de Genève. « Nous espérons que le traité puisse être promulgué et signé le plus tôt possible et qu'il soit respecté par tous les pays du monde », a déclaré à Pékin un porte-parole du ministre des affaires étrangères.

### « DISCRIMINATOIRE »

Le processus d'adoption du traité est pourtant loin d'être clos, car l'Inde dispose d'un droit de veto. L'article 14 du CTBT stipule, en effet, que le traité n'entrera en vigueur que lorsque quarante-quatre États identifiés (ceux disposant d'une capacité nucléaire) auront ratifié le texte. Or l'Inde, qui figure sur cette liste aux côtés du Pakistan et d'Israël, n'a pas renoncé à faire échec à un document qu'elle juge

« discriminatoire » et « dangereux ». Alors qu'elle s'était fait le champion d'un tel traité depuis près de quarante ans, New Delhi avait commencé à changer de ton, en 1995, après que les puissances occidentales eurent manifesté leur volonté d'aboutir au plus vite à un accord.

A Genève, les Indiens avaient vainement tenté de rendre le traité plus contraignant afin d'éviter, selon leurs propres termes, qu'il ne consacre une « discrimination » entre les puissances nucléaires et les autres. New Delhi exigeait, d'une part, que l'interdiction des essais s'inscrive plus globalement dans un plan de désarmement nucléaire et, d'autre part, que les expériences en laboratoire soient interdites. Quelques minutes avant le vote de New York, l'ambassadeur indien aux Nations unies, Arundhati Ghose, a repété l'hostilité de son pays : « J'aimerais déclarer devant cette auguste assemblée que l'Inde ne signera pas ce traité inégal, ni aujourd'hui ni jamais. » L'opposition irréductible de

New Delhi entraînerait alors inévitablement la défection d'Islamabad. Car si les Pakistanais ont voté la résolution australienne, ils continuent d'affirmer qu'ils ne signeront pas un traité dont l'Inde ne serait pas partie prenante.

Le seul espoir des Occidentaux est maintenant que l'Inde assouplisse sa position après avoir pu constater son relatif isolement. Selon le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, la communauté internationale devra maintenant s'employer à rassurer New Delhi, dont la situation géopolitique particulière - elle est bordée par une puissance nucléaire (la Chine) et par un « pays du seul » (Pakistan) - est une source d'anxiété au sein d'une population travaillée par les thèses maximalistes des nationalistes hindous. « La démarche à venir », a déclaré, mercredi, M. de Charette sur Europe 1, « sera désormais de discuter avec les Indiens pour comprendre leurs problèmes de sécurité et leur apporter les garanties nécessaires ». (AFP/Reuters)

## Le vice-président colombien démissionne sur fond de guerre civile

« La situation que traverse le pays est inhabituellement grave. La raison principale en est le manque de crédibilité affectant le président pour des raisons qui sont connues de tous », écrit Humberto de la Calle dans sa lettre de démission de son poste de vice-président de la République colombienne, remise mardi 10 septembre au président du Sénat. La décision de M. de la Calle est la suite logique de l'offensive qu'il avait lancée, jeudi dernier, en demandant au président Ernesto Samper de démissionner en même temps que lui pour résoudre la crise politique qui empoisonne la Colombie depuis maintenant deux années.

Accusé d'avoir financé sa campagne électorale de 1994, à concurrence de 6 millions de dollars (30 millions de francs), avec l'argent des narcotrafiquants, Ernesto Samper a connu depuis l'été 1995 une série d'avaries. Mises en cause par l'ancien trésorier de sa campagne, Santiago Medina, et par son ancien directeur de campagne, Fernando Botero, il se maintient au pouvoir malgré la pression des États-Unis, qui font de son départ une condition à la normalisation de leurs relations avec Bogota.

Même si le président a été inno-

centé par le Parlement colombien en juillet dernier, l'ensemble de la classe politique l'a exhorté à démissionner, ainsi que les chefs d'entreprise et les responsables de l'épiscopat. Les plus hautes autorités de son parti, jusqu'au très influent quotidien libéral de Bogota, *El Tiempo*, lui ont demandé d'envisager de quitter le pouvoir dans l'intérêt supérieur de la nation. A chaque épreuve, Ernesto Samper a déclaré qu'il traiterait jusqu'au terme de son mandat. Humberto de la Calle n'ignorait évidemment pas que sa proposition de démission conjointe n'aurait aucune chance d'aboutir, mais il se place sur la rampe de départ pour l'élection présidentielle de juin 1998, où il affrontera à l'intérieur de son propre parti un autre libéral, Horacio Serpa, l'actuel ministre de l'intérieur.

### « CONTACTS OFFICIEUX »

Pour se démarquer définitivement d'Ernesto Samper - alors qu'il a été élu sur le même « ticket » que lui en 1994 -, M. de la Calle a déclaré que, sa proposition de démission conjointe rejetée, il s'apprêtait, lui, à devenir chômeur « comme tant d'autres dans ce pays ». L'argument a peu de chance d'émouvoir une population qui tient la classe politique

dans un discrédit total et s'abstient aux élections à environ 70 % (taux du scrutin présidentiel de 1994).

Pendant que les politiques s'affrontent, la Colombie s'enfoncé dans une guerre civile dont le nombre de victimes depuis

### Un ex-ministre

condamné à 63 mois de prison

Fernando Botero, ancien ministre de la défense et ancien directeur de campagne du président colombien, Ernesto Samper, a été condamné à 63 mois de prison et à deux millions de dollars d'amende pour son rôle dans le scandale du financement de la campagne électorale du chef de l'État. Fils du peintre et sculpteur du même nom, Fernando Botero a été arrêté en août 1995 pour enrichissement illicite ; détenu dans une base militaire, il a rompu le silence en février dernier et accusé Ernesto Samper d'être au courant et d'avoir approuvé l'utilisation de narcodollars pour financer sa campagne. (Reuters)

Alain Abellard

## L'armée et la rébellion burundaise s'accusent de l'assassinat de l'archevêque de Gitega

NAIROBI de notre correspondant en Afrique de l'est

Comme à chaque fois qu'un Burundi il peut y avoir le moindre doute sur l'identité des auteurs d'une tuerie, l'armée et la rébellion se rejettent la responsabilité de l'assassinat de l'archevêque de Gitega, Mgr Joachim Ruhuma, lundi 10 septembre, dans le centre du pays.

Selon l'armée, le primate de l'Eglise catholique du Burundi - un Tutsi - est tombé dans une embuscade tendue par les maquisards hutus. Son véhicule a été retrouvé incendié près de Gitongo, à 50 kilomètres au nord de Gitega. Alors qu'il circulait généralement sans escorte, dans cette région pourtant très troublée, il était accompagné, ce jour-là, par six autres personnes. Annonçant la nouvelle, mardi, un porte-parole de l'armée a précisé, qu'« un diacre est arrivé sur les lieux de l'attaque [...] et a trouvé les corps de l'archevêque et d'une sœur en train de brûler [...] ». Il est alors parti chercher de l'aide et, à son retour, le corps du prêtre avait disparu. « Seuls trois corps ont été retrouvés. »

La radio nationale a paru désigner les coupables, en affirmant que « les criminels », terme qui désigne, dans le langage officiel, les rebelles hutus, « continuent d'alimenter leurs instincts bestiaux dans le

pays ». En revanche, le porte-parole du Conseil pour la défense de la démocratie (CND), principal mouvement rebelle hutu, a accusé les militaires burundais, en majorité tutsis, de cet assassinat. « Il faut voir à qui le crime profite », a-t-il dit. Nous n'avons aucun intérêt à la disparition d'une personnalité aussi constructive qui, contrairement à la hiérarchie catholique burundaise, était un homme de la réconciliation. »

L'embuscade a eu lieu dans une « zone rouge », où rebelles et forces régulières s'affrontent très fréquemment, et non loin du village de Bugendana, où la rébellion avait massacré, en juillet, plus de

trois cents réfugiés tutsis. Au moment des obsèques des victimes, Mgr Ruhuma avait été tué par la foule, qui avait semblé dénoncer sa modération.

### EMBARGO ASSOUPLI

Quelques jours après cette tuerie, l'armée, lors du putsch de 25 juillet, portait au pouvoir le major Pierre Buyoya - un Tutsi -, après avoir obligé son prédécesseur - un Hutu - à se réfugier à l'ambassade de États-Unis.

Des représailles menées ensuite par les militaires, dans le secteur de Bugendana, auraient fait quatre mille morts, selon un notable hutu

### Le lourd tribut de l'Eglise catholique

Selon des sources religieuses, l'assassinat de Mgr Joachim Ruhuma serait plutôt dû à des extrémistes tutsis, qui reprochaient à l'archevêque de Gitega, ancienne capitale du royaume et donc siège primordial du Burundi, sa modération. En 1995, il avait déjà été victime d'une embuscade sur la route entre Bujumbura et Gitega. Au total, depuis le coup d'État d'octobre 1993, ont été tués treize prêtres burundais (onze hutus et deux tutsis, dont l'archevêque de Gitega), deux prêtres rwandais, deux missionnaires italiens et quatre religieuses burundaises. L'Eglise catholique représente 60 % de la population du Burundi.

Au Rwanda, cent huit prêtres, quarante religieux, quatre-vingts religieuses et trente-huit séminaristes ont trouvé la mort depuis le début du génocide en avril 1994. Pour compliquer avec l'ancien régime hutu du président Juvénal Habyarimana, trois évêques ont été assassinés, le 6 juin 1994, à Kabgayi : Mgr Vincent Nsemugyuma, archevêque de Kigali, Mgr Thaddée Nsemugyuma, évêque de Kabgayi et président de la conférence des évêques, et Mgr Joseph Ruzindana, évêque de Byumba.

Jean Eléone

## Nouveaux massacres en Algérie

ALGER. Pris dans un faux barrage, dix-sept jeunes hommes et une femme auraient été tués, mercredi 4 septembre, à Ain Touta, près de Batna (nord-est), a indiqué, lundi, le quotidien saoudien *El Hayat*, citant un « vieil homme » témoin du massacre. Avant de s'enfuir, les membres du commando, des hommes vêtus de gandouras et portant de « longues barbes », auraient enlevé cinq femmes. Toujours selon le journal, un drame analogue s'est produit la semaine dernière dans la région de Ghardaïa (sud), se soldant par le massacre de douze personnes. A la mi-août, dix-sept jeunes hommes auraient été égorgés près d'Aïn Oussera, à 200 kilomètres au sud d'Alger, dans des conditions similaires. Les violences qui ensanglantent l'Algérie ont fait entre 50 000 et 80 000 morts depuis 1992, selon des sources officielles. (AFP)

## M. Clinton confirme qu'il signera la loi interdisant les mariages homosexuels

KANSAS CITY. Le président Bill Clinton a confirmé, mardi 10 septembre, qu'il signerait le texte de loi interdisant la reconnaissance des mariages homosexuels sur le territoire des États-Unis - texte adopté dans la journée par le Sénat, à une majorité écrasante (85 voix contre 14). Intitulé « loi de défense du mariage », ce texte d'inspiration républicaine définit pour la première fois, sur le plan fédéral, le mariage comme une union entre un homme et une femme. « Ce texte dit simplement qu'aucun État n'est tenu de reconnaître une loi d'un autre État à cet égard », a déclaré M. Clinton à la presse avant de quitter Kansas City (Missouri). « Il est conforme à la position que j'ai prise en 1992, et je le signifierai donc », a-t-il ajouté. (AFP)

### ASIE

■ AFGHANISTAN : les talibans, miliciens intégristes musulmans, ont pris plusieurs villes de la province de Ningharhar (est) et en menacent désormais la capitale, Jalalabad, a affirmé, mardi 10 septembre, l'agence de presse islamique afghane. (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : l'écrivain Naguib Mahfouz a pris la défense, mardi 10 septembre, dans le quotidien gouvernemental *Al Ahrar*, de l'universitaire Nasr Hamed Abou Zeid, condamné à divorcer pour apostasie, à la suite d'une action en justice intentée par les islamistes. C'est la première fois qu'une personnalité aussi connue s'exprime à ce sujet. (AFP)

■ ISRAËL : Ehud Barak s'est porté candidat, lundi 9 septembre, à l'investiture du congrès du Parti travailliste, qui doit se réunir en juin. L'ancien chef d'état-major a pris tout le monde de vitesse, y compris l'ancien premier ministre Shimon Peres, qui n'a pas renoncé à briguer sa propre succession. Trois autres candidats se sont fait connaître. (AFP)

### AFRIQUE

■ GABON : le début de la campagne pour les élections locales a été reporté au 6 octobre par la Commission nationale électorale (CNE), en raison de « l'état d'impréparation » dénoncé par plusieurs partis. Le scrutin, initialement prévu pour le 22 septembre, est reporté au 20 octobre. (AFP)

■ ZAÏRE : l'armée a réaffirmé, mardi 10 septembre, sa fidélité au chef de l'État, le maréchal Mobutu. Cette mise au point intervient à la suite de rumeurs sur la santé du président, opéré d'un cancer de la prostate le 22 août. (AFP)

### EUROPE

■ POLOGNE : l'évêque de Lodz, M. Alojzy Orszulik, a annoncé l'excommunication automatique dans son diocèse de toutes les personnes « coupables du crime de l'avortement », dans une lettre pastorale reproduite, mardi 10 septembre, par la presse. La Diète a adopté, le 30 août, un amendement autorisant l'IVG jusqu'à la douzième semaine de grossesse. (AFP)

### AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : le milliardaire Ross Perot, investi le 18 août candidat à la présidence des États-Unis par son Parti de la réforme, a présenté, mardi 10 septembre, son candidat à la vice-présidence, Pat Choate. Économiste inconnu du public, Pat Choate ne manque pas une occasion de critiquer le Japon et condamne l'Accord nord-américain de libre échange (Alena). (AFP)

### ÉCONOMIE

■ MONNAIE UNIQUE : le comité monétaire européen a examiné, mardi 10 septembre, la mise en place d'un « pacte de stabilité budgétaire » entre les pays qui auront accédé en 1999 à la monnaie unique. Pour les pays dont le déficit budgétaire serait excessif, la Commission européenne propose des sanctions un an après l'apparition de la dérive. Les Allemands préféreraient six mois. Bonn suggère que l'État « coupable » verse un dépôt non rémunéré, l'« amende » devenant définitive si l'excédent de déficit persiste au-delà de un ou deux ans. (Corresp.)

■ UNION EUROPÉENNE : la Commission pourrait demander l'inclusion d'une référence aux « services d'intérêt général » dans le traité de Maastricht, révisé par la Conférence intergouvernementale (CIG). Le texte, qui sera présenté par le président de la Commission, Jacques Santer, souligne que « les services d'intérêt général constituent un élément clé du modèle européen de société ».

■ ÉTATS-UNIS : le déficit des comptes courants s'est creusé au deuxième trimestre 1996, atteignant 38,8 milliards de dollars, après 34,9 milliards (chiffre révisé) au premier trimestre, a annoncé, mardi 10 septembre, le département du commerce. Un déficit sur les revenus d'investissements à l'étranger est apparu, alors que celui des échanges de biens et services augmentait de 3,7 milliards. (AFP)

## Le chômage fait déraiper les dépenses budgétaires de l'Allemagne

BONN. « Les grandes lignes du budget de 1997 seront maintenues, malgré de moindres rentrées fiscales et des transferts toujours élevés en faveur des nouveaux Länder », a déclaré, mardi 10 septembre, à Bonn, le ministre des finances, Theo Waigel, à l'occasion du débat en première lecture du budget de l'État fédéral pour 1997. Celui-ci, tel qu'il a été adopté à la mi-juillet en conseil des ministres, prévoit 440 milliards de deutschemarks de dépenses (-2,5 % par rapport à 1996) et un déficit de 56,5 milliards. Le budget de l'État devrait permettre à l'Allemagne de remplir les critères du traité de Maastricht. Le maintien d'un chômage élevé risque cependant de peser sur les dépenses de l'État. Le déficit initialement prévu pour 1996 (59 milliards de deutschemarks) a ainsi été dépassé de 10 milliards de deutschemarks à cause des rallonges demandées par l'agence fédérale pour l'emploi. (Corresp.)



# La population kurde craint que Saddam Hussein régent le nord de l'Irak

Au lendemain de son offensive victorieuse contre son rival de l'UPK, Massoud Barzani, le chef du PDK, déclare que le régime de Bagdad, qui l'a soutenu dans sa lutte pour le pouvoir, n'est plus un « ennemi »

Le chef du PDK, Massoud Barzani, a multiplié, mardi 10 septembre, les gestes d'ouverture en direction du camp des vaincus, au lendemain de l'offensive victorieuse des troupes du Parti démocratique du Kur-

distan (PDK), soutenues par Bagdad contre leurs adversaires de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). A Souleimaniyé, la plus grande ville du Kurdistan irakien, conquise, lundi, sans effusion de sang, la

population redoutait cependant que le régime de Bagdad profite du succès de ses alliés kurdes pour reprendre pied dans la région. Elle se demande aussi ce qu'il va advenir de la zone de sécurité décrétée par

les pays occidentaux en 1991. M. Barzani, qui a reconnu, mardi, que Saddam Hussein n'est plus un « ennemi » à ses yeux, a cependant assuré qu'il n'avait pas de contacts pour le moment avec le président

irakien. Ce dernier a profité de l'occasion pour annoncer une amnistie générale en faveur des Kurdes et pour lever l'embargo qui pesait sur la région depuis la fin de la guerre du Golfe.

## SOULEIMANIYÉ

de notre envoyé spécial  
Maître du nord du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), veut désormais prouver qu'il peut gérer dans la concorde une région qui n'a pas connu la paix depuis longtemps. A peine rentré victorieux à Souleimaniyé, la plus grande ville du Kurdistan, qui lui était interdite depuis la fin de 1994, il a multiplié les gestes rassurants pour tenter de faire oublier qu'il doit sa victoire au président Saddam Hussein.

La tâche sera rude car pour une bonne partie de la population, c'est le gouvernement central de Bagdad qui se profile derrière le PDK. « Toute notre expérience des cinq dernières années d'autonomie est finie », confie ainsi un ingé-

nieur. Nous attendons maintenant de voir revenir, petit à petit, l'administration centrale. Même les élections générales promises pour bientôt par M. Barzani ne réussissent pas à le convaincre. « Des élections, avec qui ? », s'interroge-t-il. Il n'y a plus qu'une seule force ici. » Cette crainte de Bagdad hante tous les esprits et contrastait, mardi 10 septembre, avec la joie manifestée par les combattants du PDK, qui ont sillonné Souleimaniyé toute la journée sous les applaudissements des enfants rassemblés pour l'occasion.

Ce ne sont pas les déclarations de M. Barzani qui pourraient apaiser les inquiétudes. « Avant, Saddam Hussein était notre ennemi, mais je ne peux plus l'appeler ainsi », a-t-il affirmé devant quelques journalistes en quittant, mardi, Souleimaniyé. « Maintenant, tout

va dépendre du fait qu'il nous aide ou non à trouver une solution au problème kurde », a-t-il ajouté en précisant : « Pour le moment, nous n'avons pas entamé de négociations avec lui. »

## REMESE DES ARMES

Le président irakien n'a toutefois pas trop attendu pour se manifester. Mardi, il a déclaré une amnistie générale. Dès mardi, il a nommé un nouveau gouverneur et des responsables de la police et de la sécurité. Un comité de sécurité qui rassemble les principales personnalités de la ville, a aussi été mis en place. Il a averti que tout vol ou destruction de biens publics ou privés serait sévèrement sanctionné.

Dans son bureau, les yeux rougis par une nuit de veille, le nou-

veau gouverneur, Rast Nourri Shawals, originaire d'une grande famille de Souleimaniyé, affirme : « Nous avons appelé, par des communiqués à la radio et à la télévision, tous les fonctionnaires à reprendre leur travail au plus vite. Aucun ne sera sanctionné pour son appartenance à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) [de Jalal Talabani], qui tenait la ville depuis près de deux ans. Chacun gardera son poste. » Les peshmergas (combattants) de l'UPK ont, par ailleurs, été appelés à déposer leurs armes dans le bureau du PDK, contre une garantie écrite relative à leur sécurité.

« Outre le retour rapide des déplacés, appelés aussi par radio au retour, notre principal problème, affirme M. Shawals, est d'alimenter la ville en électricité. En partant, dit-il, l'UPK a emporté des cartes

informatisées de la centrale de Dukan, et pour le moment, nous n'avons pas assez de puissance disponible. » Ce problème pourrait être résolu avec l'aide de l'ONU, qui a pris rapidement contact avec les nouveaux responsables et qui entretient traditionnellement de bons rapports sur le terrain avec le PDK.

Pour cette première journée sous la bannière du PDK, la population de Souleimaniyé, encore traumatisée par la rapide victoire des combattants de M. Barzani, a préféré se montrer discrète. La plupart des magasins sont restés fermés et ce n'est qu'en fin d'après-midi que les passants ont commencé à déambuler dans les rues comme si rien ne s'était passé.

Françoise Chipaux

## Quelques milliers de déplacés campent à la frontière iranienne

### PENJWEN

de notre envoyé spécial  
Installée devant un ruisseau, une arche de bois aux couleurs de la République islamique d'Iran marque à peine Penjwen, à 75 kilomètres de Souleimaniyé, à la frontière irako-iranienne. Une longue file de voitures, camions, mini-bus s'entassent devant ce qui représente l'espoir pour les deux mille à trois mille hommes, femmes et enfants rassemblés ici. Mais la frontière est fermée et, seul, passe un blessé allongé sur un brancard de fortune.

Endormi sur des couvertures hâtivement déployées sur le sol, des familles, munies des seuls biens qu'elles ont pu emporter, attendent dans la crainte devant cette porte fermée. Vient de Souleimaniyé, ces réfugiés ont avant tout peur de voir, comme à Erbil, l'armée irakienne envahir la ville. « Derrière le PDK, Saddam [Husseini] va venir », affirme Mohamed, cinquante ans. « Barzani et Saddam sont les deux faces d'une même médaille, renchérit son voisin. Si ce n'est pas l'armée, ce seront les agents secrets politiques ou militaires, et ils sont sûrs. » Les récits d'arrestations et d'exactions qui ont eu lieu à Erbil hantent ces réfugiés. « Je veux partir, n'importe où, mais partir », supplie un professeur de l'université de Souleimaniyé.

### RETOUR DANS LES FOYERS

Engoncée dans son tchador noir, une jeune femme chiffe, originaire de Bagdad, qui affirme que son mari est dans l'opposition, implore que l'on s'occupe d'elle. Un groupe de déserteurs de l'armée irakienne, membres du Congrès national irakien (CNI) - coalition de l'opposition - et échappés d'Erbil avec un groupe de l'Union patriotique du Kurdis-

tan (UPK) de Jalal Talabani, tournent de tous côtés à la recherche d'assistance.

Le nombre de déplacés de Souleimaniyé et des régions prises à l'UPK par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani est difficile à établir, ceux-ci étant dispersés tout le long de la frontière avec l'Iran. Dans la seule région de Penjwen, onze points de passage, pour la plupart non officiels, sont ouverts entre le Kurdistan irakien et l'Iran, et c'est vers eux que se dirigent les combattants de l'UPK et leurs familles. Dès mardi, un coordinateur du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), Pierre Vinet, s'est rendu à Penjwen pour étudier la situation et voir comment y faire face. Cet exode pourrait toutefois ne pas prendre trop d'ampleur : l'absence d'affrontements lors de la prise de Souleimaniyé, lundi, a d'autant plus rassuré la population que, pour le moment du moins, les seuls combattants visibles dans la ville sont les peshmergas (combattants) du PDK.

Dès mardi, beaucoup de voitures rentraient vers la ville, et un certain nombre de familles regagnaient leur maison. « La situation pourrait se retourner très vite dans le bon sens », affirme, ce même jour, à Souleimaniyé, un responsable des Nations unies. Sur la route du retour, ces déplacés ont pu voir des centaines de peshmergas du PDK lourdement armés qui s'apprêtaient, dans la joie de la victoire, à étendre leur contrôle vers l'est. A Penjwen, où flottait toujours le drapeau vert de l'UPK, les combattants déambulaient dans la rue, armés mais sans visible intention de faire front à leurs frères ennemis.

F. C.

## Les illusions perdues des Etats-Unis

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Bill Clinton aurait-il crié victoire trop tôt ? Une semaine à peine après avoir été quarante-quatre missiles de croisière sur le sud de l'Irak, les Etats-Unis ont été réduits, mardi 10 septembre, à réitérer leurs menaces à l'égard de Saddam Hussein dont les forces, selon le Pentagone, sont en train de reconstruire les batteries de défense aérienne, et notamment celles des sites détruits lors des raids américains des 3 et 4 septembre.

« Nous avons averti Saddam Hussein que nous conservons le droit d'agir pour protéger nos pilotes, et nous l'avons fait », a réagi, mardi, le Pentagone, tandis que le département d'Etat rappelait que les Etats-Unis ont « une vision parfaite » de ce qui se passe au sud de l'Irak. « Nous avons frappé la semaine dernière et nous frapperons de nouveau s'il faut protéger les intérêts américains », a assuré un porte-parole du département d'Etat tandis que la chaîne CNN affirmait, mardi, dans la soirée, que des bombardiers B-52 étaient en cours de transfert vers une base de l'océan Indien.

Mais ce nouveau problème, ajouté à celui de la prise de contrôle du nord de l'Irak par Saddam Hussein, à l'échec de la politique américaine envers les factions kurdes et de l'opération de la CIA visant à encourager une opposition à Bagdad (lire ci-contre), et à la tiédeur du soutien des pays alliés, place l'administration américaine dans une situation plus complexe qu'elle ne l'avait probablement imaginé il y a dix jours.

### AMERTUME

Le département d'Etat a beau souligner que l'événement « le plus important de ces dix derniers jours a été l'extension de la zone d'exclusion aérienne » du sud de l'Irak jusqu'aux faubourgs de Bagdad, l'ensemble des experts n'en reconnaissent pas moins que le maître de Bagdad vient de remporter au nord une victoire stratégique. « Saddam Hussein contrôle le nord de l'Irak, il a marqué un très gros point », admettait, mardi, sur ABC, l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey. Mais on n'y pouvait pas grand-chose.

Cinq ans après la fin de la guerre du Golfe, Saddam Hussein revient donc hanter les Etats-Unis et M. Clinton se trouve à son tour face au même dilemme, condamné aux mêmes demi-mesures que son prédécesseur. Si l'opposition républicaine s'abstient de malmenier le président sur l'Irak, c'est parce que la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui a été léguée par George Bush. Cette situation, d'anciens hauts responsables comme James Baker ou le général Colin Powell s'efforcent de nouveau de l'expliquer en justifiant leur refus d'aller, en 1991, jusqu'à Bagdad pour en finir avec Saddam Hussein. « Nous y serions encore », a assuré M. Baker à la télévision.

Pourtant, pour Paul Wolfowitz,

l'un des responsables de la défense dans l'administration Bush et aujourd'hui conseiller du candidat républicain Bob Dole en politique étrangère, la politique irakienne de M. Clinton est l'exemple même d'une diplomatie fondée sur des « illusions », qui se contente « d'ajourner les problèmes ». « En Irak, l'illusion qui vient d'être brisée était celle d'une zone de sécurité dans le nord où les gens pouvaient se réfugier et travailler avec nous contre Saddam Hussein », l'administration Clinton a, à ses yeux, manqué de fermeté en autorisant trop tôt la reprise des exportations de pétrole irakien, en sous-estimant les mou-

vements de troupes irakiennes ces dernières semaines, et en ne réussissant pas à unir les factions irakiennes.

Les réserves de nombreux alliés des Etats-Unis dans cette affaire ne paraissent cependant pas alarmer l'administration Clinton, décidée à agir seule s'il le faut. Quant aux Kurdes, le porte-parole du département d'Etat a laissé percer, mardi, l'amertume américaine à leur égard. « Ils n'ont pas su saisir l'opportunité historique » un moment offerte à leur peuple, a-t-il indiqué. Ce sont eux les responsables.

Sylvie Kauffmann

## Le fiasco de la CIA

Selon un article du Washington Post publié par l'International Herald Tribune dans son édition du 11 septembre, la sécurité irakienne aurait réussi à démanteler, en juin, une organisation qui visait à renverser Saddam Hussein, l'Entente nationale irakienne, soutenue par les services secrets américains. Plus de cent opposants, parmi lesquels des officiers, auraient été exécutés au cours de l'été. Ces informations ont été dévoilées après l'annonce de la liquidation, au nord de l'Irak, d'un autre groupe d'opposants soutenus par la CIA, le Congrès national irakien, pris au piège dans la région d'Erbil après l'offensive des Kurdes soutenue par Bagdad.

## CNP, Chiffre d'affaires provisoire du 1er semestre 1996

Le chiffre d'affaires de la CNP s'élève à 53,3 milliards de francs au premier semestre 1996. Ce chiffre progresse par rapport à celui des six premiers mois de 1995.

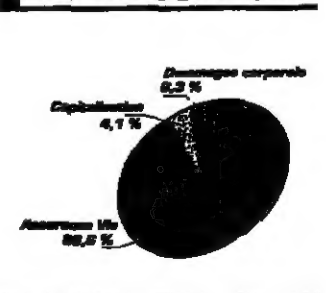
(en MdF)	1995	1996 (a)	Évolution
Chiffre d'affaires 1er semestre	39,6	53,3	+ 34,6 %
Assurances individuelles	32	45,8	+ 43 %
Assurances collectives	7,6	7,5	-
Placements gérés au 30 juin	313,5	395	+ 25,9 %

Les assurances individuelles représentant une activité de 45,8 milliards de francs, en progression de 43 % par rapport au premier semestre de 1995. La part des assurances collectives dans le chiffre d'affaires de la CNP s'élève à 7,5 milliards de francs.

La CNP confirme ainsi sa position de premier assureur de personnes en France, tant pour les assurances individuelles que pour les assurances collectives.

Les placements gérés par la CNP progressent de 81,5 milliards de francs par rapport à la fin juin 1995 (+ 25,9 %) et atteignent 395 milliards de francs.

### RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU 30.06.96 (a)



Chiffre d'affaires, assurances individuelles :

(en MdF)	30.06.95	30.06.96(a)	Évolution
La Poste	14,8	17,9	+ 20 %
Caisse d'épargne	14,2	23,8	+ 66,5 %
Trésor Public	2,9	4,3	+ 48 %



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

## Le grand

Le Conseil, réuni sous la présidence de M. François Grappotte, a examiné les comptes du 1<sup>er</sup> semestre.

Comptes consolidés (en millions de francs)	1 <sup>er</sup> semestre 1994	1 <sup>er</sup> semestre 1995	1 <sup>er</sup> semestre 1996/1995
Chiffre d'affaires	5274	5518	5785 + 4,8 %
Bénéfice net	392	468	453 - 3,2 %
M.B.A.	805	913	925 + 1,3 %

A structure comparable et taux de change constants, le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 1996 progresse de 1,7 % (+ 4,4 % pour les ventes à l'international et -1,8 % pour les ventes en France).

Par ailleurs, le groupe renforce ses positions en Amérique latine grâce à l'acquisition de la société Luminox, leader colombien de l'appareillage électrique qui réalise près de 200 millions de francs de chiffre d'affaires en Colombie, au Brésil et au Mexique.

INFORMATION FINANCIÈRE : Tél. : (1) 49 72 53 03  
MINITEL : 3615 ou 3616 CUF (1,29 F/min)  
service ECOFIN accessible par le 3615 CDE (1,29 F/min)



## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

**RENTRE SOCIALE** Les fédérations de fonctionnaires, réunies mardi 10 septembre, ont décidé d'organiser une « journée nationale d'action, de grève et de manifesta-

tions » à la mi-octobre, malgré l'annonce, par Alain Juppé, que le « gel » des traitements en 1996 ne sera pas reconduit en 1997. La date du mouvement sera fixée le 23 sep-

tembre. ● LES CHEMINOTS continuent à chercher un terrain d'action commun après la rencontre de leurs syndicats, mardi, avec Bernard Pons et Anne-Marie Idrac, respectivement

ministre et secrétaire d'Etat chargés des transports. ● A EDF-GDF, la journée d'action organisée par la CGT s'est simplement traduite par des assemblées générales. ● DANS LES

ARSENAUX, la forte mobilisation des salariés et des élus locaux pour l'emploi a permis d'obtenir quelques concessions, notamment à Cherbourg et Lorient.

## Les syndicats de fonctionnaires affichent une attitude unitaire

Malgré l'annonce du « dégel » en 1997 des traitements des agents de l'Etat, une journée nationale de grève et de manifestations sera organisée à la mi-octobre pour la défense du service public, les emplois et les salaires

LE GOUVERNEMENT espérait désamorcer le mécontentement des fédérations de fonctionnaires, en annonçant, deux jours avant leur réunion, que le gel des salaires de 1996 ne serait pas reconduit en 1997 (Le Monde du 10 septembre). Il escomptait qu'en l'absence d'informations plus précises, certaines fédérations considéreraient ce geste comme le présage à des négociations fructueuses, et hésiteraient à appeler à la grève.

Or, les sept fédérations, réunies mardi 10 septembre à la Bourse du travail, ont décidé d'appeler à une « journée nationale d'action, de grève et de manifestations » pour la mi-octobre. En l'absence de précisions, elles ont donc considéré que le gouvernement restait sur ses positions. Leur mot d'ordre concerne la défense du service public, les emplois et les salaires. Dans un communiqué commun lu par Guy Le Néouanic, secrétaire général de l'UFF-UNSA, qui présidait la réunion, elles appellent notamment à « l'ouverture immédiate de négociations salariales incluant l'année 1996 ».



Les sept fédérations ont décidé d'attendre le 23 septembre pour fixer une date : il s'agit là d'une concession faite à FO qui, deux jours plus tôt, annonçait qu'elle

n'appellerait pas à une grève générale. Sous la pression de sa base (finances et équipement, notamment), Roland Gaillard, secrétaire général de la fédération FO des

fonctionnaires, a finalement choisi de participer à une action unitaire. Mais, soucieux de garantir le succès du rassemblement que sa confédération organise le samedi 21 septembre à Paris, il a obtenu que les sept fédérations attendent le lundi qui suivra pour annoncer la date précise de la grève.

### PORTES OUVERTES

La journée d'action devrait avoir lieu mi-octobre, pour laisser aux enseignants, qui représentent la moitié des effectifs de la fonction publique, le temps de reconstruire leurs forces, dans la mesure où ils auront déjà cessé le travail le 30 septembre. Deux jours pourraient être choisis : le mardi 15 - mais à cette date est prévue une commémoration de la naissance du statut de la fonction publique -, et le jeudi 17.

En appelant à une « journée d'action », les sept fédérations ont aussi laissé la porte ouverte à celles d'entre elles qui décideraient de décliner l'invitation à faire grève. Bien qu'elles aient signé le communiqué, pour ne pas mettre

en péril l'unité syndicale - notamment au sein du groupe des quatre organisations « réformistes » qu'elles constituent avec l'UNSA et la CFDT -, la CFDT et la CGC aimeraient connaître les propositions du gouvernement avant de se lancer dans une grève. Certains jugent déjà positif que le gouvernement ne supprime « que » 7 000 emplois, au lieu des 20 000 évoqués par le ministère du budget. Ils attendent que le gouvernement fasse un autre geste. Il pourrait descendre à 5 000. A la CGC, certains redoutent que des manifestations mettent en évidence le poids d'organisations comme SUD ou le Groupe des dix.

Le ministre de la fonction publique pourrait proposer aux fédérations de les recevoir de façon bilatérale. Il cherchera à vérifier qu'elles jugent toutes opportuns d'ouvrir tout de suite une négociation salariale, alors qu'elles sont engagées dans une vive concurrence, des élections devant avoir lieu en décembre dans l'enseignement. Pour l'instant, le gouvernement affiche l'intention de trouver un accord qui couvre 1997 et 1998, ce qui lui permettrait de garantir une certaine paix sociale pendant la période des législatives. Mais il se peut aussi qu'il souhaite venir en aide au groupe « réformiste », qui pourrait être ébranlé par les élections de décembre, le syndicat SUD, qui présentera une liste, souhaitant prendre des voix à la CFDT, et la FSU cherchant à augmenter son audience au détriment de l'UNSA. Acceptera-t-il d'aller plus loin, en matière de salaires ?

Le contentieux porte sur l'année 1996, pour laquelle le gouvernement a décidé de ne pas accorder d'augmentation générale. Il fait valoir que, malgré cette restriction, les dépenses de la fonction publique ont progressé de 3,1 %. Elles devraient s'élever à 650 milliards de francs, au lieu de 630 milliards en 1995. Les fonctionnaires répliquent que l'augmentation de la masse salariale ne s'est pas traduite par une augmentation de traitement équivalente. Seuls ont bénéficié d'augmentations les fonctionnaires ayant changé d'échelon, ayant eu une promotion, ou ayant bénéficié de revalorisations catégorielles.

Rafaële Rivaux

## Les organisations de cheminots ressortent divisées de leur rencontre avec les ministres de tutelle de la SNCF

LES SYNDICATS DE CHEMINOTS devaient se retrouver, mercredi 11 septembre, au sein de la première réunion intersyndicale depuis le mois de juillet. La rencontre, destinée à « croiser les analyses » de chaque fédération et à « envisager de nouvelles initiatives communes », permettra une intéressante confrontation des points de vue de chacun des sept syndicats au lendemain de leur rencontre, mardi 10 septembre, avec Bernard Pons, ministre des transports, et Anne-Marie Idrac, son secrétaire d'Etat.

Au terme d'une entrevue de 90 minutes, la CGT-cheminots (47 % des voix aux dernières élections professionnelles) s'est félicitée d'avoir participé « à une vraie réunion de travail ». « Nous avons obtenu un certain nombre d'assurances sur le statut du nouvel établissement public chargé des infrastructures (le Réseau ferré national), son périmètre et les actifs qui lui seront transférés », explique Christiane Bedon, secrétaire général adjoint. Quant à la contractualisation des rapports entre l'Etat et l'entreprise ferroviaire, la CGT attend du « pacte de modernisation », promis par Louis Gallois, le

nouveau président de la SNCF, qu'il reprenne l'ensemble des engagements de l'Etat.

Trente minutes auront suffi à la CFDT-cheminots (20,6 % des voix) pour estimer au contraire qu'« aucune réponse n'a été apportée [à ses] interrogations ». « Nous sommes insatisfaits et inquiets, et nous appelons à une remobilisation », a déclaré Bruno Dalberto, le secrétaire général. « Le projet de loi présenté en octobre ne comprendra qu'une dizaine d'articles. Tout le reste, notamment les éléments financiers du plan de sauvetage, fera l'objet de simples décrets d'application et de lignes budgétaires. Le gouvernement prend le risque d'une manifestation des cheminots à l'occasion de l'examen, chaque année, du projet de loi de finances », a-t-il ajouté.

### LA CFDT ISOLÉE

La CFDT apparaît isolée dans sa stratégie d'hostilité globale. La Fédération maïtrise et cadres (10,1 % des voix), dirigée par Paul Roche, souligne également son souci de voir clarifier « le périmètre du Réseau ferré national », soulignant que le ministère de l'Economie et des Finances « voudrait mettre la main sur les filiales

généralistes de cash-flow de la SNCF comme Télécom développement ou la SHM, société d'énergie hydraulique ». Jean-Jacques Camentrin, secrétaire général de FO-cheminots (6,8 % des voix), s'est réjoui que « Bernard Pons et Anne-Marie Idrac aient indiqué au premier ministre, dans le cadre du dernier séminaire gouvernemental, que la réforme de la SNCF constituait leur priorité et qu'ils aient exprimé leur franche opposition au Livre blanc de la Commission européenne, qui veut déreglementer les chemins de fer ».

A défaut d'uniformiser leurs analyses sur le plan de sauvetage, les syndicats de la SNCF pourraient tenter de se retrouver, mercredi, sur le terrain social. Toutes les fédérations se disent en effet préoccupées par la situation de l'emploi (4 500 suppressions en 1996), les restructurations, les ventes de filiales et le déroulement des carrières. Fer de lance de la mobilisation sociale de l'hiver dernier, les syndicats cheminots préfèrent, cette fois, se rapprocher au train du mécontentement ambiant.

Christophe Jakubyszyn

## La mobilisation a été forte pour protester contre les réductions d'effectifs dans les arsenaux

CEINTS de leur écharpe tricolore, ils ont débarqué, mardi 10 septembre, place de la Concorde, des autocars affrétés, avec l'appui des entreprises locales de transport, par la mairie de Cherbourg. Maires, conseillers régionaux et généraux, conseillers municipaux, en tout, ce sont 400 élus du Cotentin qui ont participé, derrière leurs parlementaires et les présidents du conseil régional et du conseil général, à la journée d'action des arsenaux de la marine.

Ils ont manifesté devant l'Elysée, pique-niqué sur l'esplanade des Invalides et achevé leur escapade parisienne sous les fenêtres du ministre de la défense. A 15 heures, Charles Millon a reçu une délégation d'élus de la Manche. Réclamée dès l'annonce d'un plan de restructuration des arsenaux en juin, il a fallu les réactions furieuses des parlementaires et des instances régionales pour parvenir à cette rencontre et abaisser à 500 le nombre de 2 200 suppressions de postes initialement annoncé.

Des milliers de Cherbourgeois sont descendus dans la rue cet été, 15 000 lettres ont été postées pour l'Elysée dont le standard téléphonique a été pris d'assaut pour obtenir une audience avec le président de la République. Drastique pour Cherbourg, le plan Millon était perçu comme un coup de masse pour tout le Nord-Cotentin. Il divisait par deux l'effectif (4 200 personnes) du plus gros em-

ployeur et contribuait d'un bassin de 150 000 habitants et fragilisait particulièrement une ville artificiellement créée par et pour la marine, puis choisie en 1958 pour doter cette armée de sous-marins nucléaires lanceurs de missiles.

Depuis les années 60, Cherbourg y a consacré la force de travail de 5 000 à 6 000 personnes en moyenne, en comptant la sous-traitance. Les élus font les comptes : des hectares gagnés sur la mer pour rénover l'outil industriel, plus de 3 milliards de francs investis pour construire un nouveau chantier avec d'immenses nefs d'assemblage. Aujourd'hui, DCN Cherbourg est tenu par le monde industriel maritime comme le chantier naval le plus performant d'Europe.

### UNITÉ

A Brest aussi, la mobilisation était forte en cette journée d'action nationale : 3 000 salariés de l'arsenal y ont manifesté mardi et on comptait 75 % de grévistes au sein de l'établissement. Sept syndicats avaient appelé à cesser le travail dans la matinée : la CFDT, la CGT et les organisations indépendantes, qu'il n'est pas courant de voir revendiquer ensemble. Cette journée risque de n'être qu'une entrée en matière. Municipalité, syndicats, Chambres de commerce et d'industrie, élus du secteur, commerçants, représentants des grandes surfaces, etc. ap-

pellent à manifester le 19 septembre. Les organisateurs veulent réunir 20 000 personnes, à la fois pour l'emploi dans le bassin de Brest et pour la défense de l'arsenal (10 000 manifestants avaient déjà défilé le 11 juillet).

A Brest, l'arsenal devrait perdre 2 000 de ses 6 000 salariés d'ici 1999. Avec la sous-traitance, 1 000 autres emplois pourraient disparaître. L'arsenal de Lorient est

### Les élus de Cherbourg reçus par Charles Millon

Charles Millon a reçu, mardi 10 septembre, au ministère de la défense, des élus de la Manche et du Calvados, auxquels il a confirmé que l'arsenal de Cherbourg mettra en chantier en 2000 le quatrième sous-marin stratégique (Le Monde daté 1<sup>er</sup> - 2 septembre) et que la réduction des effectifs portera sur 500 postes fin 1997. Les évolutions ultérieures (quelque 1 200 personnes en sur-effectif) seront examinées en 1998 en fonction des résultats obtenus en matière de réorganisation industrielle (Le Monde du 11 septembre), d'aménagement du temps de travail et de contrats à l'exportation. Trois des élus, Yves Bonnet (député UDF de la Manche), Bernard Carvin (président PS de la Communauté urbaine de Cherbourg) et Jean-Pierre Godefroy (maire PS de Cherbourg), se sont ensuite entretenus à l'Elysée avec un conseiller technique du président de la République.

moins touché, avec 400 départs sur 3 000 salariés. Trois mille personnes ont néanmoins défilé mardi. Les syndicats ont appris que 291 postes seraient ouverts par la marine nationale à la suite du départ des appels du contingent. Mais cette proposition est jugée insuffisante car elle couvre toute la région Atlantique. A Brest et Lorient, les syndicats devaient être

convoqués, mercredi, par les directions locales des DCN pour être informés des modalités de ces restructurations. A Nantes, près de 600 personnes ont défilé contre la restructuration de la DCN d'Indret, qui doit entraîner la suppression de 530 des 1 560 emplois actuels d'ici 1999. Là aussi, se pose le problème de la sous-traitance. Dans le seul département de Loire-Atlantique, la

et maire socialiste de Nantes, Jean-Marc Ayrault. Les élus locaux se montrent d'ailleurs solidaires des mouvements de protestation dans l'ensemble des sites touchés. Dans le Var, à Saint-Tropez, où quelques centaines d'employés de l'usine des torpilles ont manifesté contre la menace de réduction de moitié de l'effectif actuel de 500 personnes, la municipalité a voté une motion de soutien aux employés de l'unique structure industrielle de la ville. A Toulon, un millier d'employés de l'arsenal du Centre d'essais Méditerranée et des bases aéronavales ont participé à la journée de revendications nationale.

Dans les Hautes-Pyrénées, les ouvriers de Giat Industries de Tarbes rejettent avec colère le plan de restructuration des arsenaux. Une grève générale, suivie à 80 %, était observée dans la matinée, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, au moment où mille cinq cents personnes défilaient dans les rues de la ville. Si le maintien des deux régiments de parachutistes a été obtenu, les habitants craignent pour l'avenir économique de leur région. Une journée « ville morte » réunissant 10 000 personnes avait incité Charles Millon à organiser, le 25 juin, une table ronde avec les élus locaux et les syndicats. Puis les « arsenalistes » haut-pyrénéens avaient accepté d'étudier les retombées sociales du plan de restructuration. Le ministre de la défense s'était engagé,

selon les syndicats, à ne procéder à aucun licenciement sur les 595 suppressions d'emplois avancées. Depuis, les syndicats n'ont reçu aucune nouvelle.

### USURE DANS LA LOIRE

A Tulle, en Corrèze, le syndicat CGT de GIAT avait seulement appelé à une heure de grève. De son côté, la CFDT avait préféré demander au personnel « de se mobiliser massivement le jour du prochain comité central d'entreprise afin que les mesures en cours de négociation aboutissent ». Le site de Tulle, qui réunit 920 personnes, doit faire face à 45 suppressions d'emploi.

Dans la Loire, l'usure se fait sentir. Seuls 700 salariés de GIAT Industries ont manifesté dans les rues de Roanne, Saint-Clément et Saint-Étienne pour protester contre la suppression de plus d'un millier d'emplois sur les 3 700 que compte le groupement d'armement dans le département. Le 30 août, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, avait assuré qu'« il n'y aurait pas de licenciements secs » dans les entreprises d'armement de la Loire. M. Gaudin a également annoncé le déblocage pour les trois prochaines années de 736 millions de francs de fonds européens pour la région Rhône-Alpes, dont 80 % pour la Loire.

De nos correspondants

La Sécurité sociale va sans diminuer la



## La Sécurité sociale veut faire des économies sans diminuer la qualité des soins

La Caisse nationale d'assurance-maladie refuse les mesures pénalisant les assurés

Seule la CGT s'est opposée à un plan d'économies adopté, mardi 10 septembre, par le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Il consiste à diminuer les tarifs de remboursement de certains examens médicaux et à inciter à l'uti-

lisation de médicaments génériques. Les syndicats de médecins, y compris celui ayant soutenu le plan Juppé, le contestent.

UN PLAN D'ÉCONOMIES de 4,2 milliards de francs a été adopté, mardi 10 septembre, par le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). C'est donc 600 millions de moins que l'objectif fixé (Le Monde daté 8-9 septembre). Les syndicats se sont, en effet, opposés à la mise sous conditions de ressources du capital-décès auxquels les assurés ont droit en cas de décès. En revanche, les représentants des salariés, du patronat et de l'État ont approuvé à une large majorité - seule la CGT a voté contre l'ensemble du plan - les mesures réduisant les tarifs de certains actes pratiqués par les professionnels de santé.

Ces décisions traduisent la volonté de « mettre fin au rôle de payeur aveugle de l'assurance-maladie et de privilégier systématiquement la qualité des soins et la prise en compte du progrès technique », a souligné Jean-Marie Spaeth, le nouveau président (CFDT) de la caisse. Son prédécesseur, Jean-Claude Mallet (FO), a assuré que le

gouvernement avait refusé un tel plan il y a quelques mois.

Les établissements de soins privés devront faire une économie de 923 millions (y compris la baisse de la nomenclature de certains actes). La réduction des tarifs de certaines prothèses rapportera 427 millions, tandis que les hôpitaux publics sont invités à prescrire les transports sanitaires « les moins onéreux adaptés à l'état du malade ». La baisse de la cotisation d'examen de biologie rapportera 300 millions, et plus de 1,2 milliard proviendra d'une réduction des tarifs d'actes de cardiologie, de gastro-entérologie, de radiologie, de dialyse ou d'ophtalmologie.

La CNAMTS estime, par ailleurs, qu'elle peut économiser près de 1,2 milliard en favorisant une prescription systématique de médicaments à effets thérapeutiques identiques mais moins chers. Jean Marnot, président du comité économique du médicament, a estimé, mardi, lors d'un colloque, qu'environ 3 milliards d'économies étaient possibles d'ici à l'an 2000 grâce aux

génériques. Il a prévenu que des choix s'imposeraient tôt ou tard car « on ne pourra, au siècle prochain, rembourser à tout le monde tous les médicaments ».

### « ENLÈVEMENT ADMINISTRATIF »

Ce plan intervient quelques jours avant la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, le 23 septembre, qui devrait annoncer un déficit d'environ 35 milliards pour la branche maladie en 1996.

Une note des services statistiques de la CNAMTS indique que les dépenses des praticiens libéraux ont progressé de 4,6 % au cours des sept premiers mois de l'année (par rapport à la même période de 1995). Or les pouvoirs publics leur ont demandé de ne pas dépasser 2,1 % en 1996. Si les experts de la caisse jugent que cet objectif n'est « pas irréaliste », ils rappellent que les dépenses devront baisser de 1 % sur les cinq derniers mois de l'année pour pouvoir l'atteindre.

Le plan de la CNAMTS « ne sera probablement pas suffisant », es-

time son vice-président, Georges Jollès (CNPF). Il souhaite, en particulier, que l'assuré soit obligé de présenter son carnet de santé (distribué à partir de l'automne) pour être remboursé. Ce plan ne va pas améliorer les relations du corps médical avec le gouvernement, qui a exercé de fortes pressions sur l'assurance-maladie pour qu'elle arrête ce plan d'économies.

Le syndicat de généralistes MG-France, pourtant favorable à la réforme de la Sécurité sociale, a estimé qu'elle était « en train de sombrer peu à peu dans l'enlèvement administratif et la lassitude des acteurs », les pouvoirs publics prêtant, selon lui, une oreille trop attentive aux « forces les plus corporatistes du secteur de la santé ». Au cours d'une conférence de presse, mercredi, le président de la Confédération des syndicats médicaux français, Claude Maffioli, devait s'en prendre à la politique du gouvernement et appeler à une riposte.

Jean-Michel Bezat

## M. Juppé précise les objectifs du « rendez-vous citoyen »

Evaluation individuelle, formation, insertion, volontariat seront au centre de ce bref « stage » des jeunes dans le cadre des armées

LE « RENDEZ-VOUS citoyen » comprendra trois volets, a annoncé le premier ministre, mardi 10 septembre, devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Rappelant que le service militaire obligatoire allait bientôt être supprimé, Alain Juppé a expliqué que ce « rendez-vous » obligatoire sera une « période de courte durée qui devra constituer un temps fort de la vie des jeunes Français ».

« Le premier volet, a dit Alain Juppé, sera consacré à l'évaluation individuelle de chaque Français sur le plan scolaire, professionnel ou médical. Ceci devrait faciliter sa démarche d'orientation, de formation ou d'insertion. Un second volet, consacré à la citoyenneté et à la défense, lui permettrait de prendre mieux conscience des grands enjeux du pays. Enfin, le troisième volet lui présenterait les nouvelles voies offertes par le volontariat au titre de la sécurité, de la solidarité ou de la coopération. » Dans cette réforme, a ajouté le premier ministre, c'est le lien de l'armée et de la na-

tion qui est en cause. Le chef du gouvernement a, d'autre part, explicité les rapports de la France avec ses alliés. « Il n'y a nulle contradiction, a-t-il affirmé, à dire que notre vision de l'Alliance atlantique et du lien transatlantique est résolument européenne. Un de nos objectifs principaux est de parvenir à un meilleur partage des responsabilités entre l'Europe et les États-Unis (...). Bien entendu, cette réforme ne prendra tout son sens que si les Européens sont capables de donner une impulsion majeure à la politique étrangère et de sécurité commune. »

« Il s'agit en particulier, a poursuivi le premier ministre, de renforcer le rôle du Conseil européen dans la définition des orientations et des priorités de la défense commune, et de donner une plus grande flexibilité aux procédures de décision de l'Union. » Quant à l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, M. Juppé a qualifié d'« encourageants » les progrès de la coopération européenne dans le domaine de l'armement.

## Le conseil des ministres examine le projet de loi sur la réforme de l'Etat

LANCÉ par le chef du gouvernement en juillet 1995, le projet de réforme de l'Etat devait prendre corps, mercredi 11 septembre, avec la présentation au conseil des ministres, par Dominique Perben, d'un « projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ». Le texte prévoit que toutes les administrations, qu'elles relèvent de l'État, des collectivités territoriales ou de la Sécurité sociale, accuseront réception des demandes qui leur sont adressées. Des décrets préciseront la liste des cas dans lesquels les services ont vocation à accepter, après un délai de deux mois.

Le texte élargit la saisine du médiateur de la République aux parlementaires européens, aux présidents de conseils généraux et régionaux, au maire du Conseil de Paris, ainsi qu'au président du conseil exécutif de l'Assemblée de Corse. Il prévoit la création de maisons de service public, réunissant, en un même lieu, des organismes différents.

### DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : Jacques Chirac a reçu, mardi 10 septembre, les dirigeants de la Fnsea et du CNJA, dix jours après sa rencontre avec les éleveurs de Châroux (Vienne). Les responsables syndicaux souhaitaient, avant le conseil européen des ministres de l'agriculture, les 16 et 17 septembre, lui rappeler leur demande de nouvelles compensations pour les éleveurs de broutards. La Fnsea et le CNJA appellent les éleveurs à manifester le 13 septembre à Clermont-Ferrand.

■ **SONDAGE** : Une majorité de Français (59 %) reste hostile à l'action du gouvernement, selon un sondage de la Sofres pour des journaux de province, réalisé du 28 au 30 août auprès de 1 000 personnes. En février, 63 % des personnes interrogées portaient ce même jugement. Elles sont 67 % (contre 63 % en février) à estimer qu'Alain Juppé « agit au jour le jour sans bien savoir où il va » ; 66 % (contre 71 %) sont « déçus » par son action, et si 40 % souhaitent qu'il reste « le moins longtemps possible » premier ministre, 33 % espèrent le voir occuper Matignon « jusqu'aux législatives de 1998 ».

■ **DEMISSIONS** : quatre secrétaires nationaux du CNJ (Centre national des indépendants et paysans) ont remis, mardi 10 septembre, leur démission de la commission exécutive nationale du parti. Serge Kouchir, secrétaire général adjoint, Daniel Philippot, Marcel Morin et Jacques Gerbault (également président du CID-Union) assurent, dans un communiqué, Pierre-Olivier Mahaux, qui lui-même a démissionné de son poste de secrétaire général (Le Monde du 11 septembre), de leur soutien.

■ **TEMPS DE TRAVAIL** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui rencontrait, mardi 10 septembre, les adhérents CFDT du centre hospitalier universitaire de Nice, a jugé que « 1996 doit être l'année de la réduction du temps de travail pour développer l'emploi ». A six semaines des élections dans la fonction publique hospitalière, M<sup>me</sup> Notat a constaté que « beaucoup d'infirmières venaient au travail à 80 % pour pouvoir s'occuper ».

■ **FONCTION PUBLIQUE** : Marc Blondel, secrétaire général de Force Ouvrière, a expliqué, mercredi 11 septembre, sur France 2, que la fédération de fonctionnaires FO a « décidé de laisser le temps au gouvernement de préciser les choses » sur les salaires, en prévoyant une grève en octobre, mais sans encore en fixer la date. « Si le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, convoque pour négocier, nous irons négocier », a-t-il déclaré, avant d'ajouter qu'« on ne va pas faire la grève des fonctionnaires sur les salaires à partir du moment où on obtient satisfaction ».

■ **GARDANNE** : le président du Parti national républicain (PNR), Jean-François Touzé, s'est élevé, mardi 10 septembre, à Gardanne (Bouches-du-Rhône), contre « la stratégie ni droite ni gauche du Front national » et « le véritable pacte germano-soviétique qui unit depuis plusieurs années le FN et la gauche ». Le PNR, qui défend des thèmes proches de l'extrême droite, mais « se situe résolument dans le camp de la droite », présentera un candidat, Henri Le Guillou, à l'élection législative partielle de la 10<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône (Gardanne), qui désignera le successeur de Bernard Tapie.

■ **FINANCES LOCALES** : le ministre de la décentralisation, Dominique Perben, a évalué, mardi 10 septembre, « de 20 à 22 milliards » de francs l'augmentation des impôts locaux en 1996 (Le Monde du 11 septembre), en rappelant qu'« il faut cependant cesser de tout mélanger en comparant la hausse des impôts locaux en 1996 à une éventuelle baisse de l'impôt sur le revenu l'an prochain ». Le président (RPR) de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Paul Delevoye, a déclaré le même jour sur RTL que « s'il y a une stabilisation des charges des collectivités locales, il y aura stabilisation des impôts locaux ».



« Vainqueur, tu l'es à chaque fois. RTL, RTL, RTL... »

RTL = 18,6 % Europe 1 + NRJ + RMC = 17,0 %

IP  
RTL

IP FRANCE, 136 AVENUE CHARLES DE GAULLE. 92200 NEUILLY SUR SEINE. TEL (1) 46 40 20 20



## Alain Juppé fait la leçon aux responsables de la majorité

Pour le premier ministre, le calendrier de Maastricht est intangible

Présent pour la première fois au déjeuner des responsables de la majorité, Alain Juppé a tenu, mardi 10 septembre, de démontrer la pertinence des contre-propositions qu'il s'apprête à exposer en compagnie de Charles Pasqua le 15 septembre. Alain Juppé a fait valoir que le calendrier de la monnaie unique ne peut être modifié.

LASSÉ des « petites piques de dimanche », Alain Juppé a entrepris, mardi 10 septembre, de croiser le fer avec quelques-uns des principaux responsables de la majorité.



Le premier ministre entend, ici ou là, qu'il faudrait infléchir, voire changer la politique suivie. Lors du premier déjeuner de la majorité depuis la rentrée, il a invité ses hôtes à lui préciser les contours des changements à entreprendre.

En l'absence de Philippe Séguin, retenu au même moment à la table du président de la République, et dont le discours-programme, prononcé devant les jeunes du RPR, a été occulté par l'effervescence causée par l'annonce d'une éventuelle réforme du mode de scrutin, l'interdit s'est porté vers l'ancien ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, invité pour la première fois à ce type de déjeuner. Le « nouveau » a redit à voix haute son analyse de la déflation qui se profile, telle qu'il l'avait développée dans ces colonnes (*Le Monde* du 30 août). Placé à l'autre bout de la table, Charles Pasqua a rebondi en mettant en cause le strict respect

des critères de convergences, du traité de Maastricht. Reçu la veille, un quart d'heure seulement, par le premier ministre, M. Pasqua a jugé que, cette fois, la « réactivité » de M. Juppé avait été « excellente ».

Certains, tel Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, se sont étonnés de la « liberté de pensée » de MM. Madelin et Pasqua. De source proche de l'hôtel Matignon, on demeure, toutefois, persuadé qu'il n'y a « pas de désaccord de fond avec la ligne suivie par le gouvernement ». De la même façon, après s'être entretenu pendant une heure, dans la matinée, avec Edouard Balladur, M. Juppé avait « constaté une très bonne convergence de vues dans [leurs] analyses ». L'ancien premier ministre, qui n'avait fait aucune déclaration après cette entrevue, a, alors, fait savoir qu'il avait eu des « points de convergence », mais aussi des « points de divergence ».

Soutenu par François Bayrou, lequel a affirmé qu'il est « hors de question de dévier » par rapport aux impératifs de l'intégration européenne, et par François Léotard, qui estime qu'après tant d'efforts pour réduire les déficits, on ne peut faire machine arrière à moins d'un an et demi de l'échéance prévue par le traité de Maastricht, le premier ministre a expliqué que, non seule-

ment il n'est pas possible de modifier le calendrier, mais qu'il n'est même pas possible d'en parler : la sanction des marchés financiers serait immédiate. Il a recommandé à ses hôtes d'éviter toute expression publique à ce propos.

Très rapidement, le premier ministre a évoqué d'autres sujets : la réforme fiscale et la Corse, dont il devait recevoir les élus, mercredi après-midi. M. Juppé a confirmé une prochaine actualisation des « lois Pasqua », sur les plans tant réglementaire que législatif : un projet de loi sur le travail clandestin sera soumis à l'autonomie au Parlement. Enfin, M. Juppé souhaite que le débat continue sur une éventuelle réforme du mode de scrutin aux élections législatives.

Selon l'un des participants au déjeuner, proche du premier ministre, l'ensemble des consultations de ces derniers jours a permis de vérifier la stabilité de l'axe majoritaire. En revanche, aussi bien sur l'Europe que sur le mode de scrutin, le même observateur a relevé des divergences d'appréciation entre MM. Madelin et Pasqua. CQFD : leur rapprochement, qui sera officialisé le 15 septembre, ne saurait déboucher sur une politique de rechange.

Olivier Biffaud et Jean-Louis Saux

## Le PS pourrait demander une action en justice contre M. Le Pen

Robert Hue et François Bayrou se démarquent d'Henri Emmanuelli, favorable à l'interdiction du Front national qu'il considère « hors du système » démocratique

LES PROPOS de Jean-Marie Le Pen sur « l'inégalité des races » ont relancé le débat au sein du Parti socialiste sur sa stratégie contre le Front national. Mercredi 11 septembre au matin, le bureau national du PS devait en débattre, en l'absence de Lionel Jospin qui assiste, à New York, au congrès de l'Internationale socialiste. La semaine prochaine, une commission, émanant du bureau national, doit être constituée pour discuter du pré-rapport de Gérard Le Gall, délégué aux études politiques, présenté le 31 août à La Rochelle (*Le Monde* du 3 septembre).

Mardi, plusieurs dirigeants du PS ont déjà pris position. Le plus véhément a été Henri Emmanuelli. L'ancien premier secrétaire du PS a demandé, dans un communiqué, « l'interdiction du Front national ». Pour le député des Landes, « ce racisme affiché et revendiqué est incompatible avec les principes fondamentaux de notre Constitution et de notre législation. C'est une injure et une menace contre les droits de l'homme ».

Souhaitant que le racisme est « un délit » et « doit être combattu comme tel », M. Emmanuelli estime que « face à un mouvement qui publie mais n'aura de cesse tant qu'il ne l'aura pas éliminé, la démocratie a le devoir de lancer une déclaration

de guerre officielle ». L'interdiction du FN devenant alors « un impératif moral et juridique ». Dans *Le Monde* du 26 juin 1991, M. Emmanuelli considérait le FN « hors du système » démocratique et appelait à « un combat sans merci non contre Le Pen mais contre les idées fascistes qu'il incarne ».

### « MAUVAISE RÉPONSE »

Sous réserve d'un débat qui s'annonçait animé, le PS s'orientait, mercredi, vers une déclaration, préparée par M. Le Gall, pour lequel les propos de M. Le Pen démontrent, « si cela était encore nécessaire, qu'il est bien d'extrême droite », demandant au garde des sceaux d'ouvrir une procédure pénale contre le président du FN, sur la base de la loi Gayssot contre le racisme. Une position qu'a défendue, mardi sur Europe 1, Dominique Strauss-Kahn, non favorable à une interdiction. « Je ne vois pas pourquoi on ne mettrait pas la loi en œuvre rapidement lorsqu'il s'agit d'atteintes aux droits de l'homme de cette manière-là », a noté l'ancien ministre.

L'idée d'une interdiction du FN n'est pas nouvelle. En avril, Charlie Hebdo avait lancé une pétition en ce sens qui a recueilli environ 180 000 signatures. A la suite de violentes déclarations de M. Le Pen, le 13 avril, Patrick Braouze, député

communiste de Seine-Saint-Denis, avait interrogé le ministre de l'Intérieur sur les mesures qu'il comptait prendre « si le Front national continue de défier ouvertement la Constitution ». Jacques Toubon s'était chargé de répondre que « chaque fois qu'il y a des délit correspondant aux lois qui répriment la propagande raciste (...) nous exerçons des poursuites ».

Mardi, François Bayrou, président de Force démocrate, a qualifié, sur RMC, la proposition de M. Emmanuelli de « mauvaise réponse », tandis que, sur RTL, Robert Hue, secrétaire national du PCF, estimait qu'« il ne faut rien faire qui puisse être repris par Le Pen sous forme de provocation lui permettant une fois de plus de faire passer ses idées ».

Le FN n'a pas manqué de réagir. Pour son délégué général, Bruno Mégret, la demande de M. Emmanuelli « trahit le profond désarroi du PS, qui n'a plus rien à proposer aux Français ». M. Le Pen a choisi de répondre ostensiblement son propos sur « l'inégalité des races » lors de la fête annuelle du FN, les 28 et 29 septembre. Le MRAP devait engager le 11 septembre une action en justice contre M. Le Pen.

Christiane Chombeau et Michel Noblecourt

## M. Toubon annonce une réforme du droit des sociétés

LE RAPPORT du sénateur (RPR) Philippe Marini sur le droit des sociétés, qui a été rendu public mardi 10 septembre (*Le Monde* du 11 septembre), a reçu un accueil favorable du ministre de la Justice, Jacques Toubon. En déplacement à Agen, mardi, il a annoncé que le gouvernement présenterait « d'ici à la fin de l'année » un projet de révision de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales, s'inspirant de ce texte, dont il a estimé qu'il permettrait de « considérablement moderniser le droit des affaires dans notre pays ».

Le garde des sceaux a précisé qu'il fallait « donner aux entreprises françaises plus de chances d'être compétitives et plus de chances d'être bien dirigées, dans la transparence et avec le sens de la responsabilité ». Il s'est toutefois abstenu de s'engager davantage sur la réforme de l'abus de biens sociaux : « Sur cette question se posent de nombreuses questions. Nous allons examiner les propositions du sénateur ».

Au sein de la majorité, on se montre encore prudent sur l'appréciation de cette réforme qui donne une définition restrictive de l'abus de biens sociaux et limite le champ d'application de ce délit. Seul François Léotard, président de l'UDF, a publiquement jugé « bonne » l'orientation du rapport Marini. « Quand vous dites abus de bien social, comme d'autres notions juridiques d'ailleurs, vous vous rendez compte que cela peut couvrir toutes sortes de choses différentes (...). Toute situation de flou juridique est malsaine dans une démocratie », il a observé, mardi soir sur la chaîne de télévision LCI. Le président de l'UDF s'est toutefois pressé d'ajouter qu'« il ne faut surtout pas que par ce biais-là, on aboutisse à une sorte d'amnistie de faits qui auraient été délictueux ». C'est bien d'une « amnistie déguisée » dont il s'agit, selon Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, qui a estimé, mardi dans un communiqué, qu'une telle réforme « revient purement et simplement à dessaisir les juges des affaires en cours ».

## François Mitterrand face aux défis de l'Histoire

« SI JE NE L'AVAIS PAS NOMMÉ, on n'aurait reproché de l'avoir écarté », François Mitterrand, interrogé, six ans après, par ses chroniqueurs, Pierre Favre et Michel Martin-Roland, résume ainsi le choix de Michel Rocard, comme premier ministre, après la victoire de 1988.



Les auteurs de *La Décennie Mitterrand*, qui publient leur troisième tome intitulé *Les Défis*, estiment que l'ancien chef de l'Etat avait tendance « comme aussi l'ancien premier ministre » à juger les trois années de gouvernement Rocard à la lumière de la rupture de 1991, alors qu'en fait « ils étaient d'accord sur l'essentiel de l'association (...) pour conduire les affaires de la France ».

Qu'ils aient été d'accord sur l'essentiel, c'était bien le moins. Il reste que François Mitterrand s'est résigné à cette association avec une mauvaise grâce qui en a été, en quelque sorte, le vice constitutionnel. Si, comme le dit Michel Rocard, d'accord à aussi avec l'ancien chef de l'Etat, « le premier premier mi-

nistre d'un septennat n'est jamais choisi par le président, il est le produit d'une situation », la rupture est peut-être inscrite dès le départ dans cette contrainte, dont le président n'a de cesse de se libérer (Jacques Chirac s'est égaré cet inconvénient en ne désignant pas Philippe Séguin comme chef du gouvernement). Le récit des deux journalistes, scrupuleusement appuyé sur les comptes rendus et notes internes auxquels ils ont eu accès, montre dans le détail, comment, pendant trois ans, les deux rivaux socialistes des années 70 ont collaboré plutôt que coopéré au sommet de l'Etat.

Ce n'est pas là, cependant, que l'Histoire s'est faite, et les péripéties de la relation Mitterrand-Rocard paraissent bien secondaires par rapport aux bouleversements internationaux qui dominent la période. On ne se lasse pas de relire, enrichis d'informations inédites, les épisodes de l'effondrement du système soviétique et de la relance européenne, puis ceux de la guerre du Golfe.

En décembre 1990, un an après la chute du mur de Berlin et deux mois après la réunification de l'Allemagne, François Mitterrand confie

aux auteurs qu'il a sans doute « raté sa communication ». « J'aurais mieux fait de saisir l'opinion publique de façon plus constante, j'ai peut-être manqué de présence d'esprit, mais cela n'a rien à voir avec le fond d'une politique », plaide-t-il au sujet, notamment, de sa visite, en décembre 1989, dans une République démocratique allemande fantomatique.

A Helmut Kohl, qu'il reçoit en tête à tête à Lauch le 4 janvier 1990, le président français lance : « Si j'étais allemand, je serais pour la réunification, c'est du patriotisme. Tant français, je n'y mets pas la même passion ». Les deux hommes émettent ensemble à l'élysée, le 15 février, après que le chancelier fédéral a obtenu, à Moscou, l'accord de Mikhail Gorbachev pour la réunification de son pays. François Mitterrand réclame une fois encore à son hôte la reconnaissance préalable de la frontière germano-polonaise, héritée de la seconde guerre mondiale, comme intangible. L'Allemand souffre : « C'est une grosse blessure, dit-il. Normalement, on traite les blessures avec un baume et pas avec de l'huile bouillante. Cela n'aide pas ».

Moins de six mois plus tard, l'urgence est autre. L'Irak vient d'envahir le Koweït, et le chef de l'Etat français est vite convaincu que la marche à la guerre est inévitable. Le débat qu'il ouvre le 9 août avec ses principaux ministres, dont le premier, est étonnant. Tour à tour, Pierre Joxe, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bédaride, Michel Rocard expriment des réserves devant l'hypothèse d'une action militaire à laquelle la France s'associerait.

M. Jospin ne l'envisage que sous l'égide de l'ONU, mais François Mitterrand ne pense pas, à ce moment-là, que l'organisation internationale puisse jouer ce rôle. « En rester à cette position, c'est s'enfermer dans le non-être, regarder les trains passer », dit-il, désignant ainsi la boussole à laquelle il ne cessera de se fier dans les mois qui suivront. Pour qu'on le comprenne bien, il conclut : « S'il faut choisir, j'estime qu'il faut lutter contre Saddam Hussein quelles qu'en soient les conséquences ».

La dimension des événements sert François Mitterrand, dont la stature est rebasculée par les défis historiques auxquels il a dû faire face. Au regard de son bilan en matière de politique intérieure, ce n'est pas inutile.

Patrick Jauréou

\* La Décennie Mitterrand, tome 3 : Les Défis, de Pierre Favre et Michel Martin-Roland ; éd. du Seuil, 590 pages, 160 francs.

## Le juge Van Ruymbeke a achevé ses investigations sur le PR

MIS EN CAUSE, une nouvelle fois, par Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, le Parti républicain (PR) a « démenti catégoriquement », mardi 10 septembre, « être ou avoir été titulaire d'un compte en Suisse ».

Cette mise au point fait suite à la transmission au procureur général de Rennes, le 21 août, d'une note dans laquelle M. Van Ruymbeke récapitulait ses investigations sur le financement du PR. Après le retour de Suisse de ses dernières commissions rogatoires, le magistrat rennais met un point final à ses investigations dans un dossier par ailleurs instruit, depuis 1994, par un juge parisien, Mireille Filippin.

Dans sa note, révélée mardi par l'Agence France-Presse, le conseiller rennais rappelle que des proches de la direction du PR ont reçu d'importantes sommes d'argent du réseau mis sur pied par Alain Cellier, un banquier proche de Gérard Longuet, par le biais d'une société panaméenne et

d'un compte anonyme au Crédit suisse de Genève. Pour le magistrat, il est clair que ce réseau, implanté en Suisse et au Luxembourg, est une « caisse noire » servant au financement occulte du PR ou de ses dirigeants.

### TROIS SOURCES

A l'appui de sa démonstration, M. Van Ruymbeke rappelle que « 14,6 millions de francs sont sortis du réseau Cellier en 1989 au profit de la panaméenne Spalding Invest SA, alors gérée par Marc de Scitiaux, conseiller du cabinet de M. Madelin [ancien ministre de l'économie] ». « Un document bancaire daté du 21 octobre 1994 révèle que l'ayant-droit économique de Spalding Invest SA, titulaire d'un compte anonyme au Crédit suisse de Genève, n'est autre que le Parti républicain ».

Faisant état de différents mouvements opérés sur le compte bancaire, le conseiller indique que « 500 000 francs et un million de francs ont été retirés en liquide les 12 octobre et 8 novembre 1990 ».

« Or, le 9 novembre 1990, 1,33 millions de francs furent déposés en liquide sur le compte du PR au Crédit suisse à Paris (...) De nombreuses autres opérations apparaissent régulièrement jusqu'à la fin de l'année 1994 ».

D'après M. Van Ruymbeke, le « réseau Cellier » a reçu des fonds d'au moins trois origines. D'abord de la société Alcatel pour « un total identifié de 13,1 millions de francs » entre 1988 et 1991. Ensuite, « des fonds détournés par M. Constantinof, proche collaborateur de M. Longuet, au vu d'instructions écrites de Gérard Longuet, lequel en avait informé Alain Madelin, au préjudice de la société la Signalisation, filiale d'une société nationale en liquidation qui avait une créance sur le Koweït (le réseau Cellier a récupéré le 8 juin 1988 l'équivalent de 12 millions de francs sur un total de 16 millions prélevés par M. Constantinof) ».

Troisième source : « Les commissions perçues le 2 février 1987, soit 500 000 dollars, lors d'une négociation menée avec l'Algérie pour la vente de 400 wagons par la société Francorail ». « Cette opération peut être rapprochée de la lettre qui m'a été adressée le 7 mai 1994 par un cadre d'entreprise "sollicité" en 1987 par M. Longuet à l'occasion de la visite en Algérie de M. Madelin en contrepartie d'une intervention auprès des autorités algériennes ».

Selon M. Van Ruymbeke, fin 1994, il restait encore 34 millions de francs identifiés dans le « réseau Cellier ». Ils auraient, depuis, été transférés dans d'autres paradis fiscaux. Depuis la découverte de ce réseau, M. Cellier n'a jamais été inquiété par la justice.

R.-P.-P.

## Demande d'enquête préliminaire sur M<sup>me</sup> Tiberi

Sept élus socialistes de l'Assemblée ont écrit, mardi 10 septembre, au procureur de la République à Evry, Laurent Davenas, afin de lui demander l'ouverture d'une « enquête préalable » sur les conditions dans lesquelles Xavière Tiberi, épouse du maire de Paris, avait été employée par le conseil général de l'Essonne. Dans un entretien accordé, le 31 août, à l'hebdomadaire *Le Point*, Xavier Dugoin, le président (RPR) du conseil général, avait affirmé avoir établi un contrat à M<sup>me</sup> Tiberi au mois de mars 1994, afin de l'attacher à son cabinet, avant de lui commander, au mois d'octobre 1994, un rapport sur « la coopération décentralisée ». M<sup>me</sup> Tiberi avait, quant à elle, affirmé au juge Halphen, le 18 juillet, n'avoir effectué aucun autre travail pour le conseil général que ce rapport, et ne s'être « jamais rendue sur place ». Les élus signataires de la lettre, qui évoquent un soupçon de « détournements », demandent au procureur de faire la part entre ces versions contradictoires en ouvrant une enquête.

SEMA GROUP



**EXCLUSION** Le gouvernement envisage de modifier les conditions d'attribution du RMI. Une nouvelle disposition - dite de l'obligation alimentaire - permettrait aux pou-

voirs publics de demander aux familles de prendre en charge tout ou partie du montant de l'allocation versée. **CETTE DISPOSITION** figure dans la lettre de cadrage budgétaire

adressée au ministère du travail et des affaires sociales. L'économie attendue de cette mesure est faible: 500 millions de francs maximum. Mais elle pourrait à terme dissuader

certaines personnes de demander l'allocation. **CETTE REMISE EN CAUSE** du RMI intervient au moment où la délégation interministérielle voit partir ses deux dirigeants,

dans un contexte défavorable aux politiques de lutte contre la pauvreté, comme en témoignent les retards de la loi-cadre sur l'exclusion. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

## Le gouvernement veut faire supporter aux familles une partie du RMI

A l'occasion de la loi de finances 1997, une mesure modifierait les conditions d'attribution du revenu minimum d'insertion. Les parents seraient appelés, selon certaines conditions de ressources, à financer tout ou partie de l'allocation versée

LE PROJET DE LOI de finances pour 1997 devrait apporter quelques surprises aux allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI), dont le nombre approche désormais le million. La lettre de cadrage budgétaire adressée, le 7 août, par le premier ministre, Alain Juppé, au ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, ne consacre que quatre lignes à l'allocation de RMI, créée en 1988. Mais elle dispose de nature à ébranler un dispositif déjà soumis à rude épreuve.

La réforme envisagée, en apparence technique et pour l'instant sans grandes incidences budgétaires, devrait néanmoins ouvrir un vif débat politique. Car elle traduit un véritable changement de

logique en modifiant la nature même de ce dispositif.

Le gouvernement souhaite, en effet, introduire dans les procédures d'attribution du RMI des limites importantes. Il propose une nouvelle disposition - dite de l'obligation alimentaire - qui consiste à demander aux familles de payer, dans certaines conditions, tout ou partie des sommes versées au titre du revenu minimum d'insertion. La solidarité familiale viendrait pour partie se substituer à la solidarité nationale. Depuis sa création, en 1988, le RMI est un droit, auquel peut prétendre toute personne sans ressources justifiant de certaines conditions d'âge (avoir au moins vingt-cinq ans) et de résidence

(vivre depuis trois ans en France). En contrepartie d'une démarche d'insertion, l'allocation maximale versée est de 2 374 francs par mois pour une personne seule.

### Les candidats potentiels risqueraient de s'exclure d'eux-mêmes du circuit

La lettre de cadrage budgétaire du ministère des affaires sociales établit à 24,2 milliards de francs la dotation allouée au RMI au titre de la loi de finances pour 1997, soit 1,2 milliard de plus qu'en 1996. Mais elle précise que ce calcul « intègre une économie de 500 millions de francs par rapport au budget de reconduction, liée à la mise en place de l'obligation alimentaire et de la répartition sur succession ». Avec cette « obligation alimentaire », les fonctionnaires de Bercy ont, en fait, examiné un article du code civil (article 205 et suivant) régissant les obligations réciproques entre époux, enfants, parents et alliés. L'obligation alimentaire dispose qu'un membre de la famille peut se substituer financièrement à une personne défaillante.

Dans le cas du RMI, l'Etat récupérerait sur le revenu des familles, sur la base d'un régime de ressources, tout ou partie des sommes allouées. Le RMI cesserait donc d'être un droit pour devenir une simple prestation sociale, ac-

cordée sous conditions de ressources de la famille. Le parent serait redevable pour son enfant (de plus de vingt-cinq ans) mais également l'enfant pour le père ou la mère, et éventuellement les collatéraux, grands-parents ou petits-enfants, comme cela existe encore pour certaines aides sociales. Contrairement aux autres prestations sociales, le RMI bénéficie, pour l'instant, au regard du principe de l'obligation alimentaire, d'un statut dérogatoire. Il s'agit donc d'un changement de cap radical qui pourrait ouvrir la voie à d'autres formes d'appel à la solidarité familiale.

Par rapport à la portée réelle et symbolique d'une telle mesure et à ses risques politiques, les retombées financières qu'en attend le gouvernement paraissent pourtant faibles, tout au moins au titre du budget 1997. Les 500 millions de francs d'économies qui seraient ainsi réalisées l'an prochain correspondent, en effet, à environ 20 000 à 25 000 bénéficiaires en moins sur les 950 000 allocataires actuels et les 350 000 nouveaux bénéficiaires par an.

Sans le penser, comme certains spécialistes le croient, que cette économie de 500 millions de francs a été volontairement minorée, cette réforme ne changerait qu'à la marge l'équation financière du RMI. En outre, sa mise en œuvre, qui suppose un dispositif très lourd d'enquêtes sociales, entraînerait des coûts de gestion très élevés - de l'ordre de 300 francs par dossier, soit 100 millions environ par an, selon certains experts. Or, les services des caisses d'allocation familiales, qui gèrent aujourd'hui les dossiers des allocataires, sont déjà surchargés.

Pour ces raisons, l'intérêt de cette réforme de fond du mode d'attribution du RMI est sans doute à plus long terme. Le gouvernement semble miser sur l'effet dissuasif qu'entraînerait l'obligation alimentaire. Car certaines catégories de bénéficiaires sont visées, en particulier les « jeunes adultes ». Les débats des mois passés ont montré que des responsables de la majorité estimaient que ces jeunes, qui perçoivent le RMI parce qu'ils ne peuvent pré-

server une enquête récente, les parents des deux tiers des nouveaux allocataires disposent, en effet, de revenus inférieurs à 10 000 francs mensuels. Selon cette enquête, 10 % des Rmistes se font aider par leur famille, mais cette contribution est des plus modestes. Plus d'un tiers des Rmistes doivent emprunter pour tenter de s'en sortir.

Pour les spécialistes du RMI, que la mesure gouvernementale inquiète fort, cette réforme aurait

### Une « obligation » tombée en désuétude

Historiquement, l'obligation alimentaire, telle que définie par le code civil, s'est appliquée à la quasi-totalité des prestations sociales avant que le législateur, à partir du milieu des années 70, en limite singulièrement la portée. Ce fut le cas pour l'allocation vieillesse et les aides aux handicapés, notamment. Il reste deux cas où elle est, à l'heure actuelle, effectivement mise en œuvre dans le cadre de prestations sociales : l'aide médicale et l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées.

Dans ce second cas, un conseil général peut ainsi assumer le paiement d'un placement en maison de retraite d'une personne âgée puis, après enquête sociale, se retourner contre ses enfants ou ses petits-enfants pour recouvrer tout ou partie des frais engagés.

tendre à des allocations chômage, devaient être pris en charge par leur famille.

Certes, la suppression de l'allocation insertion jeunes, l'allongement de la durée des études et, surtout, la croissance du chômage des diplômés ont fait que de plus en plus de jeunes adultes sont entrés dans le dispositif du RMI. Mais, outre qu'il peut paraître discutable de parler de « jeunes » adultes au-delà de vingt-cinq ans, on sait que les nouveaux entrants dans le dispositif du RMI sont, pour une très large part, issus de milieux modestes.

surtout un effet dissuasif et permettrait de limiter le flux des nouveaux entrants (actuellement de 350 000 par an). Par renoncement volontaire, font-ils remarquer, de peur que leurs familles soit mises à contribution ou soient, simplement, alertées sur leurs difficultés, les candidats potentiels au RMI risqueraient de s'exclure d'eux-mêmes du circuit. Ils viendraient ainsi grossir les rangs des plus marginalisés et perdrait, définitivement, toute chance d'insertion ou de réinsertion.

Christine Garin

### La délégation interministérielle perd ses deux dirigeants

EN UN MOIS, la délégation interministérielle au RMI (Dirimi) vient de perdre les deux têtes qui la dirigeaient depuis la mise en place de l'allocation, en 1988. Michel Raymond, le délégué adjoint, vient de démissionner et a officiellement quitté ses fonctions le 31 août, pour rejoindre l'inspection générale des affaires sociales (IGAS).

Par ailleurs, maître (PS) de Trévoix (Ain), M. Raymond explique, dans un communiqué rendu public mercredi 11 septembre, que « les circonstances actuelles ne [lui] permettent plus, dans le cadre de [ses] fonctions, d'agir efficacement pour la lutte contre l'exclusion et pour l'insertion ».

Le 31 juillet, Bertrand Fragonard avait quitté le poste de numéro un de la délégation, à sa demande, pour rejoindre la Cour des comptes, le corps d'origine de cet énarque. Ce départ de l'homme qui avait suivi l'allocation depuis le début et qui avait rédigé un rapport servant de cadre au projet de loi contre l'exclusion est passé pratiquement inaperçu, au creux de l'été. Ce qui n'était pas pour déplaire à ce haut fonctionnaire, très à cheval sur son devoir de réserve, et très soucieux que l'on ne donne pas à cette démission une autre raison que celle de l'« usure » après huit années passées aux mêmes fonctions.

Michel Raymond, en revanche, n'est pas retenu par les mêmes scrupules. « Je ne ressens plus de volonté politique d'avancer dans la lutte contre l'exclusion », explique l'ancien numéro deux de la Dirimi. Dans le domaine du RMI, le dernier discours positif a été celui de Simone Veil, en 1993, lorsqu'elle est arrivée au ministère des affaires sociales. Depuis, la pression a diminué sur les services des préfectures et des conseils généraux, qui se démobilisent. Le virage politique de novembre 1995 a laissé sur le bas-côté la lutte contre l'exclusion. Il est

d'ailleurs envisagé de redéployer les crédits consacrés au volet insertion du RMI, et qui dépendent des conseils généraux, à l'ensemble des secteurs de lutte contre l'exclusion, ce qui réduirait relativement la part consacrée aux bénéficiaires de l'allocation.

#### CHANGEMENT DE NATURE

D'autres questions se posent sur l'avenir de la délégation elle-même. Le successeur de Bertrand Fragonard à la tête de la Dirimi a été nommé en conseil des ministres, le 31 juillet. Il s'agit de Pierre Gauthier, directeur de l'action sociale, qui cumule depuis les deux fonctions. Le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouire, avait alors indiqué que ce choix constituait un premier pas vers une fusion des deux organismes, relevant tous deux du ministère des affaires sociales, qui devait intervenir « d'ici quelques semaines ». Depuis, le rapprochement de la Dirimi avec la direction de l'action sociale n'a pas encore été officialisé.

Ce problème de structure n'aurait guère d'importance en soi s'il ne risquait de modifier la nature spécifique de la Dirimi. Jusqu'à présent, la délégation, composée d'une quinzaine de personnes, fonctionnait comme une cellule réduite de mission. Dotée d'un réseau de représentants dans chaque département, la délégation profitait de sa transversalité pour exercer une fonction « d'évaluation, d'analyse, de réflexion et de suivi sur le terrain », selon les termes de Michel Raymond. Une fusion avec la direction sociale pourrait transformer cet observatoire en un simple outil de gestion et en faire un service social de plus, quand l'ambition initiale du RMI était aussi économique, le volet insertion devant permettre aux allocataires de réintégrer un emploi.

J. F.

### Deux ans de remise en cause et de tentatives de réforme

DEPUIS plusieurs années, les gouvernements s'inquiètent d'une progression continue du nombre de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Après une faible hausse en 1995 (5 %), les experts estiment que l'année 1996 sera à nouveau marquée et que le cap du million d'allocataires devrait être franchi ce trimestre. Aussi, des projets de réforme ou de modification du dispositif ont, à plusieurs reprises, été évoqués ces derniers mois pour en limiter le coût budgétaire. Outre les 23 milliards de francs d'allocation qui seront versés en 1996, les conseils généraux estiment à une bonne dizaine de milliards les crédits du volet insertion, dont ils ont la charge. En l'état du dispositif, rien ne laisse espérer un allègement de cette charge financière.

A l'automne 1994, agité par le ministère du budget, inquiet, d'ailleurs, de la montée en régime du nombre d'allocataires, Edouard Balladur, alors premier ministre, avait tenté de transférer aux conseils généraux une partie - le quart - du montant des allocations versées par l'Etat. Devant la protestation des élus locaux, dont les budgets d'aide sociale explosent, ce projet avait dû être abandonné. Dans le même temps, une mission

d'inspection avait été diligentée. Elle avait conduit à l'« impact financier global limité » des fraudes.

#### CHASSE AUX FRAUDEURS

Moins d'un an plus tard, le gouvernement d'Alain Juppé était revenu à la charge. Durant l'été 1995, Eric Raoult, alors ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, avait fustigé « la culture RMI, culture de l'inactivité ». M. Raoult prenait alors pour cible « certains jeunes qui attendent d'avoir vingt-cinq ans pour faire des démarches en vue d'obtenir le RMI, sans jamais essayer de chercher un emploi ». Le renforcement des contrôles, la « chasse aux fraudeurs » et une nouvelle évaluation du dispositif étaient annoncés. Au même moment, des bilans montraient que les allocataires du RMI percevaient en moyenne 1 870 francs par mois. Plusieurs associations demandaient que les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans frappés par la précarité puissent prétendre à cette allocation.

En octobre 1995, prenant acte du doublement, en cinq ans, du nombre de bénéficiaires, la Cour des comptes soulignait dans un rapport établi à partir d'enquêtes effectuées dans vingt départe-

ments, que « le RMI semble servir, de plus en plus, de dispositif d'accueil de jeunes adultes en attente du premier emploi ». Quelques semaines plus tard, Alain Juppé installait une « commission antirichesse », demandant à quelques parlementaires d'évaluer les fraudes. Et le gouvernement envisageait de confier l'inspection des dossiers des demandeurs à des « commissions cantonales d'attribution ».

Les nombreuses mises en garde des associations de solidarité devaient inciter le gouvernement à mettre entre parenthèses ce débat. Une éventuelle mise en place de l'obligation alimentaire à l'occasion de la loi de finances 1997 ne manquera pas de le relancer. Une étude du Centre de recherches et de documentation sur les conditions de vie (Credoc), rendue publique au printemps, montrait que près des trois quarts des Français estiment que les « pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis ». 61 % d'entre eux, selon cette enquête, considèrent que le montant du revenu minimum d'insertion « n'est pas assez élevé ».

François Bonnet

### La loi-cadre contre l'exclusion ne cesse d'accumuler les retards

PROMISE pour le printemps 1996, la loi-cadre contre l'exclusion ne sera sans doute débattue par le Parlement qu'au début de l'année 1997. Attendue comme un grand engagement de « cohésion » et de réduction de la « fracture sociale », argument de la campagne de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, elle risque fort de ne ressembler qu'à un cache-misère. Au fil des mois et des réunions interministérielles, ce texte a été vidé de sa substance et ne sera soumis au vote des parlementaires que pour tenir, tant bien que mal, une promesse que le gouvernement, obnubilé par d'autres priorités, n'est plus réellement en mesure d'honorer. Tant et si bien que les associations humanitaires, qui réclament cette loi à cor et à cri, la guettent aujourd'hui avec autant d'inquiétude que d'impatience.

Depuis le 20 octobre 1995, date de la remise au premier ministre

du rapport Fragonard, qui estimait « impérative » la mise en œuvre de mesures destinées à lutter contre la pauvreté et devait servir de cadre de réflexion à la future loi, les retards n'ont cessé de s'accumuler. Dès le mois de novembre, le projet se heurta au remanement ministériel. Dans la forme, Jacques Barrot, ministre des affaires sociales et du travail, succédait à Eric Raoult comme copilot du texte, au côté de Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Ce changement eut pour effet de freiner le dossier pendant plusieurs mois, M. Barrot donnant la priorité à la réforme de la Sécurité sociale. Sur le fond, le tournant de la rigueur, pris par le deuxième gouvernement d'Alain Juppé, n'allait plus tarder de confronter douloureusement le projet de loi à la question de son financement.

« Le gouvernement va soumettre au Parlement une loi qui s'attaque-

ra aux racines de l'exclusion », assurait encore Jacques Chirac lors de son message de vœux, au début de la nouvelle année, comme pour rappeler sa promesse de campagne électorale à son premier ministre. Malgré les effets d'annonce, le projet de loi ne fut pas soumis au Parlement au cours de la session qui s'est achevée en juillet. Il n'est arrivé sur le bureau d'Alain Juppé, entre les débuts des mois de mai et de juin, que sous une forme inédite : dissociée.

Ses copilot, Xavier Emmanuelli et Jacques Barrot, ont choisi de rendre deux textes, divergents sur le contenu et le financement, dont la teneur a été révélée par Le Monde du 23 juillet. Cette séparation, démentie par l'HOTEL Matignon et le ministère des affaires sociales, en dit long sur les difficultés rencontrées pour concilier la nécessité d'une loi « indissociable du pacte républicain », « au cœur de la politique du gouverne-

ment », préconisée par le texte de M. Emmanuelli, et le respect des consignes d'économies budgétaires auxquelles tente de s'astreindre le projet de M. Barrot.

Depuis, il semble que le dispositif du ministère des affaires sociales ait pris le dessus sur celui du secrétariat d'Etat. Début août, une réunion interministérielle a retenu les grandes lignes du projet de M. Barrot. Une autre devrait avoir lieu, le 17 septembre, pour régler les derniers détails d'une loi qui, selon plusieurs responsables, ne ressemblerait plus que de très loin aux intentions d'origine. Le projet doit ensuite être soumis au Conseil économique et social, à la fin du mois. Son passage en conseil des ministres interviendrait au mois de décembre. Il ne serait donc soumis au Parlement, au mieux, qu'au début de l'année 1997.

Jérôme Fénoglio



# La Convention européenne permet la relaxe de six organes de presse

tions directes de farines britanniques et celles de même origine mais qui ont transité dans des pays comme la Belgique, l'embroglio demeure.

françaises concernées auraient conclu à de nombreuses erreurs dans les déclarations des firmes déclarant des importations comme étant d'origine britannique (au motif que la société exportatrice était basée en Grande-Bretagne) ou encore parce que ces farines avaient été fabriquées à partir de carcasses bovines.

---

**La Belgique**  
est connue pour  
avoir transformé  
et reconditionné  
des farines d'origine  
étrangère.

A l'origine, les statistiques douanières françaises faisaient officiellement état, au chapitre des «*farines, poudres, agglomérés sous forme de palets, de viandes ou d'abats impropres à l'alimentation humaine* », de l'importation de 14171 tonnes en provenance du Royaume-Uni. On explique désormais, à la direction des douanes, que ces chiffres ont fait récemment l'objet de nombreuses «*corrections* », qui conduisent en définitive à un total de 3 630 tonnes.

La différence, explique-t-on encore, tient au fait que les contrôles mis en œuvre ces derniers temps auprès des firmes

La lecture des mêmes statistiques douanières montre d'autre part que certains pays ont exporté des volumes importants vers la France. C'est notamment le cas de la Belgique et du Luxembourg (12 670 tonnes en 1993, 16 337 tonnes en 1994 et 18 275 tonnes en 1995). Or la Belgique est, dans ce milieu professionnel, connue pour avoir transformé et reconditionné des farines d'origine étrangère, no-

Rien, au total, ne permet de partager les assurances gouvernementales, ni de déterminer avec précision quelle est la véritable origine des 153 900 tonnes de farines animales provenant des pays de la Communauté européenne importées en France depuis le début de 1993. Il faudra parvenir à reconstituer l'ensemble des transactions effectuées dans ce secteur depuis le début de l'épidémie britannique, un objectif d'autant plus difficile à atteindre que l'espace européen s'est, durant cette période, ouvert au marché unique et que la traçabilité biologique de ces farines n'existe pas.

Le délit, compte tenu de la portée extrêmement large du texte qui paraissait constitué. Mais c'est justement cette caractéristique qui donne à l'article 38 son caractère illégal au regard des textes européens. Le tribunal, présidé par Martine Ract-Madoux, observe dans son jugement que les articles 6-3a et 7 de la Convention européenne des droits de l'homme — qui a une valeur supérieure à la loi française — exige que « toute infraction doit être définie en termes clairs et précis pour exclure l'arbitraire ». En outre, l'article 10 de la

Cette poursuite était la conséquence d'une plainte déposée le 2 septembre 1993 par une victime de l'attentat, qui estimait avoir été choquée par la publication dans *France-Soir*, puis dans *Paris-Match*, d'une photo la représentant, de dos, la robe déchirée, soutenue par deux membres des équipes de secours. Au lieu de la driger exclusivement vers les juridictions civiles, où toute personne peut, très normalement, obtenir une réparation du préjudice causé, le parquet de Paris décidait d'ouvrir une enquête préliminaire sur une infraction pénale en exhibant un vieux décret (*Le Monde* du 21 octobre 1995). Selon le parquet, les images publiées « portaient atteinte à la dignité humaine » et à « la moralité publique » et « risquaient d'entrou-

Convention souligne que la liberté d'expression constitue « l'un des fondements essentiels d'une société démocratique » et ne peut être restreinte que par des normes « énoncées avec suffisamment de précision pour permettre au citoyen de régler sa conduite ».

ner un avilissement du lecteur ».

Les dirigeants de France-Sol et de Paris-Match ainsi que ceux des agences photographiques Gamma, Orop, Sygma et Sipa étaient cités directement devant le tribunal pour infraction à l'alinéa 3 de l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881. Ce texte interdit « la publication, par tout moyen, de photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime ou d'un délit ». Issu d'un décret du 29 juillet 1939 « relatif à la famille et à la natalité française » et placé dans un chapitre intitulé « protection de la race », ce décret inscrivait, selon la loi d'habilitation de 1939, dans « les mesures nécessaires à la défense du pays ». Il n'a été utilisé que quatre fois, la dernière remontant à 1953. L'évolution des libertés, depuis, n'a pas empêché Edouard Dubreuil, le représentant du parquet, d'invoquer la « moralité publique » à l'audience du 18 juin, pour demander la condamnation

conflit national ou international se-  
rait des lors interdits (...)».

Aussi les magistrats déclarent-  
ils « une telle prohibition est, à l'évi-  
dence, incompatible avec la liberté  
d'expression et d'information, ga-  
rantie par l'article 10 de la Con-  
vention européenne ». Certes, la loi au-  
torise les juges à faire une lecture  
des textes en adaptant à la juris-  
prudence ou à la volonté du légis-  
lateur. Mais le jugement constate  
que les arguments du parquet  
sont « trop vagues » ou « trop liés  
à des appréciations subjectives ou  
personnelles ». Quant aux intentions  
du législateur, le tribunal constate  
aussi qu'il lui est impossible d'im-  
primer la portée d'un texte qui  
n'a pas été discuté par les parle-  
mentaires. En effet, non seulement  
il est la conséquence d'un décret,  
mais, lors du vote du nouveau co-  
de pénal, le 16 décembre 1992, l'ar-  
ticle 38 n'a fait l'objet d'aucun dé-  
bat.

**Maurice Pevrot**

**GRENOBLE**

**PROCES**  
parfois très vive confrontation entre les experts judiciaires et les ingénieurs de la société grenobloise, ainsi que les explications données par son PDG, Jean-Pierre Cathiard, ont permis, lundi 9 septembre, devant le tribunal correctionnel de Grenoble présidé par Pascal Leclerc, de mieux comprendre l'étonnante aventure industrielle qui fut conduite, pendant l'année 1988, dans le massif des Grandes Rousses, qui domine le village de Vaujany (*Le Monde* du 10 septembre).

Le téléphérique, d'une capacité de 160 personnes, long de 4,3 kilomètres, fut réalisé dans l'urgence. Vaujany (400 habitants), l'une des communes les plus riches de France grâce aux redevances versées par EDF pour l'exploitation du barrage de Grand-Maison, avait décidé de s'offrir cet appareil pour la saison de ski de 1988-1989. En moins d'une année, tout devait être mis en œuvre pour faire aboutir « une création unique en son genre », selon le maître

Ainsi, l'autorisation d'exécution des travaux ne fut délivrée que le 5 décembre 1988, alors que ceux-ci avaient débuté dix mois auparavant et que le téléphérique était presque totalement achevé. Par ailleurs, le jour même des premiers essais de roulement sur le câble, le 29 décembre 1988, la société Véritas, chargée de contrôler en amont la bonne conception du chariot du téléphérique, recevait enfin la note de calcul et les plans de cet élément majeur. Lorsque les essais s'achevèrent, le 7 janvier, peu de jours avant l'ouverture officielle au public de l'installation, la société de contrôle ne disposait d'aucun élément technique pour vérifier la qualité de l'assemblage de l'amortisseur d'oscillations dont la rupture allait être à l'origine du drame du 13 janvier.

### DÉRÈGLEMENT DES CONTRÔLES

Ce projet ne fut vérifié qu'à de très rares occasions par les organismes de contrôle indépendants qui avaient été missionnés à cet effet. L'administration ne s'en est pas véritablement inquiétée et n'a, à aucun moment, tenté de ralentir ou de bloquer les opérations. « *Tout au long de ce chantier, il y a eu un dérèglement complet des contrôles de sécurité, a déclaré au cours de son réquisitoire le procureur, Véronique Escolano. Le délai était*

*l'épée de Damoclès sur la tête de chacun, des sous-traitants comme des services de l'administration. Elle est finalement tombée sur huit salariés pour leur trancher la tête. » Selon l'avocat des parties civiles, Michel Prud'homme, « d'un côté, Vaujary voulait son téléphérique tout de suite. De l'autre, Pomagalski tenait un bon client. On en revient toujours à la même chose, le temps et l'argent, l'argent et le temps. »*

Les experts ont estimé que l'amortisseur de balancement des cabines utilisé à Vaujany, copié par les ingénieurs de Pomagalski sur un modèle de téléphérique suisse - lui-même techniquement vicie - était un assemblage « intrinsèquement dangereux ». « L'introduction d'un dispositif de confort pour les passagers a eu pour conséquence de ruiner les dispositifs de sécurité », ont affirmé à l'audience les experts.

A l'issue de son réquisitoire, le procureur a réclamé quinze à dix-huit mois de prison, dont six mois ferme, et 30 000 francs d'amende à l'encontre du PDG de Pomagalski, du directeur technique de l'entreprise, Serge Tarassoff, et de Michel Reylians, ingénieur. Il a également demandé au tribunal de condamner Jacques Lombard, ingénieur en chef du service technique des remontées mécaniques (STRM), qui dépend du ministère des transports, à dix mois de prison avec sursis et à une amende de 20 000 francs. Mais il a laissé aux magistrats du siège le choix de la peine à infliger au maître d'œuvre du téléphérique, Denis Creissels.

**Claude Francillon**

**MARSEILLE**

de notre correspondant

Décrit par les témoins comme un acte purement gratuit, le meurtre de Nicolas, un adolescent de quatorze ans, commis lundi 9 septembre en milieu de journée à quelques pas de la Canebière, provoque l'émotion d'un grand nombre de Marseillais. Au moment de l'agression, Nicolas, qui, le

Les enquêteurs confient ne disposer d'aucune piste sérieuse. Ils ont fait paraître, mercredi 11 septembre, un appel à témoins dans la presse locale. « Tous les policiers de la ville sont concernés par ce drame et rien ne sera négligé pour retrouver l'auteur des faits », a déclaré Francis Choukroun, commissaire divisionnaire. Michel Bourgat, le père de Nicolas, réfute l'idée d'une altercation entre jeunes gens : « Je ne vois qu'un arbre et condamne la ville pour ce qu'il fait chez elle. C'est la ville qui a fait venir Viti en boîte, Nicolas est dépeint comme un « garçon sympathique, pas bagarreur du tout » par ses amis du collège, où une minute de silence a été observée mercredi matin à la rentrée des cours.

Malgré la multiplication des contrôles et une large diffusion du signalement de l'auteur du meurtre, présenté comme un adolescent d'une quinzaine d'années,

Deux manifestations devraient se dérouler samedi à Marseille, dont l'une à l'appel du Front national, qui estime que la « classe politico-médiatique veut taire le caractère raciste antifrançais » de ce meurtre. Annonçant la manifestation du FN, Bruno Mégret, délégué

général du parti d'extrême droite, a estimé que « 70 % de la délinquance et de la violence dans les Bouches-du-Rhône sont dus à des étrangers ou à des individus jouissant de la double nationalité ».

Jean-Marie Le Pen pourrait prendre part au défilé, annoncé si l'attentat appelé par des responsables des comités d'intérêt du quartier, qui invitent « les commerçants, riverains, habitants du quartier et parents d'élèves à manifester en signe de protestation », au profit de la région une lettre « *exhortant plus de sécurité pour [les] enfants* ».

Malgré le caractère dramatique de ce fait-divers, Jean-Pierre De Champ, président du tribunal pour enfants de Marseille, souligne que l'usage des armes par des adolescents demeure « *quelque chose de rare* ». « *La violence des mineurs dépasse exceptionnellement le stade de la bagarre à mains nues et des menaces* », précise-t-il.

**Luc Leroux**

**LE DÉPUTÉ-MAIRE RPR** de Voreppe (Isère), Michel Hamout, a démenti mardi 10 septembre avoir fait l'objet d'une perquisition à son domicile dans le cadre de l'affaire Mailard et Duclos *Le Monde* du 11 septembre. Il a toutefois admis que le juge de Nanterre, Patrick Desmure, s'est présenté à la mairie de Voreppe mardi « sans avoir pris rendez-vous avec lui. » *J'ai répondu à toutes les questions qu'il a bien voulu me poser*, a-t-il précisé.

M. Hammon refuse de confirmer que des perquisitions ont été effectuées dans sa mairie et au syndicat intercommunal qu'il préside, le SMAV. Toutefois, France 2 a diffusé des images montrant les fonctionnaires de la direction centrale de la police judiciaire sortant de la mairie et transportant des sacs en plastique contenant des documents. Michel Hammon souhaite remplacer, le 20 septembre prochain, Alain Carignon à la tête du conseil général de l'Isère. — (Corresp.)

## DÉPÊCHES

■ **CORRUPTION** : le maire de Cannes, Michel Mouillot, a été confronté, mardi 10 septembre, à son directeur de cabinet, Jean de Mendiguren. Mis en examen pour « corruption » et incarcéré depuis le 20 juillet, les deux hommes ont réaffirmé que la somme soustrée aux dirigeants du casino Carlton était destinée au Parti républicain. — (Cannes)

■ **JUSTICE** : après Michel Charasse, Gilles Ménage, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand, a annoncé, mardi 10 septembre, son intention d'engager une procédure pour diffamation à l'encontre de Paul Barril à la suite de la publication de son livre *Guerres secrètes à l'Elysée* (Le Monde du 11 septembre). Il demande 5 millions de francs de dommages et intérêts.

■ **HUMANITAIRE** : Jacques Toubon, maire du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a refusé, lundi 9 septembre, à l'Association de défense du centre Charcot le prêt de nouveaux bâtiments. Des praticiens bénévoles avaient été expulsés, le 30 août, de locaux appartenant à la Croix-Rouge dans lesquels ils continuaient, depuis six ans, à recevoir 8 000 patients par an (*Le Monde* daté 1<sup>er</sup> et 2 septembre).

■ **ISLAM** : le tribunal d'Evry a jugé irrecevable la demande d'expulsion des occupants de la mosquée d'Evry (Essonne), déposée par le recteur Khalil Meuroun. Celui-ci n'a pas pu fournir l'*acte juridique* « certifiant qu'il avait bien été chargé de la gestion du lieu par le propriétaire, la Ligue islamique. Le tribunal ne s'est toutefois pas prononcé sur la validité de l'élection du nouveau recteur, Laredi Nizar.

**DETAILLANT GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
**TOUTES LES MARQUES**  
**AUX MEILLEURS PRIX**

SELECTIONNANT SEULEMENT LES MEILLEURES MARQUES

**SOMMIERS & MATELAS**  
 EPEDA, TREGA, DUNLOPILLO etc...  
 GARANTIE 5 et 10 ANS

**CANAPES, SALONS, GLIC-CLAC**  
 BUREAU, STEINER, COULON etc...

ARMON, CRAPINTE, MOBECO SUR TOUTE LA FRANCE

107 rue de Valenciennes 59500 LILLE  
 03 20 77 10 00 03 20 77 10 01 03 20 77 10 02

**02 48 07 16 60**



# HORIZONS

ENQUÊTE

## La Bosnie, jungle de l'aide internationale

**La Bosnie-Herzégovine est devenue un champ clos où se multiplient les initiatives censées aider à la reconstruction du pays, sans que l'efficacité soit toujours à l'ordre du jour**

**D'**UN CÔTÉ, il y a les prêts en millions de dollars que la Banque mondiale accorde à la Bosnie-Herzégovine. De l'autre côté, il y a ces soldats britanniques plantant un toboggan dans une cour d'école à Kijuc, en Bosnie centrale. Ils retroussent leurs manches, aménagent le bac à sable, sous les applaudissements des gamins. Entre la Banque mondiale et la Force multinationale de l'OTAN (IFOR), prennent place des milliers d'initiatives, gouvernementales ou non, gouvernementales, collectives ou individuelles, officielles ou privées.

La Bosnie-Herzégovine, ravagée par quatre années de guerre, est un immense chantier. L'argent occidental ne coule pas encore à flots. Mais, si d'autres pays n'ont, au sortir de la guerre, jamais reçu le premier dollar des sommes promises par la communauté internationale, la Bosnie, elle, peut sans doute compter sur l'enjeu politique qu'elle représente.

La signature du plan de paix de Dayton, en décembre 1995, a ouvert la voie à l'intervention d'une multitude d'organisations étrangères. Les motivations sont souvent différentes. Outre les grosses institutions, comme la Banque mondiale, l'Union européenne, l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ou la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), des agences de développement s'implantent en Bosnie. Chaque pays en missionne une, qui, déguisée en ONG (organisation non gouvernementale), applique le principe recommandé par son commanditaire.

D'autre part, les associations humanitaires d'urgence n'ont toujours pas quitté le pays et tentent de se reconstruire dans des projets à long terme. Sarajevo ne ressemble pourtant pas à cet immense chantier de reconstruction évoqué par les diplomates, et les autres villes de Bosnie-Herzégovine encore moins. Difficile d'apercevoir une grue, une bétonnière en action, des ouvriers en train de réparer un bâtiment ou une maison. Le visage des villes bosniaques n'embellit que grâce à la débrouillardise de leurs habitants, occupés à ouvrir des cafés et des magasins, à réparer toits et fenêtres, à masquer les trous d'obus dans l'asphalte. « L'aide économique est promise, commente Kemal Muric, un conseiller du président bosniaque Izetbegovic. Les projets de la Banque mondiale sont très intéressants, très pertinents, mais l'argent arrive trop lentement. »

La communauté internationale a promis 2 milliards de dollars (plus de 10 milliards de francs) en 1996 pour entamer la reconstruction du pays et aider au redressement de l'économie bosniaque. Aujourd'hui, 644 millions de dollars (environ 3,3 milliards de francs) sont effectivement arrivés en Bosnie-Herzégovine (50 % sont versés par les Européens). Ils servent essentiellement à restaurer les infrastructures (routes, ponts, tunnels, aéroports, chemins de fer, réseaux d'approvisionnement en eau, alimentations électriques, gaz...). La vie quotidienne des Bosniaques s'améliore ainsi peu à peu, sans, toutefois, que ces millions de dollars donnent de résultats spectaculaires. Pas un seul immeuble d'habitation n'est en cours de reconstruction, et les gens s'impacientent. Ils croient que l'Occident les a de nouveau abandonnés.

En fait, la Bosnie-Herzégovine ressemble à une ruche dont les abeilles chercheraient encore à donner un sens à leur travail. Partout, dans chaque ville du pays, des associations lancent des programmes d'aide économique, politique, culturelle, sportive... Le pays est sillonné par les puissantes jupes des organisations étrangères. Des milliers d'étrangers sont arrivés, et les prix des logements sarajévins flambent. Des milliers de Bosniaques ont trouvé des emplois de chauffeurs, interprètes, secrétaires,

gardes du corps... Si les édifices sont lents à être bâtis, le chantier bosniaque est indéniablement ouvert. Les experts de la Banque mondiale ont défini une série de priorités. Leur esprit d'initiative est cependant freiné par le peu d'ardeur des pays étrangers à verser l'argent promis ainsi que l'absence totale d'empressement des partis nationalistes à œuvrer en faveur d'une réunification de la Bosnie. Sans oublier la corruption galopante au sein des institutions locales.

L'ensemble le plus catastrophique est, à cet égard, celui du système de télécommunications. La Banque mondiale et Carl Bildt, le représentant civil de la communauté internationale, estiment prioritaire que les gens puissent communiquer, afin de retisser des liens entre les communautés. Les séparatistes serbes ont refusé le projet, officiellement parce qu'ils ne désiraient pas le même code téléphonique que les Bosniaques et les Croates, officieusement parce qu'ils sont fermement opposés à une reprise des conversations interethniques, éventuellement annonciatrices d'un embryon de vie commune. Désormais, les Serbes ont un peu évolué car ils sont coupés du monde. Le projet reste cependant dans les cartons, car, cette fois, les Bosniaques s'y opposent. « Nous devons faire face à une intransigence politique teintée de corruption de la part d'un haut fonctionnaire des télécommunications bosniaques. C'est un échec majeur, commente un diplomate européen. Nous sommes incapables de les forcer à accepter notre argent ! »

**L'**OIN des problèmes que rencontrent les organisations internationales majeures, vecteurs d'une initiative de niveau régional, Jean-Baptiste Dupont vit une expérience similaire. Il essaie de favoriser, par la création d'Agences de développement local (ADL), des échanges commerciaux de part et d'autre de la ligne de front. Des entrepreneurs musulmans, serbes et croates ont envie de travailler ensemble, et les ADL doivent leur servir d'intermédiaires, en attendant une hypothétique réunification du pays. « Le pragmatisme l'emportera sur l'intransigence politique », certifie M. Dupont, qui reconnaît toutefois

être confronté chaque jour à la volonté de séparation des Serbes et aux tracasseries douanières imposées par tous les camps.

Jean-Baptiste Dupont, passionné par la Bosnie-Herzégovine, « visionnaire » pour les uns et « idéaliste » pour les autres, n'a reçu qu'un faible soutien des institutions européennes, malgré l'originalité de son projet. « L'Union européenne manque d'ambition de cohésion sur les projets économiques que sur sa ligne politique. Il y a une absence totale de stratégie », dénonce un expert. Quant aux diplomates envoyés en Bosnie, ce sont souvent des types sans aucune compétence. Pendant ce temps-là, ceux qui ont été présents durant la guerre sont systématiquement écartés. Trop aventureux, paraît-il.

De nombreux observateurs cri-

quent ainsi le mode de fonctionnement des organisations internationales. John Fawcett et Maria Blaque-Bélat, le couple « humanitaire » le plus célèbre de Sarajevo, sont présents en Bosnie-Herzégovine depuis les premiers jours du conflit, au printemps 1992. L'Américain et la Française sont venus au sein d'associations spécialisées dans l'action d'urgence (respectivement International Rescue Committee et Action internationale contre la faim) et se sont convertis dans des organisations politiques (International Crisis Group et Internews) après la signature des accords de paix. « Les organisations internationales n'accomplissent franchement pas un travail remarquable », remarque John Fawcett. La meilleure aide provient sans doute de l'IFOR,

qui restaure efficacement les infrastructures. A part ça, la Banque mondiale travaille bien, mais elle manque de moyens ; l'OSCE est une véritable catastrophe, qui est en train de raser une occasion unique d'associer son nom à des valeurs européennes de démocratie et de droits de l'homme. Ses prochaines opérations seront difficilement crédibles. »

M. Fawcett dénonce également les raisons qui laissent les ONG humanitaires à l'écart en Bosnie-Herzégovine. « L'Occident, qui a développé une politique strictement humanitaire durant la guerre, a permis aux ONG de tripler leurs budgets de fonctionnement, dit-il. Aujourd'hui, ces organisations, au lieu de partir vers d'autres tragédies, essaient de justifier leur présence uniquement pour ne pas perdre ces crédits. Et cela arrange les capitales occidentales, qui continuent à les utiliser comme paravents. Il y a une politisation de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. »

John Fawcett a choisi de rejoindre l'International Crisis

**« Durant la guerre, la politique humanitaire fut un alibi pour ne pas intervenir militairement. Aujourd'hui, l'aide au développement remplit un rôle identique, en étant un prétexte pour ne pas s'attaquer aux criminels de guerre »**

Group, qui assure un contrôle du processus politique et analyse l'action de l'OSCE. Maria Blaque-Bélat, elle, grâce à Internews, tente de soutenir le développement des médias indépendants. Elle dénonce cependant les contradictions de cette nouvelle forme d'aide étrangère : « La présence internationale est désormais liée à des phénomènes de mode et de prestige. Des organisations débarquent soudainement afin de donner des leçons de démocratie. Ces gens m'énervent. Ils feraient mieux d'aller travailler en Serbie ou en Croatie, où les médias sont nettement moins libres qu'à Sarajevo, et surtout d'arrêter de partir sans cesse en week-end sur la côte adriatique. »

« Il est devenu très chic d'être à Sarajevo, et les actions internatio-

nales ne tiennent aucun compte de la situation réelle sur le terrain, poursuit Maria Blaque-Bélat. Des sommes d'argent considérables sont englouties ici, notamment pour les salaires des étrangers, et les Bosniaques ne voient toujours rien venir. Il y a un manque évident de compétence et d'efficacité. » L'efficacité, justement. A part les actions concrètes de l'IFOR en matière de travaux publics, les résultats les plus étonnants proviennent de minuscules organisations se préoccupant d'habitat. Des vitres pour les fenêtres, des tuiles pour les toits, des robinets, des tuyaux de gaz.

**I**NTERNEWS s'est illustrée en retransmettant les procès du Tribunal pénal international de La Haye par satellite, mais peu de télévisions locales ont profité de ces programmes gratuits. L'ultranationalisme, toujours... L'aide internationale arrive en Bosnie, puis se perd à cause de considérations politiques. « Durant la guerre, la politique humanitaire fut un alibi pour ne pas intervenir militairement, commente John Fawcett. Aujourd'hui, l'aide au développement remplit un rôle identique, en étant un prétexte pour ne pas s'attaquer aux criminels de guerre. Les Occidentaux disent que l'aide économique permettra aux gens de vivre ensemble. C'est un mensonge : seule l'arrestation des criminels de guerre permettrait d'envisager une reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Et, ensuite, il coûterait nettement moins cher d'aider le pays à se sortir du marasme économique. »

L'aide internationale est devenue une jungle épaisse, mal coordonnée avec les actions politiques ; elle offre souvent l'impression d'un immense gâchis. Les étrangers les plus dynamiques se découragent vite et sont remplacés par des bureaucrates, qui paraissent peu concernés par le bien-être de la population. A l'opposé, la Fondation Soros (financée par le milliardaire américain George Soros) a brillamment réussi sa transition de l'humanitaire vers le domaine social. A Sarajevo, la fondation finance aujourd'hui des activités artistiques, des radios et des journaux indépendants. Carl Bildt, manquant cruellement de ressources financières, a même dû frapper à la porte de Soros pour le financement

d'un projet de télévision indépendante. La télévision de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine sponsorisée par un milliardaire.

« Il n'existe pas de volonté politique d'avoir une vision d'avenir, pense un diplomate français. Par exemple, aucun programme de formation des cadres n'a été prévu. Certains pays fournissent une préférence aide économique, qui est en fait une manière de placer des produits nationaux sur le marché ex-yougoslave. Personne ne songe à expliquer aux Bosniaques comment fonctionne ce matériel, le résultat est donc nul. Sans compter que ce manque de formation professionnelle favorise le contrôle de la vie économique et sociale par les partis nationalistes et les structures élitaires ». Plusieurs pays européens, contactés il y a six mois pour accueillir des séminaires de cadres d'entreprises bosniaques, n'ont pas daigné répondre.

Dans cette jungle, des centaines d'initiatives mettent cependant du baume au cœur des Bosniaques. Des Français tentent, notamment, de s'activer, souvent en dehors des sentiers battus. Le Centre André-Malraux reste le lieu de référence des activités culturelles, l'association Intervies essaie de lancer des programmes de développement agricole, France Libertés a ouvert un centre pour les enfants de Sarajevo, des régiments de l'IFOR soutiennent la restauration de certaines écoles, la Chambre de commerce franco-bosniaque favorise un rapprochement bilatéral entre des entreprises... L'Action internationale contre la faim, avec un crédit gouvernemental, est en train de rétablir l'approvisionnement en eau de Gorazde. Autant d'actions concrètes qui participent efficacement à la reconstruction du pays.

« Seul le temps guérira les plaies », dit un diplomate. Sauf que chaque jour qui passe renforce le pouvoir des ultranationalistes, ouvrant de nouvelles plaies... La reconstruction de la Bosnie-Herzégovine a certes commencé, mais un véritable élan lui fait encore cruellement défaut. Un véritable élan, disent les Bosniaques, qui ne peut être suscité que par une ferme volonté politique d'aider ce pays à sortir du cercle vicieux de la séparation ethnique.

Rémy Ourdan  
Dessin : Peters Day





هكذا من الإهل

# Une réforme en trompe-l'œil

par Martine Aubry

**L**a France a besoin d'une réforme fiscale pour financer ses besoins collectifs, pour rendre plus juste la distribution des revenus et pour favoriser l'emploi. Le contenu de la réforme dépend, bien sûr, de l'idée que l'on se fait de l'évolution des dépenses collectives.

La droite, qui réclame toujours moins d'Etat, moins de services publics, moins de solidarité, n'a naturellement pas la même perspective que nous. Mais ne nous laissons pas : les économies liées à une meilleure efficacité de la dépense publique - même si elles

Il ne faut pas baisser l'impôt direct, il ne faut pas baisser l'impôt sur le revenu. En revanche, il faut majorer dans une certaine mesure les impôts sur les profits, bénéfices et plus-values

doivent être recherchées, comme le demandent à juste raison les contribuables - n'apporteront pas de miracle, d'autant que les besoins à satisfaire sont immenses dans les domaines, par exemple, du logement social, de l'éducation, de la santé ou du financement de la retraite. Ne pas y répondre accroît encore la fracture sociale.

L'enjeu de la politique fiscale est d'abord celui de la répartition de l'effort des contribuables. Nous savons qu'en France, comme le rappelle le rapport Ducamin, réalisé à la demande de MM. Balladur et Sarkozy, « l'augmentation des prélèvements sur les ménages a pris principalement la forme d'une taxation accrue du travail, tandis que la taxation des revenus du capital enregistrait une diminution notable ». Et ce déséquilibre s'est produit alors que la part des salaires dans le revenu national a baissé plus qu'ailleurs et plus bas qu'ailleurs.

C'est vrai que les socialistes, comme la droite, ont leur part de responsabilité dans cette évolution, mais est-ce une raison pour ne pas reprendre le sujet ?

C'est au regard de cette situation - répartition des richesses défavorable aux salariés accusée par la politique fiscale - qu'il faut analyser les projets du gouvernement et faire des propositions.

Il faut d'abord, sans doute, prendre la mesure de la réforme annoncée : alors qu'en un an 120 milliards de francs ont été prélevés sur l'ensemble des Français par une hausse record des prélèvements obligatoires (augmentation de la TVA et taxes diverses, création du RDS), M. Juppé nous propose aujourd'hui d'en redistribuer le système à la moitié des Français les moins défavorisés, ceux qui paient l'impôt sur le revenu. Voilà qui est juste en effet !

Si on y regarde de plus près, on

précises de M. Juppé pour en juger.

La substitution de la CSG à la cotisation assurance-maladie, envisagée par le gouvernement, serait une orientation positive si on préservait les revenus les plus faibles de l'augmentation de la CSG, et si la CSG n'était pas partiellement déductible de l'impôt, comme on vient de l'annoncer, car cela pénalise les Français les plus modestes.

Mais à qui fera-t-on croire que la réforme fiscale proposée par le gouvernement est juste ? L'impôt sur le revenu est le seul impôt progressif. Sa part dans le total des prélèvements est beaucoup plus faible en France qu'ailleurs : de l'ordre de 13 % contre le quart en Allemagne, au Japon et dans l'UE, et environ le tiers aux Etats-Unis.

Baisser l'impôt sur le revenu, c'est encore atténuer cette progressivité, surtout après avoir augmenté la TVA, la cotisation maladie des retraités... qui touchent naturellement beaucoup plus fortement les catégories modestes que celles qui disposent de revenus élevés.

Ainsi, au bout de cinq ans, un couple marié avec deux enfants qui déclare 10 millions de francs par an peut gagner jusqu'à 700 000 francs de réduction d'impôt. Celui qui déclare 160 000 francs annuels va gagner 5 500 francs. De même, un célibataire qui gagne 5 800 francs mensuels ne verra son revenu disponible augmenter que de 2 % au bout de cinq ans, alors que celui qui gagne 80 000 francs le verra augmenter de 10 % et celui qui gagne 1 million par mois, de 20 %. Or est l'équité ?

Ce sont les 120 000 ménages qui déclarent un revenu net imposable de 200 milliards de francs qui bénéficieront de cette réforme et non les quelques centaines de milliers qui économiseront quelques cen-

taines de francs en ne payant plus d'impôt.

A quel prix se fera ce cadeau fiscal ? Au prix d'un chômage croissant, les premières conséquences sur le budget 1997 étant une réduction des effectifs dans les hôpitaux, les écoles... et une baisse des crédits pour l'emploi.

A quel sera-t-on croire, dès lors, que cette réforme va aussi redonner confiance aux Français et encourager la consommation ? Les Français attendent autre chose que des artifices de présentation ou des calculs d'apothéose (par exemple, récupérer 37,5 milliards de francs de France Télécom, en échange d'en payer beaucoup plus dans le futur). Ils attendent des résultats sur la croissance, l'emploi, le déficit de la Sécurité sociale. Or, on n'en est pas là !

Alors, quelle réforme fiscale ? Il faut avoir le courage de le dire : il ne faut pas baisser l'impôt direct, il ne faut pas baisser l'impôt sur le revenu. En revanche, il faut majorer dans une certaine mesure les impôts sur les profits, bénéfices et plus-values. C'est la meilleure façon d'opérer un prélèvement équitable sur les entreprises, qui ne pénalisent pas l'emploi.

Il faut aussi naturellement accroître la contribution des revenus financiers aux dépenses collectives. C'est possible sans bouleversement. Simplement en soumettant au droit commun de la fiscalité de l'épargne tous les revenus financiers, à l'exception de l'épargne populaire.

En contrepartie, les charges sociales doivent être diminuées significativement, à la fois pour améliorer les salaires des ménages et la consommation, et pour diminuer le poids des coûts salariaux pour les industries de main-d'œuvre et ainsi améliorer l'emploi.

Enfin, on ne peut évaluer une réalité : les patrimoines sont de plus en plus concentrés : 5 % des ménages en possèdent près de 40 %, 10 % plus de la moitié ; 40 % des Français en ont, au total, moins de 4 %. Le phénomène s'amplifie, du fait de l'évolution démographique - les familles sont moins nombreuses - et du niveau élevé du taux d'intérêt réel. Peut-on accepter dans ce contexte de ne pas examiner la fiscalité du patrimoine et des successions, en particulier celle de l'assurance-vie, toujours exonérée quel que soit le niveau, et malgré les engagements pris ?

La fiscalité révèle bien les priorités d'une politique. Aujourd'hui, l'objectif du gouvernement, c'est de satisfaire sa clientèle, alors qu'une réelle réforme permettrait d'accroître la justice sociale et l'emploi. Nous le proposons. Les Français jugeront.

**Martine Aubry, ancien ministre, est membre du bureau national du PS et présidente d'Agir.**

# Les Etats-Unis et le droit impérialiste

par Brigitte Stern

**C**oup sur coup, les Etats-Unis ont adopté deux lois par lesquelles ils prétendent, au nom des impératifs de leur politique étrangère, imposer un certain comportement à l'ensemble des acteurs économiques dans le monde. Ils agissent ainsi comme si la mondialisation qu'ils proposent dans toutes les enceintes - encore récemment au forum de Davos - était irrémédiablement réalisée, balayant sur son passage les espaces économiques nationaux et les éventuelles velléités d'une politique différente de la leur que pourraient manifester d'autres Etats : France, Allemagne, Australie, Japon, Suisse, Russie.

Les deux lois ont soulevé des protestations unanimes qu'il illustrent les propos d'un parlementaire allemand disant qu'« il était vraiment inhabituel qu'une superpuissance adopte les lois et annonce que le monde entier doit s'y conformer ». De nombreux pays ont fait savoir qu'ils prépareraient des lois pour contrer les sanctions américaines. On enregistre aussi de nombreuses réactions d'organisations internationales, dans le cadre de l'UE (qui s'apprête à publier une « watch list » d'entreprises américaines contre lesquelles des représailles pourraient être menées), de l'OMC, de l'Aleña, de l'OEA.

Ces deux lois posent la question de la légalité internationale des « sanctions économiques » de portée extraterritoriale, adoptées dans le cadre d'un « boycottage sélectif ». Leur essence est de frapper indirectement des Etats « ennemis », en s'attaquant à des Etats « amis » qui entretiennent des relations économiques avec ces Etats mis à l'index par les Américains.

Le « Cuban Liberty and Democratic Solidarity (LIBERTAD) Act » - loi Helms-Burton - dirigée contre Cuba, a été signé par le président Clinton en mars. La loi d'Amato, ou « Iran and Libya Sanctions Act of 1996 », dirigée contre Téhéran et Tripoli, en août.

La loi Helms-Burton, sans doute la plus excessive, a comme but la chute du régime, puisqu'il est indiqué noir sur blanc que les sanctions ne seraient pas levées, tant qu'il n'y aura pas à Cuba un gouvernement démocratiquement élu, ou de transition vers la démocratie, « qui ne comportera ni Fidel Castro ni Raul Castro ».

Pour atteindre cet objectif de renversement de Fidel Castro, les Etats-Unis adoptent deux mesures particulièrement contestées et contestables. En premier lieu, la possibilité est accordée aux Américains dont les biens ont été nationalisés, de poursuivre devant tribunaux américains, toute personne dans le monde ne « livrant à un trafic sur ces biens » (« trafficking »). L'emploi de ces termes, jusqu'à présent réservés aux trafics de drogue, n'est évi-

demment pas anodin, et tend à faire passer un certain message moral. Cela pourrait inclure sans doute tous les achats de sucre cubain qui pousse sur des terres jadis nationalisées. En tout cas, la Commission européenne n'a pas obtenu de démenti sur ce point.

En second lieu, toutes les personnes, y compris les directeurs et actionnaires de sociétés ainsi que leurs femmes et leurs enfants mineurs - se livrant à un tel « trafic », pourront se voir refuser l'entrée aux Etats-Unis.

La loi d'Amato, qui touche plus directement les sociétés européennes, ne revient pas sur les nationalisations passées et « se contente » d'interdire tout investissement de plus de 40 millions de dollars par an pour le développement du secteur pétrolier et gazier en Iran et en Libye, à n'importe quelle entreprise dans le monde. Pas d'interdiction d'entrée aux Etats-Unis ici, comme prévu initialement, mais la loi décide toute une gamme de sanctions : refus de crédit par une banque américaine, interdiction de toute exportation de technologie, interdiction d'importer des biens produits par la personne sanctionnée, entre autres.

L'objectif déclaré de ces sanctions est d'ordre politique : isoler Cuba pour favoriser l'avènement de la démocratie, priver l'Iran et

comme contraire au droit international.

La loi Helms-Burton s'adresse à « toute personne » qui « trafique » avec des biens jadis nationalisés : elle peut être poursuivie aux Etats-Unis, elle peut être interdite de séjour sur le territoire américain, comme l'ont déjà été les dirigeants - et leurs familles - de la société canadienne Sheritt international, et de la société mexicaine Grupo Domos. Mais, à supposer même que soit adoptée l'interprétation extensive américaine, quel est l'effet sur le territoire américain résultant de l'exploitation par une entreprise canadienne ou mexicaine d'un bien nationalisé il y a près de quarante ans par Cuba ? Strictement aucun. Les seuls effets dont peuvent se plaindre les Américains résultent de la nationalisation par le gouvernement cubain. Autrement dit, le droit international n'autoriserait pas les Etats-Unis à adopter les sanctions prévues.

La loi d'Amato encourt une partie des mêmes reproches. Là aussi, le Congrès légifère pour l'ensemble du monde : et, dans ce cas encore, il paraît difficile de soutenir qu'un investissement pétrolier fait par une société non américaine en Iran ou en Libye a un effet aux Etats-Unis.

Mais ces lois violent encore bien d'autres dispositions du droit international. Si les Etats-

Il apparaît éminemment souhaitable que la mondialisation ne débouche pas sur une structuration impériale de la société internationale dominée par une seule puissance

la Libye d'argent pour financer le terrorisme international et les industries d'armement. Mais il n'est pas certain que, derrière ces buts avoués, ne se dissimulent pas des préoccupations économiques, dans la guerre commerciale sans merci à l'échelle planétaire que se livrent les Etats-Unis et l'Europe.

Toute législation extraterritoriale n'est pas contraire au droit international. Tout Etat peut légiférer pour atteindre des biens ou des situations qui ont un rattachement territorial ou personnel raisonnable avec lui. Cependant, dès qu'une activité quelconque, où qu'elle se produise, a des « effets substantiels » sur leur territoire, les Etats-Unis considèrent pouvoir légiférer à l'égard d'une telle activité. Compte tenu de l'interpénétration de plus en plus étroite des économies dans le cadre de la mondialisation en cours, il n'y a virtuellement plus de limites à l'extension de la réglementation américaine dans le monde entier. Cette interprétation est en général considérée

Unis considèrent que Cuba, en nationalisant des biens américains, a violé le droit international, ils doivent poursuivre le gouvernement cubain. En sanctionnant des personnes à qui ne peuvent être juridiquement imputés les agissements de Cuba, et qui plus est, en imposant ces sanctions rétroactivement, les Etats-Unis méconnaissent les règles les plus élémentaires de la responsabilité internationale.

Par ailleurs, un Etat a certes une compétence discrétionnaire pour déterminer les conditions d'entrée des étrangers sur leur territoire mais, ce faisant, il ne doit pas agir de façon arbitraire ou abusive et il doit respecter ses engagements internationaux.

La loi Helms-Burton est clairement abusive. L'Etat, pour interdire l'entrée sur son territoire, peut invoquer des raisons de sécurité publique ou de santé publique.

En outre, la loi Helms-Burton viole le principe de libre circulation des hommes d'affaires auquel les Etats-Unis ont souscrit dans le cadre de l'Aleña, ainsi que toute une série de dispositions de l'OMC, relatives à la liberté des échanges.

Enfin, un examen de la loi d'Amato laisse penser que certaines des sanctions sont elles aussi illégales au regard du droit international : le refus de certains prêts semble bien contraire aux codes de libération de l'OCDE, qui rendent illégales certaines restrictions aux flux de capitaux. L'OCDE est engagée dans une réflexion approfondie sur ces questions.

Il apparaît éminemment souhaitable que la mondialisation ne débouche pas sur une structuration impériale de la société internationale dominée par une seule puissance, mais aboutisse à une véritable communauté internationale, où sera assurée la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques dans le monde.

**Brigitte Stern est professeur de droit international à l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.**

## Laurent Fabius se trompe

Suite de la première page

L'UEM n'est pas un sujet de la conférence intergouvernementale, puisque les critères et le calendrier en ont été fixés à Maastricht en 1991. Ils valent toujours aujourd'hui sans restriction. Par ailleurs, il est nécessaire que les Etats qui entrent dans l'UEM s'obligent à respecter une politique de stabilité. Seul un « pacte de stabilité » fera de l'euro une monnaie forte et assurera ainsi la compétitivité de l'économie européenne.

Laurent Fabius se trompe aussi lorsqu'il propose de placer l'emploi parmi les objectifs de l'Union européenne. Le chômage, qui touche près de 20 millions de personnes en Europe, est assurément aujourd'hui le plus grand défi politique qui soit. Mais les gouvernements nationaux ne doivent pas avoir la possibilité de se défaire de leur responsabilité en matière

de créations d'emplois sur l'Union européenne. Tel serait le cas, précisément, si l'emploi devenait un objectif du traité.

La tâche de l'Union européenne consiste bien plutôt à supprimer les frontières et à lever les obstacles de toutes sortes, à améliorer la compétitivité de l'Europe, à écarter les faiblesses structurelles de son économie, et à permettre ainsi la création d'emplois.

Quant aux programmes de lutte contre le chômage financés à crédit à l'échelle européenne, programmes qui sont envisagés par beaucoup de dirigeants politiques, ils ne sont rien d'autre que des instruments tout droit inspirés des recettes d'une politique conjoncturelle obsolète. Ils ne résolvent pas les problèmes de fond du chômage, mais au contraire les accentuent.

Une quatrième option se présente donc à la France et à l'Allemagne, et cet objectif, elles doivent l'atteindre ensemble lors de la CIG : nous devons assurer durablement la capacité de décision et d'action de l'Union européenne. Cela signifie tout d'abord

que l'Union doit parvenir à résoudre ses problèmes rapidement, de manière démocratique et transparente, même à 25 ou 30 membres.

Pour y parvenir, il faut réviser le processus de vote au Conseil européen, la rotation de la présidence du Conseil, la participation du Par-

Une quatrième option se présente à la France et à l'Allemagne : assurer durablement la capacité de décision et d'action de l'Union européenne

lement européen aux prises de décision, la taille et le rôle de la Commission.

D'autre part, la capacité d'action de l'Union européenne doit être améliorée, avant tout dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité commune (PESC) ainsi que dans la coopération concernant les affaires intérieures et la justice. Les citoyens ne comprennent pas quand l'Union

européenne assiste sans agir à une guerre comme celle de l'ex-Yugoslavie ou ne parle pas d'une seule voix comme lors d'une crise comme celle de l'Irak, ces derniers jours.

Les citoyens veulent être protégés contre la criminalité internationale ; ils veulent qu'on lutte efficacement contre le trafic de drogue et attendent des dispositions raisonnables en matière d'immigration et d'asile.

C'est pour parvenir à mettre en place une telle capacité d'action que nous avons besoin de davantage de flexibilité dans notre coopération. Un tel principe de flexibilité a été proposé par le chancelier Kohl et le président Chirac, et signifie que des Etats comme la

France, l'Allemagne et d'autres qui veulent agir ensemble doivent pouvoir le faire. De cette manière, on favorisera le processus d'intégration et la vitesse de la flotte ne sera pas définie par le navire le plus lent.

Parallèlement, nous devons prendre au sérieux le principe de subsidiarité. Il ne faut pas que tout soit réglé au niveau européen uniquement parce que des bureaucrates ou des politiciens le veulent ainsi. Aujourd'hui comme demain, beaucoup de questions pourront être mieux réglées au niveau régional ou national.

Certes, nous avons besoin de renforcer notre action commune, mais l'Europe dont nous voulons pour le XXI<sup>e</sup> siècle sera une Europe de la diversité, une Europe des citoyens et des citoyens qui se reconnaissent autant dans leurs racines régionales que dans leur patrie mais qui, dans le même temps, verront leur avenir commun dans une Europe de plus en plus étroitement liée dans son devenir.

**Werner Hoyer**



**Le Monde**  
 Rédaction : 11, rue de la Harpe, 75004 Paris  
 Téléphone : 01 47 33 60 00  
 Télécopieur : 01 47 33 60 01  
 Fax : 01 47 33 60 02  
 Courriel : lemonde@lemonde.fr  
 Site Internet : www.lemonde.fr  
 Abonnements : 11, rue de la Harpe, 75004 Paris  
 Téléphone : 01 47 33 60 00  
 Télécopieur : 01 47 33 60 01  
 Fax : 01 47 33 60 02  
 Courriel : abonnements@lemonde.fr  
 Site Internet : www.lemonde.fr

## Le Monde

EDITORIAL

### Régression sociale

**E**N apparence anodine, la décision d'introduire l'obligation alimentaire parmi les critères d'attribution du RMI (revenu minimum d'insertion) constitue une rupture grave dans les politiques d'insertion et de lutte contre l'exclusion. Mesure hautement symbolique de la « fracture sociale », le RMI devient la victime, également symbolique, d'un renouveau à une logique engagée depuis sa création, en 1988.

Techniquement, la mesure envisagée est aussi dérisoire que scandaleuse. Les jeunes de plus de vingt-cinq ans, comme les exclus plus âgés, dont les familles seraient considérées comme « aisées », ne pourront plus bénéficier de l'intégralité du RMI. En faisant appel à cette vieille notion d'obligation alimentaire, elle conduit à rendre les familles responsables de « leurs » exclus. Ce faisant, si ce projet est adopté, l'économie réalisée serait faible : 500 millions de francs seulement au regard des 24,2 milliards qui devaient être dépensés pour le RMI en 1997. Elle n'affecterait que peu de personnes (entre 20 000 et 25 000), quand le nombre de bénéficiaires de RMI atteint le million. Elle obligerait à la mise en place d'un système coûteux de contrôle,

estimé à une centaine de millions de francs.

Sur le plan des principes, l'affaire est autrement plus sérieuse. La référence à l'obligation alimentaire revient à modifier radicalement la nature du dispositif. Considéré comme un droit, le RMI se transformerait en une simple prestation sociale. Par extension, il serait ainsi mis fin à tout un processus, entamé depuis les années 70, qui conduisait à renoncer à l'obligation alimentaire pour nombre de catégories concernées par l'aide sociale, les handicapés ou les personnes âgées sans ressources par exemple. La solidarité familiale serait donc appelée à se substituer à la solidarité nationale. Ceux qui réclamaient d'un minimum vital ou d'un revenu d'existence comprendront l'importance du coup d'arrêt.

Cette régression est l'aboutissement des

attaques répétées dont le RMI a été l'objet depuis ses débuts et, singulièrement, depuis le retour au pouvoir de la majorité actuelle. Des tentatives d'Edouard Balladur, en 1994, pour s'en décharger sur les conseils généraux, aux déclarations d'Eric Raoult, en 1995, fustigeant la « culture RMI » ou « la culture de l'inactivité », les critiques préparaient ce dénouement. Sans revenir sur le RMI, on en réduirait hypocritement la portée.

Plus inquiétant : l'introduction de l'obligation alimentaire révèle une méconnaissance des mécanismes de l'exclusion et, plus, fait fi des parcours nécessaires à la réinsertion. La mesure sera dissuasive pour certains Rmistes qui renonceraient volontairement à l'allocation. Elle aura, à n'en pas douter, des effets d'éviction. Elle contribuera à infantiliser certains adultes, mis en quelque sorte sous la tutelle familiale. Elle suscitera de nouvelles sources de conflits au sein des familles alors que la solidarité de fait servait jusqu'à présent d'amortisseur à la crise. Cela augure mal de la suite. La loi sur l'exclusion est peut-être en voie de son contenu et l'insertion fait maintenant figure de parent pauvre.

### Les demi-soldes des armées françaises

**P**ÉCULE de départ, congé de reconversion, transfert vers d'autres services de l'Etat : autant d'expressions qui, jusqu'ici, n'avaient pas cours en France dans une corporation militaire formée de fonctionnaires, et stable depuis trente ans malgré de multiples réformes internes.

Cependant, les choses viennent de changer brutalement. Douze articles d'un projet de loi, qui sera débattu au Parlement en octobre, fixent de nouvelles règles du jeu. Ils ont été rédigés par le ministère de la défense et approuvés en conseil des ministres, le 4 septembre, dans l'espoir d'inciter des officiers et des sous-officiers – volontaires – à quitter l'uniforme avant l'âge limite de leur grade (Le Monde du 6 septembre). La population concernée entre 1997 et 2002 avoisine les 14 000 à 15 000 cadres dans les trois armées, leurs services et la gendarmerie. C'est grosso modo l'équivalent d'une division de l'armée de terre. L'idéal poursuivi est d'arriver, au tout début du siècle prochain, à édifier une armée professionnelle de 30 000 officiers et 190 000 sous-officiers, sans compter les hommes du rang engagés qui remplaceront les recrues et dont le nombre devra doubler en six ans pour atteindre quelque 92 500.

#### EN DOUCEUR

A la libération, puis à la fin de la guerre d'Algérie, la IV<sup>e</sup> puis la V<sup>e</sup> République ont eu à réduire les effectifs militaires. Cela s'est fait pratiquement de manière autoritaire, sans que les intéressés aient trop eu leur mot à dire, par une loi dite de « dégraissage des cadres » qui a longtemps laissé des cicatrices dans l'institution de défense.

Cette fois-ci, le gouvernement entend procéder davantage en douceur. Le projet de loi est donc un plan social qui ne veut pas dire son nom et en appelle au volontariat. Il vise à faire partir des cadres, parmi les plus anciens, que le marché difficile de l'emploi retient actuellement sous l'uniforme et qui, de la sorte, emboîtent le pas en accapant des postes hiérarchiques dont la libération rendrait le recrutement de jeunes plus attractif.

« Nul ne sera viré manu militari », observe un homme de l'art. Mais chacun sera placé devant ses responsabilités, en état de se dire s'il a encore un avenir dans un corps qui, en réalité, veut se débarrasser de lui et qui fera tout, avec le sourire, pour le lui faire comprendre.

Pour obtenir ces départs dans les tranches d'âge et de grade voulues, le gouvernement n'a pas tellement hésité. Les conditions offertes sont attrayantes en règle générale. Elles le seront d'autant plus que le cadre s'en ira tôt, dès ses cinquante-deux à cinquante-trois ans en moyenne, et qu'il acceptera de partir dans les deux à trois années à venir. Au-delà, par la volonté même du gouvernement qui souhaite maîtriser le processus, le « guichet » se fermera progressivement et « la fenêtre d'opportunité, pour bénéficier totalement du plan, se fera de plus en plus étroite », selon le constat d'un officier.

La démarche observée est originale pour l'institution militaire : profitant de la nécessité de professionnaliser les armées, puisque tel est le désir de Jacques Chirac, on joue la persuasion et on accompagne le mouvement par toute une série de dispositions législatives (dès lors qu'elles touchent au statut des personnels et réglementaires). Il sera toujours temps, si nécessaire, de rectifier le tir en cours de route afin d'éviter de créer un corps de « demi-

soldes », c'est-à-dire, comme le passé l'a montré, un volant d'individus aigris, indisciplinés, revendicatifs, voire réfractaires.

Pour autant, rien n'est réglé par avance. Et les difficultés sont de taille. La première porte sur l'aptitude des armées à rajouter ou à remodeler, par le haut, leur pyramide. D'entrée de jeu, on remarquera que la corporation des officiers généraux n'est pas concernée. Mais là n'est pas l'essentiel. Si, d'aventure, les armées parvenaient à convaincre les plus anciens de « raccrocher », est-on sûr pour autant que leur départ créerait un appel d'air frais qui permettrait, en contrepartie, de recruter, par le bas, des personnels motivés, en quantité et en qualité ? C'est un pari d'autant plus redoutable que la perspective d'un abandon prématuré – par rapport à la date fixée comme objectif – du service militaire laisserait probablement l'armée de terre dans d'extrêmes difficultés de recrutement de ses jeunes engagés.

Un autre obstacle réside dans ce qui se passera une fois les cadres revenus à la vie civile. Pour beaucoup d'entre eux, ce seront de jeunes pères de famille qui ont encore leur progéniture à charge. Forts d'un pécule dégrèvé d'impôt, qui compensera à l'écrou leur patrimoine, et d'une pension assurée, ces officiers et ces sous-officiers seront en quête d'un travail d'appoint. Dans un marché de l'emploi déprimé, ne seront-ils pas tentés d'offrir leurs compétences à n'importe quel prix, au risque de concurrencer des débutants, voire des cadres confirmés ?

De plus, la crainte existe pour l'Etat – et elle n'est pas négligeable – que d'autres agents de la fonction publique, se croyant menacés par le vent de réforme qui souffle dans le secteur, exigent de leur employeur des avantages de départ inspirés de ceux des cadres militaires. A commencer, par exemple, par les personnels civils de la défense nationale qu'il est aussi question de « dégraisser ».

#### EFFET BOULE DE NEIGE

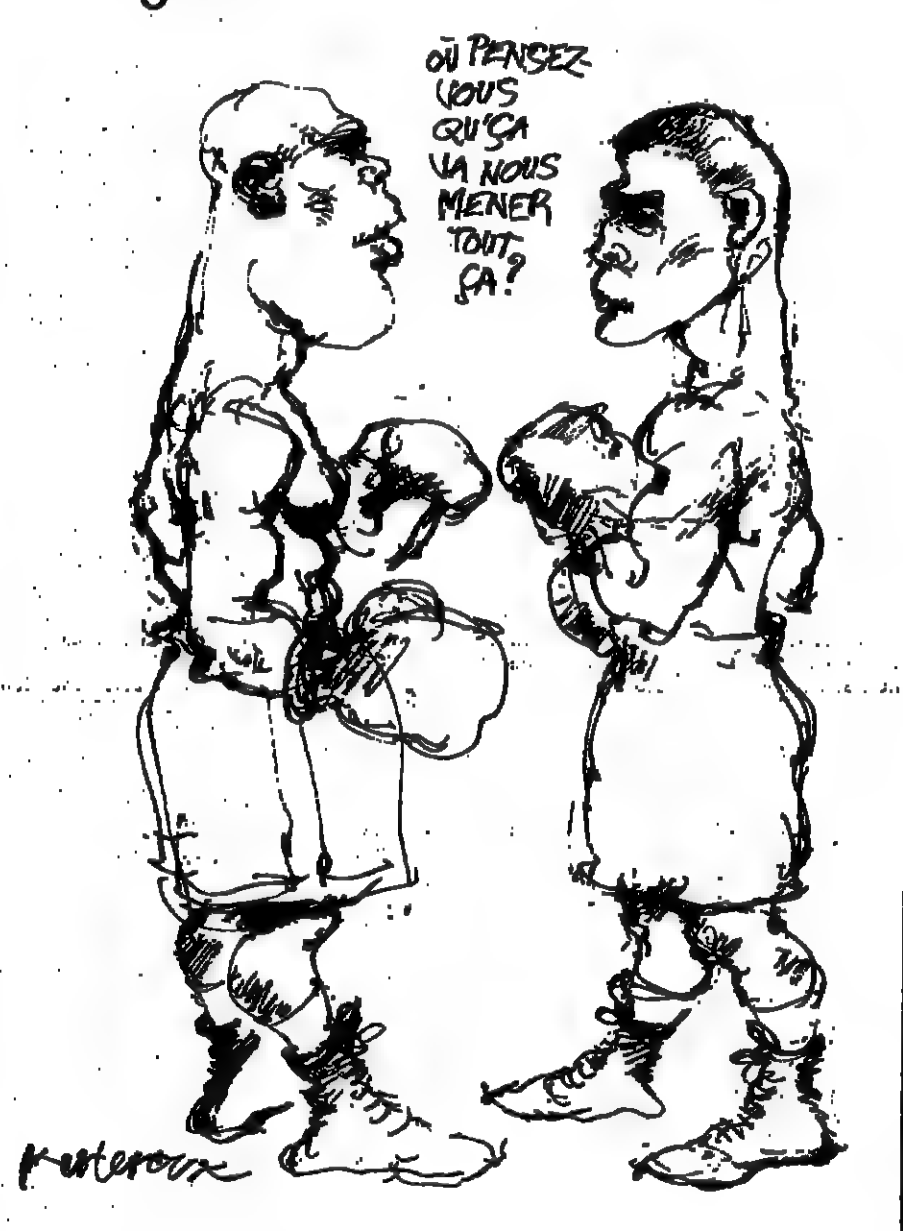
Par son antériorité et même s'il ne s'applique qu'à des volontaires, le plan social dans les armées aurait, dans ces conditions, un effet boule de neige dont il est malaisé, aujourd'hui, de mesurer les conséquences.

En dormant, le 22 février, le coup d'envoi à la professionnalisation, Jacques Chirac avait assuré qu'il n'y aurait pas de délaissés-pour-compte, dans les armées comme dans l'industrie de défense, et il s'était engagé « personnellement » à obtenir que le « remodelage » du dispositif militaire passe par une attention particulière portée au sort des hommes et des femmes qui le servent. C'est un défi ambitieux. L'effort financier consenti est important. Mais, à l'exception du corps des sous-officiers spécialistes, pour qui les occasions de se recaser ne sont pas nulles, le risque existe – compte tenu de la conjoncture économique – que les officiers se montrent plus attachés qu'on ne l'imagine à demeurer sous l'uniforme par crainte d'affronter l'inconnu. Surtout si on leur donnait des raisons de douter de l'aptitude du ministère du budget à tenir ses promesses.

Auquel cas c'est tout le plan de restructuration radicale des armées, autour de cette notion de professionnalisation accrue d'ici à 2002, qui serait remis en question et, avec lui, le projet de bâtir une force dite de « projection » de 50 000 à 60 000 hommes, auquel M. Chirac tient tant.

Jacques Isnard

### Les gens par Kerleroux



### Europe : le coup de force de la Saxe

**LES EUROCRATES** en sont encore sidérés. « Du jamais vu, une provocation frontale inacceptable », tels sont les termes employés pour évoquer la récente tentative faite par Kurt Biedenkopf, ministre-président du Land de Saxe, dans l'est de l'Allemagne, de passer outre la décision de la Commission de Bruxelles d'amputer de 91 millions de deutschemarks, parce qu'illegales, les aides accordées au groupe Volkswagen (VW).

Les gouvernements de l'Union européenne, unanimes au niveau des principes sur la nécessité d'encadrer strictement les aides d'Etat afin de préserver la concurrence, rendent et trichent, tous autant qu'ils sont, lorsqu'ils sont confrontés, chez eux, à un cas sensible. Ils négocient durement avec les services de Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique de concurrence – et donc de la « police des aides » – dont traitent les articles 92 à 94 du traité de Rome. La Commission, de son côté, ne se montre pas insensible aux arguments développés pour tenter de justifier des abus, réputés exceptionnels et provisoires.

Comment, en effet, envisager de gaucherie de cœur, même au nom du bon fonctionnement du marché unique, la suppression brutale de milliers d'emplois ou la mise en pé-

ril d'une entreprise emblématique, alors que les pouvoirs publics du pays concerné se montrent disposés à prendre en charge le coût des mesures nécessaires pour rétablir une rentabilité compromise ? L'indulgence quelquefois manifestée par la Commission est critiquée par les entreprises concurrentes ou par leurs autorités de tutelle : British Airways trouve que Bruxelles fait la part trop belle à Air France, la Société générale grogne au vu des largesses tolérées pour le renouveau du Crédit lyonnais.

#### RENTABLE ET SUBVENTIONNÉE

Mais la contrepartie de cette relative compréhension, c'est la mise en œuvre loyale, sous le contrôle de l'Etat membre concerné, des décisions prises par la Commission. M. Biedenkopf vient de transgresser cette règle d'or en indiquant qu'il ne s'incinerait pas devant le verdict bruxellois, autrement dit qu'il ne réclamerait pas à Volkswagen les 91 millions indûment versés. Une attitude jugée d'autant plus sévèrement à Bruxelles que le constructeur allemand affiche une excellente santé et que l'unité de production à laquelle sont destinées les aides, déjà largement subventionnée, est tout à fait rentable.

Les raisons d'une telle bravade ? « Près de sept ans après la réunifica-

tion, le rattrapage sur lequel ta-

blaient les Allemands n'est toujours pas accompli, et la population des Länder de l'Est s'impatiente », explique-t-on dans l'entourage de M. Van Miert. La structure fédérale de l'Etat allemand a facilité le dérapage : alors que la Commission traite exclusivement avec Bonn, le pouvoir régional, sans responsabilité directe vis-à-vis de Bruxelles, a été tenté par un acte de rébellion

forcément populaire. Il subissait en effet des pressions très vives de la part de Volkswagen, qui menaçait, si l'aide promise ne lui était pas accordée, de transférer ses usines en République tchèque. On évoque aussi, pour expliquer l'attitude des Saxons, l'indignité que se vouent réciproquement le chancelier Helmut Kohl et le ministre-président Kurt Biedenkopf, deux fortes personnalités rivales au sein de la CDU.

#### ACCIDENT DE PARCOURS

Un compromis a finalement été trouvé avec les autorités de Bonn. Celles-ci se sont engagées à bloquer 92 millions de marks sur le montant des aides qu'elles avaient de leur côté, promis de verser au constructeur allemand, neutralisant ainsi le versement illégal opéré par le Land de Saxe. Cet arrangement permet d'éviter un affrontement à chaud, mais la Commission demeure décidée à porter le cas devant la Cour européenne de justice de Luxembourg.

Ce conflit, sans précédent, est en effet jugé trop grave pour être laissé dans le flou. Ce fut l'avis unanime de la Commission, y compris des deux commissaires allemands. Le gouvernement de Bonn, en dépit de quelques tergiversations, a donc fait le nécessaire pour éviter l'irréparable.

Philippe Lemaître



سكز لمن لامل

DISPARITIONS

# Jacques Schmidt

Un costumier érudit et désinvolte

LE COSTUMIER de théâtre Jacques Schmidt est mort dimanche 8 septembre à Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né le 16 mars 1933 à Briançon (Hautes-Alpes), Jacques Schmidt rêve de la mode. Il obtient d'ailleurs en 1951 un diplôme de modélisme haute couture, mais le théâtre l'attire. Il entre comme choriste dans la troupe universitaire de la Sorbonne, les Théophrastiens, qui entendent faire revivre la tragédie grecque. L'attachement à la scène pour s'occuper des costumes, il fonde un atelier, travaille avec les scénographes Jacques Noë et André Acquart, habille le théâtre pour enfants de Léon Chancerel, et surtout consacre une partie de son temps aux activités artistiques du lycée Louis-le-Grand. Là, en 1958, il rencontre Patrice Chéreau.

C'est le début d'une amitié, la formation d'une équipe qui déboule sur la scène professionnelle en 1966 avec *L'Affaire de la rue de Lourcine* de Labiche, obtient en 1967 le prix au concours des jeunes compagnies avec *Les Soldats de Lenz*, et à laquelle, en 1969 vient se joindre Richard Peduzzi qui conçoit les décors du *Don Juan* de Molière au Théâtre du 9 à Lyon. De Lyon à Villeurbanne en passant par Marseille (Richard II de Shakespeare), Spolète (*L'italienne* à Alger de Rossini), La Finta Serva de Marivaux), le Piccolo Teatro de Milan (Joachim Murat de Neruda, Toller de Tarkent Dorst, Lulu de Wedekind), le trio gagnant répand ses munificences.

DE CHÉREAU À SANJAY

En 1972, Patrice Chéreau est nommé codirecteur avec Roger Planchon et Robert Gilbert du Théâtre de Villeurbanne, auquel est attribué le sigle TNR. Pendant dix ans, Jacques Schmidt en dirige l'atelier. Patrice Chéreau, Richard Peduzzi et lui signent *Les Masques à Paris* de Marlowe (1972), une nouvelle version de *Toller*, la légendaire *Dispute* (1973)... L'Opéra les appelle : il y a à Garnier *Les Contes d'Hoffmann* d'Offenbach en 1974, *Lulu* de Berg en 1979, *Le Ring* à Bayreuth de 1976 à 1978... En 1981, c'est le *Peer Gynt* d'Ibsen, et Jacques Schmidt suit Patrice Chéreau aux Amandiers de Nanterre. Il participe à la plupart des spectacles, de *Combat de nègre et de chiens* de Koltès en 1983 à *Hamlet* en 1988.

Jacques Schmidt va d'une époque à l'autre avec la même érudition désinvolte. Il tient à l'exactitude historique, la bouscule, l'accorde aux spectacles, aux comédiens. C'est en couturier qu'il travaille. En collectionneur, il sait où trouver le tissu, la dentelle, cette matière-là et pas une autre, la seule qui convienne. Il ne prépare pas de croquis, mais assiste aux répétitions, observe les comédiens dans leur approche du texte, leur bataille avec le personnage. « Inutile de les surcharger de

signes, dit-il, au contraire. On doit les laisser libres de leurs mouvements, et surtout apprendre à les connaître par des contacts fréquents, précis. Et plus on les connaît, plus on doit être attentif à ce qu'on leur propose. »

Le génie de Jacques Schmidt est là : c'est simple, encore faut-il le pouvoir, il peut. Plus étonnant encore, il peut s'adapter aux gens et aux genres les plus différents. Au cinéma - et même à la télévision - à Patrice Chéreau évidemment (*La Chair de l'orchidée* 1974), mais aussi à Robert Enrico (*La Rivière du hibou*, 1960), Roman Polanski (*Le Locataire*, 1976), Eric Rohmer (*Perceval le Gallois* 1978). La scène pourtant demeure son royaume, que ce soit au théâtre ou à l'Opéra. En dehors de Chéreau et de Roger Planchon, il est appelé par Jean-Pierre Vincent, Antoine Bourseiller, Peter Brook, le mine Marceau, Bob Wilson, Jérôme Savary - qui lui a même demandé les décors de *Fra Diavolo* à la Scala de Milan en 1992, et pour qui, avec Emmanuel Peduzzi, il travaillait sur les costumes de *Rigoletto* à l'Opéra-Bastille lorsqu'il est mort. Il fait les costumes des ballets de Felix Blaska ou Roland Petit, se plie aux demandes sans humilité, demeurant lui-même, esthète goguenard formidablement cultivé, fuissement nonchalant, aimant réellement le plaisir.

Colette Godard

■ CHARLES METZINGER, sénateur socialiste de la Moselle, est décédé dans la nuit du lundi 9 septembre, à l'hôpital de Nancy (Meurthe-et-Moselle), d'une attaque cérébrale. Né le 13 août 1929 à Freyming-Merlebach (Moselle), fils de mineur, il devient professeur d'allemand à Forbach, après des études à l'Ecole normale d'Avignon et aux universités de Nancy et de Sarrebruck (Sarre). Elu conseiller municipal de Freyming-Merlebach en 1965, Charles Metzinger en est maire de 1971 à 1995. Il adhère au Parti socialiste en 1974 et préside le district de Freyming-Merlebach de 1974 à 1995. Conseiller général de Moselle de 1967 à 1985, il est élu député de la 5<sup>e</sup> circonscription de Moselle en 1981 et en 1986. Réélu en 1988 dans la 6<sup>e</sup> circonscription, Charles Metzinger quitte l'Assemblée nationale, en 1992, pour devenir sénateur. Vice-président de la commission des affaires sociales du Sénat, il était, depuis 1995, conseiller municipal de Freyming-Merlebach. De 1988 à 1994, il préside également Comregio, une association transfrontalière de quarante-six communes et groupements de communes de l'espace Lorraine-Luxembourg-Rhône-Alpes-Sarre. Charles Metzinger sera remplacé au Sénat par Gisèle Fritz, âgée de soixante-sept ans, conseillère générale du canton de Hayange et adjointe au maire de Sermange.

## LE MONDE diplomatique

Septembre 1996

- **RENTREE** : Vers le choc social, par Claude Julien. - Tartaria à l'assaut des marchés, par Bernard Cassen. - Peurs et fascinations corse, par Gabriel Xavier Colloff.
- **ÉTATS-UNIS** : Quand le président Clinton « réforme » la pauvreté, par Loïc Wacquant.
- **MAGHREB** : Paris et Alger entre brouilles et complicités, par Lucile Provost. - A nouveau, le mirage pétrolier ? par Smail Goutmeziane. - La monarchie marocaine tentée par la réforme, par Elcham Ben Abdallah El Alaoui.
- **EX-YOUGOSLAVIE** : Le cauchemar des réfugiés bosniaques, par Paolo Raffone. Bonnes feuilles de la « Guerre des Balkans », de John Reed.
- **SALVADOR** : Amère convalescence, par Maurice Lemoine.
- **ÉCOLOGIE** : Enquête sur le vagabondage des déchets toxiques en Europe, par Jean-Loup Motchane et Michel Raffoul.
- **SEXISME** : Au cœur de la domination masculine, par Abla Bih et Roland Pfefferkorn.
- **LANGUES** : La patrie littéraire du colonisé, par Albert Memmi.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Le pharmacien-chimiste en chef Bruno EDOUARD et

M<sup>me</sup> née Anne RAMBAUD, ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis-Axel,

né le 9 septembre 1996, à Marseille.

Donatienne et Daniel BONTÉ ont la joie d'annoncer la naissance de

Victor,

le 9 août 1996.

7, boulevard Victor, 75015 Paris.

Anniversaires de naissance

Les amis du jour se souviennent tout,

Béatrice-Ella,

l'éclair de tes vingt-cinq ans.

Claudia

Depuis trente ans, le monde t'ouvre les bras,

Par mots suaves

Herzliche Glückwünsche,

Joyeux anniversaire.

Roswitha, Joril et les autres.

Mariages

Leurs amis saluent les justes noces

en lesquelles ont convolé

Catherine FLOUREY

et

Antoine VAROUTSIKOS

le 2 septembre 1996.

Que le miel de la lune leur soit doux, et sourient les yeux d'Ella.

Décès

C'est avec beaucoup de peine que

l'on nous prie d'annoncer le décès de

M. Christian BLAVET,

titulaire national du secondisme

de la Croix-Rouge française de 1948 à 1976

décédé le 7 septembre 1996, à l'âge de

quatre-vingt-cinq ans, muni des sacrements de l'Eglise.

De la part de

Mario-François et Joseph Bérot,

Françoise et Christiane Blavet,

Marc Blavet,

Mario-Lucien Blavet,

Catherine et Didier Borderie,

Mario-Noël Blavet,

Loïc Blavet,

Bernard Blavet,

ses enfants

et tous ses petits-enfants,

Christiane et Eric Leroy,

Mado Le Monnier,

ses sœurs

Les familles Albert, Marvala

et Le Monnier.

Selon la volonté du défunt, le corps a

été ramené à la chapelle de l'abbaye de

St-Rémy.

Un service religieux sera dit à son

légionnaire le vendredi 13 septembre, à 11

heures, en l'église Notre-Dame-du-Perpetuel-

Secours, 35, rue Albert-F., à

Asnières-sur-Seine (92).

19, avenue Pélissier,

92600 Asnières-sur-Seine.

Le président et le personnel de la

Coface et du Centre de formation aux

échanges internationaux (CFEI),

ont la tristesse de faire part du décès de

Érik BONNIER,

sous-directeur à la Coface

et

directeur général du CFEI,

survécu le 8 septembre 1996.

Ses obsèques seront célébrées en la

collégiale de Vienne (Isère), le jeudi 12

septembre, à 15 heures.

M<sup>me</sup> Roger Glachant,

ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger GLACHANT,

officier de la Légion d'honneur,

conservateur en chef honoraire

des archives du ministère

des affaires étrangères,

survécu le 9 septembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 12 septembre, à 14 heures, en

l'église Saint-Nicolas, rue de la Minette, à

Maisons-Laffitte.

85, av. de Saint-Germain,

78000 Maisons-Laffitte.

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficiant d'une réduction sur les

La direction scientifique du dépar-

tement des sciences de l'homme et de la so-

ciété du CNRS.

Les membres du LACTO et de l'an-

ciens CEDRASEM,

Ses élèves, collègues et tous ses amis

du CNRS,

de l'Ecole française d'Extrême-Orient,

de l'Ecole des hautes études en sciences

de la Société asiatique,

de la Société botanique de France,

de la Société française d'histoire des

sciences et des techniques,

de la Société de linguistique de Paris,

et de la Société des océanistes,

sous le patronage de l'Association des anciens élèves

de l'Institut agronomique de Paris,

les Naturalistes parisiens

et l'Union naturaliste

ont la tristesse de faire part du décès de

M. André-Georges

HAUDRICOURT,

ingénieur agronome,

directeur de recherche honoraire

au CNRS,

membre correspondant de l'ESFED,

officier des Palmes académiques,

médaille d'argent du CNRS,

survécu à Paris le 20 août 1996, dans sa

quatre-vingt-neufième année.

L'information des proches sera faite le

samedi 28 septembre, à 10 heures, au ci-

meière du Montparnasse (avenue Thier-

ry, 29<sup>e</sup> div., 1<sup>re</sup> section, 9<sup>e</sup> ligne Ouest, en-

tre rue Emile-Richard).

A l'issue de l'information, sa famille et

ses amis se rendront à l'amphithéâtre de

l'HERES, 105, bd Raspail, Paris 6<sup>e</sup>, où il

se réunira à partir de 10 h 30, pour évo-

quer son souvenir.

M. et M<sup>me</sup> Charles Girin,

M<sup>me</sup> Françoise Girin,

M. et M<sup>me</sup> de Frodoewich

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Armand Chazin

et leurs enfants,

M. Hubert Girin,

M<sup>me</sup> Olivia Badrut,

M<sup>me</sup> Stéphanie Girin,

ont la tristesse de faire part du décès

de M<sup>me</sup> BÉATRICE HORNGACHER,

leur mère, belle-mère, grand-mère,

actrice-grand-mère.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans

l'intimité familiale à Prevenin.

2 bis, villa Amalia,

75019 Paris.

Château de Prevenin,

Prevenin-Motiers 01280.

400 East 57 Street,

New York 10022 (USA).

La Confédération générale des

Sociétés coopératives de production

(CGSCP),

a le regret de faire part du décès de

Yves REGIS,

Président d'honneur

de la Confédération générale des SCOP,

Président du Comité international

des coopératives de production et artis-

anales (Cicopa),

membre du

Conseil économique et social,

chevalier de l'Ordre du Mérite,

survécu le 9 septembre 1996.

37, rue Jean-Léclaire,

75017 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Antoine Manoyer-

Medonin,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Medonin,

M. et M<sup>me</sup> Michel Medonin,

ses enfants,

Mario, Héloïse, David et Bruno,

ses petits-enfants,

les familles parents et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie MEDRONI,

née SERFATI,

survécue le 8 septembre 1996.

L'information a eu lieu le 10 septembre

au cimetière du Père-Lachaise à Saint-Martin-des-

Fossés (Val-de-Marne).

M<sup>me</sup> May Moine,

son épouse,

Jean-Paul et Marline Moine,

et leurs enfants,

Lizbeth Moine

« Arrivée en face de lui, elle s'arrêta

et dit... elle apparut plus belle encore

[qu'au temps

où il l'entrevoit dans les espaces

[cellulaires.

Le fracas de la mer se calma d'un seul

[coup. »

Giuseppe Tomasi Di Lampedusa.

Nous avons la profonde douleur de

faire part du décès de

Hélène NUSSLI

Notre chère fille,

Notre chère compagne,

Notre chère sœur, belle-sœur, tante,

cousine, parente, amie,

enlevée à notre tendre affection, le 7 sep-

tembre 1996, à l'âge de quarante-quatre

ans.

Le service religieux aura lieu le jeudi

12 septembre, à 14 h 30, au temple protes-

tant de Wessolonne (Bas-Rhin). L'informa-

tion sera faite dans l'intimité familiale.

La famille remercie, par avance, toutes

les personnes qui s'associent à son deuil.

2, rue de la Lampe,

67310 Wessolonne.

4, villa de Gravelle,

75015 Paris.

Michèle Baratte et Christine Baraton

ont la profonde tristesse de faire part du

décès de leur amie et collaboratrice,

Hélène NUSSLI,

titulaire diplômée de l'EST,

survécue le 7 septembre 1996.

Transcript,

222, bd Raspail,

75014 Paris.

Sa famille,

sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Patrick PHILLON,

survécue le 17 août 1996, dans sa tren-

tième année.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité

au cimetière du Père-Lachaise.



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

**AUTOMOBILE** Renault a annoncé, mardi 10 septembre, ses résultats semestriels. De janvier à juin 1996, le constructeur affiche un chiffre d'affaires de 94,1 milliards de

francs, en recul de 2,9 % par rapport au premier semestre 1995, et un bénéfice de 158 millions de francs au lieu de 1,75 milliard. Sur la même période, sa part de marché est tom-

bée de 31 % à 26,1 % en France et de 10,6 % à 9,7 % en Europe. ● LOUIS SCHWEITZER, PDG du groupe, espère inverser la tendance en réduisant de 3 000 francs le prix de re-

vient moyen de chaque voiture. ● LES RÉSULTATS DU POIDS LOURD constituent la plus grande déception du semestre. En 1995, ils compensaient les pertes de la

branche automobile. ● CETTE ANNÉE, ce ne sera plus le cas : le constructeur devrait replonger dans le rouge sur l'ensemble de l'exercice, après une décennie de profits.

# Pour la première fois depuis dix ans, Renault prévoit des pertes en 1996

Dans un entretien au « Monde », Louis Schweitzer, PDG du constructeur, analyse les mauvais résultats semestriels de son groupe. Pour y remédier, il entend « accélérer » le plan de réduction des coûts lancé en début d'année

« En 1995, Renault a perdu des parts de marché, et la branche automobile a été largement déficitaire (1,7 milliard de francs). Ce sont les camions de Renault-Véhicules industriels (RVI) et les activités financières qui ont sauvé le résultat global. Cette année, ce ne sera pas le cas pour le véhicule industriel. Le groupe sera sans doute en perte en 1996. Comment l'expliquer ?

« L'an passé, il fallait distinguer un premier semestre satisfaisant, avec une bonne part de marché en Europe, et un second beaucoup plus difficile. Les pertes de la branche automobile sont intégralement imputables à la deuxième partie de l'année, qui a connu une terrible guerre des prix. Celle-ci n'a pas disparu durant les six premiers mois de 1996, au contraire. En France, nous sommes seulement parvenus à maintenir une part de marché de 26,1 %, médiocre et bien inférieure aux 31 % du premier semestre 1995 et aux 29 % qui sont notre référence. En Europe du Nord, je relève des progrès en Belgique, au Royaume-Uni ou en Allemagne, mais ils sont effacés par des reculs en Europe du Sud, en Italie et en Espagne. Au total, notre part en Europe, France comprise, est descendue à 9,7 % contre 10,6 % au premier semestre 1995 et 10 % au second.

« Quel est votre objectif pour l'année ?

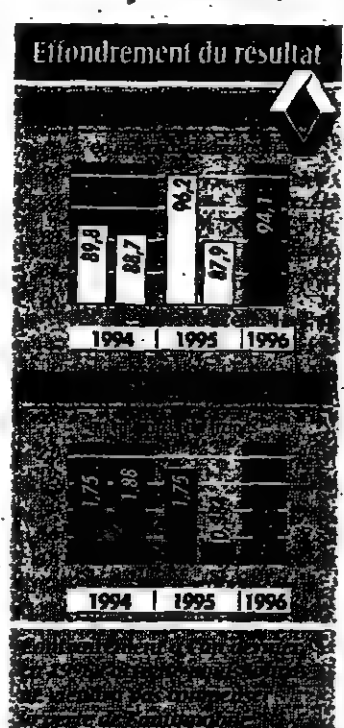
« Une part de 10 %. Elle devrait être atteinte grâce aux nouvelles voitures que nous annoncerons au Mondial de l'automobile, début octobre, et grâce à un effort commercial.

« C'est-à-dire une baisse des prix ?

« Vous avez remarqué que la nouvelle Clio est sortie ce printemps à un prix inférieur à la précédente et que, surtout, nous n'avons pas fait de hausse de prix millésime sur l'ensemble de la gamme. C'est un tournant. Au-delà, nous souhaitons réduire la différence qui existe entre le prix catalogue et le prix beaucoup plus bas réellement payé par le client.

« Et les résultats financiers ?

« Le premier semestre s'est achevé sur un bénéfice de 158 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 94,1 milliards de francs, en recul de 2,9 % sur la même période de 1995. La branche automobile accuse encore une perte, ce qui était attendu, de 911 millions de francs. Elle s'explique par l'évolution du marché et des marges que je viens de décrire. Les mesures que nous avons prises en mars pour abaisser nos coûts et pour reconquérir des parts de marché n'ont pas encore eu le temps de jouer à plein. En juillet-août, vous noterez pourtant que notre taux de pénétration européen est déjà remonté à 10,4 %. La branche financière apporte un bé-



néfice stable de 660 millions de francs, contre 638 millions en 1995.

« La déception du semestre passé est venue du camion : les ventes ont subi une chute aux États-Unis et la reprise attendue en Europe n'a pas été au rendez-vous. Le rythme des commandes s'est réduit à partir de fin 1995. On assiste à une recrudescence du marché tout à fait inattendue. Sans doute la mise en place de nouvelles normes européennes anti-pollution en octobre (sonorisation et émission de particules et de CO<sub>2</sub> crée-t-elle une incertitude qui gèle les achats, sans compter qu'elle renchérit le prix des véhicules.

« Pour l'ensemble de l'année, vous prévoyez donc une perte ?

**Nos études nous disent que la tendance du marché, hors prime, est désormais meilleure**

« C'est l'hypothèse centrale en l'état de nos prévisions de marché. La situation du camion ne s'améliorera pas. La branche automobile se portera mieux. Mais de façon insuffisante, car les deux éléments positifs – poursuite de la réduction de nos coûts et nouvelle gamme rajoutée – ne compenseront pas la guerre des prix.

« Jacques Calvet, président du directoire de PSA Peugeot Citroën, souhaite que l'État continue de verser une prime pour

les achats d'automobile au-delà de la « juppette », qui s'arrête fin septembre. Qu'en pensez-vous ?

« Nous avions été favorables à l'instauration d'une aide sous le gouvernement Balladur en 1994. Son effet a été très favorable et supérieur à ce qui était attendu. Après sa disparition, il y a un an, le marché a été atone trois mois. D'où la décision gouvernementale de créer une nouvelle prime, celle-ci différenciée, de 5 000 ou 7 000 francs suivant les modèles. Elle devait éviter le défaut de la précédente, qui était de favoriser un glissement vers le bas de gamme. Or c'est le contraire qui s'est produit. La raison en est qu'il est impossible d'inventer une prime qui n'avantage pas les petits modèles. De surcroît, les aides d'État sont des dopages provisoires dont l'effet s'estompe avec le temps. Enfin, il est sûr qu'il y aura un contre-coup « fin des soldes », si l'on supprime la prime. Mais nos études nous disent que la tendance du marché, hors prime, est désormais meilleure. En juin 1995, à la fin de la prime Balladur, le marché français se situait entre 1,7 et 1,8 million de véhicules. Aujourd'hui, si l'on enlève l'effet prime, il s'établirait entre 1,9 et 2 millions.

« La perte attendue pour cette année vous incite-t-elle à durcir le plan que vous avez mis en place en mars ?

« Le diagnostic que j'ai porté en mars était juste, même si certains ont pu être étonnés de m'entendre dire que les voitures sont trop chères. Je crois que cela a un peu secoué les gens, en externe comme en interne. L'entreprise avait le sentiment de faire des efforts continus sur les coûts, depuis longtemps, et d'être sur une pente correcte, alors que ce n'était pas la bonne. Il fallait une rupture forte dans l'entreprise. Par exemple, ne pas faire de hausse de millésime cette année, cela n'allait pas de soi. Nous n'allons donc pas modifier le plan de mesures adopté en mars, mais son rythme sera accéléré.

« Renault a annoncé 1 640 suppressions d'emplois en 1996. L'accélération que vous évoquez entraînera-t-elle de nouvelles disparitions de postes ?

« En 1996, nous avons également moins eu recours à l'interim. En 1997, il est clair qu'il y aura d'autres suppressions d'emplois.

« Vous avez décidé en mars d'accorder des augmentations salariales pour le premier semestre et de revoir les organisations syndicales en septembre. Allez-vous leur proposer des augmentations ?

« Nos coûts salariaux sont supérieurs à ceux de PSA. Il faut réduire cet écart. Il faudra intégrer cette contrainte dans les discussions salariales à venir.

« Vos difficultés ne forcent-

elles pas à s'interroger à nouveau sur votre structure ? Depuis la rupture avec Volvo, ne souffrez-vous pas d'une taille insuffisante ?

« Nous n'avons pas de handicap structurel global. Mais nous ne pouvons pas tout faire tout seuls et, à l'évidence, nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences de ce constat. Nous avons conclu cette année un accord avec General Motors dans les véhicules utilitaires : les successeurs des Trafic et des Master seront développés en commun avec GM, constructeur très efficace en matière de coûts. D'autres accords de ce type sur les équipements ou les moteurs seront recherchés. Au-delà, nous devons mieux utiliser les économies d'échelle chez nos fournisseurs. Parce qu'ils ont plusieurs clients, ils produisent des séries plus longues pour certains organes. Le problème est le même pour RVI, qui ne peut, ni ne doit développer tous ses organes tout seul. RVI et Mack, notre filiale américaine de poids lourds, vont vers une gamme commune de moteurs.

« Une solution française – la reprise par la holding CGIP d'Ernest-Antoine Seillière – semble se dessiner pour votre fournisseur Valeo, en vente depuis plusieurs mois. Est-il si vital pour vous que cet équipementier, convoité par des industriels américains, ne soit pas racheté par des capitaux étrangers ?

« Une américanisation de Valeo constituerait un éloignement par rapport aux constructeurs français. C'est physique. Or il y a entre Valeo et les constructeurs européens des

semblent-ils structurés pour affronter la concurrence ?

« Il y a une concurrence d'Américains et de Japonais venant en Europe. Cela n'a pas que des effets négatifs. Mais il y a un nombre important de petites et moyennes entreprises en France, mais surtout en Allemagne, qui vont avoir des problèmes. La délocalisation est plus facile pour les équipementiers que pour les constructeurs. D'une part, parce que les coûts de transport ne sont pas comparables – la logistique se gère beaucoup mieux –, d'autre part, parce que les coûts d'investissement sont plus faibles. La migration d'une câblerie ou d'une entreprise de plasturgie est relativement facile. Il y a donc, chez les équipementiers, un problème de délocalisation d'unités de fabrication que je distingue de celle du siège social et de la recherche.

**La solution envisagée pour Valeo me ravit. C'est un schéma qui ne représente pas un affaiblissement**

« Vous avez cherché à vous implanter à l'étranger, mais on n'a jamais parlé de délocalisation de Renault.

« A juste titre. En 1996, nous avons été amenés à « définir en creux » l'avenir de deux sites : Creil et Setubal, au Portugal. En France,

## Une performance boursière exécrable

Renault constitue, avec l'UAF, une des plus grandes déceptions des privatisations : vendue au public au prix de 165 francs, en novembre 1994, l'action en valait 110,70, mercredi 11 septembre à l'ouverture de la Bourse, en baisse de 7 %, après avoir affiché un plus-bas de 108,50 francs à fin juillet. Quinze jours auparavant, l'État avait cédé les 6 % du capital supplémentaires qui ont fait basculer Renault, jusque-là toujours contrôlé par des capitaux publics, dans le secteur privé ; un « non-événement », assure en souriant le PDG de Renault.

Mais avec un tel parcours boursier, l'État ne peut pas envisager de céder rapidement le reste de sa participation. M. Schweitzer a joué la transparence, en laissant clairement comprendre que l'ensemble de l'exercice 1996 sera dans le rouge. Si Renault a évité d'être déficitaire au premier semestre 1996, c'est uniquement grâce à ses bénéfices financiers. Ils ne devraient plus suffire, dans les prochains mois, à rééquilibrer des activités industrielles en perte.

relations de dépendance réciproque qui ne paraissent équilibrées. La solution envisagée pour Valeo me ravit. C'est un schéma qui ne représente pas un affaiblissement. J'y vois les signes d'une continuité industrielle. Il n'y aurait d'ailleurs jamais eu de problème de recherche de partenaire pour Valeo si Carlo De Benedetti n'avait pas eu besoin d'argent.

« Plus généralement, les équipementiers européens vous

deux établissements, Creil (Oise) et Batilly (Meurthe-et-Moselle), n'avaient pas la taille critique, et nous avons regroupé les activités véhicules utilitaires à Batilly. Setubal sort du système Renault et est cédée à une entité publique portugaise. Alors que le Portugal avait des coûts de main-d'œuvre plus faibles que les coûts français, il n'est pas compétitif à cause des coûts de logistique dans le système Renault. Cela veut donc dire que nous ne nous délocalisons

pas. L'automobile, pour l'essentiel, se fabrique sur le lieu de consommation. C'est un produit volumineux, léger et cher à transporter. Cela signifie que pour vendre en dehors de l'Europe occidentale, il faut fabriquer en dehors de l'Europe occidentale.

« Vos résultats financiers indifférent-ils vos plans d'internationalisation ?

« Non. Produire à terme 25 % de nos véhicules hors d'Europe reste notre objectif.

« En avez-vous les moyens ?

« Je le pense. Prenez l'exemple du Brésil. C'est un investissement important, mais la structure de financement retenue fait que la charge sur nos capacités d'autofinancement est réduite. Des partenaires locaux prennent en charge 40 % des dépenses d'investissement. Nous bénéficions d'aides locales.

« Par ailleurs, nous faisons en 1996 un effort important d'investissement en Europe à la fois pour le moyen de gamme, le renouvellement des moteurs, un certain nombre de modernisations industrielles... Tout permet de penser que le rythme d'investissement en Europe va fortement diminuer. Cela veut dire que nous avons encore des capacités. C'est d'autant plus vrai que la tendance est à la baisse du coût des équipements industriels. Celle-ci semble structurelle. Dans ce domaine, Renault peut encore progresser.

« C'est-à-dire ?

« Concrètement, on passe d'un système *made to order* à un système où l'on essaie d'avantage d'exploiter le savoir-faire de nos fournisseurs. Passer du sur-mesure intégral au prêt-à-porter génère des économies évidentes.

« Y aura-t-il d'autres fermetures de sites en 1997 ?

« Setubal et Creil étaient nos deux sites industriels clairement « hors des clous » et sous-dimensionnés. Aujourd'hui, toutes nos usines ont une taille correcte ou ont des marges de croissance, comme en Slovaquie. Par ailleurs, nous n'avons pas de « monstres ». Ce qui est un avantage, à mes yeux.

« Peut-on envisager des réductions de coût d'investissement de 20 % ?

« Les chiffres sont en effet de cet ordre. Mais il est très difficile de faire une évaluation précise, car on passe de systèmes « dédiés » à des systèmes plus flexibles. Auparavant, quand vous remplaciez une voiture, vous jetiez pratiquement tous les équipements industriels qui lui étaient attachés. Désormais, les investissements permettent de produire plusieurs types de véhicules en simultané, voire plusieurs générations de véhicules. »

Propos recueillis par  
Eric Le Bouchat,  
Frédéric Lemaître  
et Anne-Marie Rocco

## La CGIP ne veut pas lancer d'OPA sur Cerus et Valeo

LA CGIP, holding dirigée par Ernest-Antoine Seillière, ne lancera pas d'OPA sur Cerus, holding française de Carlo De Benedetti, ni sur Valeo, l'équipementier automobile dont Cerus est actionnaire. Alors que les rumeurs se multipliaient en début de matinée mardi 10 septembre sur une opération imminente, la CGIP démentait « les intentions qu'on lui prête concernant une offre publique sur Cerus et Valeo ».

Dans l'après-midi, le groupe d'électronique Sagem, présenté comme partenaire dans cette opération, annonçait à son tour que, tout en ayant eu « des contacts avec Valeo pour coopérer en électronique automobile, il démentait formellement avoir conclu un accord concernant une éventuelle participation dans cette société ». Ces rebondissements chahutent les titres Cerus et Valeo et entraînent, mercredi, l'ouverture d'une enquête par la Commission des opérations de

Bourse. La reprise de Valeo par des intérêts français et non américains, souhaitée par les constructeurs automobiles et par le gouvernement, est-elle enterrée ? La CGIP explique qu'elle est toujours intéressée. « Mais cela passera par un montage simple. » Les schémas de reprise évoqués ces derniers jours, passant par un rachat de Cerus, actionnaire à hauteur de 28 % de Valeo, impliquaient de lancer une OPA sur Cerus et Valeo. L'opération, estimée à 20 milliards de francs, était trop lourde pour la CGIP.

« 400 FRANCS L'ACTION »  
M. Seillière n'est donc intéressé que par l'équipementier automobile. Les discussions, entamées cet été entre M. Seillière et Carlo De Benedetti, vont désormais porter sur une seule question : le prix. A l'annonce de la mise en vente de Valeo en février, Michel Clerel, PDG de Cerus, avait affirmé que les

offres devaient au moins atteindre 350 à 400 francs l'action, valorisant ainsi sa participation dans Valeo entre 6,8 et 7,8 milliards de francs.

La CGIP, pour sa part, ne pourra pousser très loin les surenchères. Elle possède 2 milliards de francs de trésorerie et devra s'endetter ou vendre un des ses actifs pour racheter la participation de Cerus. A moins qu'elle ne trouve un ou plusieurs partenaires ? Les discussions pourraient peut-être aboutir à la fin du mois. A cette date, les différents protagonistes tiennent leurs conseils d'administration. Celui de la CGIP est prévu pour le 26 septembre. Si l'opération se conclut, la CGIP forcera Valeo à verser plus de dividendes qu'il ne le fait jusqu'à présent : les héritiers Wendel, qui contrôlent la CGIP, ayant toujours décliné de recevoir des rémunérations conséquentes de leurs investissements.

Martine Orange

## A Catane, SGS-Thomson recourt au chômage partiel

LE FABRICANT franco-italien de semi-conducteurs SGS-Thomson s'apprête à mettre au chômage partiel de 500 à 700 salariés sur son site italien de Catane, en Sicile. Cette mesure entrera en vigueur le 23 septembre pour une durée de treize semaines. Elle affectera la ligne de production, les équipes de recherche-développement installées sur le site – qui emploie au total 1 800 personnes – n'étant pas touchées. L'horaire hebdomadaire de travail va être réduit de 40 à 24 heures. « Nous inciterons d'abord les salariés à prendre les congés qui leur restent », précise Eric Asselin, directeur des ressources humaines. Il s'agit d'anticiper une baisse de capacité de production à fin 1996, les commandes étant en baisse.

L'industrie des semi-conducteurs connaît depuis plusieurs mois un ralentissement de croissance. L'année 1996 devrait voir les ventes mondiales progresser de

seulement 7 %, contre plus de 41 % en 1995. En août, les ventes des industriels américains ont, par exemple, reculé de 20 % par rapport à la même période de 1995, leurs prises de commandes restant inférieures de 38 % à celles d'août 1995. Seul petit signe positif : ces prises de commandes sont en hausse de 0,9 % par rapport à juillet 1996.

SGS-Thomson, pour le moment, s'en sort bien. Au premier semestre 1996, ses ventes ont progressé de 25 % à 2,1 milliards de dollars (10,5 milliards de francs) et son bénéfice net de 53 % à 351 millions de dollars (1,75 milliards de francs). Mais la société a prévenu que le troisième trimestre sera moins bon que le deuxième. Début juillet, elle a gelé les embauches, selon les syndicats. « Nous ralentissons jusqu'à fin 1996, il n'y a pas d'arrêt », note M. Asselin, qui rappelle que « les effectifs ont fortement augmenté ces deux dernières

années. En France, nous avons embauché 200 personnes début 1996 ».

Les mesures prévues à Catane ont ravivé l'inquiétude des syndicats du site du Polygone à Grenoble (Isère), qui redoutent une fermeture de l'unité de production. Cette dernière, qui emploie 350 personnes, devait être fermée il y a deux ans. Compte tenu du boom du marché, l'opération a été repoussée, mais le site n'a pas bénéficié d'investissements de rénovation. Le Polygone, où sont aussi installées des équipes de développement, emploie au total 1 350 personnes. Si SGS-Thomson ne l'envisage pas « dans l'immédiat », la fermeture de l'unité de production grenobloise est « toujours prévue », confirme M. Asselin, tout en refusant d'évoquer un calendrier. « Le jour où cela se fera, nous regarderons les solutions pour le personnel », assure-t-il.

Philippe Le Cœur



## Les papetiers annoncent de nouvelles hausses de prix malgré l'augmentation de leurs stocks

La Bourse finlandaise lance un marché à terme pour le papier

Le prix de la pâte à papier devrait augmenter de 50 dollars, pour être porté à 630 dollars la tonne à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Cette hausse intervient

alors que les stocks s'alourdissent dangereusement. De nouvelles perturbations s'annoncent sur le marché papeter. La Bourse d'Helsinki va

lancer, fin septembre, des produits à terme permettant aux acheteurs de se protéger contre les trop fortes fluctuations du papier.

PLUS DE VINGT ANS après l'aluminium, le papier pourrait entrer sur le marché financier. Lancés officiellement le 9 septembre, des produits à terme sur la pâte à papier devraient commencer à être cotés d'ici quelques semaines à la Bourse d'Helsinki. Prenant comme référence la pâte à papier NBSK, qui sert d'étalon au marché papeter, ces contrats d'une quotité de 50 tonnes ressembleront aux instruments de couverture pour les taux. Ils offriront des possibilités d'achat et de vente à terme (à partir de trois mois) et des options. En revanche, à l'inverse des autres marchés de matière première, la Bourse d'Helsinki a choisi de n'avoir aucun entrepôt de stockage et de ne s'assurer aucune contrepartie physique.

Le papier est la dernière matière première importante à ne pas avoir de cotations. Tout se passe entre producteurs, acheteurs et courtiers. Plusieurs tentatives ont eu lieu ces dernières années pour instaurer un marché. Toutes, jusque-là, ont échoué, faute notamment d'informations suffi-

santes entre les acteurs. Les papetiers seront-ils décidés, cette fois-ci, à soutenir l'expérience ? « Le marché papeter est un des plus volatils. Les producteurs et les acheteurs non intégrés ont besoin de stabilité. Plus personne n'ose se lier les mains au-delà de trois mois », note Timo Teräs, consultant finlandais, associé à ce projet boursier.

Réunis à Paris les 9 et 10 septembre pour la conférence annuelle Papercast, les grands papetiers mondiaux n'ont, une fois de plus, cessé de parler des prix. La grande crise du début de l'année est à peine estompée que de nouvelles hausses sont annoncées. Emmenés par l'américain Weyerhaeuser, les producteurs ont décidé d'augmenter de 40 à 50 dollars la tonne de pâte à papier, pour la porter à 620-630 dollars à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

Cette initiative apparaît très risquée. Déjà les hausses de cet été ont eu beaucoup de mal à être acceptées en Europe. Pour soutenir la demande, les producteurs ont consenti des rabais à leurs principaux clients. Sur le marché spot, il

était possible de trouver de la pâte autour de 500 dollars, bien que les producteurs indonésiens et russes, qui avaient tant perturbé les cours au début de l'année, aient cessé de faire des livraisons sauvages.

### FAIBLE DEMANDE

Les perspectives, en ce début d'automne, ne sont guère plus brillantes. La demande en Asie et aux États-Unis ralentit, suite, semble-t-il, à un gonflement des stocks, reconstitués au moment où les prix étaient bas. En Europe, la demande est faible, en particulier dans le carton et l'emballage. Les stocks officiels des producteurs américains et scandinaves, qui avaient diminué à la fin du printemps, remontent. En juillet, ils s'élevaient à 1,7 million de tonnes, en hausse de 12 % par rapport au mois précédent. La réalité semble encore plus grave : les négociants ont désormais les plus grandes difficultés à trouver des entrepôts libres pour stocker leurs marchandises.

Les producteurs de pâte ont noté ces signaux alarmants mais ont

choisi de les ignorer. Préoccupés par la dégradation spectaculaire de leurs résultats au premier semestre, ils entendent redresser leurs comptes rapidement. Parallèlement aux hausses de prix, ils ont relancé leurs capacités de production, qu'ils avaient arrêtées au printemps. Aujourd'hui, les usines américaines, canadiennes et scandinaves, affichent des taux d'utilisation dépassant les 90 %, voire 95 %.

Tout se met en place pour que le marché papeter connaisse à nouveau de très fortes perturbations. Les groupes, pourtant, avaient juré de ne plus céder à la spéculation, afin de regagner la confiance des milieux financiers effrayés par ces mouvements inconséquents. Selon une étude de la SNC Warburg sur sept papetiers européens, ceux-ci n'ont été capables de faire fructifier la valeur du capital de leurs actionnaires que trois années sur six. Ce résultat est l'un des plus mauvais dans le monde des matières premières.

Martine Orange

## La SNCF veut des clients satisfaits ou remboursés

Les billets de train pourront être délivrés gratuitement à domicile. Ils seront remboursés de 25 % ou 50 % en cas de retard

A DÉFAUT d'être satisfaits, les clients de la SNCF pourront être remboursés. La SNCF a mis en place, mardi 10 septembre, « l'horaire garanti », qui permet aux voyageurs, sur tous les trains de grandes lignes, d'obtenir le remboursement (en bons de voyage) de 25 % du prix du billet en cas de retard de plus de trente minutes et de 50 % en cas de retard supérieur à une heure. Autre geste en faveur de ses clients, la SNCF propose de leur livrer gratuitement, à partir du 16 septembre, leur billet à domicile (réservation au 36-35-35-35). Les tarifs vont baisser en moyenne de 18 % sur le réseau TGV Nord-Europe, des tarifs promotionnels seront offerts sur le Paris-Strasbourg, et le TGV reliera Paris à Turin et Milan (en respectivement 5 heures 15 et 6 heures 35). En décembre, la SNCF mettra en place les « trains verts », qui permettront de payer 15 % de moins et de voyager sans réservation sur le TGV.

Ces premières améliorations, qui font partie des six engagements que Lolk Le Floch-Prigent,

l'ancien président de la SNCF, avait pris en juin dernier, suffiront-ils pour redonner envie de prendre le train ? Sur les sept premiers mois de l'année, le trafic voyageurs grandes lignes et trains régionaux a baissé de 0,2 %, le trafic Ile-de-France a reculé de 3,9 % et le trafic fret s'est effondré de 7,2 %. Seule lueur d'espoir, le TGV a réussi à regagner 9,5 % de voyageurs au mois d'août par rapport à la même période de l'an dernier.

« Les engagements commerciaux pris en juin seront tenus et, après un premier bilan en décembre, il faudra en prendre d'autres, probablement plus contraignants, comme par exemple la simplification de la tarification, car une partie de la clientèle ne la comprend pas », avait reconnu Louis Gallois, quelques jours après son arrivée à la tête de l'entreprise ferroviaire, en affirmant que « le développement des parts de marché, voyageurs et fret, devait être l'obsession de l'entreprise ».

Christophe Jakubyszyn

## La Générale des eaux financera la réduction du temps de travail par l'intéressement

JEAN-MARIE MESSIER, PDG de la Compagnie générale des eaux, a souhaité mardi 10 septembre que l'intéressement permette de financer la réduction du temps de travail. Selon lui, la question de la compensation salariale des baisses de temps de travail doit faire l'objet notamment de la mise en œuvre d'accords d'intéressement « permettant d'associer les salariés à l'accroissement des performances de l'entreprise consécutif à la réorganisation du travail ». Dans ce cadre, il suggère que les accords d'intéressement puissent être conclus pour une durée inférieure à trois ans et que les sommes versées à ce titre soient exonérées de l'impôt sur le revenu, « sans avoir à être placées dans un PEE ». Cette idée, déjà émise par le président de la République le 14 juillet, pourrait faire l'objet d'une disposition législative.

## Toshiba s'attaque au marché américain des ordinateurs personnels

LE GROUPE JAPONAIS TOSHIBA, surtout connu par ses ordinateurs portables, a annoncé mardi 10 septembre le lancement aux États-Unis de ses premiers micro-ordinateurs de bureau. Baptisés Infinia, ces machines, dont l'esthétique a été conçue pour ne pas déparer dans les salons, avec des formes plus rondes que les machines classiques et une enveloppe noire, visent le marché grand public. Vendues entre 2 148 et 3 248 dollars (10 700 et 16 200 francs), elles peuvent également servir de récepteur télévision et radio, de téléphone ou de répondeur téléphonique. L'entrée de Toshiba sur le marché américain des ordinateurs personnels intervient quelques semaines après celui d'un autre japonais, le spécialiste de l'électronique grand public Sony.

■ CRÉDIT FONCIER : le Crédit immobilier de France a confirmé le 10 septembre son engagement de reprendre une partie des activités du Crédit foncier de France (CFF) ainsi que 1 500 salariés de ce groupe. Dans le cadre du plan élaboré par le gouvernement cet été sur le Crédit foncier de France, le Crédit immobilier de France s'était proposé de reprendre la gestion des PAP (prêts d'accès à la propriété) individuels du CFF, soit un encours de 110 milliards de francs.

■ CRÉDIT LYONNAIS : les personnels des services commerciaux de la banque à Bayonne (Pyrénées atlantiques), qui occupaient leurs locaux depuis une semaine pour protester contre des suppressions de postes, ont évacué les lieux mardi 10 septembre au soir, peu après une décision d'expulsion du tribunal de grande instance de Bayonne.

■ VIRGIN EXPRESS : la compagnie aérienne britannique portera sa flotte de 14 Boeing 737 à au moins 20 appareils à la fin de 1997, a indiqué mardi 10 septembre son président, Richard Branson. Virgin a par ailleurs accusé la compagnie scandinave SAS de pratiquer un dumping sur ses prix sur la ligne Bruxelles-Copenhague, ce dont SAS se défend.

■ TIME WARNER : le groupe américain a lancé le 10 septembre dans la région d'Akron (Ohio) un service en ligne à grande vitesse par câble avec accès à Internet, dont la couverture devrait être nationale dès l'an prochain. La société At Home a elle aussi lancé un service câblé avec accès à Internet le 9 septembre à Fremont, en Californie.

■ NINTENDO : le groupe japonais a indiqué le 11 septembre qu'il négocie avec IBM pour mettre au point de nouvelles applications pour ordinateurs personnels. Selon le quotidien Nihon Kogyo, les deux sociétés veulent mettre sur le marché des ordinateurs spécialement conçus pour les développeurs de jeux vidéo.

■ BMW : le constructeur automobile allemand a annoncé mardi 10 septembre la création d'une société commune avec le groupe indien Hero Motors pour le montage en Inde de deux modèles de la nouvelle Série 5 (1 000 unités par an) à partir de 1998.

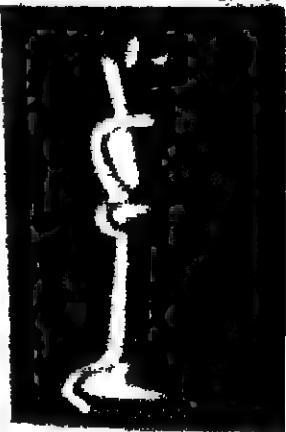
■ AT&T : l'opérateur téléphonique américain a annoncé le 10 septembre un contrat de 1,1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) sur dix ans pour moderniser, étendre et exploiter le réseau du conglomérat américain Textron.

■ VALEO : le site d'Evreux de l'équipementier automobile va supprimer 120 emplois sur 400, dans le cadre d'un plan de restructuration, a annoncé l'entreprise mardi 10 septembre.

■ ROYAL MAIL : les syndicats de postiers britanniques ont annoncé le 10 septembre deux nouveaux jours de grève, les 20 et 22 septembre. Le gouvernement les a menacés d'une nouvelle suspension du monopole de Royal Mail (Le Monde du 6 août).

Chefs d'entreprise  
lisez cette  
annonce,  
elle ne reparaitra  
pas avant  
2096.

ELUE





## Le dollar passe au-dessus du seuil des 5,15 francs et de 1,51 mark

La devise américaine, à ses plus hauts niveaux depuis deux mois, profite de l'éventualité d'une hausse prochaine des taux de la Réserve fédérale

LA REPRISSE du dollar, sensible depuis la fin de semaine dernière, s'est poursuivie et amplifiée mardi 10 et mercredi 11 septembre dans la matinée. Le billet vert a notamment franchi successivement les seuils de 1,50 et 1,51 mark et celui de 5,15 francs. Il s'inscrivait, mercredi, au cours des premiers échanges entre banques, à ses plus hauts niveaux depuis deux mois, autour de 1,5100 mark, 5,1560 francs et 109,84 yens contre 1,4993 mark, 109,36 yens et 5,1150 francs mardi matin. En l'espace d'une semaine, le billet vert a regagné plus de 2 % face au mark.

Ce mouvement est notamment la conséquence de la publication au cours des derniers jours, d'une série de statistiques sur l'économie américaine soulignant la vigueur de la croissance outre-Atlantique. Les investisseurs sont aujourd'hui persuadés que pour combattre le risque de surchauffe et d'inflation, la Réserve fédérale américaine (Fed) va relever ses taux à l'occasion de la prochaine réunion, le 24 septembre, de son comité de

politique monétaire. Les analystes anticipent une hausse d'au moins 0,25 % du taux au jour le jour, qui se trouve actuellement à 5,25 %.

Pourtant, le chef des conseillers

économiques de la Maison Blanche, Joseph Stiglitz, a estimé, mardi, qu'il n'y avait aucun signe d'accélération de l'inflation. Une opinion que ne partage pas la plupart des économistes. Allen Sinai, du cabinet de conjoncture Primark Decision Economics, juge par exemple que la Fed n'a pas été en mesure de détecter la montée des tensions inflationnistes.

Le franc français, qui bénéficie depuis quelques jours de la remontée du dollar et de l'affaiblissement en contrepartie du mark, a perdu quelques fractions, mardi, dans la journée à la suite d'interrogations sur certaines recettes budgétaires prévues par le gouvernement français pour se mettre en conformité avec les critères de Maastricht. Les interrogations portent sur les 37,5 milliards de francs que doit verser France Télécom à l'Etat. La monnaie française a pourtant fini par se stabiliser et s'inscrivait, mercredi matin, autour de 3,4150 pour un mark contre 3,4110 la veille.

Le billet vert retrouve ses niveaux de juillet

le 11 septembre 1996 1,5104

JULIET AOÛT SEPT

## La concurrence des marchés financiers menace les réassureurs

Les investisseurs internationaux s'intéressent à cette activité

L'absence de catastrophe majeure au cours des deux dernières années a permis aux réassureurs d'engranger des bénéfices en progression constante. Malgré ce-

la, leurs capacités paraissent insuffisantes pour faire face aux grands risques de catastrophes naturelles évalués, pour les plus graves, à 100 milliards de dollars.

### MONTE-CARLO

Le traditionnel Rendez-vous de septembre qui réunit invariablement à Monte-Carlo depuis quarante ans les professionnels de la réassurance avait cette année un goût particulier. Cette réunion où les professionnels tracent les contours de leur progression tarifaire et amorcent les discussions sur les trains de réassurance a été marqué par une succession d'événements majeurs au cours des dernières semaines pour cette profession.

D'une part, le grand marché de Londres, le Lloyd's, au bord de la faillite après des pertes colossales accumulées dans les années 80, est parvenu à boucler son plan de sauvetage (Le Monde du 29 août). Sa disparition aurait entraîné celle d'un maillon important de la chaîne de la réassurance. Assaili, le Lloyd's, qui va se banaliser, va tenter de retrouver sa place dans le concert des grands réassureurs.

D'autre part, une nouvelle salve de fusions est intervenue. Depuis le mois de juillet, pas moins de

7 milliards de dollars (35 milliards de francs) ont changé de mains à la faveur de trois opérations : l'acquisition par l'américain General Re de son voisin et concurrent National Re ; celle par l'allemand Munich Re de la majorité des actions de l'américain American Re ; celle, enfin, par Suisse de Re du britannique Mecantile and General. Les prix de ces transactions (2,3 fois la valeur nette comptable dans le cas de National Re) illustrent bien l'évolution du secteur.

L'absence de catastrophe majeure au cours des deux dernières années a permis aux réassureurs de se fabriquer un confortable matelas financier. En 1995, les primes ont atteint pour l'ensemble de la profession environ 120 milliards de dollars et les bénéfices sont en progression constante depuis 1993. Les réassureurs français ont, par exemple, dégagé un bénéfice net de 2,3 milliards de francs après 1,4 milliard en 1994 et 1,1 milliard en 1993. Cette opulence permet aux réassureurs de répondre aux exigences de leurs clients.

lards de dollars celui d'un tremblement de terre en Californie ou dans le Middle West.

La disproportion entre les capacités disponibles et les besoins du marché est patente. D'où la réflexion actuelle de la profession pour se tourner vers les marchés financiers. Certains professionnels, poussés par des banques d'affaires, étudient déjà la possibilité de réaliser des émissions obligataires dont le taux de rendement serait de l'ordre de 15 %, mais dont le remboursement serait conditionné à l'absence de survenance d'une catastrophe na-

### Les dernières catastrophes naturelles

En 1995, quatre catastrophes ont dépassé le milliard de dollars (5 milliards de francs) de dommages :

- le tremblement de terre de Kōbe a dévasté en janvier 1995 des quartiers entiers et les infrastructures de la ville. Les dommages sont estimés à 2,5 milliards de dollars ;
- une tempête de grêlons s'est abattue début mai 1995 sur le Texas, le Nouveau-Mexique et la Louisiane, provoquant l'effondrement de bâtiments. Montant des dommages : 1,1 milliard de dollars ;
- le cyclone Opal a balayé début octobre le sud des États-Unis. Après Andrew en 1992 et Hugo en 1989, c'est la troisième tempête de l'histoire des États-Unis en terme de dommages assurés : 2,1 milliards de dollars ;
- de violentes tempêtes ont soufflé entre janvier et février sur la France (143 millions de dollars), l'Allemagne (100 millions), la Belgique (60 millions), mais aussi les Pays-Bas et la Suisse.

tuelle. La réassurance financière détrônera-t-elle un jour la réassurance traditionnelle ? Personne n'y croit vraiment mais il est sûr que si les investisseurs internationaux, fonds de pension américains en tête, venaient à trouver du charme à des obligations à haut rendement, les réassureurs trouveraient là une sérieuse concurrence. La menace n'est pas aussi lointaine. Le géant pétrolier BP envisage de faire appel au marché des capitaux pour assurer ses plates-formes pétrolières.

Robette Stern

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre de M. Paul Bateman

A LA SUITE de l'article publié dans Le Monde du 3 septembre sur le scandale qui touche la filiale à Hongkong de la banque britannique Fleming (Jardine Fleming), nous avons reçu de Paul Bateman, président de Robert Fleming Asset Management, la lettre suivante :

« Robert Fleming regrette sincèrement les manquements à la réglementation qui sont intervenus au sein de JFIM, l'une des sociétés de gestion des portefeuilles de Jardine Fleming, notre joint-venture en Extrême-Orient.

» L'article du Monde suggère l'existence des risques de contrôle insuffisants particulièrement dans le cadre d'investissement sur les marchés émergents. La réalité des faits est la suivante : il s'agit d'une situation historique, le problème a été réglé, et un ensemble de compensations a été délibérément mis en place ; les hauts niveaux de contrôle de la société ont bien fonctionné : JFIM a identifié un certain nombre de sujets et les a portés à l'attention des autorités de tutelle ; l'investigation qui s'en est suivie a concerné l'ensemble des trente-cinq gestionnaires de JFIM, et a identifié des problèmes au niveau de l'allo-

gestionnaire a été sommé de quitter son emploi au sein de JFIM en février de cette année. Un plan d'actions très important, à la fois en termes de management du personnel et en termes de procédures, a été mis en place dans les deux dernières années pour corriger les problèmes de procédure chez JFIM.

» En conséquence, la Securities and Futures Commission, l'organisme de tutelle à Hongkong, a déclaré la semaine dernière dans son communiqué : « JFIM a, pendant l'année passée, amélioré de façon considérable ses procédures de contrôle et ses capacités d'audit. »

» Les marchés émergents représentent une opportunité d'investissement très attrayante pour les investisseurs. Loin de prouver qu'il existe plus de risques d'insuffisance de contrôle en investissant sur ce type de marchés, cet incident très regrettable démontre la détermination conjointe des organismes de tutelle et des sociétés à s'assurer que les standards de contrôle sur les marchés émergents sont au niveau des meilleures pratiques internationales. Et c'est certainement la position de JFIM maintenant. »

lisez cette annonce, elle ne reparaitra pas avant 2096.

avez consacré des décennies à valoriser vos marques.

Aujourd'hui, c'est le moment ou jamais de participer à l'Élection des Marques du Siècle.

En décembre prochain, les Français vont devoir couronner les marques qui, pour eux, auront le mieux empreint le 20<sup>e</sup> siècle. A partir d'une étude encore jamais réalisée à ce jour, Sécodip soumettra à l'appréciation de 11000 personnes représentatives de la population française les

marques présélectionnées par secteurs d'activités. Performance, Innovation, fiabilité, exemplarité... autant de critères de valeur qui feront de votre marque l'une des marques élues.



Chefs d'entreprise, à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, votre marque a rendez-vous avec l'histoire. Attention, vous avez jusqu'au 15 octobre 1996 pour inscrire votre marque. L'inscription est gratuite, demandez le dossier de candidature en appelant le (1) 44 30 04 04.

Avec le concours de :

Le Monde L'Expansion EUROPE 1 M 60 NEWS JCDecaux

Comité d'Organisation de l'« Élection des Marques du Siècle » 66, rue Escudier 92100 Boulogne. Tél. : (1) 44 30 04 04 Fax : (1) 46 04 03 08



هكذا من الإيجل

■ LA BOURSE DE TOKYO affichait une très légère hausse, mercredi 11 septembre. L'indice Nikkei progressait à la clôture de 11,45 points, soit 0,06 %, à 20 571,04 points.

■ LE DOLLAR a regagné 2 % en une semaine face au deutschemark et s'inscrivait, mercredi 11 septembre, en matinée au-dessus des seuils de 1,51 DM et 5,15 francs.

■ LES COURS DU PÉTROLE ont grimpé, mardi, sur le marché de Londres, par crainte d'une nouvelle opération militaire irakienne. Le baril de Brent a atteint 22,80 dollars.

■ LA PARITÉ D'ÉQUILIBRE entre la lire et le deutschemark est de 1 050 lire pour 1 DM, a estimé mardi Carlo Calvi, le vice-président de la fédération des industriels italiens Confindustria.

■ LA LIVRE sterling a dépassé pour la première fois depuis deux mois le seuil des 8 francs français, mardi en toute fin de journée, propulsée par la forte hausse du dollar.

## LES PLACES BORSIÈRES

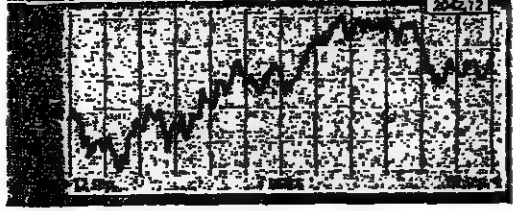
### Paris en baisse

APRÈS CINQ SÉANCES de hausse, la Bourse de Paris subissait des prises de bénéfice mercredi 11 septembre - à la suite notamment d'un affaiblissement du franc. En baisse de 0,22 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,20 % à 2 038,11 points. Sur le Matif, le contrat notional est en hausse de 0,22 % à 124,12 et a atteint son plus haut niveau depuis le mois de mars 1994.

Aux Etats-Unis, les taux d'intérêt à long terme se sont tendus pour atteindre 7,12 % contre 7,06 % la veille. En France, l'annonce d'une grève à la mi-octobre de la fonction publique fait plutôt mauvais effet. Du coup, le franc faiblit un peu face au deutschemark à 3,4165 francs en dépit d'une nouvelle appréciation du dollar. Les investisseurs sont par ailleurs dans l'incertitude avant la présentation, le 18 septembre, de la loi de finances 1997.

Les résultats semestriels des sociétés ou les opérations de restruc-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



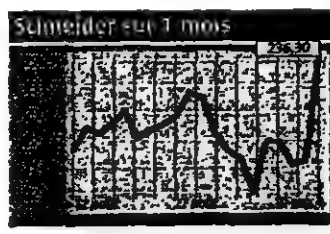
turation occupent encore le terrain à la Bourse. L'annonce d'une perte en 1996 de Renault après un bénéfice minime au premier semestre surprend désagréablement

les investisseurs. Le titre recule de 7 % à 110,60 francs. Cerus perd 6,5 % après l'annonce d'une enquête de la COB sur les mouvements de titres ces derniers jours.

### Schneider, valeur du jour

LA VALEUR SCHNEIDER (construction électrique) a fait partie mardi 10 septembre des plus fortes hausses à la Bourse de Paris, avec un gain en fin de séance de 5,3 % à 236,30 francs. Le titre a enregistré une progression de plus de 41 % depuis le début de l'année. L'action bénéficie en ce moment à la fois de la hausse du dollar et de la reprise de la croissance économique en Allemagne. La valeur est recommandée par de nombreuses sociétés de Bourse.

Le groupe a annoncé fin juillet une progression de 3,1 % au premier semestre, à 30 milliards de francs, de son chiffre d'affaires.



### Nouveau record à Londres

LA BOURSE DE Tokyo est parvenue à terminer en très légère hausse mercredi 11 septembre. Après son envolée de 1,77 % mardi, le marché a subi des prises de bénéfice. L'indice Nikkei-225 a pourtant fini en hausse de 11,45 points, soit 0,06 %, à 20 571,04, après un creux de 20 425,44.

Wall Street avait terminé en très légère baisse mardi à l'issue d'une journée de consolidation, après deux séances de forte hausse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait perdu 6,66 points (-0,11 %), à 5 727,18 points.

La Bourse de Londres avait terminé en légère hausse, mardi, mais en retrait par rapport à ses niveaux de la matinée, lorsqu'elle avait inscrit un nouveau record absolu en séance. L'indice Footsie

des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a clôturé mardi en hausse de 5,3 points, soit 0,13 %, à 3 916,1 points. Le Footsie avait atteint 3 933,6 points dans la matinée, soit son plus haut niveau historique, dans le sillage de la performance de Wall Street lundi. Le précédent record absolu était de 3 922,1 points et remontait au 28 août.

### INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 10/09	Var. %
Paris CAC 40	2038,11	-0,22
New York Dow Jones	5727,18	-0,11
Tokyo Nikkei	20571,04	+0,06
Londres FT100	3916,1	+0,13
Frankfurt Dax	2540,9	+0,08
Brisbane All Ordinaries	2091,69	+0,57
Buenos Aires MERVAL	1755,62	+0,57
Milan MIB 30	963	+0,10
Amsterdam AEX	381,30	+0,31
Stockholm OMX	251,14	+0,33
Stockholm OMX	1542,7	+0,33
Londres FT30	2854,60	+1,08
Hong Kong Hang Seng	11225,60	+0,10
Singapore Straits	2111,68	+0,63

### NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

Titre	Cours au 10/09	Var. %
Alcoa	61,87	+2,75
American Express	43,12	+3,75
Allied Signal	68,75	+3,62
AT & T	53,62	+3,37
Boeing	108,11	+0,71
Boeing Co	89,87	+0,12
Interpillar Inc.	72,50	+0,69
Chevron Corp.	60,37	+0,37
Coca-Cola Co	53,57	+0,75
Disney Corp.	57,87	+0,25
Du Pont Nemours & Co	64,25	+0,62
Eastman Kodak Co	72,50	+0,75
Exxon Corp.	53,37	+0,25
Gen. Motors Corp.	47,57	+0,25
Gen. Electric Co	68	+0,75
Goodyear T & Rubber	46,25	+0,62
IBM	118,12	+1,72
Ind Paper	41,50	+0,87
J.P. Morgan & Co	87,25	+0,87
McCormick & Co	50,57	+0,37
Merck & Co Inc.	67	+0,50
Minnesota Mining & Mfg	48	+0,37
Philip Morris	91,25	+0,75
Procter & Gamble Co	90,75	+0,50
Ind Paper	41,50	+0,87
Sealed Air Corp	52,75	+0,50
Union Carb.	45,25	+0,50
Unilever	115,50	+1,75
Westinghouse Electric	16,87	+0,75
Woolworth	21,25	+0,37

### LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

Titre	Cours au 10/09	Var. %
Allied Lyons	4,61	+4,69
Barclays Bank	9,28	+9,14
B.A.T. Industries	4,35	+4,38
British Aerospace	10,22	+10,21
British Airways	5,17	+5,19
British Gas	2,82	+2,82
British Petroleum	4,37	+4,37
British Telecom	5,70	+5,72
B.T.R.	2,68	+2,68
Cadbury Schweppes	5,15	+5,14
Comptel	1,02	+1,02
Glaxo	9,48	+9,44
Grand Metropolitan	4,57	+4,56
Guthrie	4,70	+4,73
Nelson PLC	1,57	+1,57
Great Lc	6,41	+6,49
H.S.B.C.	11,34	+11,07
Imperial Chemical	6,55	+6,55
Legal	7,52	+7,52
Martins & Spencer	5,08	+5,04
National Westminster	6,64	+6,68
Peninsular Oriental	5,42	+5,43
Reuners	7,49	+7,38
Sainsbury & Sainsbury	1,07	+1,06
Shell Transport	9,58	+9,58
Tate and Lyle	4,27	+4,28
Unilever Ltd	13,30	+13,40
Zeneca	15,30	+15,25

### FRANCKFORT

Les valeurs du Dax 30

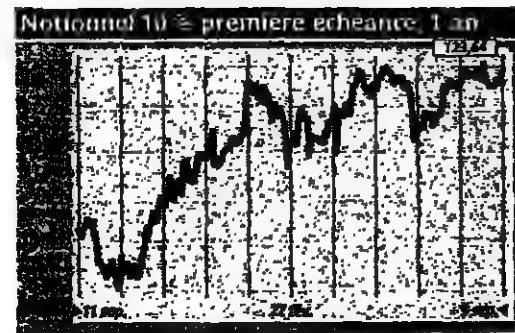
Titre	Cours au 10/09	Var. %
Allianz Holding AG	26,00	+26,00
Bayer AG	45,20	+44,34
Bayer AG	53,99	+53,02
Bay HypoWohlfahrt	42,04	+42
Bayer Vertriebsbank	49,43	+49,55
BWV	8,69	+8,61
Commerzbank	348,90	+342,10
Commerzbank AG	25,75	+24,95
Daimler-Benz AG	81,15	+80,40
Deutsche Bank	52,4	+51,4
Deutsche Babcock AG	32,80	+32,80
Deutsche Bank AG	71,50	+71,50
Deutsche Bank AG FR	84,8	+84,8
Hendel VZ	61,30	+61,30
Hoechst AG	33	+31,77
Karstadt AG	526	+524
Kaufhof Holding	37,5	+37,5
Kreditanstalt für Württemberg	84,8	+84,8
LTW Leasing AG	210	+206,80
Man AG	381,30	+374,90
Mannesmann AG	547,90	+536,70
Metallgesellschaft	27,09	+27
Preussag AG	358	+346,50
Rohde	54,70	+54,33
Schering AG	109,45	+109,60
Siemens AG	77,60	+76,46
Tyssen	275,20	+273,20
Veba AG	78,45	+77,40
Viel AG	553,90	+553
Willing AG	865,20	+868

## LES TAUX

### Petite hausse du Matif

SUR LE MATIF, le marché à terme des obligations françaises, le contrat notional a entamé la séance du mercredi 11 septembre sur une toute petite hausse de 2 centimes à 123,94. Le marché obligataire français est affecté par la remontée la veille des taux américains. Sur le marché obligataire américain, le taux d'intérêt moyen sur les émissions du Trésor à 30 ans a progressé mardi à 7,12 %, contre 7,06 % la veille au soir. Ce marché s'est tenu

du à la suite des commentaires d'une responsable de la Réserve fédérale indiquant que l'inflation est entrée dans la « zone de danger », ont indiqué des analystes. Les statistiques américaines font état ces dernières semaines d'une activité très soutenue aux Etats-Unis : la production au deuxième trimestre a été révisée à la hausse de 0,5 %. Les milieux financiers craignent donc une résurgence de l'inflation, que chercheraient à combattre la Fed.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux au 10/09	Taux au 09/09	Indice
Taux 1009	3,45	3,46	7,28
Allemagne	3	3,35	7,15
Grande-Bretagne	5,81	5,85	8,20
Italie	8,59	8,57	9,86
Japon	0,50	0,49	0,40
Etats-Unis	5,25	5,26	7,05

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 10/09	Taux au 09/09	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	NC	3,32	NC
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	NC	3,94	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	NC	6,30	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	NC	6,54	NC
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	NC	7,21	NC
Obligations françaises	NC	6,58	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	1,59	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	1,58	NC
Obligat. franc. à TME	NC	1,77	NC
Obligat. franc. à TME	NC	2,03	NC

Matif	Échéances 1009	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
Notional 10 %	Sept. 96	121 902	123,94	124,06	123,88	123,90
	Oct. 96	46 780	123,56	123,58	122,48	122,42
	Mars 97	991	122,48	122,48	122,36	122,34
	juin 97	1749	95,90	95,91	95,86	95,88

PIBOR 3 MOIS	Sept. 96	1724	95,35	95,16	94,80	95,13
PIBOR 6 MOIS	Sept. 96	1487	95,37	95,18	94,80	95,19
PIBOR 9 MOIS	Sept. 96	620	95,39	95,02	94,86	95,19
PIBOR 12 MOIS	Sept. 96	1749	95,90	95,91	95,86	95,88

ECU LONG TERME	Sept. 96	2421	92,40	92,44	92,35	92,34
Sept. 96	1221	92,40	92,44	92,35	92,34	92,34

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	Échéances 1009	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
Sept. 96	1633	2094	203	203	202	207
Oct. 96	371	203	203	203	202	202
Nov. 96	36	203	203	203	202	202
Dec. 96	48	203	203	203	202	202

## LES MONNAIES

### Consolidation du dollar

LE DOLLAR a consolidé ses gains face aux principales devises mardi après-midi et mercredi matin après avoir bousillé une série de seules psychologiques. Le dollar s'échangeait à 109,90 yens mercredi matin au même niveau que mardi soir à New York (109,90 yens) mais en hausse par rapport à mardi (109,35 yens). Face au deutschemark, le billet vert valait 1,5102 DM, sans changement par rapport à New York mardi soir. Si la

valeur du billet vert est restée en dessous du seuil de 110 yens, les cambistes s'attendent à une nouvelle appréciation de la monnaie américaine face à la devise japonaise après une hausse des taux d'intérêt qui pourrait être décidée le 24 septembre, lors du prochain comité monétaire de la Fed. La livre sterling a dépassé le seuil des 8 francs français, mardi en fin de journée, pour la première fois depuis deux mois.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Devises	Cours au 10/09	Var. %
Allemagne (100 dm)	241,5300	+0,0000
Ecu	6,4580	+0,0000
Etats-Unis (100 \$)	5,1325	+0,0000
Belgique (100 F)	16,5785	+0,0000
Pay-Bas (100 fl)	364,7300	+0,0000
Italie (100 li)	3,3840	+0,0000
Danemark (100 kr)	88,5700	+0,0000
Irlande (100 Ir)	8,2760	+0,0000
Grèce (100 dr)	2,1445	+0,0000
Suède (100 kr)	76,6200	+0,0000
Suisse (100 F)	418,1300	+0,0000
Norvège (100 kr)	79,3800	+0,0000
Autriche (100 sc)	48,5940	+0,0000
Espagne (100 pes)	4,0505	+0,0000
Portugal (100 esc)	3,3350	+0,0000
Chine (1 dollar ca)	3,2483	+0,0000
Japon (100 yens)	4,0915	+0,0000
Finlande (mark)	112,6300	+0,0000

### L'OR

	cours 10/09	cours 09/09
Or fin (le bar)	67800	67100
Or fin (en lingot)	63500	63450
Once d'Or Londres	384,60	383,10
Pièce française(20f)	360	363
Pièce suisse (20f)	364	363
Pièce Union lat(20f)	364	363
Pièce 20 dollars us	2405	2405
Pièce 10 dollars us	1312,90	1312,90

Pièce 50 pesos mex.	2385	2365
<hr/>		
<b>LE PÉTROLE</b>		
En dollars	COURS 10/09	COURS 09/09
Brent (Londres)	22,72	—
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	—	—

### LE PÉTROLE

En dollars	Cours au 10/09	Var. %
Brent (Londres)	22,22	+22,22
WTI (New York)	22,22	+22,22
Crude Oil (New York)	22,22	+22,22

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

290	TOKYO : USD/Yens		109,8800	+0.56
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVISES comptant: demande offre demande 1 mois offre 1 mois				
Dollar États-Unis 5,0602 5,0670				
Yen (100) 4,6750 4,6774				
Deutschemark 3,4292 3,4294				
Franc suisse 4,2423 4,2591				
Livre (1000) 3,3439 3,3474				
Livre sterling 7,8919 7,8922				
Peseta (100) 4,0524 4,0530				

### TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

47.500	80.350	TAUX D'INTERET DES EURODEVISES			
3.730	4.250	DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
2.950	3.650	Eurofranc	3,62	3,62	4,25
3.400	4.250	Eurodollar	3,31	3,31	3,62
4.450	4.950	Eurolivre	5,62	5,62	5,75
107	115	Eurodeutschmark	3,09	3,09	3,16

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

Indices	Cours au 10/09	Var. %
Dow Jones	215,55	+215,55
Dow Jones	357,17	+357,17
CRB	248,32	+248,32
Aluminium	1927	+1927
Aluminium	1927	+1927
Aluminium	1927	+1927
Aluminium	1927	+1927

Matériaux (New York)	Cours au 10/09	Var. %
Aluminium	5,14	+5,14
Aluminium	124,45	+124,45
Aluminium	4,51	+4,51
Aluminium	3,33	+3,33
Aluminium	250,50	+250,50
Aluminium	60	+60
Aluminium	98,65	+98,65
Aluminium	1961	+1961
Aluminium	1618	+1618
Aluminium	1427,64	+1427,64
Aluminium	0,71	+0,71
Aluminium	1,08	+1,08



هكذا من الإيجل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996 / 19

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 11 SEPTEMBRE  
Liquidation : 23 septembre  
Taux de report : 3,75  
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES

Cours	Précéd.	Dernier	%
BNP (T.P.)	380	380	+0,58
CL Lyonnaise (T.P.)	387	387	+0,58
Renault (T.P.)	1623	1623	+0,48
Rhône-Poulenc (T.P.)	1963	1963	+0,25
Saint-Gobain (T.P.)	1180	1180	+0,67
Thomson SA (T.P.)	992	992	+0,58
Accor	626	626	+1,39
ACP-As. Gen. France	137,30	137,30	+0,50
Air Liquide	380	380	+0,66
Alcatel Alsthom	392,80	392,80	+0,58
Assa	285,50	285,50	+1,22
Adm.	590	590	+1,36
Bail Inspec.	770	770	+0,51
Banque (C)	322	322	+1,08
Bazot (C)	460	460	+1,29
Bertrand (P)	178,50	178,50	+1,29
BIC	736	736	+0,54
BIS	486	486	+1,42
BNP	197,70	197,70	+1,34
Bollore Techno.	333	333	+0,93
Bouygues	2315	2315	+0,48
Bouygues	492,40	492,40	+0,25
Canal	1130	1130	+0,48
Cap Gemini	215,20	215,20	+0,81
Carbone Lorrain	700	700	+0,87
Carrefour	268	268	+0,87
Casino Guichard	213,30	213,30	+0,87
Casino Guichard	130,70	130,70	+0,87
Cassara (L)	352	352	+0,87
C.C.F.	289	289	+0,87
COMPTON (C)	45,60	45,60	+0,87
Cofely (L)	456	456	+0,87
CFP Communication	375	375	+0,87
Europ. Secur.	118	118	+0,87
CEDEX	1168	1168	+0,87
CCP	7189	7189	+0,87
Chargé Int.	182,30	182,30	+0,87
Christian Dior	645	645	+0,87
Chimie P. (L)	146,70	146,70	+0,87
Cip France (L)	49	49	+0,87
Cleris	725	725	+0,87
Club Méditerranée	379	379	+0,87
Colson	210	210	+0,87
Colson	715	715	+0,87
Comptoir Europ.	10,30	10,30	+0,87
Comptoir Mod.	2238	2238	+0,87
CPH	416,30	416,30	+0,87

CAC 40

-0,21 %  
CAC 40 : 2057,86  
2057,86

PAIEMENT DERNIER COUPON

Cours	Précéd.	Dernier	%
BNP (T.P.)	380	380	+0,58
CL Lyonnaise (T.P.)	387	387	+0,58
Renault (T.P.)	1623	1623	+0,48
Rhône-Poulenc (T.P.)	1963	1963	+0,25
Saint-Gobain (T.P.)	1180	1180	+0,67
Thomson SA (T.P.)	992	992	+0,58
Accor	626	626	+1,39
ACP-As. Gen. France	137,30	137,30	+0,50
Air Liquide	380	380	+0,66
Alcatel Alsthom	392,80	392,80	+0,58
Assa	285,50	285,50	+1,22
Adm.	590	590	+1,36
Bail Inspec.	770	770	+0,51
Banque (C)	322	322	+1,08
Bazot (C)	460	460	+1,29
Bertrand (P)	178,50	178,50	+1,29
BIC	736	736	+0,54
BIS	486	486	+1,42
BNP	197,70	197,70	+1,34
Bollore Techno.	333	333	+0,93
Bouygues	2315	2315	+0,48
Bouygues	492,40	492,40	+0,25
Canal	1130	1130	+0,48
Cap Gemini	215,20	215,20	+0,81
Carbone Lorrain	700	700	+0,87
Carrefour	268	268	+0,87
Casino Guichard	213,30	213,30	+0,87
Casino Guichard	130,70	130,70	+0,87
Cassara (L)	352	352	+0,87
C.C.F.	289	289	+0,87
COMPTON (C)	45,60	45,60	+0,87
Cofely (L)	456	456	+0,87
CFP Communication	375	375	+0,87
Europ. Secur.	118	118	+0,87
CEDEX	1168	1168	+0,87
CCP	7189	7189	+0,87
Chargé Int.	182,30	182,30	+0,87
Christian Dior	645	645	+0,87
Chimie P. (L)	146,70	146,70	+0,87
Cip France (L)	49	49	+0,87
Cleris	725	725	+0,87
Club Méditerranée	379	379	+0,87
Colson	210	210	+0,87
Colson	715	715	+0,87
Comptoir Europ.	10,30	10,30	+0,87
Comptoir Mod.	2238	2238	+0,87
CPH	416,30	416,30	+0,87

CAC 40

-0,21 %  
CAC 40 : 2057,86  
2057,86

PAIEMENT DERNIER COUPON

Cours	Précéd.	Dernier	%
BNP (T.P.)	380	380	+0,58
CL Lyonnaise (T.P.)	387	387	+0,58
Renault (T.P.)	1623	1623	+0,48
Rhône-Poulenc (T.P.)	1963	1963	+0,25
Saint-Gobain (T.P.)	1180	1180	+0,67
Thomson SA (T.P.)	992	992	+0,58
Accor	626	626	+1,39
ACP-As. Gen. France	137,30	137,30	+0,50
Air Liquide	380	380	+0,66
Alcatel Alsthom	392,80	392,80	+0,58
Assa	285,50	285,50	+1,22
Adm.	590	590	+1,36
Bail Inspec.	770	770	+0,51
Banque (C)	322	322	+1,08
Bazot (C)	460	460	+1,29
Bertrand (P)	178,50	178,50	+1,29
BIC	736	736	+0,54
BIS	486	486	+1,42
BNP	197,70	197,70	+1,34
Bollore Techno.	333	333	+0,93
Bouygues	2315	2315	+0,48
Bouygues	492,40	492,40	+0,25
Canal	1130	1130	+0,48
Cap Gemini	215,20	215,20	+0,81
Carbone Lorrain	700	700	+0,87
Carrefour	268	268	+0,87
Casino Guichard	213,30	213,30	+0,87
Casino Guichard	130,70	130,70	+0,87
Cassara (L)	352	352	+0,87
C.C.F.	289	289	+0,87
COMPTON (C)	45,60	45,60	+0,87
Cofely (L)	456	456	+0,87
CFP Communication	375	375	+0,87
Europ. Secur.	118	118	+0,87
CEDEX	1168	1168	+0,87
CCP	7189	7189	+0,87
Chargé Int.	182,30	182,30	+0,87
Christian Dior	645	645	+0,87
Chimie P. (L)	146,70	146,70	+0,87
Cip France (L)	49	49	+0,87
Cleris	725	725	+0,87
Club Méditerranée	379	379	+0,87
Colson	210	210	+0,87
Colson	715	715	+0,87
Comptoir Europ.	10,30	10,30	+0,87
Comptoir Mod.	2238	2238	+0,87
CPH	416,30	416,30	+0,87

CAC 40

-0,21 %  
CAC 40 : 2057,86  
2057,86

PAIEMENT DERNIER COUPON

Cours	Précéd.	Dernier	%
BNP (T.P.)	380	380	+0,58
CL Lyonnaise (T.P.)	387	387	+0,58
Renault (T.P.)	1623	1623	+0,48
Rhône-Poulenc (T.P.)	1963	1963	+0,25
Saint-Gobain (T.P.)	1180	1180	+0,67
Thomson SA (T.P.)	992	992	+0,58
Accor	626	626	+1,39
ACP-As. Gen. France	137,30	137,30	+0,50
Air Liquide	380	380	+0,66
Alcatel Alsthom	392,80	392,80	+0,58
Assa	285,50	285,50	+1,22
Adm.	590	590	+1,36
Bail Inspec.	770	770	+0,51
Banque (C)	322	322	+1,08
Bazot (C)	460	460	+1,29
Bertrand (P)	178,50	178,50	+1,29
BIC	736	736	+0,54
BIS	486	486	+1,42
BNP	197,70	197,70	+1,34
Bollore Techno.	333	333	+0,93
Bouygues	2315	2315	+0,48
Bouygues	492,40	492,40	+0,25
Canal	1130	1130	+0,48
Cap Gemini	215,20	215,20	+0,81
Carbone Lorrain	700	700	+0,87
Carrefour	268	268	+0,87
Casino Guichard	213,30	213,30	+0,87
Casino Guichard	130,70	130,70	+0,87
Cassara (L)	352	352	+0,87
C.C.F.	289	289	+0,87
COMPTON (C)	45,60	45,60	+0,87
Cofely (L)	456	456	+0,87
CFP Communication	375	375	+0,87
Europ. Secur.	118	118	+0,87
CEDEX	1168	1168	+0,87
CCP	7189	7189	+0,87
Chargé Int.	182,30	182,30	+0,87
Christian Dior	645	645	+0,87
Chimie P. (L)	146,70	146,70	+0,87
Cip France (L)	49	49	+0,87
Cleris	725	725	+0,87
Club Méditerranée	379	379	+0,87
Colson	210	210	+0,87
Colson	715	715	+0,87
Comptoir Europ.	10,30	10,30	+0,87
Comptoir Mod.	2238	2238	+0,87
CPH	416,30	416,30	+0,87

CAC 40

-0,21 %  
CAC 40 : 2057,86  
2057,86

PAIEMENT DERNIER COUPON

Cours	Précéd.	Dernier	%
BNP (T.P.)	380	380	+0,58
CL Lyonnaise (T.P.)	387	387	+0,58
Renault (T.P.)	1623	1623	+0,48
Rhône-Poulenc (T.P.)	1963	1963	+0,25
Saint-Gobain (T.P.)	1180	1180	+0,67
Thomson SA (T.P.)	992	992	+0,58
Accor	626	626	+1,39
ACP-As. Gen. France	137,30	137,30	+0,50
Air Liquide	380	380	+0,66
Alcatel Alsthom	392,80	392,80	+0,58
Assa	285,50	285,50	+1,22
Adm.	590	590	+1,36
Bail Inspec.	770	770	+0,51
Banque (C)	322	322	+1,08
Bazot (C)	460	460	+1,29
Bertrand (P)	178,50	178,50	+1,29
BIC	736	736	+0,54
BIS	486	486	+1,42
BNP	197,70	197,70	+1,34
Bollore Techno.	333	333	+0,93
Bouygues	2315	2315	+0,48
Bouygues	492,40	492,40	+0,25
Canal	1130	1130	+0,48
Cap Gemini	215,20	215,20	+0,81
Carbone Lorrain	700	700	+0,87
Carrefour	268	268	+0,87
Casino Guichard	213,30	213,30	+0,87
Casino Guichard	130,70	130,70	+0,87
Cassara (L)	352	352	+0,87
C.C.F.	289	289	+0,87
COMPTON (C)	45,60	45,60	+0,87
Cofely (L)	456	456	+0,87
CFP Communication	375	375	+0,87
Europ. Secur.	118	118	+0,87
CEDEX	1168	1168	+0,87
CCP	7189	7189	+0,87
Chargé Int.	182,30	182,30	+0,87
Christian Dior	645	645	+0,87
Chimie P. (L)	146,70	146,70	+0,87
Cip France (L)	49	49	+0,87
Cleris	725	725	+0,87
Club Méditerranée	379	379	+0,87
Colson	210	210	+0,87
Colson	715	715	+0,87
Comptoir Europ.	10,30	10,30	+0,87
Comptoir Mod.	2238	2238	+0,87
CPH	416,30	416,30	+0,87

CAC 40

-0,21 %  
CAC 40 : 2057,86  
2057,86

PAIEMENT DERNIER COUPON

Cours	Dernier	% a -	Paiement dernier coup. (1)	Rho roy	Par par
779,80	-0,05				Non
49	+1,18				Par
1483,30	+1,18				Par
221	+1,46				Par
1514,10	-0,72				Par
63,9	+3,21				Par
14,60	-1,36				Par
275					Par
120	+1,31				Par
1483,30	-0,50				Par
1514,10	-0,72				Par
29,50	+1,91				Par
63,9	-2,45				Par
14,60					Par
232,10	-0,43				Par
1483,30	-0,50				Par
1483,30	-0,04				Par
63,9	+0,07				Par
232,10					Par
1483,30	+1,69				Par
2,28					Par
1483,30	-0,41				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483,30	+0,08				Par
1483					



tour de la Coupe des coupes, dans l'espoir de faire renaître au stade des Costières l'enthousiasme provoqué par son épopée en Coupe de France au printemps dernier.

fermée. Guingamp devrait retrouver un calme finalement très perturbé. Mardi, le public n'a guère de quoi fêter les joueurs italiens jeter leur maillot à vingt-deux supporters milaisés déplaçément. A Guingamp, on ne se permet ces facéties de vedettes qu'après avoir disputé un grand match.

**Fabrice Tassin**

**ada**

de la finale de la Coupe  
Canada-Ontario, mardi 10 sep-  
tembre, les canadiens se sont  
prolongations, grâce à un  
rencontre pléide de re-  
que au cours du premier  
rejoindre puis dépasser  
et. Après l'égalisation de  
deuxième période, les Can-  
pissants (sur l'en-  
prises contre 26 pour les

de à un bat de Theoren  
insépérte chez les favo-  
un match, une incroyable  
un but contre son camp,  
ertie. En prolongations, le  
menceur » de Yezman, re-  
tre de cette finale dispu-  
di 17 septembre à Mon-

sa première place au

Grisés par leur aventure en Coupe de France, les Mimosis ont frisé la catastrophe en championnats en fin de saison dernière. Ils n'ont été sauvés de la relégation en National 2 que par la bonté d'un règlement prévoyant le rattachage du club « le plus ancien ».

Pour éviter une nouvelle mésaventure, Pierre Mosca a fait le ménage dans son effectif : huit joueurs compensés par l'arrivée d'autant de grognards trentenaires, censés ramener le groupe vers la D2. Révélateur d'Europe sur le tard ? Antoine Di Praya (Valence) et Mehmed Bazzadzevitch (Sochaux) répondent qu'ils ont choisi Nîmes « pour l'ambition de la remontée, le Coupe d'Europe étant l'occasion de se faire plaisir, même si on sait que c'est forcément éphémère ».

Pierre Mosca sait qu'une qualification pour le deuxième tour pourrait permettre à Nîmes de retrouver l'enthousiasme entrevu au printemps dernier, quand les Ronges et Blancs défiaient les lois cartésiennes du football. « Si l'on reparle de nous, il y aura des répercussions médiatiques et financières. On remplira enfin les Costières face à Grenoble et Coisy-le-Sec. » Et le pays s'intéressera de nouveau à son « Petit Poucet » gardiol.

Stéphane Jaby

[illegible]



## Le carbone 13 est utilisé par des laboratoires pour pister l'amidon des pâtes dans le corps

Une étude réalisée avec cet isotope non radioactif montre que cet aliment ne ferait pas grossir

Pour savoir comment un organisme humain utilise les glucides des pâtes alimentaires, le groupe agro-alimentaire Danone a lancé une

étude de nutrition faisant appel au marquage de l'amidon du blé par le carbone 13, un isotope stable. Les résultats montrent que, huit heures

après l'ingestion de pâtes par un jeune adulte, l'organisme transforme très peu le glucose issu de la digestion des glucides en graisses.

DES PÂTES enrichies non pas aux œufs, mais au carbone 13. C'est ce plat peu banal qu'ont absorbé dix-huit volontaires canadiens, pour une recherche en nutrition menée par le département d'éducation physique de l'université de Montréal, à la demande du groupe agro-alimentaire français Danone. L'industriel souhaitait savoir si ses pâtes (Panzani), consommées en quantités normales, font grossir. Pour disposer de données suffisamment fines, les chercheurs ont décidé de « marquer » le carbone constituant des glucides avec un isotope stable, non radioactif, du carbone.

Rien de dangereux dans cette opération. La proportion de carbone 13 dans le carbone « naturel » est, en moyenne, de 1,1 %. Il suffisait de porter ce taux à 1,138 %, pour que les instruments des nutritionnistes puissent détecter les produits marqués. Des études menées (notamment au Centre de recherche en nutrition humaine de Lyon) à partir du maïs, naturellement riche en carbone 13, ont permis de démontrer qu'il est possible, grâce à cette technique, de suivre le devenir métabolique de l'amidon chez l'homme.

seuls dizaines de kilos de pâtes marquées. Ces pâtes « enrichies » au carbone 13 ont été ensuite servies aux « cobayes » de Montréal, dix-huit jeunes gens priés d'en consommer chacun 400 grammes. Six d'entre eux devaient effectuer un exercice violent avant leur repas, six autres un exercice modéré, le troisième groupe restant au repos. Les nutritionnistes canadiens ont ensuite observé l'évolution des glucides au moyen d'une

graisse. L'équipe canadienne a constaté que, huit heures après l'ingestion des pâtes marquées, la conversion du glucose en graisse – la « lipogenèse de novo » – était inexistante chez les sujets ayant fait de l'exercice avant de manger et très faible (équivalente à 2,5 grammes pour un poids moyen de 70 kilos) chez ceux qui étaient restés au repos.

Autre constat des chercheurs canadiens : en cas d'excès de glu-

« moins dommageables pour la prise de poids que les graisses ».

Acquis après huit heures d'ingestion, ce résultat est, cependant, difficilement extrapolable à plus long terme. En matière de nutrition, la prudence doit toujours être de mise. « On ne sait toujours pas aujourd'hui pourquoi certaines personnes deviennent grosses ou obèses », souligne François Péronnet. Et surtout quelle est la part respective des glucides (sucres), ou des lipides (graisses) dans ce processus.

Il est d'autant plus difficile d'y voir clair que les lobbies sont très actifs dans ce secteur. Ainsi, pendant les années 80, « le lobby du gras a diabolisé le sucre », précise Gérard Pascal, directeur du Centre national d'études et de recommandations sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA). « Puis les sucreries ont réagi et la théorie officielle aujourd'hui veut que ce soit le gras, et non le sucre, qui fasse grossir ».

Malgré cela, « il est difficile d'aboutir à des conclusions tranchées au vu des articles scientifiques publiés », estime Gérard Pascal. Chez les sujets moyens, il semble que les graisses et les sucres soient équivalents en calories.

C'est sans doute moins vrai pour les obèses, à qui l'on conseille depuis quelques années de consommer plutôt des glucides que des lipides. Et pourtant, bien que les Américains aient diminué la part de calories lipidiques dans leur alimentation de 41 % à 34 % entre 1950 et 1990, le pourcentage des individus obèses dans la population américaine est passé en dix ans de 24 % à 32 %.

Christiane Gahus

### Des plantes gavées en chambre

Une des méthodes utilisées pour connaître le devenir de certaines molécules consiste à les marquer par des atomes aisément repérables (isotopes). Dans les structures chimiques, on peut ainsi remplacer quelques-uns des atomes de carbone du complexe étudié par d'autres, plus typés, comme le carbone 13. Encore faut-il que cet isotope du carbone soit suffisamment abondant pour être détecté.

Cette opération d'« enrichissement » est difficile à réaliser sur l'amidon de blé. Les chercheurs du Laboratoire de phytochimie du Centre d'études nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Cadarache ont surmonté l'obstacle en ayant recours à la photosynthèse. Du blé a été semé dans des chambres de culture étanches où le gaz carbonique – composé de carbone et d'oxygène – absorbé par la plante pendant le jour était enrichi en carbone 13. Couronnée de succès, cette technique pourrait être étendue à d'autres plantes par le CEA de manière à produire certaines molécules marquées impossibles à synthétiser autrement.

technique dite de « calorimétrie indirecte respiratoire ».

Le glucose issu de la digestion de l'amidon dans l'organisme peut avoir trois destinées métaboliques différentes. Une partie est oxydée, consommée directement par les tissus du foie, du cœur, et des reins.

Une autre est stockée dans les tissus des muscles et du foie sous forme de glycogène. La dernière, enfin, peut être transformée en

coke, l'organisme puise d'abord dans ses réserves de glycogène avant d'en fabriquer de nouvelles.

Il semble donc que « les glucides ont du mal à être transformés en graisses, et que leur mise en réserve coûte un supplément d'énergie à l'organisme », explique François Péronnet, physiologiste et professeur au département d'éducation physique de l'université de Montréal. Les sucres seraient donc

### LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA VIE QUOTIDIENNE

## NeverLost, le cicérone électronique des loueurs de voitures américains

SAN FRANCISCO  
correspondance

M. Smith arrive du Kansas dans cette ville où il n'a jamais mis les pieds. La voiture de location qu'il a fait réserver par son assistant l'attend à l'aéroport prévu. Il regarde sa montre : quarante-cinq minutes avant son rendez-vous. Début d'inquiétude. Heureusement, en ouvrant la portière, il remarque le petit appareil gris muni d'un écran de 10 cm et de quelques boutons, monté sur un bras mobile entre les deux sièges avant. C'est NeverLost, « jamais perdu ».

Contact. M. Smith qui a parcouru la brève notice d'explication appuyée sur le bouton rouge à la base de NeverLost. Un écran couleur s'allume sur lequel il choisit tour à tour, la ville – San Francisco –, puis, en suivant les informations figurant sur le papier à lettres de son contact, la rue – Sutter –, le numéro – 1388. Il appuie sur « Enter » et, au bout de trois secondes, voit apparaître sur l'écran un petit triangle turquoise bordé de rouge. C'est l'image de sa voiture. Le triangle est situé sur une carte en différents tons de gris sur laquelle une ligne rouge indique l'itinéraire à suivre.

M. Smith regarde sa montre : plus que quarante-deux minutes. Il sort du garage. La carte est remplacée par une grosse flèche jaune fortement courbée sur la droite. Il suit le guide et ses flèches. Droites ou courbées elles montrent clairement la direction à suivre. Un coup d'œil suffit. En plus petit, l'écran indique aussi à quelle distance il se trouve du prochain changement de direction – un demi mille –, le nom de la rue à prendre – l'autoroute 101, direction nord – et la distance qui le sépare de son rendez-vous – 16,3 miles. Une lettre en vert lui indique vers lequel des points cardinaux sa voiture est orientée.

Pour éviter à M. Smith de courir le moindre risque en détournant les yeux pour suivre ses indications, NeverLost les donne aussi avec une belle voix de basse métallique. Deux cents mètres environ avant chaque intersection, il prévient qu'il

va falloir « tourner légèrement à gauche », ou « continuer tout droit ».

M. Smith se rassure, jusqu'au moment où il réalise que ce genre d'appareil va sûrement avoir du mal à s'y retrouver dans les petites rues du centre. Trois minutes plus tard, il se retrouve sur Laguna Street. Sa voiture est orientée vers le nord ce qui correspond plus ou moins à ce qu'il a vu sur la carte et NeverLost lui dit d'aller tout droit puis, trois quarts de mille plus loin, de tourner à droite – sur Bush Street – précise l'écran.

POSITIONnement. Autre tournant à droite sur Van Ness, puis première à droite. Et tout à coup les flèches disparaissent. M. Smith regarde autour de lui : il est bien sur Sutter, en avance et impressionné. Un rapide tour d'horizon lui permet de comprendre, en outre, que la plupart de ces rues sont à sens unique et que NeverLost a su lui faire emprunter le chemin légal.

Cette petite aventure est le lot de tous les M. Smith, touristes et hommes d'affaires, qui ont la chance de louer un véhicule équipé d'un tel gadget. Avis et National en possèdent, Hertz, qui est propriétaire du label NeverLost, en a fait un de ses axes de développement. Après une première expérience menée avec 600 voitures, il est en train d'en installer 7 500 de plus dans 16 villes des États-Unis. Il en coûte au client 6 dollars par jour en plus de la location. Il est proposé comme un accessoire pour 2 000 dollars environ sur certaines voitures de luxe. Les services de lutte contre l'incendie de la ville de Los Angeles ont été équipés. Une compagnie d'ambulances d'Albuquerque (Nouveau-Mexique) en a doté ses voitures, ce qui leur permet d'arriver, dans 94 % des cas, dans les dix minutes suivant un appel.

NeverLost fonctionne avec trois technologies fournies par Rockwell sous forme d'un système intégré baptisé PathMaster. Le GPS (Global

Positioning System), développé à la demande du Pentagone, donne la position de la voiture grâce à la triangulation d'informations fournies par vingt-quatre satellites du type Navstar en orbite autour de la Terre. Degradée, pour des raisons de sécurité militaire, la précision de la localisation du véhicule est de l'ordre de cent mètres. Mais le recours à un système de correction (differential) tenant compte de la vitesse et des changements de direction de la voiture permet de réduire l'incertitude à 10 mètres.

Ces informations sont comparées à une carte électronique (dont les données peuvent être enregistrées sur CD-ROM ou sur cartes à mémoire), ce qui permet de choisir l'itinéraire en fonction des grands axes et des sens interdits. En cas d'embouteillages, PathMaster peut fournir des itinéraires de secours. Un système de zoom permet de voir la carte de la zone à différentes échelles. Et si, par malheur, le chauffeur sort de l'itinéraire indiqué, il peut toujours le rejoindre en se servant de la carte sur laquelle il figure en rouge.

Cette technologie est impressionnante. Mais – science ou magie ? – quand on se retrouve exactement à l'endroit voulu après avoir suivi pendant une demi-heure les indications d'une voix ébérée on ne peut s'empêcher d'être émerveillé et, à la fois, légèrement inquiet.

Paul Virilio, philosophe de la vitesse et de l'espace, considère que le GPS est la « deuxième montre » inventée par l'homme. « La première, dit-il dans une entrevue donnée à la revue électronique C'tory, vous dit l'heure qu'il est, et la seconde vous dit où vous êtes. » Petit problème : la technologie spatiale de localisation des mobiles « marche dans les deux sens ». Elle trahit aussi votre position.

Francis Pisanzi

\* Rockwell Automotive Electronics : <http://www.rockwell.com> ; 800/rockwell/bus ; [nits/na/autos.html](mailto:nits/na/autos.html)

## Ariane-4 place en orbite son 13<sup>e</sup> satellite de l'année

L'échec récent d'Ariane-5 n'empêche pas Européens et Américains de s'affronter sur un marché concurrentiel

LA FUSÉE Ariane a lancé avec succès, dans la nuit de mardi 10 à mercredi 11 septembre, le satellite de télécommunications Echostar-II, pour le compte de la compagnie privée américaine Echostar Communications.

Le tir, effectué depuis le centre spatial guyanais de Kourou, était le 9<sup>e</sup> de l'année, avec 13 satellites mis en orbite, et le 91<sup>e</sup> du lanceur européen.

Construit par la firme Lockheed Martin Astro Space, Echostar-II assurera la diffusion en numérique de 200 chaînes de télévision, celle de programmes radio, ainsi que la transmission de données informatiques, sur l'ensemble des États-Unis, en combinaison avec son « jumeau » Echostar-I lancé l'an dernier. Il devait initialement être mis sur orbite par la fusée chinoise Longue-Marche-3. Mais, à la suite de l'explosion du premier exemplaire de ce nouveau lanceur, peu après son décollage, le 15 février, Echostar Communications a préféré en confier le lancement à ArianeSpace.

Ce client inattendu n'amène pas, pour autant, les Européens à se réjouir outre mesure. Après l'amère expérience de l'échec du tir inaugural de la fusée Ariane-5 le 4 juin, ils savent, eux aussi, combien la mise au point d'un lanceur est une expérience difficile.

Par ailleurs, en dépit de la défaillance chinoise, les nouveaux venus affirment de plus en plus nettement leur présence sur le marché des lancements de satellites. La nouvelle fusée japonaise H-2, qui a réussi son quatrième tir le mois dernier, pourrait, dans une version moins coûteuse, devenir un compétiteur redoutable (Le Monde du 31 août). A plus court terme, la menace principale vient de la Russie, où une fusée Proton a assuré, vendredi 6 septembre, la mise sur orbite d'Immarsat-3 F1, le dernier des satellites de l'organisation internationale de communications Immarsat.

Ce lancement, négocié en 1993 directement avec la société Krounitchev, qui fabrique le Proton depuis 1962, a coûté à Immarsat 46 millions de dollars (36 pour le tir, 10 pour l'adaptation du satellite au lanceur). Soit environ les deux tiers des tarifs pratiqués par ArianeSpace et ses concurrents américains. Un argument qui, évidemment, ne laisse pas indifférents les clients potentiels. Le 3 avril, il avait déjà assuré le lancement d'Astra-1 F pour le compte de la Société européenne de satel-

lites (SES), opérateur luxembourgeois de satellites de télévision directe.

Le Proton étant désormais commercialisé par le consortium américano-russe ILS (International launch service), la pression sur ArianeSpace ne peut que s'accroître dans les prochaines années. Face à cette menace, les dirigeants du spatial européen ont dû donner l'apparence de recourir surtout à la méthode Coué, ne perdant pas une occasion de rappeler qu'ils détiennent toujours plus de 50 % du marché mondial des lancements de satellites et que le futur lanceur lourd Ariane-5 ne fera que conforter cette situation.

### « CHANGER DE CULTURE »

L'échec du premier tir a mis à mal cette stratégie, même si Ariane-4 ne cesse de confirmer son succès commercial. Impitoyable, l'hébdomadaire spécialisé américain Aviation week and space technology a dénoncé récemment, dans un éditorial virulent, « le manque de sens des réalités » des promoteurs d'Ariane. Accusant ces derniers d'être préoccupés avant tout de « batage publicitaire », le journal leur conseille de « changer de culture ». Et de prendre le temps de résoudre leurs problèmes en évitant de se fixer un « calendrier commercial » contraignant.

Ces « conseils » cachent mal l'embaras de l'industrie spatiale américaine. Ses responsables ne doutent pas de la capacité des Européens à surmonter le désastre. Aviation week le reconnaît d'ailleurs dans son éditorial. Bien qu'aucune date n'ait encore été fixée pour le deuxième essai, ils savent aussi que ce nouveau lanceur aura largement le temps de s'installer sur le marché avant qu'ils puissent lui opposer un concurrent solide.

Les sociétés Aérospatiale et ArianeSpace ont fondé le consortium Starsem avec l'agence spatiale russe RKA et le centre Samara, fabricant du lanceur Soyouz, pour le commercialiser sur le marché mondial. A des tarifs tout aussi concurrentiels que ceux du Proton offerts par ILS, l'homologue américano-russe de Starsem. ArianeSpace s'offre ainsi à bon compte les moyens de contrer les petits lanceurs américains et de combler le « trou » laissé par Ariane-5 sur ce créneau. La guerre des fusées ne fait que commencer.

J.-P. D.

### HORS SÉRIE

## SCIENCES ET Avenir

## LE GUIDE DES CHAMPIGNONS

### LES RENDEZ-VOUS DE LA CUEILLETTE EN FRANCE

Cèpes, girolles, morilles, coulemelles, russules, bolets, petits gris, lactaires, pieds bleus...

Quand les cueillir ? Où les chercher ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



هكذا من الإهل

# L'Amérique en perruque

Le musée vivant de Colonial Williamsburg permet de retrouver l'ambiance du XVIII<sup>e</sup> siècle de l'ancienne capitale de la Virginie

**WILLIAMSBURG**  
correspondance  
Le ciel est bleu comme un œuf de rouge-gorge américain. La Virginie respire. Dégringolant des pins, des lianes de glycine se balancent aux grappes d'algues. Au printemps, azalées, lilas et dogwoods saupoudrent la ville de pollen. En automne, les érables s'embrasent et enflamment les forêts de la péninsule située entre les fleuves James et York. D'un pas pressé un gentilhomme revient du palais de justice. Dans ses habits de soie, il ressemble au lapin d'Alice au pays des merveilles.

« En quelle année sommes-nous ? », lui demande-t-on. « En 1794, bien sûr ! », répond-il en caressant le pommier de sa canne chantournée. « Mais ne le dites à personne... », ajoute-t-il avant de s'éloigner en lançant : « Je vais déjeuner ! » Ce qui ne l'empêchera pas, en chemin, de jouer son personnage et d'évoquer, avec un passant complice, la dernière nouvelle du jour. « Le procès en sorcellerie de Grace Sherwood s'est achevé hier sur un verdict de culpabilité. Je viens de l'apprendre au palais d'une jeune dame de qualité dont je tairai le nom... »

Il répond à la première personne, privilège de la dizaine de comédiens, les « re-enactors », qui jouissent ici, à Colonial Williamsburg, d'une véritable notoriété. Des personnages destinés à plonger les visiteurs dans le passé en leur faisant respirer l'air du temps. « A propos, laise le gentilhomme en perruque, je vous rappelle que nous sommes en 1774... »

Le musée vivant de Colonial Williamsburg, C. W. pour les initiés, est une institution prospère. Sa réputation pédagogique en fait une destination privilégiée des cars scolaires. La restauration de celle qui fut la première capitale de la Virginie date de 1926. L'idée en revient à un révérend de Williamsburg, qui réussit à persuader son ami John D. Rockefeller Jr de la viabilité économique d'un projet

visant à restaurer 88 édifices et à en reconstruire plus de 50 sur leur site d'origine. Rockefeller acheta les terrains nécessaires, à des conditions d'autant plus favorables qu'en 1780 Richmond était devenue la capitale de la Virginie.

Au sortir de la guerre civile, Williamsburg somnolait entre son Lunatic Asylum, la première institution psychiatrique du pays, et l'université, où un certain Thomas Jefferson devait étudier avant d'occuper la Maison Blanche. Elle n'attendait qu'un prince charmant pour renouer avec sa splendeur passée. N'avait-elle pas été, de 1699 à 1780, capitale coloniale puis capitale de l'Etat de Virginie, l'égal de Boston, New York, Philadelphie, Charleston ou Annapolis ? Un pedigree digne des 68 millions de dollars que John D. Rockefeller devait investir.

**UN BUT PÉDAGOGIQUE**  
Depuis, ces 87 hectares historiques sont, tout au long de l'année, envahis par des touristes qui les sillonnent le nez plongé dans leur guide des rendez-vous quotidiens : cours de harnachement des juments, danses populaires, pêche itinérante, salaison des cochons, vi-

## Carnet de route

● Y aller. De Paris, Washington est desservi sans escale par United et Air France, dont les meilleurs tarifs sont dans « Le Kiosque » (autour de 2 200 F actuellement). Council Travel, Filiales américaines, Forum Voyages, Jetset, Nouvelles Frontières, Pacific Holidays, Vacances fabuleuses et Voyageurs en Amérique du Nord proposent circuits et voyages à la carte. Williamsburg étant à 240 km au sud de Washington, la location d'une voiture s'impose.

● Itinéraire. En boucle, de Washington, via Mount Vernon (résidence de George Washington), Alexandria, Fredericksburg, Richmond et Williamsburg. Par le pont-tunnel qui traverse la Chesapeake Bay, gagner Ocean City, au Maryland. Retour à Washington via Easton, St Michaels, Chester et la très belle ville historique d'Annapolis.

● Séjour. Au Williamsburg Inn, élégante demeure Regency. Plus conviviaux, les B&B, par exemple The Cedars sur Jamestown Rd. Tél. : 800-899-9462. Côté tables, crabes

et huîtres se dégustent dans une taverne (Trellis ou Berner's). Sur la route des plantations (visiter Evelynton, Belle Air et Shirley), l'Indian Fields Tavern et le restaurant de la plantation de Berkeley.

● Visite. Divers forfaits sont proposés, de 24 à 29 \$ (adultes), de 14 à 17 \$ (enfants). Renseignements. Office du tourisme américain, tél. : 69-10-45-01, serveur vocal (tél. : 42-60-57-15) ou le Minitel (3615 USA). On peut écrire à : Découvertes votre Amérique, BP 1, 91167 Longjumeau Cedex 9. Sur place, tél. : 804-253-0192. Se procurer The Insider's Guide to Williamsburg et l'Official guide to Colonial Williamsburg.

gique. Un décor de rêve où la circulation automobile est interdite et où les employés habitent des maisons restaurées aux antennes de télévision enfilées. Dans cette copie d'époque, on a poussé très loin le souci du détail. Ainsi, une quarantaine d'artisans et de commerçants perpétuent, avec talent, le savoir-faire du XVIII<sup>e</sup> siècle colonial tandis que les jardiniers locaux se sont spécialisés dans la culture des bulbes d'anciens variétés de tulipes et de jonquilles. De même, certaines races de vaches de chevaux ou de poules disparues furent importées d'un centre spécialisé du Gloucestershire, en Angleterre, avant d'être « ressuscitées » par des éleveurs locaux.

Avec Yorktown (site de la bataille d'indépendance gagnée grâce aux renforts français) et Jamestown (l'île où les colons anglais plantèrent, en 1607, leur premier campement permanent), Williamsburg occupe l'un des coins de ce qu'on appelle « le Triangle historique ». Une histoire où les Indiens powhatan, premiers habitants des lieux, sont singulièrement discrets, voire absents. Des fantômes auxquels la notoriété récente de la princesse Pocahontas apportera peut-être une maigre consolation.

Patrick Erouart

## Fin d'été grec

Depuis deux ans, les touristes boudent le pays de Socrate. D'anciens accusent la crise, certains la ruée vers l'Ouest, JO d'Atlanta et baisse du dollar obligeant. Pour d'autres, ce sont les taxes d'aéroport excessives (154 F à l'entrée, plus 60 F sur chaque vol intérieur) qui sont en cause. D'autres encore évoquent la qualité de l'accueil et du service. La lassitude, voire l'exaspération des Grecs face à un tourisme de masse faisant fi des us et coutumes locales peuvent aussi expliquer ce repli. Cet été, peu de monde en août, et plus personne en septembre. D'où les prix sages pratiqués en cette fin de saison, période la plus agréable : ciel marin, eau rafraîchissante à 24 degrés, soleil chaud mais non brûlant, vent enfin apaisé après les coups de chien du mettem soufflant en juillet-août. Sur place, avec un budget raisonnable, on



compose un voyage à la carte, en associant vols intérieurs vers les îles (250-350 F par trajet) et liaisons en bateau du Pirée (de 85 F à 260 F, ferry ou hydroglisseur), avec logement chez l'habitant (à partir de 115 F par jour la chambre double avec salle de bains privée). On circule à moto (85 F par jour), en bateau-taxi (environ 45 F, du port à la plage) ou en voiture (1 200 F par semaine). Les derniers charters de la saison accordent 20 à 40 % de réduction sur le prix des vols réguliers (liaisons quotidiennes pour Air France et Olympic, à partir de 2 100 F, de Paris). Vols soldés chez Dégriftours (Minitel 3615 DT) pour

1 150 F, à dates fixes. Certains charters demeurent programmés jusqu'à la fin octobre, notamment les vols Corsair-Nouvelles Frontières, à partir de 1 150 F de Paris (Minitel 3615 NF) et de la province. Mémes liaisons pour les charters Air Grèce (Minitel 3615 AG) Grèce, de 1 400 F à 1 650 F, ou agences) mis en place par Hellades. A ces vols s'ajoutent les réservations du vivre et du couvert. Nouvelles Frontières propose un forfait de 890 F pour réserver les étapes (catégorie C) jusqu'aux Météores, via Delphes et Olympie. Les hôtels-clubs proches d'Athènes se vendent chez Hellades ou Y-Tour. Dans les îles, il existe pléthore de petits établissements (18-40 chambres), forts bien tenus, aux tarifs dérisoires. Nicolas Nahmias, auteur du récent guide Visa Aux îles grecques (Hachette) et patron d'Air Sud, en propose une excellente sélection, photos à l'appui (Minitel 3615 ASD) dans sa brochure. Notamment dans les Cyclades, à Sérifos, Sikinos, Folegandros ou Antiparos, îles quasi intactes (de 700 à 1 200 F par personne la

semaine, avec chambre et petits déjeuners). A Paros, les maisons de pays se louent, en cette saison, pour un budget identique. A Mykonos, dont la capitale, Chora, a su résister à un succès et à une invasion qui auraient pu lui être fatals, deux hôtels conjuguent luxe, charme et raffinement. A l'écart de l'agitation du port, le Belvédère (tél. : 289-25-122, 4 étoiles, 695 F la chambre double avec petits déjeuners) surplombe les maisons cubiques, les pigeonniers et les chapelles ; le Mykonos Blue (tél. : 289-27-780, de 665 F à 820 F) domine la plage de Psarou. A Santorini, le Tsiftiras Collection (tél. : 286-23-747, 2 100 F), accroché à la falaise, se compose de suites meublées d'antiquités. Ces deux îles, reliées en vols directs de la France, permettent la visite de sites archéologiques de premier plan : l'île sacrée de Delos et les ruines minoïennes d'Akrotiri à Santorini, évoquant la légende de l'Atlantide.

Florence Evin

**EVASION**

**Directours**  
NEW YORK VACANCES TOUSSAINT  
vol + hôtel centre ville  
2801 vol : 2 280 F - 2821 vol : 2 280 F  
2801 vol : 2 280 F - 2821 vol : 2 280 F  
A réserver d'urgence. Places limitées.  
En septembre : Chypre 81 : 2 090 F  
vol + hôtel 3\* Limassol  
Mars 81 : 2 235 F vol + hôtel  
Santorini 5\* (ex. Méditerranée) 1/2 p.  
Minitel 3615 DIRECTOURS (12 F min)  
30, avenue des Champs-Élysées - 75001 Paris  
Tél. : 01 42 92 02 02 - 01 42 92 02 02

**DÉGRIFTOUR**  
CHYPRE  
7 Nuits Hôtel Club 5\* Demi-pension  
Vols réguliers A/R  
Départ Paris : 2 820 F 8.255 F  
GUADELOUPE / GOSIER  
7 Nuits Hôtel 4\* Puits déj. Vols rég. A/R  
Départ Paris : 4 480 F 8.475 F  
PARIS - RIO ou SAO PAULO  
Vols rég. A/R : 3 180 F 4.550 F  
3615 DT (Minitel 3615 DT)  
Rég. 01 42 92 02 02 - 01 42 92 02 02

**HOTEL HOTEL**  
Profitez des maintenant de  
50% de réduction sur des  
HÔTELS INTERNATIONAUX  
Quatre et cinq étoiles  
en plein cœur de  
**LONDRES & PARIS**  
**FF 360**  
Pour tout renseignement  
N° Vert 05 90 69 79  
E-mail : hotel.hotel@dnf.pfpc.com

**MOULINS-EN-QUEYRAS**  
Hautes-Alpes - Parc Régional  
à 5 km de SAINT-VERAN  
Soleil - Calme - Randonnées pédestres  
V.T.T. - Pêche - Rafting  
**HÔTEL LE CHAMOIS**  
Logis France / Michelin  
1/2 pension : 271 F  
Tél. : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.88.58

**HÔTEL BOILEAU**  
Calme et sérénité  
en plein cœur du 16<sup>e</sup>.  
**360 à 420 F.**  
Jardin + bar  
bain, wc, TV - Salle de séminaire  
81, rue Boileau - 75016 PARIS  
Tél. : 42.86.83.74 - Fax : 42.27.82.38

**DEMARQ VOYAGES**  
Catalogue DEMARQ  
• DUBAÏ 9/11 Vol A/R + Hôtel 5\* + D.P. Déj. 15.22.200000 2740 F 2190 F  
• ÉGYPTÉ Grotte du Pharaon 5\* P.C. + Excurs. 3500 F 3290 F  
• CANADA / QUÉBEC W.B. 5/11 Vol A/R + Hôtel + P.C. 3240 F 2390 F  
• Vallées et Grottes. Départ Paris 30/10/96 - 07.22.11.08 et 05.12.96  
3617 DEMARQ - 3617 DEMARQ  
PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos  
lecteurs aux voyages : RUBRIQUE "EVASION"  
44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

**ICELANDAIR**  
Inoubliable Is  
A la découverte  
des Islandais  
Week-end romantique  
**2 990 F**  
Tél. : 13 51 00 51  
**3615 ICEAIR**

**ANYWAY VOYAGES**  
PROMES SÉRIEUX  
GUADELOUPE : 9 jours  
Vol + hôtel 2\* : 3 690 F  
CUBA : 15 jours  
Vol + hôtel 2\* : 4 990 F  
THAÏLANDE : 16 jours  
Vol + hôtel 4\* : 6 870 F  
BALI : 9 jours  
Vol + hôtel 6\* : 6 990 F  
\* A partir de...  
Rég. : 40.28.00.74 - 3615 ANYWAY  
46 rue des Lombards - 75001 PARIS

**SPECIAL TIEPOLO 1696 - 1996**  
ITINÉRAIRE VENITIEN  
L'EXPOSITION DE CA' FERRAZZANO ET UN VOYAGE DANS LA VÉNÉTIE DE TIEPOLO EN  
COMPAGNIE D'UN CORRESPONDANT SPÉCIALISÉ À L'OCCASION DU 300<sup>e</sup> DE LA NAISSANCE  
**5 450 F 5 jours/4 nuits**  
Dates de séjour : 22/26 septembre, 13/17 octobre et 20/24 octobre 96. Prix par personne comprenant : le transport en avion en direct de Paris + les transferts A/R en hélicoptère + le logement en chambre double  
lunch - deux déjeuners en café (Quintini + Café de la Biennale). Minitel 3615 et les autres agences de voyages agréées par le Ministère de la Culture - France  
Tél. : 44.51.39.27  
MINITEL 3615 (1.29 F min)  
Cit Evasion  
Compagnie Italienne de Voyages

**ABONNEMENTS**



هكذا من الاصل

**La qualité de l'air**

**Indice de pollution**  
moyenne mensuelle

10  
9  
8  
7  
6  
5  
4  
3  
2  
1

Source : INPES

Tendance à la baisse en septembre : non disponible

Les températures minimales vont de 6 à 8 degrés au nord-est, et de 9 à 12 degrés ailleurs, jusqu'à 17 degrés pour le pourtour méditerranéen. L'après-midi, le thermomètre marquera 17 à 20 degrés au nord, et 21 à 24 degrés au sud.

Vendredi, du Nord-Pas-de-Calais au Nord-Est jusqu'au Jura, les nuages et les éclaircies alterneront, avec un risque d'orage. De la Franche-Comté aux Alpes du Nord, le ciel sera couvert, avec un peu de pluie et de la neige au-dessus de 1 300 mètres. Dans le Massif Central, le ciel restera très nuageux. Des Alpes du Sud au pourtour méditerranéen et à la Corse, il fera beau, avec du vent, la tramontane soufflant à 90 km/h en rafales. Dans le reste du pays, les nuages et les éclaircies alterneront. Les températures maximales iront de 16 à 21 degrés du nord au sud.

	Ensoleillé
	Ensoleillé pas nuageux
	Nuageux courtes éclaircies
	Brouillard ou brouillard
	Traie nuageux ou couvert
	Pluie ou bruine
	Averses
	Orages
	Vent fort
	Neige

[illegible]

Prévisions pour le 13 septembre, à 0 heure, temps universel

## PARIS EN VISITE

### HORIZONTALEMENT

I. Au début de leur carrière, elles doivent apprendre à boucler. - II. On y trouve des gens qui sont attachés. - III. On y trouve des gens qui sont attachés. -

**VERTICALEMENT**

1. Est meilleure dans le haut. S'il est borgne, ne doit pas rêver aux étoiles. - 2. Saisir en remuant. Un métal dur. - 3. Pièce à détruire. Très suffisant. - 4. Qui a besoin d'un arrêt. Qui dit bien ce qu'il veut dire. - 5. En France, Dauphin, en Bretagne. - 6. Sur la Rhur. Archipel. - 7. Peut être assimilée à une poignée de mains. Est très collante. - 8. Ville du Nigeria. Note. Sur qui on peut compter. - 9. Frère de Caïn. Se remplit avec du liquide.

**HORIZONTALEMENT**  
I. Arguments. - II. Tentation. - III. Tue. Ag. - IV. Intention. - V. Siens. - VI. Est. Lear. - VII. As. Roussl. - VIII. Vert. - IX. Prestance. - X. Toisées. - XI. Emule. O.P.

**VERTICALEMENT**  
1. Attis. Ample. - 2. Réunies. - 3. Grêtes. Vêtu. - 4. Ut. Entresol. - 5. Mains. Oris. - 6. Et. Lutas. - 7. Nlaises. Née. - 8. Tonn. d. Coo. - 9. So. Marines.

**Gary Brooker**

- LA BUTTE-AUX-CAILLES (50 F), 10 h 30, sortie du métro Concorde (Odéus).
- LA NOUVELLE ATHÈNES (50 F), 10 h 30 à 15 heures, sortie du métro Notre-Dame-de-Lorette (Odéus, Paris Métro).
- LE VILLAGE DE PASSY, 10 h 30 (50 F, prix d'entrée), sortie du métro Passy (Pierre-Vue Jaslet) ; 15 heures (45 F), sortie du métro Passy (Monuments historiques).
- DE SUPPÈREN à La Bourdonnais (60 F), 11 heures, sortie du métro Ecole militaire, côté escalier roulant (La Parisienne).
- MARAIS : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).
- MUSÉE DU LOUVRE (33 F, prix d'entrée) : la peinture flamande du XVIII<sup>e</sup> siècle, 11 h 30 ; *Le Cycle de saint Bruno*, de Le Sueur, 12 h 30 ;

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE.** Une grave des contrôles adués néozélandais programmée la semaine prochaine pourrait entraver l'annulation de tous les vols internationaux. — (Bloomberg).

■ **SUISSE.** D'après une enquête de l'Office fédéral suisse de la statistique, les hôtels de faible capacité disparaissent du pays au profit d'établissements plus grands, mais le taux d'occupation diminue. Il est passé de 44 % en 1990 à 38,5 % l'année dernière. — (AFP).

■ **CHINE.** Le rail souffre de la concurrence en Chine. Lors de la fête du nouvel an lunaire, qui domine chaque année au déplacement de dizaines de millions de Chinois vers les réservations de billets de train ont enregistré une baisse de 4,7 % par rapport à l'année précédente. En revanche, les autoroutes et les liaisons aériennes ont vu leur fréquentation augmenter respectivement de 4,5 % et 21 %. — (AFP).

■ **ALGÉRIE.** La compagnie Air Algérie, qui a suspendu ses liaisons avec Paris pour protester contre la décision d'Aéroports de Paris de transférer ses activités d'Orly à Roissy-Charles-de-Gaulle, a fait un retour sur le tarmac de l'aéroport du Bourget, samedi 7 septembre. Du fret et une dizaine de passagers ont embarqué à destination d'Hassli Messaud à bord d'un Boeing 737 affrété par une société pétrolière. — (AFR)

■ **RUSSIE.** La compagnie scandinave Scandinavian Airlines System a ouvert lundi 9 septembre une ligne Stockholm-Arkhangelsk, en Russie. Après Moscou, Saint-Petersbourg et Kaliningrad, Arkhangelsk est la quatrième ville russe desservie par SAS qui effectue la liaison en deux heures et demie, trois fois par semaine. — (Bloomberg)

■ **FRANCE.** L'aéroport de Bâle-Mulhouse a enregistré, en juillet, une baisse de 4 % de son trafic passagers, par rapport au même mois de l'année dernière, la chute du trafic charter (- 21 %) infléchiçant la hausse du trafic sur les lignes régulières. — (AFR)

## LES SERVICES DU Monde

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
<input type="checkbox"/> 1 an	1 390 F	2 086 F	2 960 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse:

- par écrit 10 jours avant votre départ.
- par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.

- Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
 09 69 77 00 77, 7 jours, 24 h sur 24.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, 2005 AAA

<p> <b>Télématique</b> 3615 code LE MONDE  <b>CompuServe :</b> GO LEMONDE  <b>Adresse Internet :</b> <a href="http://www.lemonde.fr">http://www.lemonde.fr</a>  <b>Documentation</b> 3617LMDOC  <b>sur minitel</b> ou 36-29-04-56         </p>
--

**CD-ROM :** (1) 44-08-78-30  
**Index et microfilms :** (1) 42-17-29-33  
**Films à Paris et en province :**  
36-08-02-78 ou 3615 (LE MONDE / 23 films)

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications  
n° 17432  
RCS - PARIS 2147

Imprimerie du Monde :  
12, rue M. Gumbourg,  
94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

**Le Monde**  
PUBLICITE

Président-directeur général :

**Société Royale de la SA  
Le Monde et de l'Atlas  
et Régie Saurpex SA**

**Dominique Aidun  
Directeur général :  
Gérard Morax**

**133, avenue des Champs-Élysées  
75409 Paris Cedex 08**

Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

1000

13<sup>e</sup> édition les 14 et 15 septembre 1996

*Le programme complet est sur le*  
**3615 LEMONDE**

Adresser un E-Mail sur Internet ?  
Envoyer un fax ?

**C'est possible à partir de votre Minitel !**

## CONCLUSION

# 3615 LEMONDE

\_\_\_\_\_



**CINÉMA** Un jeune cinéaste indépendant américain a signé avec *Bienvenue dans l'âge ingrat* un portrait décapant de la société américaine, récompensé au Festival américain de



Sundance et récemment à Deauville. **● AUTRE RÉVÉLATION:** la réalisatrice polonaise Dorota Kedzierzawska, dont le film *Les Diables, les diables* a mis cinq ans avant de sortir en

France. **● CLINT EASTWOOD** vient de terminer le tournage de son nouveau film, dont il partage la vedette avec Gene Hackman, Scott Glenn et Ted Harris.

## Chronique d'une « survie » dans la classe moyenne américaine

Bienvenue dans l'âge ingrat. Agée de douze ans, Dawn n'est pas belle et personne ne l'aime. Sur ce scénario simple, Todd Solondz, un rescapé de Hollywood, a bâti un tableau cruel et drôle sur l'enfance

EST-CE sa tête qui est minuscule, surmontée d'une mèche de cheveux en forme de point d'interrogation, ou bien ses lunettes à montures noires qui sont gigantesques ? Il y a quelque chose de disproportionné chez ce garçon de trente-six ans, qui a grandi dans le New Jersey et auquel Hollywood a ouvert les bras avant de le rejeter violemment et, du moins le croyait-il, définitivement. Trop doué, trop nul. La carrière de Todd Solondz commence ainsi.

En 1985, *Schatt's Last Shot*, le troisième des courts métrages qu'il a réalisés dans le cadre de New York University Film School attire sur lui l'attention de l'industrie hollywoodienne. Un premier contrat pour l'écriture de trois films avec la Fox, puis un second, identique, avec la Columbia. Puis, en 1989, la chance de pouvoir écrire et réaliser son propre film. Une chance qui tourne au cauchemar. « Une expérience épouvantable, affirme-t-il d'une voix douce. Le scénario n'était pas prêt, moi non plus, mais je n'ai pas su refuser, en me disant que cette chance serait peut-être unique et qu'un miracle pouvait toujours se produire. Comment dire non lorsqu'on vous propose 1 million de dollars pour réaliser un film ? Ce fut une catastrophe, en plus, je détestais le titre qu'ils lui avaient donné. »

Il aurait voulu qu'il s'intitule *The Young and the Hopeless* (« le jeune et le désespéré »), le distributeur a préféré *Fear, Anxiety and Depression*. Peur, anxiété et dépression, tout un programme pour un comédien, dont Todd Solondz est, de surcroît, l'interprète principal. Echec sur toute la ligne, le scénariste-réalisateur-acteur pense en avoir terminé avec le cinéma.

Il songe à partir en Afrique ou en Asie au sein des Peace Corps et devient finalement professeur d'anglais pour étrangers, des Russes surtout. Mais le cinéma le rattrape, par l'intermédiaire d'une avocate et amie, qui affirme pouvoir réunir l'argent nécessaire à une nouvelle production.

### « SEULEMENT S'ÉVADE »

Solondz sort alors de ses tiroirs un scénario écrit pour se remettre de la déception causée par son premier film. « Jamais je n'aurais investi mon propre argent sur le projet, mais d'autres y croyaient suffisamment. Je me suis donc lancé, fort du sentiment qu'il n'existait aucun film américain traitant réellement de l'enfance. On se souvient de *Los Olvidados*, de *Jeux interdits*, des 400 Coups ou de *Phote*, mais pas d'un seul film américain. Tous ces films ont de surcroît en commun de décrire une situation sociale difficile, voire épouvantable. Or je voulais parler de la classe moyenne, des enfants qui n'ont aucun problème de survie, qui veulent seulement s'évader. D'abord de chez eux, puis de l'école, puis du New Jersey. Leur vie est déterminée par la certitude que tout ira mieux lorsqu'ils seront ailleurs. »

Pour trouver les acteurs de *Bienvenue dans l'âge ingrat*, il a bûché chaque week-end, pendant plusieurs semaines, les supermarchés du New Jersey. Heather Matarazzo, 12 ans, a d'abord semblé trop belle pour le rôle de Dawn, avant qu'il ne comprenne que, pour que les spectateurs s'intéressent à elle, il ne fallait pas qu'elle paraisse re-



Heather Matarazzo, la jeune interprète de Dawn, personnage principal du film de Todd Solondz

Pascal Mérieux

poussante. Ses costumes ont été choisis en conservant toujours à l'esprit que Dawn s'habille à la fois comme sa mère le souhaite (elle n'est encore qu'une petite fille) et comme elle croit devoir le faire pour devenir « populaire » (mais elle se trompe systématiquement).

### SUCCÈS COMMERCIAL

« Je ne voulais pas que l'on rie d'elle, justifie-t-il, mais que l'on soit complice de ses propres efforts. Car, après tout, le film est l'histoire d'une survie. » L'histoire, aussi, mais comme tous les films, d'une série de compromis : « Le tournage ramène à l'avantage de modestie, il faut modifier, renoncer à certaines scènes, à certains décors. Pourtant, le scénario n'a pratiquement pas bougé, et il n'y a pour ainsi dire eu aucune improvisation, juste quelques répliques changées pour des raisons techniques. Il faut seulement savoir que la notion de contrôle absolu n'existe pas. » La suite s'est révélée surprenante. Le Grand Prix du Festival de Sundance en 1996, un accueil triomphal au Festival de Berlin, où le film était pourtant présenté dans une section parallèle, puis un beau succès commercial en Amérique : « Le film est sorti le même jour que *Mission Impossible* : une façon de dire aux gens qu'ils pouvaient voir les deux. » Aujourd'hui, Todd Solondz ne sait pas encore ce que sera son prochain film. « Toutes les portes sont ouvertes, mais il faut choisir le bon. Comme le mien, qui est très dur à voir, je prendrai peut-être... »

## Terrifiant portrait d'un vilain petit canard

Film américain de Todd Solondz. Avec Heather Matarazzo, Brendan Sexton Jr., Eric Mabius, Matthew Faber. (1 h 27.)

Tableau de famille, sur fond de valse de Chopin. La famille est moyenne, l'interprétation musicale plus encore. La caméra avance lentement pour cadrer le visage souriant de Dawn, douze ans. Le mouvement dure le temps du générique, puis Dawn se met en marche. Juke à fleurs et corsage rose, encombrée d'un plateau-repas, elle cherche une place. Au réfectoire de son collège, mais pas seulement, puisque personne, jamais, nulle part, ne veut d'elle. Pourquoi ? Parce qu'elle est laide. Aussi laide que cela, mais pas autant que le reste.

Le reste ? Un frère sérieux à mourir, clarinettiste médiocre qui ressemble déjà plus à son père qu'aux gamins de son âge et ne cesse d'autre rêve que d'entrer dans une bonne université. Une petite sœur qui danse en tutu rose devant la maison familiale et a déjà parfaitement assimilé la règle du jeu, qu'il s'agit d'occuper la maison sans jamais laisser entrer d'autres personnes. Les bonnes grâces de papa et maman. Vingt-sept kilos d'hypocrisie et de conformisme.

Et Dawn dans tout cela ? Dawn, tout le monde la hait. C'est vrai qu'elle n'est pas terrible. Avec ses lunettes et sa grosse bouche. Mais agitée de surcroît et malsadroite avec les uns et les autres. Humiliations, déceptions et injustices lui sont promises, dont Todd Solondz dessine le détail méthodiquement, avec une agacéité et un entêtement qui, souvent, ressemblent à de la hargne.

### TERRIFIANT DRÔLE

Relancé par quelques riffs de guitare bien appuyés, le rythme est spontané et aucune cruauté n'est épargnée. Pas plus celles, nombreuses, dont Dawn est la victime que les quelques-unes dont elle se rend coupable. *Bienvenue dans l'âge ingrat* est l'histoire d'une gamine qui cherche sa place dans le monde. Une place qui n'existe pas, et qu'elle ne peut pas même inventer. Il lui faut accepter, se soumettre et, comme les autres, partir en chantant pour Disneyworld. Le voyage n'a rien d'excitant, mais l'aidera à composer un dossier scolaire présentable. Ça se passe comme ça dans le New Jersey.

Ça se passe comme ça et ce devrait être sinistre. Mais non, c'est drôle, terriblement drôle. Et on ne rit pas de Dawn, de ses malheurs et de ses erreurs, mais de situations qui ressemblent forcément, d'une façon ou d'une autre, à celles que chacun a pu connaître, riche ou pauvre, moche ou beau. On rit parce que l'enfance, même paisible, même sereine en surface, s'apparente toujours à un enfer.

Solondz compose ainsi, comme en filigrane, un terrifiant portrait d'une société américaine fondée sur la bêtise et l'inculture, au sein de laquelle Dawn fait figure de vilain petit canard. Non qu'elle soit forcément plus intelligente que la moyenne, ni plus lucide ni moins perméable aux préjugés stupides. Elle est seulement plus seule, et son désir d'intégration se heurte à cette solitude qui la rend pathétique par instants, bouleversante souvent, cruellement drôle tous les jours.

P.M.

## Alain Tanner s'en va-t-en guerre

Fourbi. Le metteur en scène suisse reprend le flambeau allumé avec « La Salamandre »

Film suisse d'Alain Tanner. Avec Karin Viard, Jean-Quentin Châtelain, Cécile Tanner, Antoine Basile, Robert Bouvier. (1 h 54.)

Drôle de titre pense-t-on d'abord. Drôle de film se dit-on ensuite. Le mot est en tout cas bien choisi, dans le double défilé correspond parfaitement au propos de l'œuvre. *Fourbi*, c'est à la fois le bardo du soldat Alain Tanner qui part en guerre contre l'ordre du marketing et de la « communication », et la défense d'un foin inamovible qui a bien du charme : le monde. En 1971, ce dispositif avait donné *La Salamandre*, avec Bulle Ogier dans le rôle de Rosemonde. Un quart de siècle plus tard, Tanner revisite son propre film à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle sans changer pour autant de bannière : la résistance est à l'ordre du jour.

Motif : une chaîne de télévision privée parrainée par un nabab américain de l'alimentation canine achète à Rosemonde, une modeste serveuse, un pan tragique de son existence (le meurtre d'un homme qui voulait la violer) dans le but d'en faire une série. Kevin, le producteur, engage Paul, un écrivain désargenté, pour scénariser la chose. Mais Rosemonde, après avoir empêché l'avance, ne veut plus parler. Paul fait alors appel à Marie, une amie comédienne au chômage, pour lui tirer les vers du nez. Contre toute attente, les alliances finissent par se renverser, et Tanner fera triompher les affinités humaines (et sociales) sur les rapports contractuels et la logique du profit.

Entraîné par l'énergie débordante de Karin Viard, le film bondit comme un chien fou, fait concorder en scènes brèves actions et discours parallèles (jeu de rôles imbécile, répétition des *Femmes savantes*, analyse écono-

mique du prix d'une bouteille de Coca-Cola...), et confie à une caméra en mouvement la tâche proprement cinématographique de lier les personnages. On pourra reprocher au film un aspect un peu brouillon, un volontarisme excessif et la simplification des personnages et situations qui en découlent. Il n'en conserve pas moins un charme aléatoire et une réelle efficacité. Et à sa manière, il participe à une réhabilitation du politique auxquelles quelques autres fictions récentes (*État des lieux*, *Les Indemnités qui chantent*, *La Croisade d'Anne Burdian*...) ont aussi apporté leur pierre.

Jacques Mandelbaum

Film polonais de Dorota Kedzierzawska. Avec Justyna Chwedoruk, Grzegorz Karabon, Monika Nlenczyk, Danuta Stadarska. (1 h 26.)

La beauté des images frappe d'emblée. Une beauté très concentrée, très construite, où les cadrages et les lumières sont explicitement choisis, et qui pourtant touche à quelque chose de concret, de matériel. Autant que l'histoire qu'il raconte, le film sera l'histoire de ce jeu entre naturel et artifice, entre force et malice. L'affrontement se joue sur un terrain qui n'est pas visuel, mais l'ensemble de la mise en scène : la bande-son, l'économie de dialogues et riche de sugges-

tions auditives, le montage, la construction narrative, l'interprétation.

Dans un village polonais, au début des années 60, arrive une troupe de gitans. Le redoublement du titre suggère combien ils ne sont pas regardés de la même manière par tous. Pour les enfants et les adolescents, ils représentent une fascinante étrange, pour les adultes - les parents, le cœur - un dangereux voisinage. Les voyageurs, à la fois amicaux et réservés, se tiennent à l'écart sans repousser qui s'approche, sans s'opposer vraiment à qui les rejette. La réalisatrice chorégraphie lentement ces mouvements de désir et d'esquive, d'hostilité frustrée et d'agression, les conflits de génération au sein

## Faux riches et vrais oisifs

L'Elève. Un film impeccable d'Olivier Schatzky. Trop impeccable ?

Film français d'Olivier Schatzky. Avec Vincent Cassel, Caroline Cellier, Jean-Pierre Marielle, Caspar Salomon. (1 h 32.)

*L'Elève* est un film ambitieux. Adaptation d'un texte complexe d'Henry James, il prétend exprimer des sentiments mêlés et contrastés, à travers un récit éclaté dans l'espace et dans le temps, donc peu propice à une dramatisation scénaristique. Située à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans une grande variété de décors, l'histoire exigeait un important effort de reconstitution. Ce travail de production, décoration, costumes, mais aussi photographie, premier outil de restitution d'une atmosphère, a été remarquablement exécuté : *L'Elève* est un film impeccable sur ce plan. Tellement impeccable que l'on en vient trop vite à ne plus voir que cela, as-

sourdi et étouffé, de surcroît, par l'insupportable commentaire musical mis en place par Romano Musumarra.

Une distance se crée ainsi avec les personnages, que la mise en scène se révèle incapable de réduire. C'est en spectateur lointain que l'on assiste à la lente dégradation d'une famille de faux riches, vrais oisifs, bientôt escrocs, avec en parallèle l'implication grandissante d'un jeune précepteur (Vincent Cassel, parfois un peu trop raide) auprès d'un élève trop donné, trop attachant (Caspar Salomon, dirigé de manière monocorde).

Quelques ellipses intempestives, un certain manque de profondeur dans l'approche des personnages (le couple que forment Caroline Cellier et Jean-Pierre Marielle est en décalage avec la tonalité d'ensemble), le caractère trop souvent impersonnel de la réalisation, tout

accrédité le sentiment qu'Olivier Schatzky est passé à côté de son sujet. D'autant que la logique du récit est trahie, en même temps que la lettre et l'esprit du roman, par une conclusion sotte et « optimiste ». Subsistent pourtant ça et là, comme en creux, suffisamment de traces pour que le film inspire moins l'ennui que la déception.

P.M.

Jean-Michel Frodon

**SONNY ROLLINS**  
28 OCTOBRE / PARIS : OLYMPIA  
LOCATION OUVERTE : OLYMPIA, FNAC, VIRGIN, ETC...

La quadrature du

LES ENTRÉES À PARIS



## La quadrature du cercle familial

Mes doubles, ma femme et moi. Une performance d'acteur servie par les effets spéciaux

Film américain de Harold Ramis. Avec Michael Keaton, Andie MacDowell (1 h 50).

Parmi les sujets de rigolade des Américains à l'égard des Européens, en général, et des cinéastes français, en particulier, figure, en bonne place, le goût que ces derniers professent pour Jerry Lewis. Le dévotisme (et subtil sous la grimace) génie comique célébré dans les revues et les ciné-clubs d'ici passe le plus souvent pour une aberration pure outre-Atlantique, où le Zinzin d'Hollywood est tenu pour un chansonnier de deuxième catégorie, au mieux un efficace animateur de Téléthon. Il est d'autant plus curieux de voir un retour plus ou moins avoué d'une inspiration lewisienne dans le cinéma américain. Les facettes de Jim Carrey en Ace Ventura lui rendent un hommage direct, quoique tacite. Expli-

citement, Eddie Murphy reprend le scénario de *Dr Jerry et Mister Love* pour son *Professeur Folingue*. Mais le plus sûr héritier est sans doute Harold Ramis, qui signait, en 1993, l'étonnant *Un jour sans fin*. Il revient avec un nouveau film s'inscrivant délibérément dans la même veine.

Sous son titre calamiteux (en français), il s'agit des tribulations d'un dénommé Doug, chef de chantier dans une petite entreprise californienne du bâtiment, trop sumé pour s'occuper convenablement de sa femme, bien que ce soit Andie MacDowell, et de ses enfants. Un savant fou lui propose la solution : se dédoubler. Par les vertus des effets spéciaux électroniques, un Doug bis va donc désormais travailler d'arrache-pied, tandis que le vrai s'occupe de la maison. Comme les tâches domestiques le lassent également, pourquoi pas un numéro trois ? Tandis que Doug s'en va mener une vie

oisive, les clones de la première génération s'avisent à leur tour de se faire dupliquer : le dernier avatar est un débile débloquent à plein tube. Comme il se doit, tout tournera mal, puis finira bien.

### SAUS INVENTIFS

L'un des mérites du film est, à la différence de ces productions qui exposent leurs tours de force informatiques comme principale qualité, de faire rapidement oublier la performance technologique qui permet à Michael Keaton de jouer - brillamment - quatre rôles. Les gags inspirés par la situation sont souvent inventifs, une pointe de folie se dessine parfois au détour des dialogues, la rivalité sexuelle qui s'instaure entre le modèle et ses dupliqués est traitée sans ce moralisme qui pousse d'ordinaire les productions américaines grand public. Dans le registre de la comédie tout-terrain, *Mes doubles, ma femme et moi* est

donc une honnête réussite. Elle déçoit pourtant les espoirs suscités par son sujet, et par le précédent film du réalisateur.

Il y manque la dinguerie et peut-être aussi la tristesse fondamentale qui dynamisent les réalisations de Lewis. Ramis réussit la plupart de ses scènes, mais elles restent disjointes, le film n'étend ses ailes que pour aussitôt les replier, sans parvenir à cette accumulation qui fait les déflagrations majeures. Et la morale du film défile peu à peu : parti pour porter un regard joyeux sur la parcellisation de l'individu, le scénario se replie sur un éloge de la famille, du bon sens et des valeurs les plus sûres de l'ordre établi. Au lieu de s'en prendre à l'aliénation, comme il l'annonçait, il devient la mise en cause de toute complexité, choisissant le camp du simplisme le plus confortable.

Jean-Michel Prodon

## Harold Ramis, un burlesque contemporain nourri aux œuvres de Tati

**MES DOUBLES**, *ma femme et moi* est sorti aux États-Unis à la même période que *Professeur Folingue*, avec Eddie Murphy, et *The Cable Guy*, avec Jim Carrey. Son réalisateur, Harold Ramis, est issu des magazines humoristiques (*The National Lampoon*) et du cabaret. Ayant débuté dans la série télévisée (*Drôle de couple, jours heureux*), deux de ses (co)scénaristes, Lowell Ganz et Babaloo Mandel, n'hésitent pas, en outre, à remettre au goût du jour certains classiques, du côté de la comédie « idiote ». « Si, à mes débuts, j'avais le sentiment d'innover, je penserais plutôt, à présent, qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil », dit Harold Ramis, qui s'est déjà tout vu. *Jim Carrey ? Nous avons déjà eu les trois Stooges et Jerry Lewis.*

L'anglais emploie plusieurs termes pour « idiot ». « Dumb » implique une imbecillité grave et contenue d'elle-même. Plus léger, « silly » se rapproche de « bête », « tête en l'air ». « Goofy » ajoute une composante ludique et gauchiste, clownesque. « Je n'emploie pas le mot "dumb" de façon péjorative, poursuit Ramis, mais plutôt pour définir un style. La comédie burlesque telle que la pratiquaient les frères Marx était astucieuse, intelligente, élégante. Celle des Stooges donnait délibérément dans le "dumb", "genre" ayant désormais pignon sur rue dans la comédie américaine. Quand on parle de "comédie française

contemporaine", nous autres Américains pensons surtout à La Cage aux folles et aux films de Francis Veber, dont nous ne cessons de faire des remakes. J'ai cinquante-deux ans, je me suis nourri aux œuvres de Jacques Tati. J'adore son sens des personnages, j'admire sa patience dans la construction d'un univers, mais il ne fait plus référence. Nos comédies se plient, elles aussi, à la loi de la concurrence ; elles vont systématiquement à la pêche au public. Si celui-ci ne rit pas trois fois par minute, le film est considéré comme un échec. D'où un usage parfois exagéré de la "réplique qui fait mouche".

### « TOUT S'ACCÉLÈRE »

Par opposition au cinéma européen, français en particulier, qui, selon lui, ne forcerait jamais la note, Ramis considère que le comique américain témoigne d'« une rage de séduire, donc, ouvertement, de faire du fric, désormais trop dure. On a envie de leur demander de se calmer un peu, d'accorder plus de crédit au public ». Le réalisateur souligne également l'impact de la télévision : « Tout s'accélère. Les gens comprennent plus vite, c'est le bon côté. Ils se désintéressent tout aussi vite, c'est le mauvais. Le rythme MTV joue même sur les conventions républicaines et démocratiques... Ceux qui font des films aujourd'hui ont grandi avec la télé ; le changement neurologique de l'appréhension culturelle est irréver-

sible. Je me demande souvent comment réagirait Gauguin s'il regardait la télévision. Il serait probablement horrifié par la manière dont les images sont agencées... »

Harold Ramis se veut désormais en marge de cette tendance dominante : « Il m'est arrivé de faire des "films-foutoirs", dont le seul but consistait à faire rire, à tout prix, par tous les moyens. Alors que, comme *Un jour sans fin*, *Mes doubles, ma femme et moi* se rapproche des comédies classiques, où le dialogue filait très vite, et de manière apparemment spontanée. Soit un cinéma plus proche du théâtre, reposant sur le comique de situation et les dialogues plutôt que sur le visuel. Un récent sondage montrait que le nombre de gens qui rejoignent des associations diminue. On n'y adhère que s'il suffit d'envoyer de l'argent, la véritable participation est en chute libre. De même, le public se porte de plus en plus vers des formes de distractions individuelles. On joue seul, se réjouissant plus volontiers dans le fantasme et dans l'imaginaire. »

Cette évolution menace-t-elle le cinéma comme expérience collective ? « Non, elle est irréversible. Mais ce phénomène influe sur la manière d'écrire et de réaliser une comédie. »

Propos recueillis par Henri Béhar

## Clint Eastwood achève le tournage d'un thriller politique

Il interprète et réalise « Absolute Power », avec Gene Hackman en président scandaleux

### LOS ANGELES

Nichés Nichés Nichés au carrefour de Santa Monica Boulevard et de Las Palmas, à quelques pas du Formosa, vieux café au passé décevantement douteux, les studios Warner d'Hollywood comptent parmi les plus vénérables de la capitale du cinéma américain. Les murs portent encore les empreintes de l'âge d'or, certains vieux machos se souviennent y avoir croisé Bette Davis et évité Jack Warner. Interdits aux visiteurs, les plateaux 3 et 4 sont occupés par *Absolute Power* (« Pouvoir absolu »), le nouveau film de Clint Eastwood, produit par Castle Rock. Gene Hackman et Scott

Glenn sont partis la semaine dernière, Judy Davis a fini hier. En ce cinquième jour de tournage, Clint Eastwood, cinéaste efficace et économe, a onze jours d'avance sur son planning. Un record.

Il règne toujours sur un plateau en fin de tournage une atmosphère particulière. Les pur-sang flairent déjà l'écure, on travaille très vite, sans geste inutile. Dans un coin, Ed Harris, assis sur un tabouret, change imperceptiblement de position pour les besoins d'une séance photo. Sur la gauche, une équipe de télévision se met en place pour les interviews qui constitueront le press-kit électronique. Trois décors sont encore dressés. Au centre, une maison-

nette basse de plafond, un peu secrète : celle du gentleman-cambrioleur qu'incarne Eastwood. A gauche, dans la pénombre, une équipe démonte silencieusement une structure de bois qu'elle remplace par un mur de (faux) ciment. A droite, bordant une aire fortement éclairée, une rangée de fauteuils vides indique que c'est là que l'on tourne. Le *director's chair*, le siège réservé à Clint Eastwood, est un poème : les « vide-poches » sont de véritables sacoches de cavalier, la toile traditionnelle de la chaise plante est une véritable selle de cuir, portant le nom de son occupant gravé en lettres mi-anglaises mi-western. Cette relique est un cadeau d'Eddie Aiola, son accessoiriste depuis plus de vingt ans. Dans l'appartement très « profession libérale » que constitue le troisième décor, Eastwood chorégraphie une scène où, suivi d'une caméra Steadicam (dotée d'un mécanisme qui évite les vibrations tandis que l'opérateur se déplace), il parcourt les pièces de sa demeure de grand fauve aux aguets.

### ÉTATS INTERDITS

Tiré d'un thriller se déroulant dans les milieux de la politique, le scénario d'*Absolute Power* est signé William Goldman, auteur notamment de *Butch Cassidy* et *le Kid*. Avec lui « nous constituons une société d'admiration mutuelle. Mais nous n'avons jamais travaillé ensemble », dit Eastwood, se posant à peine sur sa selle. Dévalisant l'appartement washingtonien d'un « faiseur de présidents », le cambrioleur qu'il interprète découvre au fond d'un coffre-fort une glace sans tain donnant sur une chambre à coucher. C'est de là que le vieux notable (E. G. Marshall) observe les ébats de sa jeune épouse. Un des amants de la dame n'est autre que le président des

États-Unis (Gene Hackman), qui aime faire l'amour à la rude. Au cours d'une séance plus hard que prévu, il assasine la dame avec un coupe-papier.

Les services secrets (Scott Glenn, Dennis Haysbert) s'emparent d'étoffer l'affaire et d'effacer toute trace, mais, dans leur précipitation, ils oublient le coupe-papier, récupéré par le cambrioleur. Lorsque après la découverte du cadavre il voit à la télévision le président et le notable s'élever contre « le caractère odieux de ce crime-abominable », l'hypocrisie de leur prestation lui fait monter la moutarde au nez : il envoie une photo du coupe-papier à la Maison-Blanche, celle-ci atterrit sur la table du chef du personnel, Judy Davis.

Gene Hackman président ? « Pour incarner un président dans une telle situation, il fallait un acteur de poids et d'autorité, et il les a, peut-être plus que tout autre dans le cinéma américain, affirme Eastwood. Et puis le suis superstitieux, Gene m'a porté chance » - il était son partenaire dans *Impitoyable*, qui valut à Eastwood son premier Oscar. Dans le livre, les personnages principaux appartiennent au plus haut cercle politique. « Mais il leur arrive de disparaître sans qu'on sache trop pourquoi, puis de réapparaître à la fin. Dans un film, c'est plus difficile, il faut suivre certains fils conducteurs : c'est ce que Goldman a rectifié. » De même a-t-il développé le rapport - tendu - entre le cambrioleur Eastwood et sa fille Laura Linney, jeune avocate liée à l'officier de police Ed Harris. Libéré de sa séance photo, celui-ci rejoint Eastwood et Linney dans l'appartement de cette dernière. Mise en place, répétition des gestes, des silences, des phrases courtes, souvent murmurées.

H. B.

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### TIN CUP

Film américain de Ron Shelton. Avec Kevin Costner, Rene Russo, Don Johnson, Cheech Marin. (1 h 45.)

■ Bien qu'il ait été en fin de compte évité (du point de vue financier), le désastre présumé de *Waterworld*, surnommé « Kevin's Gate », avait quelque peu terni l'aura de Kevin Costner au box-office. Son film suivant ne pouvait que servir d'examen de passage. Pour se rétablir, la star revient à des valeurs sûres : le réalisateur Ron Shelton et le parfum d'un *Bull Durham*, sexe et base-ball, transposé (à peine) dans l'univers du golf. Triangle amoureux sur fond de links, Susan Sarandon remplacée par Rene Russo, naguère utilisée de façon décorative, mais révélant ici un potentiel comique, et Don Johnson en champion de golf. Ici comme là, l'entraîneur Costner est un joueur plus ou moins ivrogne et déchu, mais ne le restera pas longtemps.

Sexe et golf, le cocktail se consomme sans douleur, même si on ignore tout du monde des greens. Amorcé sur un ton country-blues (jolie bande-son), Costner réussit son rétablissement. Comme dans *Bull Durham*, il ne lésine pas sur le charme et le sous-entendu - et avoue à la psychologue Rene Russo qu'il a « une corvée de démons intérieurs ». Il n'est pas interdit de se laisser séduire par ce film-fierté.

H. B.

### LES VICTIMES

Film français de Patrick Grandperret. Avec Vincent Lindon, Jacques Dutronc, Karin Viard, Florence Thomassin. (1 h 34.)

■ D'abord une mécanique. Une de celles imaginées par Pierre Boileau et Thomas Narcejac, et sur lesquelles des maîtres comme Clouzot (*Les Diaboliques*) et Hitchcock (*Vertigo*) bâtissent des chefs-d'œuvre du genre. Dans *Les Victimes*, un jeune éditeur (Vincent Lindon), amoureux fou d'une jeune femme (Florence Thomassin) mariée à un brillant ingénieur (Jacques Dutronc), se trouve au cœur d'un jeu de dupes auquel il ne comprend rien. Sa jolie maîtresse le fait tourner en bourrique, il est fatigué, il a trop chaud (quelle idée, aussi, de se promener au Maroc en veste de velours côtelé), il a le vertige, il traîne la patte, il se tord la cheville, il accepte les propositions les plus idiotes, quand il ne les sollicite pas. Bref, ce garçon fait tout ce qu'il faut pour se mettre dans le pétrin et s'applique ensuite à ne pas en sortir.

Que Vincent Lindon lui prête sa mine de chien battu accentue l'artificialité de l'intrigue : comme au tableau noir, le film expose la mécanique, qui devient sa seule raison d'être. Il y a bien quelques touches d'humanité, apportées surtout par Karin Viard (impossible de définir son rôle sans glacer un suspense déjà vacillant), mais elles ne peuvent empêcher la machine de tourner en rond.

R. M.

## REVUE

### CINÉMACTION

Numéro 80. 223 pages, 150 F.

■ Ce trimestriel dirigé par Guy Hennebelle et Monique Martineau propose depuis bientôt vingt ans des dossiers thématiques originaux sur le cinéma et la télévision, labourant souvent des champs laissés en friche (cinéma des régions, cinéma homosexuel, cinéma de l'émigration...). La dernière livraison, intitulée « Christianisme et cinéma », ne fait pas exception à la règle et s'inscrit dans la lignée de deux anciens numéros, « Cinéma et judaïsme » et « Le film religieux ». Sur le rôle pionnier de l'Eglise dans l'enseignement du cinéma, sur les diverses incarnations du Christ à l'écran, ou sur l'œuvre de quelques réalisateurs (Rossellini, Bresson, Buñuel, Cavalier, Rohmer...), on trouvera ainsi de solides articles, sous la plume de Marcel Béguin, Claude Beylie, Michel Etève ou Joël Magny.

Pour autant, ce numéro n'a pas su éviter tout à fait la tentation du plausage conceptuel. Il ne tient pas non plus l'une des promesses contenues dans son éditorial : tenter de penser l'accord de nature subsumé (notamment par Régis Debray) entre le christianisme et le cinéma. Il contient, pour finir, cette scandaleuse insinuation de Paul Warren (universitaire québécois et ancien Jésuite), stigmatisant la vision du Christ par Hollywood en ces termes : « La vie et la passion de Jésus-Christ deviennent, dans la plupart des cas, l'occasion idéale pour les exploitants de l'industrie (souvent des producteurs juifs) de consolider et de tester à la fois le pouvoir des clichés cinématographiques. » Vous avez dit cliché ?

J. M.

## LES ENTRÉES À PARIS

■ Rien que des nouveautés américaines, cette semaine, si on excepte le discret film portugais *Coupé court*. En écho au Festival de Deauville, sans doute. Trois films enregistrent des résultats satisfaisants : *Professeur Folingue*, dans son immense circuit de 55 salles, prend aisément la tête du box-office dans la capitale, avec 154 000 entrées. A 57 000 dans 22 salles, *Fargo* est un succès, *Les Hommes de l'ombre* s'en tirent honorablement à 22 000 amateurs devant 16 écrans. Echec, en revanche, pour *Décalogue les étoiles*, malgré Depardieu, Gena Rowlands et Cassavetes fils (16 000) et pour *Pluie de roses sur Manhattan* (4 000).

■ La carrière des films en continuation est tout aussi contrastée. Bien que passé de 39 à 50 salles, *Hommes, femmes : mode d'emploi* perd la moitié de son public en deuxième semaine, à 69 000 (total : 205 000). L'autre « grosse sortie » de la semaine dernière, *Dernière*

*Danse*, déjà mal partie, s'effondre avec seulement 18 000 partenaïres (total : 60 000). Beau succès, en revanche, pour *Les Voleurs*, toujours vaillant à 34 000 en troisième semaine, et qui franchit ainsi le cap des 200 000 entrées. Deux super-productions hollywoodiennes se maintiennent : *Rock*, qui passe la barre des 400 000 en sixième semaine, et *Witness*, à 367 000 en trois semaines.

■ La fréquentation globale continue à bien se porter, avec un solide positif cette semaine par rapport à la période correspondante de 1995 de quelque 60 000 entrées. Mais la proportion entre productions françaises (32 %) et américaines (56 %) est, depuis le début de l'été, moins favorable qu'au premier semestre.

J.-M. F.

\* Chiffres : Le Film français.



ROLLINS  
ARTS & CRAFTS



هكذا من الإلهام

## Tumultes et troubles de croissance au 21<sup>e</sup> Festival international du film de Toronto

**TORONTO**  
de notre envoyé spécial  
L'art du Festival de Toronto a toujours consisté à panacher le glamour (galas avec cortège de stars) et la recherche (section « Découverte »), la fiction et le documentaire (section « Real to Reel »), les films plus fragiles qu'ils n'en ont l'air (« Présentations spéciales »), le sérieux et le défilant (« Midnight Madness »), le cinéma d'aujourd'hui et de partout ; outre « Perspectives Canada », consacrées à la production locale francophone aussi bien qu'anglophone, un coup de projecteur est donné à la cinématographie d'un pays particulier, cette année le Vietnam. Un « Gros plan » est enfin consacré à un cinéaste, en l'occurrence le Portugais Joao César Monteiro pour cette vingt et unième édition du festival.

Nair « défend » *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecorvo, Olivier Assayas *L'Argent*, de Robert Bresson, Claire Denis *Sweet Sweetback's Baadasssss Song*, de Melvin van Peebles, Peter Greenaway *L'Année dernière à Marienbad*, d'Alain Resnais, Arthur Penn *Jules et Jim*, de François Truffaut.

**PARADOXE**  
Marathon de trois cents films environ sur dix jours (du 5 au 14 septembre), le Festival a rempli son contrat. De Whoopi Goldberg à Gérard Depardieu en passant par Faye Dunaway, Al Pacino, Kevin Spacey, Anjelica Huston, Cher, Demi Moore, Gena Rowlands et Liv Ullmann, les stars sont arrivées à l'heure : les studios californiens utilisent Toronto comme rampe de lancement de leurs produits. « La langue étant commune, dit un directeur de festival, les Américains se sentent ici comme chez eux. » (La formule ne fait pas toujours plaisir aux Canadiens.) Les sorties s'y font en même temps qu'à New York et Los Angeles. La population torontoise résout une sorte de paradoxe : elle est représentative du public nord-américain tout en étant plus ouverte et plus cinéphile. Dès l'ouverture de la loca-

tion, la plupart des séances affichent complet. Revers de la médaille : une certaine rigidité de fonctionnement. Malgré la multiplication des projections réservées à la presse et à l'industrie, la frustration a monté parmi les journalistes et, surtout, les acheteurs potentiels. Mais cette attention particulière portée au public se conçoit. Toronto-métropole est constituée d'un chapelet de communautés ethniques solidement implantées qui ont accès, pendant dix jours seulement, à des films présentés dans leurs langues respectives. Les films coréens ou tamouls n'étaient presque jamais distribués au Canada, on croise dans les files d'attente des gens qui ne vont jamais au cinéma le reste de l'année.

Les retombées sont enrichissantes. Non seulement les minorités renouent avec leur propre cinéma, elles découvrent aussi celui d'autres minorités, dont les préoccupations socio-politiques sont parfois similaires. Le chemin n'est pas sans dangers. Le choix par le festival de consacrer son « Coup de projecteur » au cinéma du Vietnam, hier et aujourd'hui, Pa entraîné dans une controverse divisant la commu-

nauté vietnamienne même. Les uns soutenant le festival (Société vietnamienne des pionniers du cinéma et de la télévision), les autres (Comité pour les droits de l'homme au Vietnam) qualifiant cette programmation « d'image déformée [à des fins de] propagande » et appelant au boycott, tout en reconnaissant n'avoir pas vu l'ensemble des onze films présentés.

**« CELUI QUI RACONTE »**  
Autre tendance mise en lumière par le festival, le nombre impressionnant de premiers films réalisés par des acteurs : près d'une vingtaine. Certains ont fait le circuit des festivals comme *Bastard out of Carolina*, d'Anjelica Huston, et *Looking for Richard*, d'Al Pacino, à Cannes, *Trees Lounge*, de Steve Buscemi, et *Albino Alligator*, de Kevin Spacey, à Deauville. D'autres affrontaient le public pour la première fois : Kevin Bacon (*Losing Chase*), Matthew Broderick (*Infiltration*), Emilio Estevez (dirigé son père Martin Sheen (*The War at Home*), Tom Hanks Liv Ullmann (*The Thing You Do!*) et Cher (cocalisé *If These Walls Could Talk* avec Demi Moore et Sissy Spacek).

## Un Festival pour rouvrir Sarajevo au cinéma

LA FONDATION Obala organise jusqu'au 18 septembre le premier festival de l'après-guerre dans la capitale bosniaque, où une « pré-guarantie » s'était déroulée, en 1995, malgré l'encerclement serbe. Les organisateurs ont choisi trois axes. Une sélection de récents films d'auteur, tels Lars von Trier, Amand Desplechin, Sørenar Baras, Wong Kar-wai, Olivier Assayas, Akki Kaurismäki ou Raoul Ruiz. Sous l'intitulé « Films », un assortiment de grands succès américains auxquels le public bosniaque pourrait ne pas avoir accès dans un avenir proche : *Twister*, *L'Effaceur*, *Mission Impossible*, *Le Bossu de Notre-Dame*, entre lesquels s'est faufilé *Fargo*, des frères Coen. Un hommage à la Cinéma-thèque française, qui présente un florilège de titres, de *La Passion de Jeanne d'Arc*, de Dreyer, à *Liberté la nuit*, de Gance, en passant par *L'Arlésienne*, *Esprit*, *A bout de souffle*, *Jules et Jim*, *Playtime* ou *Série noire*. Le 14 septembre se tiendra une table ronde consacrée au cinéma français, à l'organisation de laquelle Le Monde est associé.

### Lettre d'Amérique

La course aux Oscars a commencé à Hollywood, quel fait donner ses témoins. Place aux « grands » personnages, aux « grandes » œuvres. Côté littéraire, sont convoqués Henry James (*Portrait de femme*, de Jane Campion), Michel Tournier (*Le Roi des*

quines, de Volker Schlöndorff), Thomas Hardy (*Jude*, de Michael Winterbottom) et, bien entendu, Shakespeare (trois fois, dont le *Hamlet*, de Kenneth Branagh). De l'art ? Portrait, dit-on, peu flatteur du peintre, *Surviving Picasso*, de James Ivory, y pourvoira - et positionnera Anthony Hopkins comme candidat à l'Oscar du meilleur acteur. De l'histoire ? Passant à la

réalisation, l'acteur Matthew Broderick retrace, dans *Infinité*, la vie de Richard Feynman, physicien qui se joignait à l'équipe de Robert Oppenheimer, mît au point la bombe atomique. Dans *Michael Collins*, de Neil Jordan, Liam Neeson incarne le dirigeant de FIRA (Lion d'or à la Mostra de Venise). De l'histoire encore ? Evita Peron mise en chair par Madonna, en images par Alan

Parker et en musique par Andrew Lloyd Webber (*Don't Cry for Me Argentina*). De la petite histoire contemporaine ? Avec *The People vs. Larry Flynt*, Milos Forman détaille les démêlés entre le directeur de la revue *Hustler* (aujourd'hui défunte) et la censure (toujours bien vivante). Il n'est pas exclu qu'une petite controverse fût à tenir la route jusqu'aux nominations en février 1997. H. B.

### Lettre des Pays-Bas

La polémique autour des archives de l'un des rares cinéastes néerlandais à avoir accédé à la reconnaissance internationale remonte à 1990. Un an après la disparition du cinéaste, la veuve et collaboratrice d'Ivens, Marceline Loidan, créait une fondation au nom de son époux. Bien qu'installée en France depuis 1957, et malgré les annués avec son pays d'origine que lui ont valu ses films - notamment *Borinage* (1934), sur l'échec d'une grève des mineurs en Belgique, et *Indonesia Calling* (1946), qui confirme son engagement au côté des communistes contre la politique colonialiste de La Haye -, il avait déposé une partie de ses archives

au Musée du film d'Amsterdam. En septembre 1990, sa veuve demande à la nouvelle directrice, Hoos Blotkamp, de les conserver en vue d'un transfert ultérieur à la Fondation. Le moment venu, Marceline Loidan constate que « des documents ont disparu », raconte Eugène Geldorf, directeur de la Fondation. Réponse du musée : « Nous n'avons fait que reprendre les pièces qui nous appartenaient. » Ces documents sont stockés dans un entrepôt de Lelystad, près d'Amsterdam. Les « embûches » ont empêché la Fondation de réaliser ses objectifs : favoriser la circulation du travail de Joris Ivens, créer un point de rencontre pour les cinéastes, et stimuler le tournage de films documentaires. Du coup, le conseil pour la culture refuse le versement sur quatre ans de 280 000 florins de subventions (environ 850 000 francs), condition de sa survie. Alain Franco




REPRODUCTION INTERDITE

### PRESTIGE ET CARACTÈRE



**PLACE SAINT-SULPICE**  
Immeuble 17<sup>e</sup> siècle au 3<sup>e</sup> étage. Bel appartement de réception avec galerie d'entrée, grand salon-salle à manger, bureau, 4 chambres, exposé est-ouest. 32.050 F + charges.

Prébill  
40.16.38.55



**QUAI D'ORSAY (proche)**  
Appartement de réception, environ 260 m<sup>2</sup>, hauteur plafond 4,10 m. Entrée, grand salon-salle à manger, 4 ou 5 chambres, 2 salles de bains, 1 salle de douche. Etat impeccable.

Cabinet Kessler 46.22.83.80  
53.77.67.09




**PROXIMITÉ NIEL**  
Superbe atelier artiste, grande luminosité. 5 m hauteur sous plafond, surface 60 m<sup>2</sup> environ. Entrée, grand living + 1 chambre, cuisine, salle de bains. Beaucoup de caractère.

Cabinet Kessler 46.22.83.80  
53.77.67.09



**SOLFÉRINO (proche)**  
Environ 310 m<sup>2</sup>. Bel appartement familial. Charming, soleil, étage élevé. Grand salon (60 m<sup>2</sup>), salle à manger, 6 chambres sur jardin dont 2 en mezzanine + chambres service.

Cabinet Kessler 46.22.83.80  
53.77.67.09



**AVENDRE EN QUERCY**  
MONCLAR-DE-QUERCY, à 25 km de MONTAUBAN  
Grande maison familiale entièrement rénovée, sur 2 niveaux (250 m<sup>2</sup> au sol), 9 pièces, salle de bains, salle d'eau grand garage (2 voitures), grenier aménageable, chauffage central au fuel.

Dépendances : bûcher, pigeonnier.  
Terrain : 1,06 hectare en prairie, chênes, conifères.  
Prix : 850.000 F.


Informations :  
Mme PARDON : 01.48.99.99.65 (soir)



**SAINT-MANDÉ**  
Une villa « sur la toit », opportunité exceptionnelle. 160 m<sup>2</sup> habitables, 240 m<sup>2</sup> de terrasse. Equipements et prestations de très grand standing. Galerie, séjour de 50 m<sup>2</sup>, triple exposition. Vue panoramique sur Paris et Bois de Vincennes.

5,9 millions de francs, plus taxes.

Villa Olivier BENIN  
47.66.70.70



**PROVENCE**  
SITE CLASSÉ - 5 km de GORGES  
35 km d'Arignon (gare TGV), magnifique région Lubéron, proximité nombreux sites naturels et historiques renommés, point culminant d'un authentique village provençal : maison 18<sup>e</sup> siècle, entièrement restaurée, prestations luxueuses, 240 m<sup>2</sup>, vaste salon-salle à manger avec cheminée, belle pièce 30 m<sup>2</sup> (cheminée), 3 chambres et salles de bains. Loggia et terrasse avec vue panoramique. Calme, détente, loisirs culturels et sportifs variés, 1.520.000 FF.

Propriétaire tél. : (33-1) 44.11.32.29 et (33-1) 47.05.42.62 (répondeur), fax : (33-1) 44.11.32.35.

TOUS LES MERCHES  
"LE MONDE" VOUS PROPOSE  
"PRESTIGE ET CARACTÈRE"  
UN RENDEZ-VOUS CONSACRÉ  
AUX APPARTEMENTS  
D'EXCEPTION  
ET AUX PLUS BELLES  
PROPRIÉTÉS  
DE L'ÎLE-DE-FRANCE  
ET DE LA PROVINCE.

POUR PASSER UNE ANNONCE :  
TEL : 44.43.77.40

Fédération Nationale  
de l'Immobilier  
PARIS - ÎLE DE FRANCE

L'AVENIR PARISIEN

3615 F.A.



Toronto

55-2 (من لاجل)

IMMOBILIER

APPARTEMENTS

**1<sup>er</sup> arrondissement**  
PONT-NEUF, rénové, stand, s'élève  
et jard., rare 3/4 p. à réf.,  
91 m<sup>2</sup>,  
park. 43-35-18-36

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
**QUAI BETHUNE**  
à Seine, parfait état  
145 m<sup>2</sup>, 2 chambres  
d'une rare élégance  
s'élève. J. C. C.  
43-35-07 ou 07-32-66-59

**MARAI, SAINT-PAUL**  
116 m<sup>2</sup> en duplex + balcon.  
Soleil, rue et jardin  
dernier étage. 47-00-77-27

**5<sup>e</sup> arrondissement**  
**PANTHÉON** pot. ét. élevé  
6 p., 155 m<sup>2</sup>, chif. indiv.  
charges min. 43-35-18-36  
PARIS 5<sup>e</sup>, duplex, ancien, de  
carrière, dernier étage,  
90 m<sup>2</sup> env., 2 000 000 F.  
IP - 48-55-13-38

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
VAVIN très beau P-de-T.  
5<sup>e</sup> asc., vue dégagée 3/4 p.  
gd balcon, soleil, 2 700 000  
MEL : 43-25-32-56  
ND-des-Champs p. de t.  
4 p., 5<sup>e</sup> asc., balcon, sud,  
à voir 2 800 000.  
MEL : 42-34-28-28

**7<sup>e</sup> arrondissement**  
Boulevard Labor-Mabourg.  
STUDETTE 5<sup>e</sup> ét., calme,  
soleil, asc.  
320 000 F. 40-47-57-52  
**CHAMPS-DE-MARS**  
140 m<sup>2</sup>, double réception, 3 ch.,  
ét. élevé, asc., vue,  
230 m<sup>2</sup>, duplex, dernier ét.,  
terrasses, vue, parc.  
TEL : 43-35-14-05

**ROUSSELET 4 P.**  
100 m<sup>2</sup>, ét. élevé, asc.,  
sur jardin. 43-59-14-06

**9<sup>e</sup> arrondissement**  
M<sup>e</sup> CADEZ 880 000 F  
110 m<sup>2</sup> à rénover  
(RC + 1<sup>er</sup>)  
Immo Mercadet. 42-51-51-51  
Sto-Cécile, à s'él., bel anc.  
magn. 2 p., 43 m<sup>2</sup> (sél. 21),  
balc., soleil, calme, ch. min.  
43-35-18-36

**10<sup>e</sup> arrondissement**  
République (près de)  
Immo. pot. parfait état  
120 m<sup>2</sup>, 5 p. + serv., 4<sup>e</sup> ét.  
cuis. équip., balc.  
2,2 MF. 07-48-02-79 ou  
42-39-20-39 (ap. 20 h.)

**11<sup>e</sup> arrondissement**  
Près hôpital Saint-Antoine  
**MAISON LOFT**  
GD SÉL. 3 CHAMBRES  
calme sur verdure, beaucoup  
de charme, 2 900 000 F.  
Serge Kayser - 43-25-43-43  
Proche RÉPUBLIQUE loft  
120 m<sup>2</sup> amén., gd stand,  
haut, s'élève 4 m, très  
calme, s'élève, cause  
mutation, 1 950 000 F.  
07-55-20-44

**PROCHE NATION**  
surface brute de béton,  
65 m<sup>2</sup>, poss. 3 p., dernier ét.,  
vue imprenable, asc., park.  
sous imm., poss. terrasse,  
Diglode, jardin, 780 000 F.  
07-55-20-44

**14<sup>e</sup> arrondissement**  
Pr. Denfert stg étal., 33 m<sup>2</sup>,  
500 000 F  
Denfert, bel, asc., 2 p.,  
40 m<sup>2</sup>, 680 000 F  
Vavin, 2 p., 30 m<sup>2</sup>, 680 000 F  
Montparnasse, studio, 29 m<sup>2</sup>,  
park, 698 000 F. 43-35-18-36  
DENFERT-ROCHEREAU,  
3 p., à saisir  
3<sup>e</sup> ét., calme, bon état.  
875 000 F. Syndic.  
40-47-57-52

Près rue d'Alsace, 3 p.,  
3<sup>e</sup> ét., calme, 650 000 F.  
Immo Mercadet - 42-51-51-51

VENTES

**15<sup>e</sup> arrondissement**  
R. DE VAUGRARD, 3 p.  
bel imm. haussmannien,  
6<sup>e</sup> ét. asc.,  
800 000 F. A saisir  
FEAU LA BOURDONNAIS.  
47-05-50-36

Rue Viala. Studio agréable,  
verdu,  
bel imm. anc. calme, soleil.  
350 000 F. Syndic.  
40-47-57-52

**16<sup>e</sup> arrondissement**  
**AUTELIN, CHAMBRE DES**  
QUARTIER  
calme. Idéal étudiant ou  
investisseur. 4<sup>e</sup> ét., 11 confort  
225 000 F déduction fiscale poss.  
2 500 F/m<sup>2</sup>. 97-46-37-16

**MAISON DE LA RADIO.**  
Avenue  
de Versailles. Studio 25 m<sup>2</sup>  
de imm. bourgeois, 7<sup>e</sup> ét., asc.  
calme. Prix : 380 000 F  
4 200 F/m<sup>2</sup>. 97-46-37-16

**ARGENTINE**  
Pot. Standing. Tpe réception  
3 chbres service, 188 m<sup>2</sup>  
1<sup>er</sup> ét. mds. 3 650 000 F  
STIL : 53-34-03-58

**17<sup>e</sup> arrondissement**  
**LEMERCIER** Tr. cl. 88 m<sup>2</sup>  
Dble récept., 2 ch., 1,3 MF  
CPD. 46-22-29-74

**PROCHE CITÉ DES FLEURS**  
293 p., 53 m<sup>2</sup> env., calme,  
clair, imm. rénové, ét.  
élevé, 750 000 F.  
TEL : 07-55-20-44

**20<sup>e</sup> arrondissement**  
2 p., 54 m<sup>2</sup>, 690 000 F  
M<sup>e</sup> J. Joffin, imm. rénové  
Immo Mercadet. 42-51-51-51

3 p., 80 m<sup>2</sup>, 840 000 F  
réf. neuve, M<sup>e</sup> J. Joffin  
Immo Mercadet - 42-51-51-51

M<sup>e</sup> Châteauneuf, 2 p.,  
40 m<sup>2</sup>, confort, 440 000 F.  
Immo Mercadet - 42-51-51-51

Proche M<sup>e</sup> LAMARCK-  
CAULAINCOURT,  
r.-d.-c., 50 m<sup>2</sup> env.,  
clair, calme, park. en loc.  
750 000 F. 07-55-20-44

**BON 1<sup>er</sup> ATEL. ART.**  
90 m<sup>2</sup> + mezz. + 50 m<sup>2</sup> s'él.  
hauteur s'élève 5 m.,  
park. en loc. 400 F/mois.  
Prix : 1 350 000 F.  
TEL : 07-55-20-44

LOCATIONS

OFFRES

**PARIS**  
PARIS 20<sup>e</sup> arr. 2 p.  
contiguës + balcon, 7<sup>e</sup> ét.  
asc., clair, calme, douche  
kitchenette, 3 100 F HC  
TEL : (01) 21-33-74-44

**PARIS 20**  
Métro Ségur  
Chambre ensolée,  
équipée et meublée  
7<sup>e</sup> étage, ascenseur  
kitchenette, douche, wc  
Branchement téléph., câble  
2 800 F TTC. Part. à part.  
45-07-52-51

**HABITS-DE-SEINE**  
92  
P3 standing, 68 m<sup>2</sup> à Antony  
de résidence calme. Très  
commodités. Séjour, 2 ch.  
cave. Ptg. balcon.  
Elet refait neuf.  
719 000 F (exp. 750 000 F)  
08-22-46-27 ou 44-87-58-58

**COURBEVOIE**  
A saisir  
bel apt. dble living + 3 ch.  
soleil. Ptg. 1 300 000 F  
CPD : 46-22-29-74

Boulogne. M<sup>e</sup> Jean-Jaures, 2<sup>e</sup>  
et 3<sup>e</sup>, calme et clair, duplex, 50 m<sup>2</sup>,  
cuis. améc., s'él., s.d.b., W.C.  
700 000 F. 47-45-55-53

le de la Jette.  
3 p., 78 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup>, balcon, 2 ch.,  
cuis. eq., s.d.b., W.C.  
Cave, 2 boxes.  
2 150 000 F. 47-45-55-53

le de la Jette.  
2 p., de 50 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> ét., asc.,  
séjour, cuis., s.d.b., W.C., ch.  
Cave, parking.  
1 050 000 F.  
47-45-55-53

Part. vend. appart. 690 000 F  
Clichy-sous-Bois.  
4<sup>e</sup> ét. env. 91 m<sup>2</sup>, dont loggia,  
8 m<sup>2</sup> couv. ext., entrée, séj. dble,  
3 ch., cuis. équipée,  
s.d.b., w.c.,  
cellier, porte blindée,  
park. fermé.  
Interph. rénové, 95, parc au  
piéd de l'imm.  
M. TORAL - 80-59-05-75

**PROVENÇES**  
A VENDRE  
Dern. ex. SEMORIE A  
TROYES  
appt. de + de 100 m<sup>2</sup>.  
Salle à manger-euton.  
2 ch. env.  
2 s. de b., 1 W.C., gd balcon.  
Contacteur M. Ph. JONQUET,  
13, rue  
P.-Dubois, 1000 A TROYES.  
TEL : 25-52-55-55

LOCATIONS

OFFRES

**PARIS**  
PARIS 20<sup>e</sup> arr. 2 p.  
contiguës + balcon, 7<sup>e</sup> ét.  
asc., clair, calme, douche  
kitchenette, 3 100 F HC  
TEL : (01) 21-33-74-44

**PARIS 20**  
Métro Ségur  
Chambre ensolée,  
équipée et meublée  
7<sup>e</sup> étage, ascenseur  
kitchenette, douche, wc  
Branchement téléph., câble  
2 800 F TTC. Part. à part.  
45-07-52-51

**HABITS-DE-SEINE**  
92  
P3 standing, 68 m<sup>2</sup> à Antony  
de résidence calme. Très  
commodités. Séjour, 2 ch.  
cave. Ptg. balcon.  
Elet refait neuf.  
719 000 F (exp. 750 000 F)  
08-22-46-27 ou 44-87-58-58

**COURBEVOIE**  
A saisir  
bel apt. dble living + 3 ch.  
soleil. Ptg. 1 300 000 F  
CPD : 46-22-29-74

Boulogne. M<sup>e</sup> Jean-Jaures, 2<sup>e</sup>  
et 3<sup>e</sup>, calme et clair, duplex, 50 m<sup>2</sup>,  
cuis. améc., s'él., s.d.b., W.C.  
700 000 F. 47-45-55-53

le de la Jette.  
3 p., 78 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup>, balcon, 2 ch.,  
cuis. eq., s.d.b., W.C.  
Cave, 2 boxes.  
2 150 000 F. 47-45-55-53

le de la Jette.  
2 p., de 50 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> ét., asc.,  
séjour, cuis., s.d.b., W.C., ch.  
Cave, parking.  
1 050 000 F.  
47-45-55-53

Part. vend. appart. 690 000 F  
Clichy-sous-Bois.  
4<sup>e</sup> ét. env. 91 m<sup>2</sup>, dont loggia,  
8 m<sup>2</sup> couv. ext., entrée, séj. dble,  
3 ch., cuis. équipée,  
s.d.b., w.c.,  
cellier, porte blindée,  
park. fermé.  
Interph. rénové, 95, parc au  
piéd de l'imm.  
M. TORAL - 80-59-05-75

**PROVENÇES**  
A VENDRE  
Dern. ex. SEMORIE A  
TROYES  
appt. de + de 100 m<sup>2</sup>.  
Salle à manger-euton.  
2 ch. env.  
2 s. de b., 1 W.C., gd balcon.  
Contacteur M. Ph. JONQUET,  
13, rue  
P.-Dubois, 1000 A TROYES.  
TEL : 25-52-55-55

LOCATION

DEMANDES

**DE CIRCOUIT**  
ASSOCIÉS

Recherchons appartements  
meublés de qualité, pour  
clientèle internationale  
**47-53-86-38**

**EMBASSY SERVICE**  
43, avenue Marceau - 75008  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPRIS  
HAUT DE GAMME  
HÔTEL PARTICULIER  
à VILLAS CUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**VIDES**  
**DEMANDES**  
INTER PROJETS rech.  
sur Paris et Est parisien  
volumes atypiques,  
à louer ou à vendre.  
IP 42-53-46-48

**ACHATS**  
CABINET KESSLER  
78 Champs-Élysées, 8e  
recherche de toute urgence,  
beaux appts de standing,  
petites et grandes surfaces,  
évaluation grat. sur dem.  
48-22-03-80/53-77-57-09

Rech. Urgent 100 à 120 m<sup>2</sup>  
PARIS paiement comptant  
chez notaire. 48-73-48-07

**MAISON**  
A 2 mn Deauville, maison  
120 m<sup>2</sup> habitable face mer,  
cuis. équipée, jardin 300 m<sup>2</sup>.  
Sous valeur 680 000 F.  
TEL : 07-55-20-44

**ENTREPRISES**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 43-55-17-50

**DOMAINES**  
A vendre Côte-d'Or,  
VIGNE 6 HA  
Bourgonne très cotee-  
de mûres avec récolte.  
BRISAC-DUON : 80-30-21-62

**VIAGERS**  
Libre St-Mandé près M<sup>e</sup>,  
Imm. gd stand., 5 p., 5e ét.,  
soleil, hme 88 ans,  
1 350 000 F + 7 000/mois  
Viagers Cruz 42-56-16-00

**NON MEUBLÉES**  
Propriétaire loue  
banc à la Sorbonne,  
Studio 18 m<sup>2</sup>, 5e étage, asc.  
porte blindée, portes appar.  
balcon, double vitrage,  
kitchenette équipée  
salle de bain, chauffage  
et eau chaude par immeuble,  
rapport à neuf, 3 300 F c.a.  
TEL : 43-47-57-51 pour R.V.

**PARIS 20<sup>e</sup> arr.**  
9 m<sup>2</sup> + balcon  
ascenseur, clair, calme  
1 600 F - (01) 21-33-74-44

Exceptionnel vue sparc  
Montsouris, 3e, asc., 80 m<sup>2</sup>  
env. atelier avec mezzanine  
chbrs, cuis., bain, 9 800 F  
+ ch. DVI - 44-18-07-07

**17<sup>e</sup> PORTE MAILLOT**  
Imm. moderne. Gd studio.  
Cuisine, bain, cave, pte.  
4 500 F CC. PAP.  
48-25-49-46

**PARIS 20<sup>e</sup> arr.**  
9 m<sup>2</sup> + balcon  
ascenseur, clair, calme  
1 600 F - (01) 21-33-74-44

Exceptionnel vue sparc  
Montsouris, 3e, asc., 80 m<sup>2</sup>  
env. atelier avec mezzanine  
chbrs, cuis., bain, 9 800 F  
+ ch. DVI - 44-18-07-07

**17<sup>e</sup> PORTE MAILLOT**  
Imm. moderne. Gd studio.  
Cuisine, bain, cave, pte.  
4 500 F CC. PAP.  
48-25-49-46

**PARIS 20<sup>e</sup> arr.**  
9 m<sup>2</sup> + balcon  
ascenseur, clair, calme  
1 600 F - (01) 21-33-74-44

Exceptionnel vue sparc  
Montsouris, 3e, asc., 80 m<sup>2</sup>  
env. atelier avec mezzanine  
chbrs, cuis., bain, 9 800 F  
+ ch. DVI - 44-18-07-07

**17<sup>e</sup> PORTE MAILLOT**  
Imm. moderne. Gd studio.  
Cuisine, bain, cave, pte.  
4 500 F CC. PAP.  
48-25-49-46

**PARIS 20<sup>e</sup> arr.**  
9 m<sup>2</sup> + balcon  
ascenseur, clair, calme  
1 600 F - (01) 21-33-74-44

Exceptionnel vue sparc  
Montsouris, 3e, asc., 80 m<sup>2</sup>  
env. atelier avec mezzanine  
chbrs, cuis., bain, 9 800 F  
+ ch. DVI - 44-18-07-07

**17<sup>e</sup> PORTE MAILLOT**  
Imm. moderne. Gd studio.  
Cuisine, bain, cave, pte.  
4 500 F CC. PAP.  
48-25-49-46

**PARIS 20<sup>e</sup> arr.**  
9 m<sup>2</sup> + balcon  
ascenseur, clair, calme  
1 600 F - (01) 21-33-74-44

Exceptionnel vue sparc  
Montsouris, 3e, asc., 80 m<sup>2</sup>  
env. atelier avec mezzanine  
chbrs, cuis., bain, 9 800 F  
+ ch. DVI - 44-18-07-07

**17<sup>e</sup> PORTE MAILLOT**  
Imm. moderne. Gd studio.  
Cuisine, bain, cave, pte.  
4 500 F CC. PAP.  
48-25-49-46

BRUXELLES (Belgique)

Investissement AAA

Vente publique en une seule séance le 22 octobre 1996  
d'un magnifique terrain de 31a 05ca idéalement situé  
au coeur du quartier des Communes Européennes  
(Îlot Comines-Froissart : rue Belliard et chaussée d'Eterbeek).

Possibilité de construire un hôtel de ± 14 000 m<sup>2</sup>.

Renseignements : 1<sup>er</sup> Comité d'Acquisition  
avenue Louise 245 B 1050 Bruxelles - Fax : 19 32 2 6410557.

**PROPRIÉTÉS**  
Rech. gd manoir ou maison  
bourgeoise, 20 ha min.  
Si possible ruisseau Nord  
Lieux, direction Deauville.  
TEL : 31-51-17-00

**(72) SARTHE**  
proche  
**LE MANS**  
terres à rénover  
sur 4 500 m<sup>2</sup> de terrain  
en lisière de forêt  
1,7 MF cause mutation Sud.  
Urgent : 07-55-20-44

**HOTELS PARTICULIERS**  
**NEJILLY SAUSSAYE**  
hôtel part. 1930 - 320 m<sup>2</sup>  
ascenseur, jardin, terrasse  
**LARGIER - 42-55-18-33**

**TROCADERO**  
Rare, hôtel part.  
plein de t. 400 m<sup>2</sup>,  
jardin 80 m<sup>2</sup>.  
**LARGIER - 42-55-18-33**

**VILLA MONTMORENCY** rare  
sans vis-à-vis, maison  
de maître 500 m<sup>2</sup> + parc,  
garages - 45-52-04-58

**LES ANNONCES CLASSÉES**  
**DU « MONDE »**

**IMMOBILIER**  
Tarifs : Professionnels  
130 F/HT la ligne

**Particuliers**  
**LOCATION**  
603 F/TTC 5 lignes 2 parutions

**VENTE**  
904 F/TTC 5 lignes 3 parutions  
La ligne comprend 25 caractères,  
signes et espaces compris.

TEL : 44-43-77-40  
de 9 heures à 19 heures du lundi au vendredi

**EMPLOI**  
Tarifs : offre  
210 F/HT la ligne

**demande**  
55 F/HT la ligne

**PROPOSITIONS COMMERCIALES**  
400 F/HT la ligne

**AGENDA**  
130 F/HT la ligne  
TEL : 44-43-76-03 ou 44-43-77-34

**ASSOCIATIONS**  
Atelier d'écriture  
Elisabeth BING  
10, rue Boudrie  
75005 Paris  
WE, sensibilisation  
septembre  
Nouveau programme  
sur simple appel :  
40-51-79-10

**COURS D'ARABE**  
Ts. niv. 4<sup>e</sup> sc. Sam.  
extensif, semi-intensif  
Insc. AFAC 42-72-50-58

**IMPORTANT COMITÉ**  
ENTREPRISE RECHERCHE  
**RESPONSABLE**  
**SECTEUR ENFANCE**  
**JEUNESSE**  
Pole métier, à pourvoir rapid.  
Sél. de base 11 20 F Desz.  
comp. du poste en (06) 91-10-73-47

**ARCHITECTE**  
**D'INTERIEUR**  
Célibat. 31 ans, PARIS 12<sup>e</sup>,  
2/3 ans exp.  
Bac D, BTS assist. tech. ing.  
Diplôme ENSAD, 1 an école  
ROUEN.  
DPLG, maîtrise PC  
(windows)  
Mac (cl. works),  
initiation TOPAEC  
(2D/3D)/PC.  
Début. possédant clé log.  
ARC + (3D)/PC  
Anglais : lu, parlé, écrit,  
permis VL.  
Accepte dessin tradition.  
ou PC/MAC pour ARCH.  
DPLG  
proposé entretien/CV sur  
R.d.v.  
cherche situation stable  
ou plein temps,  
dispon. de suite,  
lieu travail Paris/périph.  
TEL : 01 32-32-52-01  
43-45-17-51.

**INGÉNIEUR** 50 ans  
Arts et Métiers, Sup'Aéro,  
exp. direction générale  
rech. poste consultant ou  
direction  
en Chine ou autres pays  
Asie.  
Parle chinois, anglais,  
allemand.  
Durée 1 à 5 ans  
TEL (01) 32-32-52-01  
Fax 97-05-50-58

Directeur Qualité dans SSI,  
expert en méthodologie,  
auditeur ICA, consultant ISO  
9001,  
étude toutes propositions  
TEL (01) 30-60-03-00  
Fax 01-30-60-88-59

H. 43 a. bonne culture  
général.  
exp. diverses ch. emploi  
développement. Etud. ttes  
propos.  
TEL : 46-74-53-94

Ing. conseil en organisation  
rel. associations et  
institutions  
disponible, mobile.  
TEL : (1) 42-23-85-29

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

L'AVENIR PAR LA QUALITÉ

Au cours des dix-huit derniers mois, un débat surréaliste a mobilisé les énergies du monde de l'immobilier. Les avis divergent sur l'utilité de créer un label de qualité, et ce tant au sein des consommateurs que des professionnels ou des pouvoirs publics.

Avec la publication au Journal officiel du 9 août 1996 d'un avis concernant l'existence du label « Qualité Syndic », le temps est venu d'abandonner tout esprit de clocher pour examiner l'intérêt de cette innovation.

Un organisme indépendant délivre au syndic de copropriété qui en fait la demande le label « Qualité Syndic », si la prestation fournie correspond aux spécifications d'un texte de référence appelé, naturellement, « référentiel ».

Après avoir discuté, ce référentiel traite de sujets relatifs à l'information des copropriétaires, tant sur la vie de la résidence que sur les caractéristiques du cabinet. De même, sont énumérées les obligations auxquelles doit satisfaire le syndic sur les plans techniques, juridiques et financiers.

Les mots-clés à connaître s'énumèrent en transparence, compétence, vigilance et sens du service. Les consommateurs disposent désormais d'un indicateur objectif leur permettant de juger de la qualité de leur syndic. Les professionnels certifiés trouvent là un excellent moyen de faire valoir et faire reconnaître le sérieux de leur gestion.

Partenaire actif, la Chambre FNAIM Paris-Île-de-France a même déjà jeté les bases de ce qui pourrait bien devenir un label de qualité, mais pour agents immobiliers cette fois.

Sur un marché extrêmement concurrentiel, nul ne saurait reprocher aux professionnels de s'appuyer sur un référentiel... pour faire la différence.

Jacques LAFORTE,  
Président de la Chambre FNAIM Paris-Île-de-France

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER  
3615 FNAIM (2 23 F/m<sup>2</sup>)



هكذا من لايصل

28 / LE MONDE / JEUDI 12 SEPTEMBRE 1996

# M M O B I L I T E

REPRODUCTION INTERDITE

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

**LE MARCHÉ DES CONSEILS DE LA FNPC**

**VOTRE ACQUISITION DANS LE NEUF :**  
**PROFITEZ DE DEUX MESURES ENCORE EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1996**

**SI, AVANT LE 31 DÉCEMBRE 1996 :**

- vous vendez des parts de Sioav de capitalisation pour acheter ou faire construire votre résidence principale ou secondaire, vos plus-values seront exonérées, quel que soit le montant des parts de Sioav, à condition qu'elles soient totalement réinvesties dans l'immobilier avant le 28 février 1997 ;
- vous effectuez une demande de prêt au titre du PEL (Plan d'Épargne Logement) vous pouvez bénéficier d'une majoration de 20 % des droits à prêt qui peut s'appliquer soit sur le montant du droit à prêt, plafonné à 600.000 francs, soit sur l'allongement de la durée de remboursement.

**ET N'OUBLIEZ PAS LA NOUVELLE MESURE D'AMORTISSEMENT FISCAL D'UN BIEN IMMOBILIER LOCATIF NEUF AUJOURD'HUI EN VIGUEUR.**

**RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS ADHÉRENTS À LA FNPC, FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS.**

## PARIS RIVE DROITE

### 2<sup>e</sup> arrondissement

**Virivienne Opéra**  
 49/51, rue Vivienne.

**Réalisation :**  
**PONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

**De studio en 4 pièces.**  
 Prix : 25.200 F le m<sup>2</sup> moyen.

An cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Virivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, de studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accompagnés par un hall particulièrement raffiné.

Bureau de vente sur place 49 rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>.  
 Tél. : 45.49.52.52.

### 10<sup>e</sup> arrondissement

**Résidence Saint-Martin**  
 61, rue Bichat.  
 Nouveau programme.

**Réalisation :**  
**FRANCE CONSTRUCTION**  
 Tél. : 46.05.22.00.  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Téléphone tout de suite au 46.05.22.00 pour faire partie des privilégiés !  
 Profitez des nouvelles mesures d'incitation.  
 18.900 F le m<sup>2</sup> moyen, hors parking.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, de studio en 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Estimé du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cadastre parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud. Prestations particulièrement soignées. Label Promoteur Confort Plus.

Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

**L'Orée du Parc**  
 66, rue Camille Saint-Saëns, rue Rameau.  
 A toute proximité des Buttes-Chaumont à découvrir absolument !

**Réalisation :**  
**FRANCE CONSTRUCTION**  
 Tél. : 46.05.22.00.  
 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Profitez des nouvelles mesures d'incitation.  
 De studio en 5 pièces avec parking en sous-sol, 18.800 F le m<sup>2</sup> moyen hors parking et dans la limite du stock disponible.

La nature d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et terrasses, vue sur un beau jardin intérieur.

Bureau de vente : 5, rue du Général Bruneau, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

### 20<sup>e</sup> arrondissement

**Villa Gambetta**  
 Appartement témoin

**Réalisation :**  
**PONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

**De studio en 4 pièces.**  
 20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Situé à 200 mètres de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin.

Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.

## PARIS RIVE GAUCHE

### 14<sup>e</sup> arrondissement

**Proche Alesia**  
 Avenue du Général Leclerc.

**Réalisation :**  
**PONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

**De 2 pièces en 4 pièces duplex.**  
 21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Dans le quartier animé et agréable d'Alesia, 4 appartements sont en étapes élevées bénéficiant d'une vue dégagée. L'ensemble est lumineux.

Renseignements et vente : tél. 45.49.52.52.

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

**C'EST CHAQUE MERCREDI**  
**DATE JEUDI**

## PARIS RIVE GAUCHE (suite)

### 14<sup>e</sup> arrondissement (suite)

**Closerie-Montparnasse**  
 Rue Froidevaux.

**Réalisation :**  
**PONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

**De studio en 3 pièces.**  
 23.800 F le m<sup>2</sup> moyen.

Entre Montparnasse et Dauterive-Rochereau dans l'une des rues les plus coquettes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris.

Livrables : 1<sup>er</sup> trimestre 1997.  
 Renseignements et vente : tél. 45.49.52.52.

### 15<sup>e</sup> arrondissement

**Résidence Villa des Arts**  
 19, rue Fixeas.

**Réalisation :**  
**Groupe GET**  
 65, avenue de Wagram  
 75017 Paris  
 Tél. : 01.47.66.70.70.

**De studio en 5 pièces.**  
 21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

A proximité immédiate du square Georges Brureau. Les 36 appartements de la Résidence Villa des Arts bénéficient d'un environnement calme, d'une orientation sud-ouest, de larges balcons et terrasses.

Plans intelligents et prestations haut de gamme.

Bureau de vente sur place au 20, rue Fixeas, ouvert tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h (jeudi de 14 h à 19 h).  
 Tél. : 42.56.45.00.

### 16<sup>e</sup> arrondissement

**62, rue Saint-Didier**

**Réalisation :**  
**SEPTIMA**  
 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
 N° Vert : 05.33.59.00.

**33 appartements. De studio en 5 pièces. 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen.**  
 - 5 pièces 138,50 m<sup>2</sup>, 2 étages 3.970.000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trudaine, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et de l'École des Beaux-Arts, 33 petites résidences se dressent.

De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et vente : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 05.33.59.00.

### 76, rue du Ranelagh

**Quintessence et Commercialisation**  
**PROMOTEUR**  
 10, place du Col Calvaire  
 75017 Paris  
 Tél. : 44.48.47.47  
 Fax : 44.48.47.06.

**De studio en 6 pièces.**  
 35 appartements. A partir de 29.000 F le m<sup>2</sup>.

À l'opéra du bon, 16<sup>e</sup> arrondissement, réalisation d'une opération de prestige comportant deux petites immeubles sur rue et jardins intérieurs.

Prestations de haute qualité.

Bureau de vente ouvert de 14 h à 19 h sauf dimanche : 65 rue du Ranelagh.  
 Tél. : 42.38.08.06.

## RÉGION PARISIENNE

### 78 Maisons-Laffitte

**Les Villas Longueil**  
 Avenue de Longueil.

**Réalisation :**  
**PONCIÈRE SATIS**  
 Groupe SUEZ  
 216, bd Saint-Germain  
 75007 PARIS  
 Tél. : 45.49.52.52.

**De studio en 5 pièces.**  
 17.500 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur terrain aux commodités bordées d'arbres ou sur jardin.

Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150 m du RER, de l'Yer et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain.

Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78600 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.

## PARIS

**EXCEPTIONNEL**

**RMP**

**(1) 40 51 27 54 ou 40 51 27 20**



# LA SÉLECTION DU « MONDE »

**COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ** (français, 2 h 58), d'Amaud Desplechin, avec Matthieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montaigne, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni.

**CONTE D'ÉTÉ** (français, 1 h 53), d'Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon.

**FARGO** (américain, 1 h 37), de Joel Coen, avec Frances McDormand, William H. Macy, Steve Buscemi, Harve Presnell, Peter Stormare.

**MIKHAIL KOBAKHIDZE, CINQ COURTS MÉTRAGES INÉDITS** de Mikhail Kobakhidze (géorgien, noir et blanc, 1 h 13).

**LA SECONDE FOIS** (italien,

1 h 20), de Mimmo Calopresti, avec Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Valeria Milillo, Roberto De Francesco, Marina Confalone, Simona Caramelli.

**THE CELLULOID CLOSET** (américain, 1 h 41), de Rob Epstein et Jeffrey Friedman, avec Tony Curtis, Shirley MacLaine, Whoopi Goldberg, Tom Hanks, Susan Sarandon.

**THE VAN** (britannique, 1 h 45), de Stephen Frears, avec Colin Meaney, Donald O'Kelly, Ger Ryan, Caroline Rothwell, Brendan O'Carroll, Stuart Dunne.

**LES VOLEURS** (français, 1 h 57), d'André Téchiné, avec Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Julien Rivière, Laurence Côté, Fabienne Babe.

## FESTIVALS

**RÉTROSPECTIVE LUCIANO EMMER.** Le Centre Georges-Pompidou présente, du 11 au 22 septembre, un programme rare consacré à l'œuvre cinématographique de Luciano Emmer. Né en 1918, Emmer fonde, dès 1938, une société de production et finance, jusqu'en 1949, une trentaine de courts métrages, consacrés essentiellement aux arts plastiques. Ses premiers documentaires, présentés par Henri Langlois lors du 1<sup>er</sup> Festival européen, à Bâle en 1945, lui permettent d'être reconnu internationalement. Au programme, entre autres, des films sur Picasso, Giotto, Bosch, Goya, Caracciolo, Michelangelo... et des longs métrages de fiction, proches du documentaire, comme *Dimanche d'août*, tourné en 1949, témoignage sociologique irremplaçable ayant pour sujet une journée dominicale sur la plage d'Ostie.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, petite salle (1<sup>er</sup> étage), Paris 3. M<sup>o</sup> Châtelet-Les Halles.

**« PORTRAITS DE BERLIN ».** La Vidéotheque présente, les 13, 14 et 15 septembre, une programmation de films de la fin des années 20 et du début des années 30 qui s'inscrit dans deux courants, à la fois esthétiques et politiques, qui ont marqué le cinéma allemand de l'époque : la nouvelle objectivité et le réalisme prolétarien. Classiques et films méconnus se succèdent : *Berlin symphonie d'une grande ville* (Walter Ruttmann, 1927), documentaire au montage inspiré par les théories du Russe Dziga Vertov, *Les Hommes le dimanche* (Robert Siodmak, 1929), première tentative néoréaliste, et *Kuhle Wampe* (Slatan Dudow, 1932), véritable manifeste du cinéma prolétarien, film de propagande d'inspiration communiste dont le scénario est signé Bertolt Brecht. Le 13, à 19 heures, Antonin Liehm, critique et historien du cinéma, présente *L'Enfer des pauvres* (Phil Jutz, 1929), un film muet dénonçant les conditions de vie des ouvriers berlinois. Un débat sera proposé à l'issue de la projection.

Vidéotheque de Paris, Nouveau Fo-

rum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet-Les Halles. Tél. : 44-76-62-00.

**HOMMAGE À CARY GRANT.** L'association L'Art cinématographique consacre une soirée spéciale au comédien Cary Grant (1904-1986), avec la projection de *La Main au collet* (Alfred Hitchcock, 1955), puis de *Deux saurs vivaient en paix* (Irving Reis, 1947), une comédie rarement montrée. Des dessins animés, des bandes d'actualité et un débat animé par le réalisateur Luc Mouillet complètent cet hommage.

Cinéma Mac-Mahon, 5, avenue Mac-Mahon, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Étoile. 19 heures, le 17 septembre. Tél. : 40-19-00-50.

**AKIRA KUROSAWA, HUMANISTE ÉPIQUE** (v.o.), Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**ALFRED HITCHCOCK** (v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5 (43-54-51-60).

**AUTOUR D'ORSON WELLES** (v.o.), Action Écoles, 5 (43-25-72-07).

**BRANDO, LE REBELLE** (v.o.), Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65).

**BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE**, Reflet Médicis II, 5 (43-54-42-34).

**LES CHEFS-D'ŒUVRE DU CINÉMA ÉROTIQUE JAPONAIS** (v.o.), Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

**ERIC ROHMER**, 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55).

**L'ÉTÉ FRITZ LANG** (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40).

**FESTIVAL MORETTI** (v.o.), Reflet Médicis II, 5 (43-54-42-34).

**FRANK CAPRA** (v.o.), Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-65).

**MIZOGUCHI RETROUVÉ** (v.o.), L'Adèquim, 6 (45-44-28-80).

**MODELES DU 7<sup>e</sup> ART, LA COMÉDIE** (v.o.), Reflet Médicis II, 5 (43-54-42-34).

**RÉTROSPECTIVE KEN LOACH** (v.o.), Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-54-15-04).

**VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITÉ** (v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55).

**WERNER FASSBINDER** (v.o.), Accatone, 5 (46-33-86-86).

**WIM WENDERS** (v.o.), Accatone, 5 (46-33-86-86).

1<sup>er</sup> : UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins-Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mailliot, 17<sup>e</sup>.

VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup> ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon-Bastille, dolby, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**LES VICTIMES** Film français de Patrick Grandperret, avec Vincent Lindon, Jacques Dufron, Karin Viard, Florence Thomassin, Gérard Darmon, Cathy Capvert (1 h 34).

Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon-Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (42-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mailliot, 17<sup>e</sup> ; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10).

**EXCLUSIVITÉS**

**L'ÂGE DES POSSIBLES** de Pascale Ferran, avec les élèves-comédiens du Théâtre national de Strasbourg. Français (1 h 45).

**Le Quartier latin**, 5 (43-26-84-65).

**AME CORSAIRE** de Carlos Reichenbach, avec Bertrand Durrer, Jandir Ferrari, Andréa Richa, Flor, Mariana de Moraes, Jorge Fernando. Brésil (1 h 55).

VO : Denfert, dolby, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).

**BEAUTIFUL THING** de Hettie MacDonald, avec Linda Henry, Glen Berry, Scott Neal, Ben Daniels. Britannique (1 h 30).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> ; Le Balzac, dolby, 3<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (47-07-48-60) ; Ecurial, dolby, 13<sup>e</sup> (47-28-04) ; réservation : 40-30-20-10) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10).

**LE BEL ÉTÉ 1914** de Christian de Chalonge, avec Claude Rich, Marie Pacôme, Hippolyte Girardot, Judith Henry, Marianne Denicourt, Philippe Torreton. Français (1 h 57).

Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 3<sup>e</sup> ; Sept Parnasse, 4<sup>e</sup> (43-26-84-65) ; réservation : 40-30-20-10).

**LE CŒUR FANTÔME** de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélie Alcaïs, Maurice Garrel, Evelyn Didi, Roschdy Zem, Camille Chénin. Français (1 h 27).

Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).

**LA COMÉDIE DE DIEU** de Joao César Monteiro, avec Claudia Teixeira, Max Monteiro, Raquel Asencio. Portugal (1 h 45).

VO : Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-27-34).

**COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ** d'Amaud Desplechin, avec Matthieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montaigne, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni. Français (2 h 58).

Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-09) ; réservation : 40-30-20-10).

**CONTE D'ÉTÉ** d'Eric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwenaëlle Simon. Français (1 h 53).

Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10).

**CORPS ET ÂMES** d'Aude Vernell, avec Cécile Riccardi, Philippe Rey, mondin, Antoine Guinand, Bernadette Patois, Monica Goux, Jean-Denis Vermell. Suisse (1 h 25).

Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33).

**COUP DE CŒUR** de Joaquim Sapinho, avec Carla Bolito, Marco Delgado, Orlando Legrito. Portugais (1 h 35).

VO : Latina, 6<sup>e</sup> (42-78-47-86) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; L'Enfer, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).

**CRASH** (\*\*) de David Cronenberg, avec James Spader, Holly Hunter, Elias Koteas, Deborah Unger, Rosanna Arquette. Canadien (1 h 40).

VO : UGC Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), dolby, 8<sup>e</sup> (42-36-52-78) ; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60) ; Saint-Lambert, dolby, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).

**LE CRU DE LA SOIE** d'Yves Robert, Sergio Castellitto, Anémone, Adriana Asti, Alexandra Lomon. Français (2 h 02).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ;

Français (1 h 50).

Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 1<sup>er</sup> (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Élysées, 8<sup>e</sup> (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**DEAD MAN** de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt. Américain, noir et blanc (2 h 14).

VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (45-67-18-89) ; Cinéoches, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10).

**LES ÉTOILES** de Nick Cassavetes, avec Gena Rowlands, Marisa Tomei, Gérard Depardieu, Jake Lloyd, Mo'Nique, David Sherrill. Américain (1 h 47).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 14<sup>e</sup> (43-26-19-09) ; La Pagode, dolby, 7<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Pasty, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**BERNARD DANCE** de Bruce Beresford, avec Sharon Stone, Rob Morrow, Randy Quaid, Peter Gallagher, Jack Thompson, Jayne Brook. Américain (1 h 42).

VO : UGC Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup> (43-54-15-04).

**LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT** de Philippe Collin, avec David Warfield, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rist, Julien Koeft, Claude Auzanne. Français, noir et blanc (1 h 10).

Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**DES NOUVELLES DU BON DIEU** de Didier Le Pêcheur, avec Marie Trintignant, Maria de Medeiros, Christian Charvet, Jean Yanne. Français (1 h 40).

Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10).

**DINGO ET MAX** de Kevin Lima, dessin animé américain (1 h 20).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Gaumont (Publicis Matignon), dolby, 8<sup>e</sup> (42-36-52-78) ; Denfert, dolby, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, dolby, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).

**FARGO** de Joel Coen, avec Frances McDormand, William H. Macy, Steve Buscemi, Harve Presnell, Peter Stormare. Américain (1 h 37).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3<sup>e</sup> (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Saint-Germain-des-Près, salle G.-de-Beauregard, 8<sup>e</sup> (42-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Opéra-Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Under Panoram, THX, dolby, 9<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (42-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (43-26-84-65) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Pasty, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**GARIBDI** de Mohsen Makhmalbat, avec Shaghayegh Djoat, Hossein Moharami, Roghayeh Moharami, Abbas Sayah. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-80).

**GUANTANAMERA** de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio, avec Mircha Ibarra, Jorge Porcino, Carlos Cruz, Raúl Egberto Garcia. Cubain (1 h 47).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-14-55) ; Latina, 6<sup>e</sup> (42-78-47-86) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60).

**LES HOMMES DE L'OMBRE** de Lee Tamahori, avec Nick Nolte, Melanie Griffith, Chazz Palminteri, Michael Madsen, Chris Penn, Tom Williams. Américain (1 h 47).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 3<sup>e</sup>.

**HOMMES, FEMMES : MODE D'EMPLOI** de Claude Lelouch, avec Bernard Tapie, Fabrice Luchini, Alessandra Martines, Pierre Arditi, Caroline Cellier, Ophélie Winter. Français (2 h 02).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ;

**SMOKE** de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker. Américain (1 h 50).

VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> (45-67-18-89) ; Saint-André-des-Arts, 1<sup>er</sup> (43-26-48-18) ; Denfert, dolby, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).

**LE TEMPS DE L'AMOUR** de Mohsen Makhmalbat, avec Shiva Gerde, Abdolraman Paylay, Aken Tunt, Mendares Samanjil. Iranien (1 h 15).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-14-55).

**THE ADDICTION** d'Abel Ferrara, avec Lili Taylor, Christopher Walken, Annabella Sciorra, Edie Falco, Michel Fella, Paul Calderon. Américain, noir et blanc (1 h 24).

VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 5 (43-29-79-88).

**THE CELLULOID CLOSET** de Rob Epstein et Jeffrey Friedman, avec Tony Curtis, Shirley MacLaine, Whoopi Goldberg, Tom Hanks, Susan Sarandon. Américain (1 h 41).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-14-55) ; 14-Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-58-80) ; Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30).

**THE VAN** de Stephen Frears, avec Colin Meaney, Donald O'Kelly, Ger Ryan, Caroline Rothwell, Brendan O'Carroll, Stuart Dunne. Britannique (1 h 45).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; Les Trois Luxembourgs, 8<sup>e</sup> (46-33-97-77) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; George-V, dolby, 3<sup>e</sup> ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Ecurial, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**TROIS VIES ET UNE SEULE MORT** de Raoul Ruiz, avec Marcello Mastroianni, Marisa Paredes, Arielle Dombasle. Franco-espagnol (2 h 03).

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10).

**L'ULTIME SOUPER** de Stacy Thie, avec Jason Alexander, Cameron Diaz, Nora Dunn, Charles Durning, Ron Eldard, Annabeth Gish. Américain (1 h 25).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Reflet Médicis I, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (43-26-19-09) ; réservation : 40-30-20-10).

**UN HÉROS TRÈS DISCRET** de Jacques Audiard, avec Mathieu Kassovitz, Anouk Grinberg, Sandrine Kibari, Albert Dupontel, Nadia Barentin, Bernard Bloch. Français (1 h 45).

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10).

**LES VOLEURS** d'André Téchiné, avec Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Julien Rivière, Laurence Côté, Fabienne Babe. Français (1 h 57).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Odéon, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Opéra-Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48) ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Pasty, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**WHEN NIGHT IS FALLING** de Patricia Rozema, avec Pascale Bussières, Rachael Crawford, Henri Czerny, Don McKellar. Canadien (1 h 35).

VO : Studio Gaiende, 5 (43-26-94-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-27-34).

**WITTENSTEIN** de Derek Jarman, avec Karl Johnson, Michael Gough, Tilda Swinton, John Quentin, Kevin Collins, Clancy Chassay. Britannique (1 h 15).

VO : Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-27-34).

**REPRISES**

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, Jack Lemmon, George Raft. Américain, 1959, noir et blanc (1 h 40).

VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 5 (43-29-79-88).

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans.

**TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE**

**3615 LE MONDE**

du tél. : 36-68-09-78 (2,23 F/mn)

**NOUVEAUX FILMS**

**BIENVENUE DANS L'ÂGE INGRAT** Film américain de Todd Solondz, avec Heather Matarazzo, Brendan Sexton Jr., Daria Kalirina, Matthew Fieber, Angela Pietropinto, Bill Sueli (1 h 27).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup> ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

VF : Le Balzac, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60).

**LES DIABLES, LES DIABLES** Film polonais de Dorota Kedzierzawska, avec Justyna Ciemny, Pawel Chmielewski, Grzegorz Karpinski, Monika Niemczyk, Danuta Szafarska, Krzysztof Plewka (1 h 26).

VO : L'Entrepre, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

**L'ÉLÈVE** Film français d'Olivier Schatzky, avec Vincent Cassel, Caroline Cellier, Jean-Pierre Marielle, Caspar Salomon, Sandrine Le Berre, Sabine Destailleur (1 h 32).

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Hautefeuille, 1<sup>er</sup> (46-39-79-38) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (42-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10).

**POURSI**

Film suisse d'Alain Tanner, avec Karin Viard, Jean-Quentin Châtelain, Cécile Tanner, Antoine Basler, Robert Souvire (1 h 54).

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, dolby, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 6<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48) ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnasse, 14<sup>e</sup> (43-26-84-65) ; réservation : 40-30-20-10).

**MES DOUBLES, MA FEMME ET MOI** Film américain de Harold Ramis, avec Michael Keaton, Andie MacDowell, Zack Duhamel, Katie Schlessberg. Suisse (1 h 25).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (42-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10).

**TIN CUP** Film américain de Ron Shelton, avec Kevin Costner, Rene Russo, Cheech Marin, Don Johnson, Linda Hart, Dennis Burkley (2 h 15).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> ;

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; 14-Juillet Odéon, dolby, 3<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; réservation



هكذا من الإهل

**■ PRESSE :** les journalistes de *Var Matin* (quotidien départemental du groupe Hachette) ont déposé un préavis de grève pour vendredi 13 septembre. Ce mouvement fait suite à l'annonce de la suppression par départs volontaires de 12 postes de journalistes sur 87. La situation financière et une diffusion quotidienne en baisse (72 292 exemplaires en 1995) justifient cette mesure selon la direction. Le syndicat SNJ de l'entreprise, qui « évalue à 5 millions de francs la perte annoncée pour 1996, estime que le groupe Hachette doit aider sa filiale ». Ces mesures s'inscrivent dans un climat de changement dans les journaux du sud, avec l'entrée d'Havas et d'Hachette dans le capital du *Midi Libre* et l'intérêt des deux groupes pour *Nice-Matin*. (Corresp.)

**■ NUMÉRIQUE :** Telepiù, bouquet numérique italien par satellite, contrôlé par Leo Kirch, Canal Plus-NetHold et Silvio Berlusconi, a annoncé, mardi 10 septembre, l'acquisition des droits de diffusion du championnat du monde de Formule 1 pour la saison 1997. Telepiù diffusera les Grand Prix et offrira la possibilité de suivre les courses selon plusieurs angles. Les 800 000 abonnés de la version analogique de Telepiù devront opter pour la diffusion numérique afin de suivre les compétitions.

**■ SOGECABLE :** filiale du groupe de presse Prisa et actionnaire de Canal Plus Espagne, a conclu un accord avec DirecTV, opérateur satellitaire américain, et Divitel, compagnie du groupe vénézuélien Cisneros, pour développer la télévision numérique en Espagne et en Amérique latine. Grâce à cette alliance, Socgacable entre dans le capital de Galaxy Latin America (GLA) un bouquet de 150 programmes numériques en espagnol diffusé sur l'Amérique latine.

## L'AFP et Bloomberg lancent une chaîne câblée

La plus ancienne des agences de presse mondiale explore les pistes lui permettant de valoriser son savoir-faire sur le marché télévisuel

L'AGENCE France-Presse (AFP), la plus ancienne des agences mondiales d'information, franchit une étape de son développement avec le lancement officiel de la version en français de Bloomberg Television (Bloomberg TV), dont elle est partenaire, au côté de la radio privée BFM. Michael Bloomberg, président-fondateur de Bloomberg Limited Partnership (Le Monde du 10 septembre), et Jean Miot, PDG de l'AFP, devaient présenter la chaîne câblée, mercredi 11 septembre, à Paris.

Dans un communiqué, Michael Bloomberg salue « la création d'une version française de Bloomberg Information Television, qui participe (au développement) de notre présence dans un pays qui est point charnière du marché européen ». Jean Miot remarque que le « développement de l'AFP conduit naturellement à ce partenariat : au télégraphe d'hier avait succédé le texte et l'image en numérique. Avec Bloomberg, la télévision devient notre nouveau support ».

Avant son lancement officiel, Bloomberg TV était expérimentée depuis le 1<sup>er</sup> juillet sur le canal 20 du réseau câblé de Lyonnaise Communications, à Paris et en banlieue, où elle émet en français, en clair et sans décodeur, deux heures par jour (6 h 30 à 8 h 30). Existants aux États-Unis et dans d'autres pays, Bloomberg TV est un concept de télévision « multi-fenêtre ». Sur un côté de l'écran apparaît un journaliste baptisé « talking head » (littéralement

« tête parlante ») donnant des nouvelles nationales et internationales ou des commentaires sur les marchés financiers, des échos sur les sports.

Sur l'autre sont affichés des résultats, des dépêches, des horoscopes, des infographies ou de la publicité, tandis que des bandes-son inscrites fournissent des indications météo, le cours des changes. « Cela peut paraître compliqué, note un responsable de la Lyonnaise. On lit, on regarde, on écoute : c'est du multimédia pratique. Il y a l'avant et l'après-Bloomberg ».

**PARTENARIAT AVEC LE FT**

Une équipe de sept journalistes de l'AFP, renforcée à l'occasion, est chargée de la confection et de la présentation des informations nationales et internationales, qu'ils livrent devant une caméra automatique, liée par satellite avec Londres. L'investissement de l'AFP dans Bloomberg TV est limité à cet aspect, la firme américaine le rétribuant par ailleurs pour ses informations et leur présentation.

Deux à trois journalistes de BFM, en lien avec l'équipe lyonnaise de Bloomberg TV, traitent les informations économiques et financières. La radio, dont Michael Bloomberg est actionnaire à 10 %, héberge le studio de télévision, relié par câble à la régie de Londres de Bloomberg TV. « Cela constitue pour nous une valeur ajoutée et nous permet de montrer notre expertise en économie, finance et social », explique Patrick Fillard, directeur de BFM.

La couverture géographique de Bloomberg TV devrait s'étendre avant la fin de l'année. Monique Villa, directrice commerciale de l'AFP, discute de cette extension avec la Lyonnaise et d'autres câblo-opérateurs ainsi que de la possibilité d'ouvrir l'antenne de Bloomberg TV en soirée. CanalSatellite, programmes numériques de Canal Plus, étudie la possibilité de l'accueillir dans son bouquet.

Le partenariat de l'AFP avec Michael Bloomberg s'imposait. Les deux sociétés sont déjà liées - Bloomberg a repris depuis mai plusieurs « fils » d'information de l'AFP dont l'AFP-finances, sur ses terminaux - et il était nécessaire pour l'agence de trouver un partenaire solide au sein du marché télévisuel. Ses deux rivaux anglosaxons Reuters et Associated Press, ont toutes deux lancé leur filiale télévisée (Reuters TV et AP TV), tandis que Dow Jones (éditeur du *Wall Street Journal*) possède sa filiale European Business News (EBN), diffusée par câble en France.

L'AFP explore d'autres pistes, notamment un partenariat avec FT TV, filiale télévisée du *Financial Times* de Londres, avec lequel elle produit les services d'information économique et financier en langue anglaise AFX et AFX Asia. Les bureaux de l'AFP en Allemagne collaborent déjà à FT TV et d'autres rédactions de l'agence à l'étranger, au Moyen-Orient ou au Brésil par exemple, travaillent.

Yves-Marie Labé

## Les radios généralistes éprouvent le besoin de redéfinir leur identité

PHILIPPE LABRO, vice-président et directeur des programmes de RTL, a déclaré, vendredi 6 septembre, lors de sa présentation des programmes de rentrée de la station : « ce ne sont pas les radios généralistes qui ont pris un coup dans l'alle aux derniers sondages, c'est Europe 1. France Inter se porte plutôt bien et nous, nous sommes leaders, avec une part d'audience qui dépasse le total de France Inter et Europe 1 réunis ».

Même si RTL reste depuis quinze ans la première radio écoutée par les Français, les généralistes ont subi une baisse d'audience globale depuis plus de dix ans au profit des stations musicales. Elles éprouvent donc le besoin de redéfinir leur identité. Radio Monte-Carlo (RMC) clame son réancrage dans le Sud. RTL s'affirme comme la « radio multithématique ». France-Inter renforce son caractère généraliste. Europe 1 affiche son nouveau format de « radio parlée » ou « talk radio » (*Le Monde* Radio-télévision daté 8-9 septembre). Les déclarations des responsables de chaînes généralistes finissent par se répondre. « Ce qui compte, c'est de maintenir un genre très fort », précise Philippe Labro. « Installer une radio extrêmement identifiable, c'est primordial », assure, quant à lui, Jérôme Bellay, directeur général de l'antenne d'Europe 1, mardi 10 septembre, lors de la conférence de presse de la station de la rue François-I<sup>er</sup>. Les routes suivies par RTL et Europe 1 n'ont probablement jamais autant divergé : la

première vise la diversité (avec un mélange d'informations, de chansons, de jeux, de rire et de services), la seconde se focalise sur l'information et la parole.

Dans un paysage radiophonique où les musicales n'ont guère rien à envier aux « grandes », Europe 1 apparaît comme la radio qui a le plus de chemin à parcourir et le pari le plus difficile à relever.

**« RÉINVENTER EUROPE 1 »**

Après avoir régulièrement perdu des auditeurs, jusqu'à atteindre 8,5 % d'audience pour la vague d'avril à juin selon l'Institut Médiamétrie, Europe 1 a décidé de « réinventer Europe 1 », selon les termes de son président, Jacques Lehn. « Pinter les émissions de jeu et de divertissement, a insisté Jérôme Bellay. Europe 1 prend le parti de faire des entretiens et de laisser parler les auditeurs en misant sur l'interactivité ».

Le directeur général de l'antenne n'a pas caché qu'en changeant entièrement sa grille, Europe 1 allait « forcément » connaître un tassement du nombre de ses auditeurs : avant de remonter ». Il a aussi précisé qu'il visait une audience se situant entre 7 % et 10 % : « dans l'avenir, une radio qui fera ce score sera une grande radio ». Enfin, Jérôme Bellay a confirmé le retour prochain de Jean-Pierre Elkabbach, ex-président de France Télévision, sur l'antenne d'Europe 1, même si rien n'est encore signé.

Veronique Cauhapé

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio		
12.15 Le Juste Prix. Jeu. 12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'Amour. Feuilleton. 14.30 L'Hôtel des passions. Série. Double réservation. 15.35 Superclub Dorothée. La Croisière infamie. L'École des passions. Les Amnésies. 17.40 Jamais 2 sans toi. Série. L'homme objet. 18.05 Le Rebelle. Série. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.35 Météo. 20.00 Journal.	12.15 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.30 Secret de chef. 13.55 Derrick. Série. 15.00 Le Renard. Série. 16.00 et 16.45 La Chanson. aux chansons. 17.05 Des chiffres. et des lettres. Jeu. 17.40 Savoirs par le gong. Série. 18.10 Code Lisa. Série. Tulle standard. 18.40 Qui est qui ? Jeu. 19.10 Bonne nuit, les petits. Regards sur le ciel. 19.20 et 19.30 Studio Gabriel. Invité : Jacques Weber. 19.35 et 20.30 Tirage du Loto. 19.59 Journal. A cheval, Météo.	12.35 Journal. Keno. 13.40 La croisière s'amusse. 14.30 Simon et Simon. Série. Exits de série. 15.20 Les Enquêtes. de Remington Steele. Série. 16.10 Les deux font la loi. Série. Les deux font la loi. 16.40 Les Minitel. 17.45 C'est pas sorcier. Lucy, Neanderthal. C'est l'époque et les autres. 18.20 Questions. pour un champion. Jeu. 18.40 Un livre, un jour. Le Météo. 18.55 La 13-20. de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 Sa si la chanson. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.40 Consomag.	13.30 Demain le monde. L'argent. 14.00 L'Esprit du sport. Invité : Kelly Slater, champion du monde de surf. 15.00 Chers Kangourous. 16.00 Les Nouvelles. Aventures de Vidocq. 17.00 Le Tour du monde. en 80 jours (redif.). 18.30 Le Monde des ani- maux.  Arte 19.00 Lucky Luke. Dessin animé. [7/25] Tortillas pour les Dalton, de Philippe Landron, d'après Morris et Goscinny (30 min). 7458 19.30 7/2. Magazine présenté par Dominique Bromberger. Y a-t-il quelque chose de pourri dans le royaume de Belgique ? (30 min). 8430 20.00 Animaux en péril. Documentaire. [1/13] L'algie royale, seigneur des forêts, de Richard Brock (30 min). 8343 20.30 8 1/2 Journal.	12.25 Les Routes du paradis. Le grand retour. Série. 13.15 M 6 Kid. Captain planète ; Crispy Crawlers ; Les Kockanis ; Les héros de la jungle ; Gadget boy ; Highlander ; 16.15 Hit Machine. 17.30 Classe mannequin. 18.00 Shiters. Les mondes parallèles. Le monde des dinosaures. Série. 19.00 Highlander. En hommage à Tommy. Série. 19.34 Six minutes d'information. 20.00 Une nouvelle d'été. Série. 20.35 Ecole 6. Magazine.	► En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 Décade pas Buxy. 14.35 Football américain. Championnat de la NFL : Pittsburgh-Baltimore. 15.50 Pas si vite. Magazine. 15.55 Football. En direct. Cracovie-Monaco. Match du premier tour de la Coupe de l'UEFA : 16.00. Jeux de la semaine. Une émission de Radio Canada. 17.55 Billy the Cat, dans la peau d'un chat. ► En clair jusqu'à 21.00 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Marie Darrieussecq, Bernard Seret, Gaelen Druick. (145 min). 801411 20.30 Le Journal du cinéma.	<b>France-Culture</b> 19.35 Perspectives scientifiques. Sous le regard de la révolte. 20.00 Le Rythme et la Région. musique et le concert (CA). 20.30 Antipodes. Sur les traces de l'histoire. 21.35 Correspondants. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communiqué des radios publiques de langue française. Jeux de la semaine. Une émission de Radio Canada. 22.40 Mots magiques. Il était une fois notre Amérique (2). 6.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Milonoff (La Splendeur d'Antoine). 13.00 Code. La musique des Beatles (2). 14.00 Les Nuits de France-Culture (redif.). Ensemble : Arthur Honegger. 1.30. Qui êtes-vous Julien Benda ? 6.07. Une poignée de poèmes français.		
20.20	20.55	20.50	20.45	20.45	21.00			
<b>FOOTBALL</b> Tournoi de Jean-Christophe Soudet de la Ligue des champions. Al. Autser - Ajax Amsterdam. 21.15. M-temps. Météo. 21.30 2e période : 22.30. 23.00. Ligue des champions avec des extraits et des analyses et résultats des 7 autres émissions : Grasshopper Zurich- Glasgow Rangers ; Juventus Turin- Manchester United ; Milan AC - FC Porto ; Atletico Madrid - Steaua Bucarest ; Borussia Dortmund- Widzew Lodz ; Rapid Vienne- Fenerbahce ; Göteborg - Rosenborg (225 min). 31500782 Première participation à la Ligue des champions, de l'AJ Autser, face à l'Ajax, vainqueur en 1995.  0.05 Ustulalia. Magazine. Pérou : les salines de Maras. Supernic Skyliner ; Marc Batard dans les Dru ; Le saut de l'ange : Le saut à grande vitesse : Rebours au-dessus du Japon ; Au-delà du reef ; Entre ciel et terre (60 min). 2917270  1.05 Journal. Météo.  Les 20 émissions les plus auditées. 2.25 et 2.45. 3.10. 3.30. 4.45 TF 1 met le jute. 2.55. Ne revient sur ses pas. 4.00 et 4.15. 4.35. Météo.	<b>L'AMERLOQUE</b> Téléfilm de Jean-Christophe Soudet (105 min). 4367035 Une mère divorcée embauche une baby-sitter américaine pour s'occuper de sa fille de quatre ans. « L'Améri- loque » excentrique y bouleverse leur vie bien ordonnée...  22.40	<b>LA MARCHÉ DU SIÈCLE</b> Présenté par J.-M. Cavada. L'art et le marché : on passe souvent du temps à se battre. Invités : Philippe Ducloux-Bis ; Jacques Chénier ; David Curcio ; Hervé Cossin ; Régis Berthelin (70 min). 859383 22.40 Journal. Météo.	<b>LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LES ANNÉES MAO</b> Documentaire. [2/2] La rébellion est légitime (1960-1976). Film de Jean-Christophe Soudet. 19.00. 574878 Au début des années 60, Mao souhaite prendre du recul par rapport à la gestion quotidienne du pays. En 1966, las de ses trahisons, il revient au premier plan et lance la "grande révolution culturelle proletarienne".  21.45	<b>► EMMA : PREMIÈRE MISSION</b> Film de Jean-Christophe Soudet. 19.00. 574878 Accusée d'un meurtre qu'elle n'a pas commis, une femme devient agent secret.  22.30	<b>DANS LA NUIT</b> Téléfilm de Miles Rios (91 min). 2940843 Un jeune garçon est témoin du meurtre de son père. L'inspecteur chargé de l'enquête réussit à convaincre un psychologue de s'occuper de l'enfant qui refuse de parler. Connaît-il l'assassin ?  0.05 Sexy Zap. 0.40 Rock express. Metalica.  1.30 Saut de pop-rock. 2.40 Hot Femmes. Magazine. 3.30 Tuto. Magazine. 4.00 Jazz 6. Magazine. 6.00 Péquignottes. Magazine.	<b>UN ENFANT DANS LA NUIT</b> Téléfilm de Miles Rios (91 min). 2940843 Un jeune garçon est témoin du meurtre de son père. L'inspecteur chargé de l'enquête réussit à convaincre un psychologue de s'occuper de l'enfant qui refuse de parler. Connaît-il l'assassin ?  0.05 Sexy Zap. 0.40 Rock express. Metalica.  1.30 Saut de pop-rock. 2.40 Hot Femmes. Magazine. 3.30 Tuto. Magazine. 4.00 Jazz 6. Magazine. 6.00 Péquignottes. Magazine.	<b>LES PÊCHES MÉTÉO</b> Film de Pierre Desrois (1995, v.o., 85 min). 613021 En septembre 1938, sur la côte normande, un inspecteur de Scotland Yard se suicide alors qu'il surveille une maison. Un collègue vient enquêter et se trouve aux prises avec une famille bizarre.  0.20 Bye-bye ! 0.40 Rock express. Metalica.  1.30 Saut de pop-rock. 2.40 Hot Femmes. Magazine. 3.30 Tuto. Magazine. 4.00 Jazz 6. Magazine. 6.00 Péquignottes. Magazine.	<b>Radio-Classique</b> 20.40 Les Solistes de Radio-Classique. Le soprano danois universitaire de Hans Werner Henze. Der julefest opéra. concerto, de Henze, par les orchestres de Radio-Classique. Schubert et la Choral et l'Orchestre de Danemark. Opera de Henze, de Henze. Dobner, McDonald Gendreau de Sir Elgar. Orchestre de Radio-Classique. Johnson (La Barcarole de Verdi).



# Affaire de la « vache folle »: rien n'est réglé

Six mois après le déclenchement de la crise, « Envoyé spécial » fait le bilan. C'est toute la filière viande qui est aujourd'hui remise en question

LA DÉCOUVERTE de l'affaire de la vache folle avait déjà dégoûté bon nombre de consommateurs. L'état des lieux dressé par Jacques Merlino et Patrick Descheemaekere découragea les derniers carnivores. D'emblée, le ton est donné: dans un élevage de Berry, une vache met bas un veau mort-né. « Un petit drame à l'échelle d'une exploitation », commente l'éleveur, ému devant le corps sanguinolent. Mais la pire est à venir.

Que devient le veau? Un cadavre entassé parmi d'autres, bœufs, porcs, moutons, puis enfourné à la pelle dans la machine à viande d'une usine d'équarrissage. Hachée, broyée, séchée, puis mélangée à de la farine de soja, la dépolluée deviendra cette farine animale « hautement énergétique » et franchement dégoûtante que, jusqu'à une date récente, on réintroduisait, pratiquement sans contrôle, dans la chaîne alimentaire. « C'est de cette pratique qu'est né le problème de la « vache folle », commente le reporter. De moutons malades, on a fait des farines qui ont contaminé les vaches et, peut-être, les hommes... COFO.

Depuis juin, les règles ont été modifiées. Les farines animales ne sont plus produites à partir de cadavres mais de « matières premières nobles »: les sous-produits tirés de l'abattage d'animaux déclarés sains. La crise est loin d'être réglée pour autant. D'abord parce que les précautions mises en place ne sont pas parfaitement respec-



tées. L'enquête faite auprès d'un poste-frontière donne froid dans le dos: théoriquement, toutes les importations de viandes et de dérivés bovins en provenance d'Angleterre sont interdites. Mais, faute de moyens - deux agents pour cinquante camions -, les douaniers « ciblent » leurs contrôles. Résultat: ni les farines, ni les produits dérivés, ni même la viande, pour peu qu'elle provienne d'Écosse et non d'Angleterre, ne sont vraiment filtrés. Quant aux statistiques douanières, basées sur les déclarations des entreprises, elles laissent, elles aussi, à désirer.

Dans les abattoirs, les contrôles ne valent guère mieux. Aucun test,

précise le responsable d'un des laboratoires les plus modernes d'Europe, ne permet de détecter la présence dans la viande des fameux prions, ces mystérieuses protéines responsables de la maladie. La seule prévention possible est en aval, par une surveillance sur le terrain. Les vétérinaires l'avouent: la maladie est si difficile à diagnostiquer que beaucoup d'animaux malades ont pu passer et passent peut-être encore à travers les mailles du filet. Compte tenu du nombre de bêtes importées d'Angleterre de 1980 à 1985, le faible nombre de cas déclarés depuis sur le continent paraît d'ailleurs suspect...

Bref, le risque zéro n'existe pas. Seule certitude: il a fortement diminué. « Si risque il y a, il a été pris avant 1990 », affirme un vétérinaire. Reste la grande inconnue: combien de personnes ont déjà été contaminées? Sachant, affirme un chercheur, qu'il faudra de dix à quinze ans pour mettre au point un médicament... Le mal est fait, il est irréparable. On l'a compris au fil des interviews, l'affaire de la « vache folle » est un monumental gâchis. Elle remet en cause toute une filière, tout un mode de production industrielle de la viande. Car, comme le souligne le professeur Montagné, la recherche sur le prion n'en est qu'à ses débuts. D'autres maladies dégénératives, d'autres aliments (poisson, poulet) peuvent être impliqués.

Seule solution: changer, revenir à des méthodes d'élevage traditionnelles, moins agressives pour les bêtes et pour les consommateurs. Mais comment? Les éleveurs ruinés sont incapables de se reconstruire - question de coûts et de règlements européens - et les abattoirs les plus modernes s'avouent impuissants à prévoir l'avenir. L'industrie de la viande, sinistrée, va vivre une vraie révolution, dit un professionnel. « Demain nous mangerons une autre viande, mais elle reste à définir. »

Véronique Maurus

★ « Envoyé spécial »: La « vache folle », France 2, jeudi 12 septembre à 20 h 55.

## Les risques du métier

par Agathe Logeart

LE JOURNAL de 20 heures de TF1 nous rappelle, il ne nous avait, jusque-là, rien offert qui pût nous surprendre. On avait contemplé ce grand hôtel flottant qu'était devenu l'En-France avec la nostalgie de rigueur. On avait marché aux côtés du personnel des arsenaux, dont on s'apprête à couper la tête. On s'était assis autour de la table de réunion des syndicats de fonctionnaires, bien décidés à chahuter le gouvernement mais incapables de se mettre d'accord sur la date de leur prochaine journée d'action. On avait suivi les dernières péripéties de l'affaire Dutroux, ces arrestations massives dans les milieux policiers, si d'ailleurs de remises en liberté. On avait vu une femme, complice présumée du réseau pédophile, descendre les marches d'un palais de justice. Elle n'était pas menottée et n'avait pas été délestée de ses bijoux, contrairement à la coutume française, mais portait un gilet pare-balles qui disait assez dans quel climat de tension se déroulait l'enquête.

Surge alors un sujet bref et déconcertant. Est-ce l'onde de choc produite par l'affaire Dutroux? Le soud de ne pas être en reste face à nos voisins belges? Il semble qu'il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait un révélateur en France les agissements de pédophiles bien de chez nous. Celui-ci est d'un genre particulier. On a d'abord pensé de lui sans citer son nom, mais en se remémorant suffisamment d'indices pour le rendre immédiatement reconnaissable par ses voisins de parler. Un gros dégueulasse, voilà comme on le percevait: un magis-

trat, un « haut » magistrat même, qui, sous couvert de ses activités associatives, aurait profité d'avoir à portée de main des adolescents en difficulté pour se livrer à ses penchants pervers. Un président de chambre d'accusation, pense-t-on à suivre les informations diffusées à son sujet, les commentaires des membres d'associations qui l'avaient vu à l'œuvre et ne se déclaraient guère étonnés, l'affaire paraissant étendue et la culpabilité de ce respectable personnage, indubitable.

Et voilà que cet homme, traité dans la pire des boîtes, nous montrait son visage. Celui d'avant, d'abord. Du temps où en robe noire et rabat blanc immaculé, il nez chaussé de sévères lunettes, il faisait paraître devant lui l'habituelle graine de potence qui fait l'ordinaire des cours d'appel, Jacques Médéric en l'espèce. Et voilà le même aujourd'hui, dans le cabinet de son avocat. Sans lunettes, en parka de montagnard (il exerce en Savoie), toute superbe enlevée depuis qu'il est passé de l'autre côté de la barrière. Il dit sa douleur, son innocence, son désir d'être jugé équitablement au terme d'une enquête impartiale. Il parle à voix presque chuchotée. Irradié, on ne peut que constater le terrible engrenage des risques du métier: comment redresser, où l'on voyait le piège du mensonge se refermer sur un Jacques Brel instituteur.

Tellement habitués à être bombardés par la télévision d'informations péremptives, nous étions soudain pris dans le doute, et le malaise.

JEUDI 12 SEPTEMBRE

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes. Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour.  
13.45 D'ailleurs.  
14.35 D'ailleurs.  
14.40 Quelque chose.  
15.30 Hôtel. Série.  
16.25 Une famille en or.  
16.50 Football.  
17.00 En direct d'Événement: Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.  
17.00 Vieux. PSC.  
17.00 Coup d'envoi.  
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.35 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal, Tiercé.

### 20.50

**LE JUGE EST UNE FEMME**  
Série. La fille aînée, de Pierre Boutron (10 min).  
Une jeune femme est inculpée d'homicide pour la mort d'un buraliste. Le juge, qui ne croit pas à sa culpabilité, découvre qu'elle protège quelqu'un...

### 22.30

**FAMILLE JE VOUS AIME**  
Magazine présenté par Isabelle Quenec'h. Invité: Denis Fabre (10 min).  
0.10 Les Sauveteurs de l'impossible. Série. L'histoire de Jessica. Une ancienne diva qui débarque à Wildbach prend un guide pour une randonnée en montagne.  
1.05 Journal, Météo.  
1.25 et 2.25, 3.40, 5.05 Histoires naturelles. 2.15 et 2.55, 3.30, 4.05 TF 1 auto. 3.30 Nul ne revient sur ses pas. 4.15 Elle et lui. 4.30 Métropole.

### France 2

12.57 Journal, Loto.  
13.30 Secret de chef.  
13.50 Derrick. Série.  
14.35 Le Renard. Série.  
15.53 Tilt. Série.  
16.10 et 5.00 La Chance aux chansons. La Rte à Neu-Neu.  
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.45 Sauvés par le gong. Série. Le retour de Schrech.  
18.10 Code Lisa. Série.  
18.40 Qui est qui? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.20 et 2.40 Studio Gabriel.  
19.59 Journal, A cheval, Météo, Point route.

### 20.55

**ENVOYÉ SPÉCIAL**  
Magazine présenté par Bernard Boutevin. La vache folle: la nuit du lamparo; Post-scriptum: la guerre perdue (10 min).  
23.05 Expression directe. UPA.

### 23.10

**LA CORDE RAIDE**  
Film de Richard Tuggle (98 min).  
Des prostituées sont assassinées dans le quartier français de La Nouvelle-Orléans.  
1.05 Journal, Bourse, Météo.  
1.25 Le Cercle de minuit. Magazine. Écrivains et cinéastes dévoilent un pan de leurs secrets. Invités: Mike Leigh; Geneviève Brisco; Philippe Balleand; Alain Tanner.  
5.10 Rio Loco. 3.40 34 heures d'info. 3.45 Météo. 4.25 Unité. L'art dans les capitales: Budapest la jeune.

### France 3

12.33 Journal.  
13.30 Keno.  
13.40 La Croisière s'amuse. Série. Tiers, mon frère.  
14.30 Simon et Simon.  
17.45 Le plus, tel feu.  
18.20 Les Enquêtes de Remington Steele. Série.  
18.40 Les deux font la loi.  
18.40 Les Minikéums.  
19.45 Le passé à la télé.  
20.00 Questions pour un champion. Jeu.  
20.40 Un livre, un jour. Les Petits Soldats.  
20.55 La 19-20.  
21.00 L'information.  
21.05 Fa si la chanter. Jeu.  
21.35 Tout le sport.

### 20.50

**GARDE À VUE**  
Film de Claude Miller (98 min).  
Un sergent entre un policier et un notaire dans le bureau d'un commissariat, pendant une nuit de Saint-Sylvestre.  
22.20 Journal, Météo.

### 23.00

**OBSESSION INFERNALE**  
Téléfilm de Boris Sagal, avec David McCallum, Susan Sarandon (95 min).  
Le docteur Kramer, biochimiste et Prix Nobel, est contacté par le gouvernement pour tenter une expérience bien particulière: il s'agit de transférer le contenu du cerveau d'un savant russe mourant sur un receveur sain.  
0.35 Express Évasion. Tranches de villes: Abidjan, 1.55 Houdou. Série. Le traité de paix. 1.55 Musique Gratin (20 min).

### La Cinquième

12.55 Attention santé. 13.00 Missions extrêmes. 13.30 Nouveaux Horizons. 14.00 Le Peuple jaguar. 15.00 Que deviendront-ils? 3 ans après, de Michel Fresnel (20). 16.00 Le Journal de la création. 16.30 Les Yeux de la découverte. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours. 17.30 Aïe! 18.00 Des religions et des hommes. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Les animaux.  
19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (80 min) Le Pony Express, de Philippe Landrot, d'après Morris et Goscinny (30 min).  
19.30 7/2. Magazine présenté par Dominique Brontberger. Bonnie: parole aux armées (30 min).  
20.00 Max Liebermann. Documentaire. Rendu visible l'invisible, de Heidi Marie Leopold (30 min).  
20.30 8/2 Journal.

### 20.45

**SOIRÉE THÉMATIQUE: DE QUOI J'ME MÊLE! QUEL TRAVAIL POUR DEMAIN?**  
Proposé par Hamdane Gadach, présenté et animé par Christian Piltz en direct de Berlin.  
20.46 L'Europe malade de l'emploi?  
21.15 et 23.00, 0.00 Débat.  
21.35 Reinhard Mohn, un trublion visionnaire. Documentaire (35 min).  
Reinhard Mohn règne sur l'empire Bertelsmann. Ses deux principes de base sont la détermination des responsabilités et la motivation des employés.  
22.10 Un patron pour la crise. Lothar Späth. Documentaire. Le modèle de Jena, de Hamdane Gadach (20 min).  
Lothar Späth prône les bas salaires pour sauvegarder des emplois.  
22.30 Où sont les emplois de demain? Documentaire (30 min).  
23.30 Le Temps retrouvé - le travail libéré. Documentaire (30 min).  
0.20 Ces maîtres. Documentaire (30 min).  
En Tanzanie, des femmes travaillent dans les carrières de pierre pour un salaire de misère.  
1.00 Inconnu sans nom. Téléfilm de Catherine Corinti (98 min).  
1.25 Les Anges de la nuit. Les démons de la nuit (60 min).  
2.30 Les Anges de la nuit. Les démons de la nuit (60 min).

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. (1/2) Une grande soif.  
13.25 La Revanche de Jennifer. Téléfilm de Guy Green (90 min).  
14.50 Drôles de dames. Série.  
16.25 Hlt Machine. Variétés.  
17.00 Rintintin Junior. Série.  
17.30 Classe mannequin.  
18.00 Siders. Les mondes parallèles. Un monde sans hommes. Série.  
19.00 Highlander. Le combattant. Série.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Une noumeuse d'enfer.  
20.35 Passé simple. Magazine. La société de consommation.

### 20.45

**LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN**  
Film de Philippe Galland avec Gérard Jugnot, Armande (44 min).  
Des sketches à la manière du café-théâtre. Armande fait des étincelles.

### 22.30

**CABAL**  
Film de Clive Barker (99 min).  
L'armes terrifiant de Clive Barker, auteur britannique d'ouvrages fantastiques, traduit par lui-même en images d'un rythme démesuré, pour prendre la défense des parois de la société.  
0.20 Murder One. L'affaire Jessica. Chapitre 19. Série.  
1.10 Best of Trash.  
2.40 Turbo. Magazine.  
3.05 La Saga de la chanson française. Documentaire. Yves Montand.  
4.40 Paris top models. Documentaire.

### Canal +

► En clair jusqu'à 13.35  
12.30 La Grande Famille.  
13.35 L'île aux Éléphants.  
Film de Stuart Margolin (1995, 93 min).  
15.10 Le Bâtard.  
Série. Les aventures d'un homme (45 min).  
15.55 La Surprise.  
Film de Richard Benjamin (1994, 106 min).  
17.40 Inconnus.  
Dessin animé.  
17.55 Billy the Cat.  
dans la peau d'un chat.  
► En clair jusqu'à 20.30  
18.35 Nulle part ailleurs.  
Invité Jean-Louis Marat (100 min).  
8801889

### 20.15

**FOOTBALL**  
Match du premier tour de la Coupe des coupes: Middlesbrough FC 2, de Mozart, Richard Gooda, piano; Middlesbrough FC de Martin, Ivan Kuznetsov, baryton; Sinfonia, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Sir Mark Elder.  
22.30 Flash d'information.

### 22.35

**THE MASK**  
Film de Charles Russell (1994, 98 min).  
Un employé de banque tombe amoureux d'une espionne. Un masque ancien dont le pouvoir magique lui permet de se transformer en héros. Film construit et réalisé à la manière des dessins animés les plus frénétiques et les plus hilarants. Les effets spéciaux sont réussis.  
0.10 Le Retour d'Ivanovitch.  
Film de Roberto Mauri (1971, 97 min).  
1.50 Police Story 2.  
Film de Jackie Chan (1986, 87 min).  
8574850

### Radio

**France-Culture**  
20.00 Le Rythme et la Raison.  
Brigitte et le concerto d'El.  
20.30 L'Écho de la mémoire.  
Le concert d'études 20.  
21.35 Fiction.  
Arlette. Texte de (1). Gérard Deschamps. Théâtre sur le théâtre de Louis Jouvet.  
22.40 Nuits magnétiques.  
Il était une fois notre Amérique.  
0.05 Du jour au lendemain. René de Caocory (Almer). 0.50 Coda. La musique des Salles subit (4). 1.50 Les Nuits de France-Culture (Radio). Au milieu de nuit, petite histoire du positionnement. 2.02. Chemins obscurs vers la sagesse: Cloran; 4.50. Le Sanguinaire.

### France-Musique

20.00 Concert promenade.  
Festival d'été Eurobaroque.  
Donné le 17 août, au Royal Albert Hall, à Londres, par le Chœur symphonique de la BBC; 18.00. De l'Orchestre, Judith Howard, soprano, Ivan Kuznetsov, baryton; Concert pour piano et orchestre n° 27, de Mozart; Richard Gooda, piano; Middlesbrough FC de Martin, Ivan Kuznetsov, baryton; Sinfonia, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Sir Mark Elder.  
22.30 Musique plurielle.  
Œuvres de Perron, Ligeti.  
23.07 Histoires de disques.  
Symphonie n° 4 (4<sup>e</sup> mouvement), de K. Schumann, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Bruno Walter (enregistré en 1988); Œuvres de Beethoven, Tchaïkovski, Liszt, Paganini.  
0.00 Tappage nocturne. D'où vient l'eau des puits? (extraits), de Dufay, Michel Bégon, accordéon, Patricia Dufay, claviers, Fabienne Eltinger, violoncelle, Lorenzo Sanchez, guitare.  
1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Solitudes.  
de Radio-Classique.  
Concert. Enregistré le 21 février, à la salle Gaveau. Regis, violon, Benvenuto, piano. Sonate n° 1, de Hindemith. Sonate n° 3, de Brahms. Sonate n° 2, de Grieg. Sonate n° 3, de Chopin.  
22.30 Les Solitudes. (Suite). Œuvres de Mozart, Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 La Triche. Film de Yannick Bellon (1984, 100 min). 48374398  
21.40 Le Métro.  
21.55 Météo.  
des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Ça se discute.  
0.00 Embarkement porte n° 1.  
0.30 Sol 3 (France 3).  
**Planète**  
20.35 Un Tour du monde.  
prince du désert.  
21.25 Zoo: état des lieux.  
(46) Suites et conséquences.  
22.15 Ya Basta!  
Chiapas, été 1996.

### 23.15

Première leçon.  
23.30 La Part du rêve.  
Monsieur Tendre.  
23.50 1914-1918: Vois de guerre. (24).  
0.40 Françoise Dolto.  
(1/2) Tu es chéri de nature (55 min).  
**Paris Première**  
20.00 20 h Paris Première.  
magazine.  
21.00 Règlement de comptes.  
Film de Fritz Lang (1933, 90 min). 3288204  
22.30 Quand Pile Saint-Louis.  
notés est contée.  
de Brigitte Thévenin et Daniel Perrenin.

### France Supravis

20.30 Céciliaire. une reine pour César. Film de Victor Tourjanski (1962, 100 min). 11940386  
22.10 Sous le signe de Rome.  
Film de Guido Brignone (1959, 100 min). 37219763  
**Ciné Cinéma**  
20.30 Trois vieilles filles en folie.  
Film d'Emile Coustaud (1951, 90 min). 85766744  
21.50 L'Amour Madame.  
Film de Gilles Grangier (1951, 90 min). 3263630

### 23.00

Le Club.  
0.40 Jules César. Film de Joseph L. Mankiewicz (1953, 140 min). 20029925  
**Ciné Cinéma**  
20.30 Le Shérif. Film de Robert Webb (1975, 90 min). 8530589  
22.00 Cris et chuchotements. Film de Rob Reiner (1972, 90 min). 8209086  
23.30 Deux. Film de Claude Zidi (1989, 95 min). 13749247  
**Série Club**  
20.45 Édouard et ses filles.  
21.40 et 0.40. Un juge, un flic. Film de Jean YVES ESCOFFIER.  
22.30 Colonel March. Erreur d'identité.  
23.00 Flash.  
Tina, c'est vous?

### 23.50

Quincy.  
Attention, médiation! 1.30 Les Anges de la nuit. Les démons de la nuit (60 min).  
**Canal Jimmy**  
20.35 Touche pas à la femme blanche. Film de Marco Ferreri (1975, 105 min). 8502194  
22.20 This Is Spinal Tap. Film de Rob Reiner (1984, 90 min). 42144522  
23.45 Souvenir - On ne manque pas d'air. 1.00 Destination séries (35 min).  
**Eurosport**  
15.00 Cyclisme. 6<sup>e</sup> étape. Tour d'Espagne (6<sup>e</sup> étape). 19.00 Boxe. 20.00 Sumo. 22.00 Football (60 min).

## Les films sur les chaînes européennes

### RTBF 1

20.35 Monsieur Quigley. L'australien. Film de Simon Win-  
ger (1990, 120 min). Avec Tom Selleck. Fiction.  
22.35 The Snapper. Film de Stephen Frears (1993, 94 min). Avec Tom Hollander. Comédie.  
**RTL 9**  
20.30 Grand Canyon. Film de Lawrence Kasdan (1991, 135 min). Avec Danny Glover. Comédie dramatique.  
22.30 Police. Série. 7. Film de Philip D'Amico (1973, 105 min). Avec Roy Scheider. Policière.  
0.35 Vincent. Série. Les aventures. Film de Claude Sautet (1973, 115 min). Avec Yves Montand. Drame.  
**TMC**  
20.35 La Fontaine des amours. Film de Jean Negulesco (1954, 105 min). Avec Clifton Webb.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-édrage spécial pour les sourds et les malentendants.



هكذا لمن لا يهل

## La drôle de rentrée

par Pierre Georges

IL FAUT déminer. Il faut en-  
rayer. Il faut désamorcer. C'est  
une rentrée à hauts risques. Il y a  
du foyer, du brasier, du bouillon-  
nement dans l'air. Le gouverne-  
ment est assis sur un volcan, si-  
tuation désagréable pour peu  
que ce volcan entre en éruption.  
Il y a des piques du dimanche.  
Les flèches du lundi. Les pyro-  
manes de majorité. Les rognés.  
Les grognés. Les protestations.  
Les grèves à venir. Le mal de ce  
pays. Les incertitudes et craintes  
de ce monde. La faible crois-  
sance. L'instabilité monétaire  
chronique. Les déficits fous.

Et vous, cela va ? Ce qu'il y a  
de fascinant dans cette petite re-  
vue de termes du matin - car  
tous les mots d-dessus sans ex-  
ception ont été volés à la lec-  
ture -, c'est l'optimisme fonceur  
qui s'en dégage. Une rentrée, si-  
re ? Non, une malédiction. A se  
figurer ! Ou à prendre le maquis  
tout de suite, vite, aller aux  
champsignons ou pêcher le gou-  
jon, faire de la confiture de  
coings ou gauler les noix, regarder  
pousser l'herbe ou écrire ses  
Mémoires. En tout cas, repartir  
aussitôt que revenu ; courage,  
retournez en vacances, loin de  
ce pays lunaire et des moles dé-  
sespérances.

Il faut désormais plaindre les  
sondeurs. Les voici avec leurs  
outils trop courts condamnés à  
sonder l'insolable sans jamais  
en toucher le fond, spéculer sur  
un gouffre abyssal nommé dé-  
fiance. Ils cherchent le moral des  
Français et ne le trouvent pas.  
Ou alors dans les chaussettes. Ils  
guettent l'éclaircie, l'embellie, la  
lueur d'espérance.

Tout leur ferait ventre pour  
alimenter l'optimisme. Et ils ne  
voient rien venir, sauf l'horizon  
qui poudroie et le pessimisme  
qui verdoie.

C'est la drôle de rentrée. La  
mobilisation n'est pas la grève.  
Mais cela y ressemble fort. Ni fu-  
reur encore, ni colère, ni agita-  
tion générales. Mais aussi ni es-  
poirs, ni vision de jours  
mieux, ni sentiments d'un re-  
dressement. Le moral est au plat  
fixe. Impôts nationaux, impôts  
locaux, une poche vide l'autre.  
Emploi, un léger mieux en août,  
un probable pire en septembre,  
une nouvelle annule la précé-  
dente. Créations d'emploi, avan-  
ches de plans sociaux, la neige  
ne remonte toujours pas les  
montagnes. Etc., etc.

Le pouvoir sait ce climat bou-  
ché. Il le nie ou en accuse le ba-  
romètre, la presse, cette grande  
conférence des mortifères ne trou-  
vant son bonheur que dans le  
malheur commun et sa pâture  
que dans la déprime générale. La  
presse, voilà l'ennemie qui rouge  
et sape, mine et corrode le moral  
des Français. La presse, voilà la  
coupable idéale du plus confort-  
table des crimes, l'atténuation à l'op-  
timisme national et à la sécurité  
des pensées.

On en viendrait presque à sou-  
haiter que cela fût vrai, tant ce  
climat est malsain et dangereux  
à terme. Mais quel, la majorité à  
des oreilles, comme l'opposition  
d'ailleurs, des oreilles d'élus qui  
savent ce qui se dit dans les cir-  
conscriptions, les régions et les  
villes. Et qui savent aussi que ce  
qui se dit n'est pas beau à en-  
tendre. Bien loin, en tout cas,  
des urgences de saison, la ré-  
forme électorale éventuelle ou  
celle, autosuffisante, de l'abus de  
biens sociaux. Bien loin des dé-  
bats sur la pensée unique ou  
l'autre politique. Et assez près,  
finalement, d'une pensée  
commune sur l'urgence d'un es-  
poir face au sentiment d'impus-  
sance généralisée.

## L'assassinat de Yann Piat serait lié à une affaire de commissions occultes

L'ASSASSINAT de Yann Piat, le  
25 février 1994, et le suicide des  
frères Saincencé, le 12 mai de la  
même année, étaient-ils liés à une  
affaire de commissions occultes ?  
C'est ce que laisse entendre Le  
Canard enchaîné dans son édition du  
11 septembre, évoquant le rapport  
d'un expert infirmier remis  
« à un haut magistrat de la cour  
d'appel d'Aix-en-Provence » et éga-  
lement détenu par « des officiers de  
la Direction du renseignement mili-  
taire (DRM) ».

Selon ce document, dont l'heb-  
domadaire ne précise pas la date et  
ne donne aucune citation, les  
frères Saincencé, découverts morts  
dans le garage d'une villa à Tour-  
tour (Var), apparemment as-  
phyxiés par les gaz d'échappement  
de leur propre voiture, avaient ob-  
tenu de la députée (UDF) du Var  
assassinée la copie d'un « dossier  
compromettant », dont l'ordina-  
teur, après examen de l'expert,  
pouvait conserver la trace : « Un vrai  
répertoire des commissions en-  
cachées par son parti (le Parti  
républicain) sur la vente à bas prix  
de terrains militaires à des sociétés  
contrôlées par des Italiens catalo-  
gues comme mafieux par la police  
romaine », écrit Le Canard enchaî-  
né.

Selon le même article, le docu-  
ment - soustrait par Yann Piat à  
une personnalité politique de l'ac-  
tuelle majorité - comprenait aussi

« les noms des bénéficiaires desdites  
commissions et la destination finale  
d'une partie des bénéfices, à savoir  
des comptes bancaires ouverts en Is-  
raël ».

C'est pour avoir obtenu ces in-  
formations que Yann Piat aurait  
été tué, laisse entendre l'hebdo-  
madaire satirique, après qu'elle eut  
été menacée par deux membres de  
la majorité.

### UNE DEUXIÈME ÉQUIPE

Outre la bande de tueurs actuel-  
lement incarcérés et soupçonnés  
du meurtre, le Canard enchaîné in-  
dique qu'une deuxième équipe « a  
participé à l'opération », sans préci-  
ser où ni comment. Selon l'article,  
« le document extrait des disquettes  
des frères Saincencé comporte encore  
le nom d'un des assassins présumés  
de Yann Piat qui court toujours ».  
Les deux frères auraient d'ailleurs  
eux aussi été éliminés parce qu'ils  
détenaient les informations de  
Yann Piat sur l'affaire des terrains.  
La justice avait officiellement  
conclu au suicide des deux  
hommes, et rendu un non-lien.

Le 1<sup>er</sup> août, le juge d'instruction  
toulonnais Thierry Rolland, chargé  
de l'enquête sur l'assassinat de  
Yann Piat, avait effectué une per-  
quisition dans les locaux du Ca-  
nard enchaîné, puis au domicile de  
l'un de ses journalistes, à la suite  
de la publication d'un précédent  
article alimenté, semble-t-il, aux  
mêmes sources.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 11 septembre, à 12 h 30 (Paris)

PERMETTENT	DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE	DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei	2059,20	-1,77	+3,47
Hong Kong Index	11225,60	+0,10	+12,25
Tokyo. Nikkei sur 3 mois			
Paris CAC 40	2662,12	+1,08	+9,08
London FT 100	—	—	+5,91
Zurich	—	—	+14,78
Milan MIB 30	—	—	+7,94
Frankfurt Dax 30	2567,25	+0,73	+15,90
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SMI	—	—	+3,05
Madrid Iboex 35	—	—	+9,62
Amsterdam CBS	—	—	+18,22

Tirage du Monde daté mercredi 11 septembre 1996 : 500 716 exemplaires.

## Le roi Albert II exige la vérité sur les affaires Dutroux et Cools

L'intervention du souverain belge provoque une nouvelle polémique

### BRUXELLES

de notre correspondant  
Adoptant une attitude inusitée,  
le roi Albert II de Belgique a fait  
publier, mardi 10 septembre, un  
long communiqué dans lequel il af-  
firme vouloir toute la vérité sur les  
affaires. Après avoir sous-estimé  
l'impact du drame des enfants vic-  
times de raptus sur l'opinion publi-  
que, le roi des Belges a reçu en  
personne toutes les familles des  
enfants assassinés ou disparus. Le  
communiqué se réfère à ces  
« contacts » pour « rappeler qu'une  
clarté totale doit être faite sur ce  
drame, ses origines et toutes ses ra-  
mifications » et pour annoncer que  
le Palais vient de « transmettre une  
liste d'observations et de questions »  
au ministre de la Justice.

Dès octobre, une première réu-  
nion aura lieu entre spécialistes et  
hauts fonctionnaires compétents  
« pour combattre la pédophilie et la  
traite des êtres humains chez nous,  
en Europe et dans le monde ». Si le  
communiqué concerne surtout  
l'affaire Dutroux, il se termine par  
l'assurance que le roi suit de très  
près l'enquête sur l'assassinat  
d'André Cools, car « là aussi, toute  
la clarté doit être faite ».

La Belgique est ainsi faite que  
cette initiative royale a immédiatement  
suscité commentaires et  
gloses chez les professeurs de droit  
et les éditeurs littéraires. Albert II est-il  
sorti de son rôle, en principe très li-  
mité par la Constitution, se de-  
mande gravement Marc Uytendaele,  
professeur de droit public à l'Univer-  
sité libre de Bruxelles (ULB) ? Soulignant  
« la charge symbolique » du communiqué du  
Palais, M. Uytendaele estime que la  
Belgique est entrée dans « une  
zone de turbulence où plus personne  
n'est à sa place ». Il poursuit : « Si le  
système tel qu'il existe ne fonctionne  
pas, un risque de dérive existe. Cha-  
cun doit retrouver sa place : le roi, le  
gouvernement, le Parlement ».

A l'inverse, un autre constitu-

tionnaliste, Francis Delpech, ap-  
partenant, lui, à l'Université catho-  
lique de Louvain (UCL), a déclaré :  
« Le pays est sous le choc. Il n'y a pas  
lieu d'écouter encore ce choc par  
des questions sur une crise de régime  
ou une crise constitutionnelle. Le  
communiqué du Palais est clair : le  
roi n'agit pas seul. (...) Il dit tout haut  
ce que beaucoup pensent tout bas.  
Son mode d'action est donc  
conforme aux traditions ». Pour sa  
part, le journal Le Soir estime que  
« l'intervention royale est étrange,  
mais importante, parce qu'elle est  
susceptible de ramener un peu de  
sérénité ».

Il n'est pas sûr que ce débat ab-  
strait passionne l'opinion publique,  
plus intéressée par le développe-  
ment des enquêtes. Mais celles-ci  
ont paru marquer le pas mardi. La  
poursuite des fouilles dans des  
maisons d'amis ou de parents de  
Dutroux n'a apparemment pas  
permis de nouvelles découvertes.  
Les vingt-trois personnes, dont six  
membres de la police judiciaire et  
trois gendarmes, interpellées lundi  
près de Charleroi ont été relâchées  
mardi, malgré diverses perquisi-  
tions.

### CONFLIT « COMMUNAUTAIRE »

Ces interpellations ont semé un  
grand trouble à Charleroi, où la  
gendarmerie et la police judiciaire,  
depuis longtemps rivales, s'ac-  
cusaient mutuellement de régle-  
ments de comptes. Les enquêtes  
chargées de centraliser l'enquête,  
depuis la ville de Neufchâteau  
n'ont apparemment qu'une  
confiance limitée en leurs col-  
lègues carolins. Selon Le Soir,  
certains de ceux-ci ont été mis sous  
écoute téléphonique par « Neuf-  
château ».

Après la « trêve communau-  
taire » observée à l'occasion des  
funérailles des victimes de Du-  
troux, le naturel revient au galop  
chez certains Flamands, auxquels  
les affaires de Liège et de Charleroi

donnent des arguments contre la  
Wallonie, partenaire théorique de  
la Flandre dans la Belgique fédé-  
rale. Paul Van Grembergen, chef  
du groupe parlementaire de la  
Vlaams, parti nationaliste de  
droite, estime qu'il faut « déman-  
teler le PS [Parti socialiste franco-  
phone, bilingue en Wallonie] qui a  
perdu sa crédibilité politique et  
apparaît corrompu à tous les ni-  
veaux ». Le chef des libéraux fla-  
mands (VLD), Herman De Croo,  
demande : « Que peut encore en-  
treprendre le premier ministre [Jean-  
Luc Dehaene, CVP, social-chrétien  
flamand] avec un tel partenaire [au  
sein de la coalition gouvernemen-  
tale] pour restaurer la confiance  
perdue de la population ? »

Quant au président du CVP,  
Marc Van Peel, il s'étonne des « er-  
rements » wallons en matière de  
protection sociale, à la charge de  
l'ensemble de la Belgique fédérale :  
« Comment admettre qu'un Dutroux  
et sa femme touchent 80 000 F  
[13 000 francs français] par mois  
grâce à l'assurance invalidité ? On a  
perpétré, côté flamand, le  
meurtre que les critères sont appli-  
qués de façon plus stricte en Flandre  
qu'en Wallonie. Il faut y mettre fin. »

Ces déclarations exaspèrent les  
francophones, qui voient dans l'ex-  
ploitation de l'affaire Dutroux une  
occasion pour les Flamands de  
réactiver leur vieille revendication  
de fédéralisation de la sécurité so-  
ciale, un des derniers vestiges de la  
Belgique unitaire, avec la justice,  
elle-même mise à mal par les « af-  
faires ». Certains éditeurs opposent  
la volonté de leurs  
collègues flamands de tout replacer  
dans un contexte de conflit  
« communautaire » à l'aspiration  
unitaire manifestée par les foules  
rassemblées aux obsèques de Julie  
et Mélissa. « N'a-t-on rien  
compris ? », demandait mercredi  
La Libre Belgique.

Jean de la Guérinière

## Des magistrats corses victimes d'attentats sont en grève

### BASTIA

de notre correspondant  
« En un an, un quart des magis-  
trats en poste à Bastia ont été victimes  
d'attentats. On ne peut plus se satis-  
faire des messages habituels de sym-  
pathie. » Pierre Gouzenmes, pré-  
sident du tribunal de grande  
instance de Bastia, a participé à l'as-  
semblée générale des magistrats de  
la ville, mardi 10 septembre. Ils ont  
décidé une grève des affaires nou-  
velles jusqu'au lundi 16, après la  
destruction par explosif, mardi ma-  
tin, du véhicule personnel du doyen  
des juges, Rose-May Spazzola. Cer-  
tains observateurs établissent un  
lien entre cet attentat et une « er-  
reur technique » commise l'avant-  
veille par le juge dans l'affaire im-  
pliquant un jeune nationaliste, Sté-  
phane Pierantoni, arrêté le  
4 septembre.

Une erreur de forme du magis-  
trat, au moment du renouvellement  
de la garde à vue du jeune homme,  
avait permis aux avocats d'obtenir  
sa mise en liberté. Quelques heures  
plus tard, Stéphane Pierantoni était  
de nouveau interpellé. Il pourrait  
être mêlé à l'attentat perpétré le  
1<sup>er</sup> juillet à Bastia. Cet attentat était  
dirigé contre des responsables d'A  
Cuncoletta, viridine légale du FLNC-  
canal historique. La mouvance du  
MPA et de son bras armé, le FLNC-  
canal habituel, est soupçonnée  
d'être à l'origine de cet attentat.  
Le juge Spazzola pourrait avoir été la  
cible de représailles décidées par les  
« historiques », mécontents de la li-  
bération du suspect. A Cuncoletta  
pourrait aussi avoir été à l'origine  
du plastique qui a visé lundi 9 sep-  
tembre le garage abritant le siège  
social de l'association dirigée par  
Stéphane Pierantoni.

Dans la nuit de mardi à mercredi,  
le FLNC-canal historique a publié  
un communiqué d'avertissement,  
adressé au gouvernement, et qui af-  
firme : « En choisissant de privilégier  
les tenants du statu quo et une po-  
gnée de renégats du nationalisme,  
l'Etat français mettrait insidieusement  
en place les conditions propices à  
l'attentat du 1<sup>er</sup> juillet. Cet acte de  
type barbouzard perpétré par quel-  
ques marginaux du nationalisme n'a  
pu en effet s'accomplir qu'avec la  
complicité des services de l'Etat. Des  
preuves existent, en outre, de ce que  
la police n'ignorait rien de leurs in-  
tentions criminelles ».

Le FLNC-canal historique accen-  
tue ainsi sa pression sur le gouver-  
nement, alors que la trêve qu'il a of-  
ficiellement décrétée au mois de  
janvier et partiellement rompue ces  
dernières semaines touchera à sa  
fin au mois d'octobre. Le premier  
ministre est rendu par lui respon-  
sable du « pourrissement volontaire  
de la situation » et de la « rafle  
d'Alaccio », qui avait abouti à une  
dizaine d'arrestations fin août. Les  
clandestins tentent ainsi de re-  
prendre l'initiative, au moment pré-  
cis où le premier ministre recevait,  
mercredi 11, les parlementaires in-  
sulaires.

Acacio Pereira

Michel Codacci

## Des malades maltraités dans un hôpital de Créteil

UN RAPPORT de l'inspection générale de l'Assis-  
tance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) datant  
de juillet, mais dont certains éléments ont été commu-  
niqués mardi 10 septembre, fait état des « maltra-  
itances » subies par des malades hospitalisés dans le  
service de neurologie de l'hôpital Albert-Charnevier  
de Créteil (Val-de-Marne). Du bain forcé à un tuteur  
systématique en passant par des soins d'hygiène et de  
toilette insuffisants, le rapport de 147 pages, remis à la  
direction de l'AP-HP le 10 juillet, pointe « une dérive  
de comportements dans la prise en charge des malades de  
l'unité long séjour » qui reçoit des patients atteints de  
maladies neurologiques lourdes.

Dès le mois de mars, quatre membres du personnel  
ont été déplacés à titre conservatoire et sont sous la  
menace de sanctions disciplinaires. Fin juin, Michel  
Barrau, procureur de la République de Créteil, a or-  
donné l'ouverture d'une enquête préliminaire après le  
témoignage d'un membre du personnel soignant dé-  
nonçant des voies de fait et des mauvais traitements,  
remontant pour quelques-uns à dix ans. L'enquête est  
toujours en cours afin de déterminer si ces faits, dont  
certains sont sans doute prescrits, tombent sous le  
coup de la loi.

Les faits remontent au début de l'année lorsqu'un  
infirmier donne un bain forcé à un malade habillé. Au-  
cune plainte n'est déposée, mais, dès le mois de mars,  
la direction de l'hôpital décide de diligenter une en-  
quête interne. Spontanément, plusieurs témoignages  
arrivent sur le bureau de Didier Cazejust, directeur de  
l'établissement. Pour mettre fin à la campagne de ru-  
meurs et de suspicions qui se développe au sein du  
personnel, une enquête est demandée à l'inspection  
générale de l'Assistance publique. Les procédures  
disciplinaires viennent d'être engagées, déclenchant une  
réaction du syndicat CGT de l'entreprise qui, depuis  
lundi 9 septembre, occupe le bureau du directeur de  
l'hôpital. Selon Claude Le Moguen, délégué syndical  
CGT, cinq cadres infirmiers du service auraient été in-  
vités, le 14 août, à quitter le service « volontairement ».  
« Si des faits de maltraitance sont avérés nous sommes  
pour les sanctions disciplinaires », explique Claude Le  
Moguen. Pour sa part, Alain Grenon, directeur de l'IG  
précise que « les quatre personnes concernées par les  
procédures disciplinaires auront accès au rapport pour  
préparer leur défense ».

## La gérante d'entreprise retranchée dans son usine a été interpellée

LA FEMME de soixante-deux ans qui s'était retranchée lundi 9  
septembre dans son usine à Berd'Huis, à l'est d'Alençon (Orne), avec une  
arme et de l'essence pour obtenir un délai à la liquidation judiciaire de  
son entreprise, a été maîtrisée mardi soir par les gendarmes. Marie-  
Thérèse Karaguircheff, gérante de la société Lomka qui fabrique des  
fiacres en plastique, a été hospitalisée dans un établissement spécialisé  
d'Alençon, un médecin ayant jugé que son état de santé mentale néces-  
sitaient des soins. Une dizaine de gendarmes avaient pénétré en force  
mardi peu après 21 heures dans les locaux où se trouvait M<sup>me</sup> Karaguir-  
cheff. L'opération n'a duré que quelques secondes.

■ ALLEMAGNE : six anciens généraux qui commandaient les garde-  
frontières de l'ex-RDA ont été condamnés, mardi 10 septembre, à Ber-  
lin, à des peines allant jusqu'à six ans et demi de prison, pour 19  
meurtres ou tentatives de meurtre de fugitifs est-allemands. - (AFP)

■ ESPAGNE : une quarantaine d'hommes encagoulés ont lancé,  
mardi 10 septembre, des cocktails molotov sur la « maison du peuple »  
socialiste, un fourgon de police et un autobus, à Renteria, près de  
Saint-Sébastien, en Pays basque. - (AFP)

■ MODE DE SCRUTIN : Michel Bouvard, député RPR de Savoie  
(Chambéry-Maurienne), a fait connaître au premier ministre son  
« étonnement » après l'ouverture du débat sur la réforme du mode de  
scrutin. « A l'évidence, ce n'est pas une priorité pour le plus grand nombre  
de nos concitoyens », estime M. Bouvard.

## Le Monde

Un cahier spécial  
sur les lieux d'écritures

Sur les traces de George Sand dans le Berry,  
de Balzac à Paris, de Giono en Provence,  
de Nerval en Valois, de Bernanos dans l'Ariège.

Huit pages à l'occasion  
des Journées du patrimoine

dans  
Le Monde  
du 12 septembre date 13